

Panorama des régions du Québec

Édition 2023



Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2023
ISBN 978-2-550-96188-8 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2009

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle
est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Novembre 2023

Avant-propos

Le *Panorama des régions du Québec – Édition 2023* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) qui les constituent. Cet ouvrage collectif, qui résulte de la collaboration de plusieurs directions de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), réunit des analyses statistiques réalisées à partir des données administratives et d'enquêtes.

Dans cette édition du *Panorama*, 11 chapitres offrent un tour d'horizon des régions en regard de différents thèmes : la démographie, le marché du travail (comprenant une analyse sur l'évolution des postes vacants), le PIB régional, le revenu disponible par habitant, les investissements, le logement, les conditions de vie des familles, l'éducation, les ressources humaines en science et technologie, la culture et l'hébergement touristique. Un 12^e chapitre fournit des statistiques détaillées traçant l'évolution récente de certains indicateurs liés à des thèmes clés à l'échelle des MRC. La démographie, le revenu disponible par habitant, le marché du travail, ainsi que la valeur foncière des résidences unifamiliales y sont analysés. Certaines sections présentent des données qui mettent

en lumière la reprise, plus ou moins rapide, qui suit la crise sanitaire provoquée par la pandémie de COVID-19 dans les régions du Québec.

Pour conclure, un portrait statistique de chaque région administrative regroupant les principaux indicateurs et des faits saillants est disponible en annexe du document.

Par la diffusion du *Panorama des régions du Québec*, l'ISQ met, depuis 2009, un ouvrage de référence à la disposition des acteurs de la scène régionale et de quiconque s'intéresse aux régions québécoises. En publiant cette 15^e édition, l'ISQ continue à soutenir la réflexion et la prise de décision, tant à l'échelle du Québec qu'à l'échelle régionale.

Le statisticien en chef,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Simon Bergeron', written in a cursive style.

Simon Bergeron

Publication réalisée à
l'Institut de la statistique du Québec
sous la coordination de :

Marie-Hélène Provençal et Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Patrick Monsengo, directeur des statistiques
sectorielles et du développement durable

Avec la collaboration de :

Saïd Allaf, Patricia Beauregard-Desjardins, Luc Belleau,
Sophie Brehain, Marie Mélanie Fontaine, Claude Fortier,
Marie-Andrée Gravel, Elorri Jorajuria, Maxime Keith,
Virginie Lachance, Frédérique Lagacé,
Christine Lessard, Guillaume Marchand,
Rébecca Méango, Laurent O'Connor-Blanchard,
Pierre-Olivier Paré, Brigitte Poussard,
Julie Rabemananjara, Ahmed-Daouda Sarr,
Martine St-Amour, Ariane Vézina et Marion Voisin.

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Photos en page couverture (de gauche à droite) :

bakerjarvis, Peter Mintz,
Daniel Gauthier, Rahul-Aggarwal / iStock

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)
Site Web : statistique.quebec.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2023* présente les statistiques les plus récentes au moment de sa rédaction. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site Web de l'Institut à statistique.quebec.ca.

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Panorama des régions du Québec. Édition 2023*, [En ligne], Québec, L'Institut, 287 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2023.pdf]

Note

En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage	TCA	Taux de croissance annuel
Var.	Variation	TAA	Taux d'accroissement annuel
km ²	Kilomètre carré	EPA	Enquête sur la population active
hab.	Habitant	TCAM	Taux de croissance annuel moyen
MRC	Municipalité régionale de comté	PIB	Produit intérieur brut
RA	Région administrative	SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
RMR	Région métropolitaine de recensement		
TE	Territoire équivalent		

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	F	Donnée peu fiable
...	N'ayant pas lieu de figurer	x	Donnée confidentielle
-	Néant ou zéro	n	Nombre
—	Donnée infime	\$	En dollars
p	Donnée provisoire	k	En milliers
r	Donnée révisée	M	En millions
e	Donnée estimée	G	En milliards

Régions administratives du Québec

01	BSL	Bas-Saint-Laurent
02	SLSJ	Saguenay-Lac-Saint-Jean
03	CAPN	Capitale-Nationale
04	MAUR	Mauricie
05	ESTR	Estrie
06	MTL	Montréal
07	OUT	Outaouais
08	ABT	Abitibi-Témiscamingue
09	CN	Côte-Nord
10	NQC	Nord-du-Québec
11	GIM	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
12	CHAPP	Chaudière-Appalaches
13	LAV	Laval
14	LAN	Lanaudière
15	LAUR	Laurentides
16	MGIE	Montérégie
17	CQC	Centre-du-Québec

Table des matières

Introduction	9
1 Démographie	13
2 Marché du travail	25
2.1 Portrait du marché du travail	25
2.2 Postes vacants	39
3 Produit intérieur brut	47
4 Revenu disponible par habitant	59
5 Investissements	75
6 Logement	89
7 Conditions de vie : taux de faible revenu et revenu médian des familles	103
7.1 Taux de faible revenu	105
7.2 Revenu médian des familles	108
8 Éducation : niveau de scolarité	113
9 Ressources humaines en science et technologie	129
9.1 Titulaires d'un grade universitaire	131
9.2 Personnes diplômées en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM)	135

10	Culture	139
11	Hébergement touristique	151
11.1	Établissements hôteliers et résidences de tourisme	151
11.2	Terrains de camping	162
12	Statistique par MRC	171
12.1	Démographie	173
12.2	Revenu disponible par habitant	187
12.3	Taux de travailleurs et revenu d'emploi médian	197
12.4	Valeur foncière des résidences unifamiliales	222
	Concepts et définitions	237
	Coups d'œil sur les régions	249

Introduction

Le *Panorama des régions du Québec*, réalisé par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), est un ouvrage collectif qui regroupe des analyses et des indicateurs permettant de dresser le portrait socioéconomique des régions du Québec ainsi que des municipalités régionales de comté (MRC) qui les composent. Plus qu'un recueil de données statistiques, cette publication met en lumière non seulement l'émergence ou la persistance de disparités régionales, mais également la contribution des régions aux résultats de l'ensemble du Québec.

L'organisation du contenu du *Panorama*

Cette édition du *Panorama* couvre, à partir des données détaillées, 11 thèmes étudiés selon les 17 régions administratives du Québec¹. Chaque chapitre contient une analyse descriptive, des figures et des tableaux de données. Un 12^e et dernier chapitre se concentre sur les statistiques par MRC et comprend des cartes thématiques de même que des tableaux détaillés présentés à la fin de chaque sous-chapitre. De plus, dans plusieurs chapitres, on trouve des cartes, des notes méthodologiques comprenant des mises en garde dans l'interprétation des données ainsi que des hyperliens menant directement à des tableaux de données additionnels.

Plusieurs de ces chapitres présentent des données actualisées sur des thèmes abordés dans les éditions précédentes. En revanche, les chapitres 6, 8 et 9 proposent une analyse renouvelée effectuée à partir des données du *Recensement de la population de 2021* de Statistique Canada. Le chapitre 6, sur le logement, met notamment en lumière les disparités régionales en matière de taux de propriété des ménages et de conditions de logement. Le chapitre 8, sur l'éducation, brosse le portrait du profil scolaire des 25-64 ans dans les régions du Québec et donne un aperçu de son évolution entre 2016 et 2021. Quant au chapitre 9, sur les ressources humaines en science et technologie, il se concentre sur la répartition régionale des titulaires d'un grade universitaire, des personnes diplômées en science, technologie, innovation et mathématiques, selon le type de profession exercée.

Finalement, deux sections complètent le *Panorama des régions du Québec*. D'abord, la section [Concepts et définitions](#) donne les explications sur la signification des concepts utilisés dans les différents chapitres. Cette section est suivie par celle des [Coups d'œil sur les régions](#) qui fait une récapitulation sous forme de fiche synthèse propre à chacune des régions administratives. Dans cette section, on trouvera pour chaque région des indicateurs clés, des faits saillants, un tableau donnant un aperçu de l'évolution de différents indicateurs et un tableau de données par MRC. À ces coups d'œil régionaux s'ajoute un [tableau comparatif](#) qui met en parallèle les résultats des 17 régions sur des indicateurs démographiques et économiques.

1. Sauf le chapitre 11, sur l'hébergement touristique, basé sur les régions touristiques.

Les territoires couverts par le *Panorama*

Comme les éditions précédentes, cette publication couvre les 17 régions administratives, mais le découpage géographique des régions analysées varie selon les thèmes. Il est important de noter que le découpage des régions administratives a subi un changement en juillet 2021, à la suite de la publication du décret 961-2021, par lequel les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi sont passées de la Montérégie à l'Estrie². Sauf exception, les données dans les chapitres sont analysées selon la nouvelle configuration de la limite entre ces deux régions administratives. En revanche, dans les chapitres 6, 8 et 9, le découpage géographique est celui qui était en vigueur au *Recensement de la population de 2021* et ne tient pas compte des modifications touchant l'Estrie et la Montérégie. C'est également le cas du chapitre 2, sur le marché du travail. Quant aux chapitres 3, sur le PIB, et 10, sur la culture, les nouvelles limites territoriales ont entraîné un bris de série rendant impossible la comparaison des données dans le temps³.

Par ailleurs, le chapitre 11, sur l'hébergement touristique, s'appuie sur les 22 régions touristiques définies par le ministère du Tourisme. Ces divisions territoriales se distinguent par rapport au découpage des 17 régions administratives, tant par les limites de certaines régions que par leur désignation.

Comme mentionné précédemment, des statistiques à l'échelle des 104 MRC font l'objet du chapitre 12 et sont présentées dans la section *Coups d'œil sur les régions*. Le découpage utilisé est celui des MRC géographiques. Il est à noter qu'une modification a été apportée au découpage territorial de deux MRC de l'Outaouais le 1^{er} janvier 2022 : la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette est passée de la MRC des Collines-de-l'Outaouais à celle de Papineau. Des explications à ce sujet sont fournies dans l'introduction du chapitre 12, de même qu'au début de la section *Concepts et définitions*, sous la rubrique relative aux [divisions territoriales](#).

De plus amples informations sur les représentations cartographiques des différents découpages territoriaux sont disponibles dans le module [Cartographie interactive des divisions territoriales](#) du site de l'ISQ. Pour en savoir plus sur l'historique des découpages territoriaux du Québec, on peut se référer à l'encadré de l'introduction de l'[édition 2017](#) du *Panorama des régions du Québec*.

Panoplie d'informations statistiques régionales sur le site de l'ISQ

Le *Panorama des régions du Québec* est une publication qui offre aux utilisatrices et aux utilisateurs de statistiques officielles des analyses régionales réalisées à partir de statistiques compilées par l'ISQ. En complément de cet ouvrage, l'ISQ offre un large éventail de tableaux de données statistiques disponibles sur son site Web et mis à jour en continu à l'intention tant des spécialistes que du grand public voulant se tenir au fait de la situation dans les régions et les MRC du Québec.

2. Pour des précisions sur les nouvelles limites territoriales des régions administratives, on consultera la page [Modification aux découpages des régions administratives de l'Estrie et de la Montérégie](#) du site de l'ISQ.
3. Dans les années à venir, des ajustements seront apportés aux indicateurs de certains de ces thèmes afin de tenir compte du changement de découpage territorial.

Régions administratives du Québec



Source : Données sur les limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2022.



Chapitre 1

Démographie

Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région à l'autre. Dans chacune d'entre elles, fécondité, mortalité et mouvements migratoires se combinent différemment pour faire évoluer la taille et la structure par âge de la population. Le présent chapitre compare la situation démographique des 17 régions administratives du Québec au 1^{er} juillet 2022. On s'intéresse d'abord à l'évolution récente des populations régionales, laquelle a été marquée de différentes façons par le contexte de pandémie. On présente ensuite la structure par âge et par sexe de la population en mettant notamment l'accent sur le rythme variable du vieillissement d'une région à l'autre.

La croissance de la population connaît un regain dans les régions où se trouvent les plus grands centres urbains

La population du Québec est estimée à 8 696 000 personnes au 1^{er} juillet 2022. La région la plus peuplée est Montréal avec 2 039 000 habitants, soit près du quart de la population québécoise. La Montérégie arrive au second rang (1 476 000 habitants), devant la Capitale-Nationale (772 000 habitants). À l'opposé, la région la moins peuplée est le Nord-du-Québec (47 000 habitants), qui se classe derrière la Côte-Nord (90 000 habitants) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (92 000 habitants). Soulignons que la population de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine surpasse légèrement celle de la Côte-Nord depuis 2020.

Entre le 1^{er} juillet 2021 et le 1^{er} juillet 2022, la population québécoise a augmenté de 93 000 personnes. Cela représente un taux d'accroissement démographique de 10,8 pour mille, lequel fait suite au taux exceptionnellement bas de 3,0 pour mille qui avait été enregistré pour la période 2020-2021. La croissance démographique du Québec connaît ainsi une reprise marquée après l'important ralentissement causé par la pandémie de COVID-19. Le taux de la dernière année se rapproche des taux relativement élevés enregistrés avant la pandémie et, en nombre absolu, le gain d'effectif est parmi les plus importants depuis que des données comparables sont disponibles pour le Québec, soit depuis 1971-1972. Cette reprise s'explique principalement par un retour à des gains migratoires internationaux importants découlant de la réouverture des frontières internationales au milieu de l'année 2021.

Presque toutes les régions du Québec ont vu leur population augmenter en 2021-2022. Dans dix d'entre elles, la croissance démographique a été plus importante qu'en 2020-2021, comme l'indique la hausse du taux d'accroissement de leur population ([figure 1.1](#)). C'est notamment le cas dans les régions où se trouvent les plus grands centres urbains et où le rythme de la croissance avait été freiné par la pandémie.

La reprise est marquée à Montréal, qui renoue avec la croissance après avoir connu une baisse substantielle de sa population en 2020-2021 (- 23,2 pour mille). Ce déclin résultait non seulement de la réduction des gains migratoires internationaux, mais aussi de pertes migratoires accrues par rapport aux autres régions du Québec. Le taux d'accroissement de la population de Montréal s'élève à 6,9 pour mille en 2021-2022, ce qui représente un gain estimé à 14 000 habitants. Cette croissance paraît faible par rapport à celle enregistrée tout juste avant la pandémie – Montréal affichait le taux d'accroissement le plus élevé du Québec en 2018-2019 (18,5 pour mille) –, mais elle pourrait continuer de s'intensifier avec la hausse des migrations internationales qui s'est poursuivie au Québec tout au long de l'année 2022 et au début de 2023.

La reprise de la croissance démographique s'observe également dans les régions de la Capitale-Nationale, de l'Outaouais, de la Montérégie et de Laval, qui ont toutes vu leur taux d'accroissement augmenter en 2021-2022. La hausse est particulièrement forte dans la Capitale-Nationale, où le taux est passé de 5,2 pour mille en 2020-2021 à 14,2 pour mille en 2021-2022, soit le plus haut taux enregistré par cette région depuis que les données sont disponibles à l'échelle régionale, soit depuis 1986-1987. La Capitale-Nationale affiche aussi une croissance parmi les plus vigoureuses du Québec. La reprise n'a pas été aussi marquée en Outaouais, en Montérégie et à Laval. En Outaouais, le taux d'accroissement de 2021-2022 (11,4 pour mille) se rapproche tout de même de celui enregistré tout juste avant la pandémie (12,2 pour mille en 2018-2019). L'écart entre le taux de 2021-2022 et celui de 2018-2019 est un peu plus important dans le cas de la Montérégie et de Laval. Soulignons toutefois que parmi l'ensemble des régions du Québec, la Montérégie est celle qui a enregistré la plus forte croissance de sa population en nombre absolu en 2021-2022, soit d'environ 14 900 individus.

Parmi les autres régions où la croissance de la population s'est accélérée en 2021-2022, la Mauricie et la Chaudière-Appalaches se distinguent. Dans leur cas, cette accélération ne représente pas une reprise, mais plutôt la poursuite d'une tendance à la hausse amorcée avant la pandémie. Dans chacune de ces régions, le taux d'accroissement s'établit à environ 13 pour mille, soit le plus haut niveau qu'elles ont atteint depuis au moins 1986-1987.

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent voient aussi leur bilan démographique progresser depuis quelques années. En 2021-2022, le taux d'accroissement dans chacune de ces régions est respectivement de 8 et 7 pour mille. Bien que la croissance soit inférieure à celle observée dans plusieurs autres régions, il s'agit d'un niveau record pour ces deux régions, qui contraste fortement avec les périodes de décroissance que celles-ci ont déjà connues.

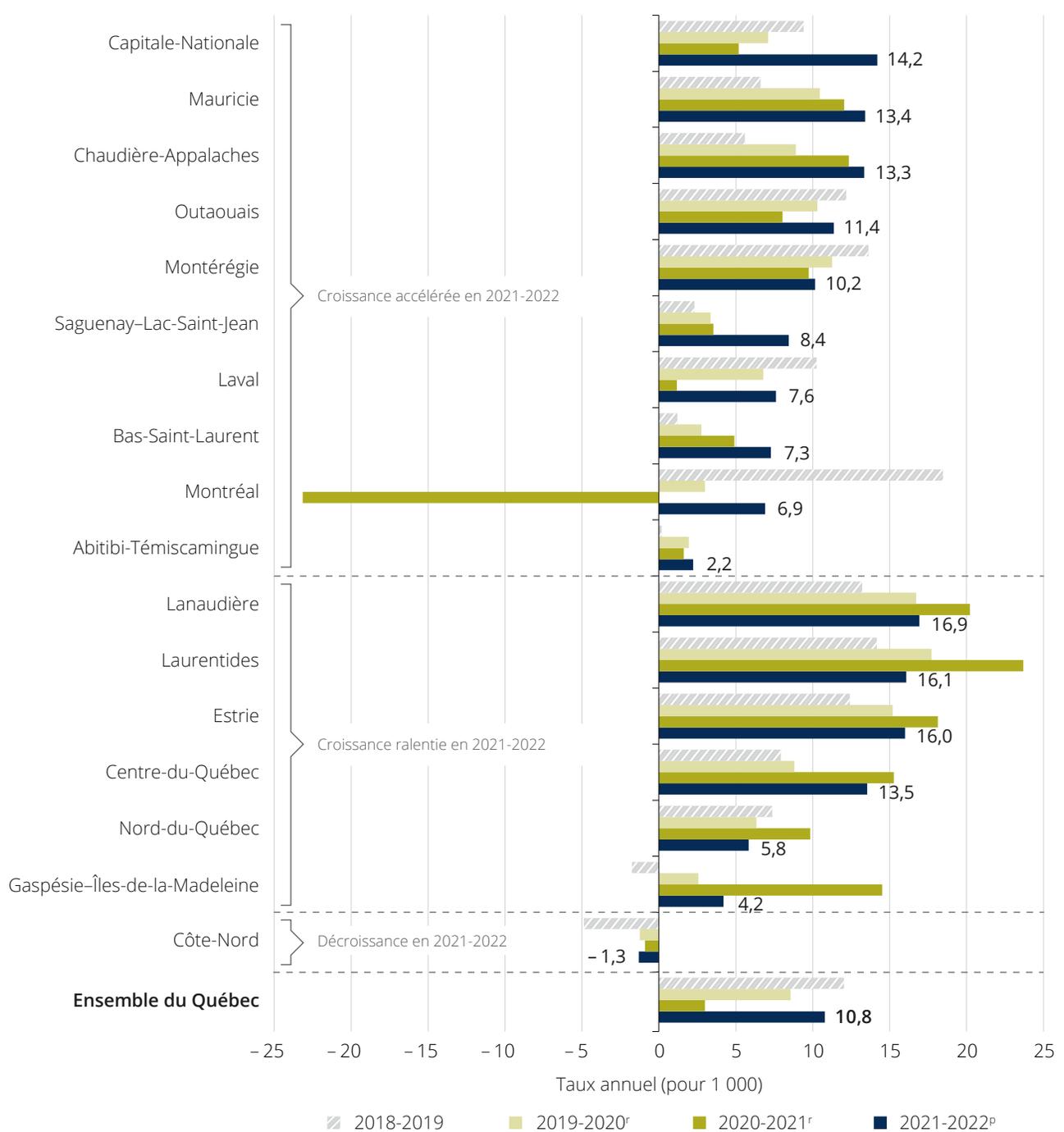
L'Abitibi-Témiscamingue figure aussi parmi les régions où le taux d'accroissement a augmenté en 2021-2022, mais la hausse qu'elle enregistre est légère par rapport à 2020-2021, de sorte que la croissance y demeure de faible ampleur (2,2 pour mille).

Malgré un ralentissement, la croissance de la population demeure forte dans Lanaudière, les Laurentides et en Estrie

Lanaudière, les Laurentides et l'Estrie sont les régions où la population a augmenté le plus fortement en 2021-2022 (taux d'accroissement variant entre 16 et 17 pour mille). Lanaudière et les Laurentides affichent des taux d'accroissement élevés depuis de nombreuses années. Le rythme de la croissance de la population dans ces deux régions tendait même à s'accélérer avant que cet élan, amplifié en contexte pandémique, soit quelque peu freiné en 2021-2022. L'Estrie s'est quant à elle hissée plus récemment parmi les régions où les croissances démographiques sont les plus fortes. Dans cette région, comme dans Lanaudière et les Laurentides, la tendance à l'accélération de la croissance ne s'est pas poursuivie en 2021-2022. Une évolution semblable s'observe dans le Centre-du-Québec, où la croissance enregistrée en 2021-2022 (13,5 pour mille) n'a pas été aussi forte qu'en 2020-2021 mais demeure l'une des plus élevées qu'a connue la région. Soulignons que ces quatre régions ont accueilli en 2021-2022 moins d'entrants en provenance des autres régions du Québec qu'au cours de l'année précédente.

Figure 1.1

Taux d'accroissement annuel de la population, régions administratives et ensemble du Québec, 2018-2019 à 2021-2022



Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ont aussi vu leur croissance démographique ralentir en 2021-2022. Dans leur cas, les taux d'accroissement s'établissent à des niveaux relativement bas en regard de ceux qu'ont enregistrés la plupart des autres régions. Le ralentissement est particulièrement marqué pour la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, où le taux d'accroissement est passé de 14,5 pour mille en 2020-2021 – du jamais vu pour cette région – à 4,2 pour mille en 2021-2022. Soulignons toutefois que la région voit sa population augmenter pour une troisième année consécutive, après avoir connu de nombreuses années de déclin.

Enfin, la Côte-Nord est la seule région où la population a diminué en 2021-2022. L'ampleur des pertes reste toutefois relativement faible. La diminution de la population s'est faite selon un taux d'environ – 1 pour mille chaque année depuis trois ans, ce qui correspond à une baisse d'une centaine de personnes annuellement, tandis que des taux d'accroissement variant entre – 5 et – 13 pour mille avaient été enregistrés de 2013 à 2019.

Les populations régionales selon la structure par âge

Au 1^{er} juillet 2022, 20,6 % des résidents du Québec ont moins de 20 ans, 58,6 % sont âgés de 20 à 64 ans et 20,8 % font partie du groupe des 65 ans et plus. La part des deux premiers groupes d'âge a diminué respectivement de 3,4 et de 4,4 points de pourcentage depuis 2001, tandis que celle des aînés s'est accrue de 7,8 points. L'âge moyen de la population québécoise continue de s'élever et atteint 43,0 ans en 2022, ce qui correspond à une hausse de 4,6 ans depuis 2001. Le vieillissement de la population est appelé à se poursuivre, notamment en raison de l'avancée en âge des générations nombreuses du baby-boom des années 1946-1966, combinée à l'augmentation de l'espérance de vie.

Des différences dans les comportements démographiques régionaux (fécondité, mortalité et mouvements migratoires) ont façonné différemment la structure par âge des populations régionales au fil du temps, ce qui explique que le vieillissement soit plus marqué dans certaines régions. C'est notamment le cas en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, où 30,2 % de la population est âgée de 65 ans et plus en 2022, soit la proportion la plus élevée du Québec, ainsi que l'une des plus élevées du Canada¹. Comme le montre la [figure 1.2](#), cette proportion surpasse largement celle des jeunes de moins de 20 ans (16,1 %), qui est la plus faible de toutes les régions du Québec. L'âge moyen de la population y est de 49,1 ans, le plus élevé de tous. C'est aussi celui qui a le plus augmenté au cours des dernières années, soit une hausse de 8,2 ans depuis 2001 ([figure 1.3](#)). Le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie figurent également parmi les régions où la population est la plus âgée. En 2022, les personnes de 65 ans et plus y représentent plus du quart de la population et l'âge moyen y est d'environ 47 ans.

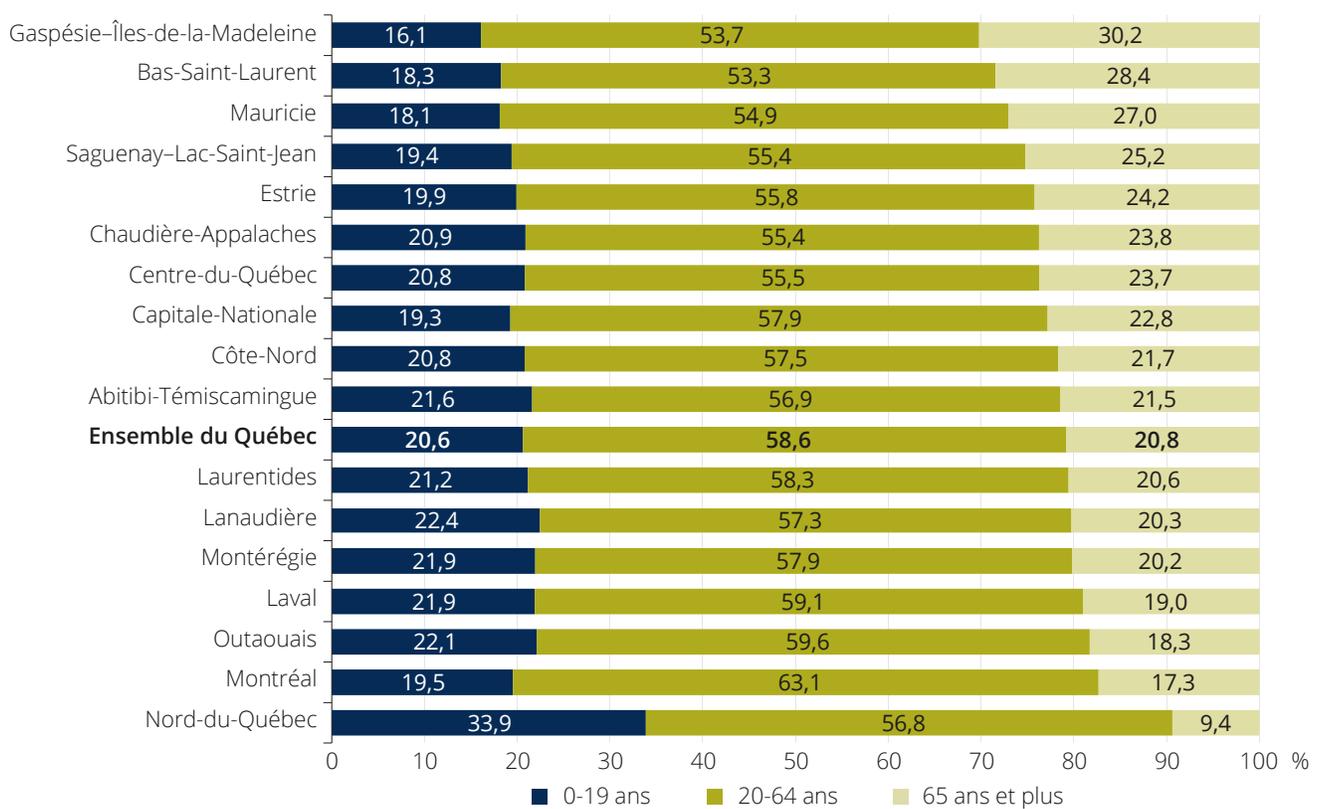
Les populations du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Estrie, de la Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec et de la Capitale-Nationale présentent aussi une proportion de personnes âgées de 65 ans et plus supérieure à celle de l'ensemble du Québec, soit entre 23 % et 25 % en 2022. Cette proportion est supérieure à celle des jeunes de moins de 20 ans dans toutes ces régions. Dans la Capitale-Nationale et au Saguenay-Lac-Saint-Jean, la part des moins de 20 ans est d'environ 19 %, alors qu'elle est comparable à celle de l'ensemble du Québec (20,6 %) dans les autres régions. L'âge moyen est de 45,4 ans au Saguenay-Lac-Saint-Jean et varie entre 44 ans et 45 ans dans les autres régions.

À l'autre bout du spectre, la région du Nord-du-Québec a, de loin, la population la plus jeune du Québec. En 2022, environ une personne sur trois (33,9 %) y a moins de 20 ans, tandis que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 9,4 % de la population. Cette structure relativement jeune s'explique par une fécondité plus élevée que dans l'ensemble du Québec et une espérance de vie plus faible. Néanmoins, comme dans les autres régions, la population vieillit. L'âge moyen y a connu une augmentation de 4,2 ans depuis 2001, pour atteindre 33,3 ans en 2022.

1. Statistique Canada. [Tableau 17-10-0137-01. Estimations de la population, 1^{er} juillet, selon la région économique, limites de 2016.](#)

Figure 1.2

Répartition de la population selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

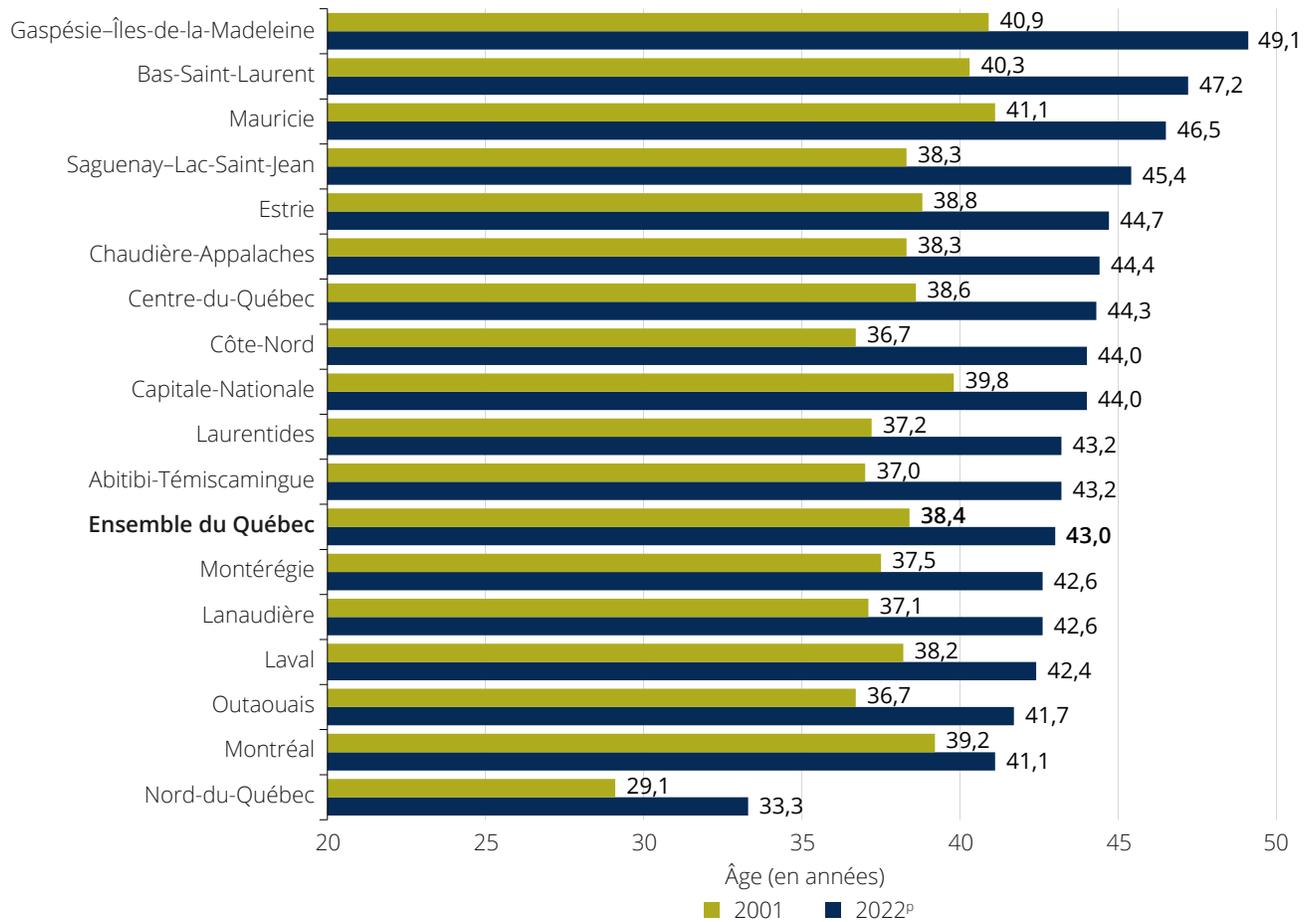


Notes : Population au 1^{er} juillet.
Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 1.3

Âge moyen de la population, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2022



Note : Population au 1^{er} juillet.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La population de Montréal, dont l'âge moyen est de 41,1 ans, est aussi plus jeune que celle de la plupart des autres régions, bien que le contraste ne soit pas aussi marqué que dans le cas du Nord-du-Québec. Le profil par âge de la région est unique : la part des moins de 20 ans y est parmi les plus faibles (19,5 %), mais elle compte la plus importante proportion d'individus dits d'âge actif, soit les 20-64 ans, qui représentent 63,1 % de sa population. Les données détaillées, non illustrées ici, montrent par ailleurs que la population d'âge actif se concentre chez les 20 à 44 ans à Montréal. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent 17,3 % de la population, la proportion la plus faible du Québec, après celle du Nord-du-Québec. En outre, Montréal est la région dont la structure par âge est la plus stable depuis le début des années 2000 ; elle connaît un vieillissement plus lent de sa population que les autres régions.

La population des régions de l'Outaouais et de Laval figure aussi parmi les plus jeunes. Les jeunes de moins de 20 ans (environ 22 %) y sont proportionnellement un peu plus nombreux que dans l'ensemble du Québec, alors que la part des personnes âgées (18 % ou 19 %) y est parmi les plus faibles du Québec. L'Outaouais affiche en outre la plus forte proportion de personnes âgées de 20 à 64 ans (59,6 %), après Montréal. En Outaouais comme à Laval, l'âge moyen est de l'ordre de 42 ans en 2022.

Dans les régions de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides, toutes adjacentes à Montréal, ainsi qu'en Abitibi-Témiscamingue et sur la Côte-Nord, la part des moins de 20 ans (21 % ou 22 %) est la même ou un peu plus élevée que celle de l'ensemble du Québec, tandis que la part des 65 ans et plus (de 20 % à 22 %) y est comparable. Dans ces régions, l'âge moyen varie de 43 à 44 ans.

Les populations régionales selon le sexe

La population québécoise compte, dans l'ensemble, un nombre comparable de femmes (4 343 000) et d'hommes (4 353 000) en 2022. Le rapport entre les sexes présente toutefois quelques différences selon l'âge. Bien qu'il naisse généralement plus de garçons que de filles, les femmes finissent par être plus nombreuses que les hommes aux âges plus avancés, principalement en raison de la surmortalité masculine à chaque âge. En effet, en 2022, le rapport de féminité du Québec (nombre de femmes pour 100 hommes) est de 96 à la fois chez les moins de 20 ans et chez les 20-64 ans, ce qui montre que les hommes sont légèrement surreprésentés à ces âges ; cependant, chez les 65 ans et plus, on compte plus de femmes que d'hommes, le rapport étant de 115.

Le groupe des 65 ans et plus est le seul pour lequel on constate des différences notables entre les régions. Le rapport de féminité est relativement élevé dans les régions de Montréal (128 femmes pour 100 hommes), de Laval (121) et de la Capitale-Nationale (120). À l'opposé, le Nord-du-Québec est la seule région où l'on compte moins de femmes que d'hommes chez les 65 ans et plus, soit 96 femmes pour 100 hommes. Rappelons toutefois que le nombre de personnes âgées y est faible et que l'écart entre les sexes ne représente qu'une centaine de personnes.

Chez les 0-19 ans, il y a moins de femmes que d'hommes dans toutes les régions. Le rapport de féminité dans ce groupe d'âge varie entre 94 et 98 femmes pour 100 hommes. Les écarts entre les régions sont un peu plus marqués en ce qui concerne le groupe des 20-64 ans. Le Centre-du-Québec affiche le rapport de féminité le plus faible, soit de 92 femmes pour 100 hommes, tandis que l'Outaouais compte autant de femmes que d'hommes dans ce groupe d'âge.

Les estimations de la population

Les estimations de la population des différents découpages géographiques du Québec sont le produit d'une collaboration entre Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec. Elles sont fondées sur les comptes des recensements qui sont rajustés afin de tenir compte du sous-dénombrement net des recensements et des réserves partiellement dénombrées.

Les estimations de population de la période 2016-2022 doivent être considérées comme provisoires. Elles ont comme point de départ les comptes rajustés du Recensement de 2016, auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Comme plusieurs de ces composantes ne sont pas définitives (obtenues par modélisation ou tirées de sources disponibles rapidement, mais moins précises), les estimations peuvent changer au fil des révisions. De plus, les données infraprovinciales feront l'objet d'une révision en 2024 pour s'arrimer aux comptes rajustés du Recensement de 2021. Certains résultats présentés dans le *Panorama des régions du Québec* pourraient s'en trouver modifiés.

À l'échelle régionale, les estimations de population, totale et selon l'âge et le sexe, sont produites annuellement et ont comme date de référence le 1^{er} juillet. À l'échelle du Québec, les estimations de population totale sont disponibles sur une base mensuelle. Les données au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet sont diffusées sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux détaillés de données sur [la population et la structure par âge et par sexe](#) du Québec, des régions administratives, des MRC, des municipalités et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème *Démographie et population*. D'autres données y sont également consultables, notamment celles concernant les composantes démographiques qui façonnent la taille et la structure de la population ([naissances](#), [décès](#) et migrations [internes](#) ou [internationales et interprovinciales](#)). Les résultats des [projections démographiques](#) jusqu'en 2041 sont également disponibles.

Références

- BÉZY, Simon et Martine ST-AMOUR (2023). « La migration interrégionale au Québec en 2021-2022 : Montréal voit ses pertes diminuer après avoir accusé un déficit record l'année précédente », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 27, n° 1, janvier, Institut de la statistique du Québec, p. 1-18. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/migration-interregionale-quebec-2021-2022.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/fiches-demographiques-regions-administratives-quebec-2022.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Le bilan démographique du Québec. Édition 2023*, [En ligne], Québec, L'Institut, 113 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2023.pdf].

Tableau 1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel, régions administratives et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Région administrative	Population au 1 ^{er} juillet					Taux d'accroissement annuel ¹			
	2018	2019	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^p	2018-2019	2019-2020 ^r	2020-2021 ^r	2021-2022 ^p
	n					pour 1 000			
Bas-Saint-Laurent	197 291	197 530	198 078	199 053	200 507	1,2	2,8	4,9	7,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	277 388	278 032	278 968	279 957	282 330	2,3	3,4	3,5	8,4
Capitale-Nationale	744 399	751 442	756 796	760 732	771 611	9,4	7,1	5,2	14,2
Mauricie	269 455	271 244	274 096	277 419	281 163	6,6	10,5	12,1	13,4
Estrie	476 836	482 790	490 182	499 155	507 208	12,4	15,2	18,1	16,0
Montréal	2 028 244	2 066 038	2 072 234	2 024 806	2 038 845	18,5	3,0	-23,2	6,9
Outaouais	392 200	397 007	401 117	404 354	408 979	12,2	10,3	8,0	11,4
Abitibi-Témiscamingue	147 607	147 634	147 922	148 162	148 493	0,2	1,9	1,6	2,2
Côte-Nord	91 160	90 717	90 605	90 523	90 405	-4,9	-1,2	-0,9	-1,3
Nord-du-Québec	45 557	45 894	46 186	46 643	46 916	7,4	6,3	9,8	5,8
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	90 615	90 456	90 689	92 015	92 403	-1,8	2,6	14,5	4,2
Chaudière-Appalaches	426 578	428 969	432 805	438 185	444 072	5,6	8,9	12,4	13,3
Laval	435 099	439 583	442 574	443 093	446 476	10,3	6,8	1,2	7,6
Lanaudière	508 958	515 727	524 425	535 132	544 265	13,2	16,7	20,2	16,9
Laurentides	611 917	620 648	631 742	646 888	657 375	14,2	17,7	23,7	16,1
Montérégie	1 410 938	1 430 305	1 446 502	1 460 670	1 475 578	13,6	11,3	9,7	10,2
Centre-du-Québec	247 496	249 467	251 674	255 548	259 033	7,9	8,8	15,3	13,5
Ensemble du Québec	8 401 738	8 503 483	8 576 595	8 602 335	8 695 659	12,0	8,6	3,0	10,8

1. Calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Note : Les estimations présentées dans ce tableau sont basées sur les comptes rajustés du Recensement de 2016 et ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision en 2024, lorsque les comptes corrigés du Recensement de 2021 seront disponibles à l'échelle infraprovinciale.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.2

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2022

Région administrative	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total		
	n				%						ans
2001										
Bas-Saint-Laurent	47 372	125 445	31 475	204 292	23,2	61,4	15,4	100,0	41,1	40,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	70 568	177 317	35 384	283 269	24,9	62,6	12,5	100,0	39,2	38,3
Capitale-Nationale	138 240	422 262	91 154	651 656	21,2	64,8	14,0	100,0	40,1	39,8
Mauricie	56 963	160 761	42 250	259 974	21,9	61,8	16,3	100,0	41,9	41,1
Estrie	103 173	258 361	57 626	419 160	24,6	61,6	13,7	100,0	39,1	38,8
Montréal	392 956	1 179 939	277 251	1 850 146	21,2	63,8	15,0	100,0	38,0	39,2
Outaouais	84 020	206 168	32 778	322 966	26,0	63,8	10,1	100,0	37,2	36,7
Abitibi-Témiscamingue	40 317	91 404	16 849	148 570	27,1	61,5	11,3	100,0	37,6	37,0
Côte-Nord	26 012	63 878	9 606	99 496	26,1	64,2	9,7	100,0	37,5	36,7
Nord-du-Québec	15 008	22 609	1 714	39 331	38,2	57,5	4,4	100,0	27,3	29,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	22 339	61 004	15 241	98 584	22,7	61,9	15,5	100,0	41,9	40,9
Chaudière-Appalaches	97 628	243 087	50 107	390 822	25,0	62,2	12,8	100,0	38,6	38,3
Laval	85 835	218 834	45 704	350 373	24,5	62,5	13,0	100,0	38,4	38,2
Lanaudière	106 569	247 689	42 119	396 377	26,9	62,5	10,6	100,0	38,1	37,1
Laurentides	124 451	297 159	51 469	473 079	26,3	62,8	10,9	100,0	37,9	37,2
Montérégie	305 993	746 573	133 073	1 185 639	25,8	63,0	11,2	100,0	38,1	37,5
Centre-du-Québec	55 801	136 470	30 451	222 722	25,1	61,3	13,7	100,0	38,8	38,6
Ensemble du Québec	1 773 245	4 658 960	964 251	7 396 456	24,0	63,0	13,0	100,0	38,5	38,4
2022^a										
Bas-Saint-Laurent	36 604	106 883	57 020	200 507	18,3	53,3	28,4	100,0	50,3	47,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	54 727	156 350	71 253	282 330	19,4	55,4	25,2	100,0	46,7	45,4
Capitale-Nationale	148 537	446 909	176 165	771 611	19,3	57,9	22,8	100,0	43,8	44,0
Mauricie	50 916	154 260	75 987	281 163	18,1	54,9	27,0	100,0	48,5	46,5
Estrie	101 076	283 217	122 915	507 208	19,9	55,8	24,2	100,0	45,8	44,7
Montréal	398 321	1 286 993	353 531	2 038 845	19,5	63,1	17,3	100,0	39,4	41,1
Outaouais	90 440	243 758	74 781	408 979	22,1	59,6	18,3	100,0	42,1	41,7
Abitibi-Témiscamingue	32 095	84 534	31 864	148 493	21,6	56,9	21,5	100,0	44,1	43,2
Côte-Nord	18 804	51 966	19 635	90 405	20,8	57,5	21,7	100,0	45,8	44,0
Nord-du-Québec	15 887	26 632	4 397	46 916	33,9	56,8	9,4	100,0	30,8	33,3
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	14 868	49 616	27 919	92 403	16,1	53,7	30,2	100,0	54,0	49,1
Chaudière-Appalaches	92 750	245 833	105 489	444 072	20,9	55,4	23,8	100,0	45,5	44,4
Laval	97 678	263 821	84 977	446 476	21,9	59,1	19,0	100,0	43,1	42,4
Lanaudière	122 110	311 939	110 216	544 265	22,4	57,3	20,3	100,0	43,5	42,6
Laurentides	139 101	383 024	135 250	657 375	21,2	58,3	20,6	100,0	44,4	43,2
Montérégie	323 825	854 326	297 427	1 475 578	21,9	57,9	20,2	100,0	43,2	42,6
Centre-du-Québec	53 907	143 731	61 395	259 033	20,8	55,5	23,7	100,0	45,1	44,3
Ensemble du Québec	1 791 646	5 093 792	1 810 221	8 695 659	20,6	58,6	20,8	100,0	43,1	43,0

Note : Population au 1^{er} juillet.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.3

Population selon le groupe d'âge et le sexe et rapport de féminité, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Région administrative	Groupe d'âge							
	0-19 ans		20-64 ans		65 ans et plus		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	n							
Bas-Saint-Laurent	18 793	17 811	54 322	52 561	27 501	29 519	100 616	99 891
Saguenay-Lac-Saint-Jean	28 038	26 689	81 098	75 252	34 592	36 661	143 728	138 602
Capitale-Nationale	75 654	72 883	229 968	216 941	80 207	95 958	385 829	385 782
Mauricie	26 124	24 792	78 825	75 435	35 858	40 129	140 807	140 356
Estrie	52 049	49 027	144 460	138 757	58 633	64 282	255 142	252 066
Montréal	202 582	195 739	656 082	630 911	154 842	198 689	1 013 506	1 025 339
Outaouais	46 078	44 362	121 912	121 846	35 557	39 224	203 547	205 432
Abitibi-Témiscamingue	16 359	15 736	43 855	40 679	15 602	16 262	75 816	72 677
Côte-Nord	9 485	9 319	26 708	25 258	9 766	9 869	45 959	44 446
Nord-du-Québec	8 183	7 704	13 799	12 833	2 249	2 148	24 231	22 685
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7 572	7 296	24 912	24 704	13 503	14 416	45 987	46 416
Chaudière-Appalaches	47 529	45 221	127 374	118 459	50 972	54 517	225 875	218 197
Laval	49 838	47 840	132 315	131 506	38 453	46 524	220 606	225 870
Lanaudière	62 368	59 742	157 766	154 173	52 926	57 290	273 060	271 205
Laurentides	71 536	67 565	193 250	189 774	64 848	70 402	329 634	327 741
Montérégie	165 282	158 543	432 991	421 335	138 392	159 035	736 665	738 913
Centre-du-Québec	27 562	26 345	74 924	68 807	29 396	31 999	131 882	127 151
Ensemble du Québec	915 032	876 614	2 594 561	2 499 231	843 297	966 924	4 352 890	4 342 769
	Rapport de féminité (nombre de femmes pour 100 hommes)							
Bas-Saint-Laurent		95		97		107		99
Saguenay-Lac-Saint-Jean		95		93		106		96
Capitale-Nationale		96		94		120		100
Mauricie		95		96		112		100
Estrie		94		96		110		99
Montréal		97		96		128		101
Outaouais		96		100		110		101
Abitibi-Témiscamingue		96		93		104		96
Côte-Nord		98		95		101		97
Nord-du-Québec		94		93		96		94
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		96		99		107		101
Chaudière-Appalaches		95		93		107		97
Laval		96		99		121		102
Lanaudière		96		98		108		99
Laurentides		94		98		109		99
Montérégie		96		97		115		100
Centre-du-Québec		96		92		109		96
Ensemble du Québec		96		96		115		100

Notes : Population au 1^{er} juillet.
Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



Chapitre 2

Marché du travail

Pierre-Olivier Paré, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

Le présent chapitre brosse le portrait du marché du travail pour l'ensemble du Québec et les régions administratives. La première partie porte sur l'évolution de l'activité, de l'emploi et du chômage entre 2021 et 2022 ainsi qu'entre 2017 et 2022 pour les personnes de 15 à 64 ans. La seconde partie porte sur l'évolution du nombre et du taux de postes vacants ainsi que sur l'évolution du salaire horaire moyen offert pour les postes vacants selon la région administrative entre les années 2021 et 2022.

2.1 Portrait du marché du travail

Dans la présente édition du *Panorama des régions du Québec*, une analyse comparative est effectuée entre 2021 et 2022 ainsi qu'entre 2017 et 2022 à l'aide des données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada. On y décrit les variations de l'emploi pour les personnes de 15 à 64 ans en portant une attention particulière à l'évolution du nombre d'emplois selon le régime de travail (temps plein ou temps partiel) ainsi qu'au nombre d'emplois occupés par les femmes et par les hommes. On y examine également l'évolution des taux d'activité, d'emploi et de chômage.

Note méthodologique

Les données présentées dans cette section sont des moyennes estimées provenant de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada et sont fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées dans des territoires plus grands, comme les provinces ou le Canada. Des tests ont été réalisés avec un seuil de 5 % afin de vérifier si les différences observées sont statistiquement significatives. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse, à moins que le contraire ne soit spécifié. Les nombres supérieurs à mille ont été arrondis à la centaine près et les nombres supérieurs à un million ont été arrondis au millier près afin de faciliter la lecture.

Les données de l'EPA sont utilisées pour produire des estimations du nombre de personnes de 15 ans et plus au chômage et en emploi dans différents territoires, selon le lieu de résidence des répondants (et non selon leur lieu de travail). À titre d'exemple, le chiffre sur l'emploi correspond au nombre d'habitants de la région qui occupent un emploi, mais il ne nous permet pas de savoir si l'emploi occupé se situe dans la même région ou dans une autre. Pour plus d'information, se référer à la section 7 – *Qualité des données, de la publication Guide de l'Enquête sur la population active* (numéro 71-543-G au catalogue).

Il est à noter que les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison d'enjeux statistiques liés à la taille de leur population et de la variabilité des données.

État du marché du travail pour l'ensemble de la province

En 2022, au Québec, le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans qui occupent un emploi a augmenté de 98 100 (+ 2,4 %) par rapport à 2021 et il est estimé à 4 200 000 en 2022. Une comparaison avec le niveau d'emplois en 2019 (4 154 000), avant la pandémie, montre une hausse de 45 900 (+ 1,1 %), qui n'est toutefois pas statistiquement significative. Rappelons que lors de la première année de la pandémie, en 2020, le nombre d'emplois avait diminué de 211 900 (– 5,1 %).

Une analyse selon le régime de travail révèle qu'entre 2021 et 2022, l'emploi à temps plein s'est accru de 88 700 (+ 2,6 %) et a atteint 3 511 000, alors que celui à temps partiel a connu une hausse de 9 400 (+ 1,4 %) pour un total de 689 000, laquelle n'est toutefois pas statistiquement significative. L'emploi a augmenté de 49 800 (+ 2,3 %) pour les hommes et de 48 300 (+ 2,5 %) pour les femmes ([tableau 2.1.2](#)).

Entre 2017 et 2022, le nombre d'emplois chez les 15-64 ans a augmenté de 172 700 (+ 4,3 %). Cette croissance s'observe uniquement dans l'emploi à temps plein (+ 228 700 ; + 7,0 %), alors qu'un recul de l'emploi à temps partiel a été constaté (– 56 000 ; – 7,5 %). Le nombre d'emplois a progressé d'un peu plus de 4 %, tant chez les hommes que chez les femmes, ce qui constitue une augmentation d'environ 89 000 emplois pour les hommes et de 83 700 pour les femmes.

Le taux d'activité chez les personnes de 15 à 64 ans est estimé à 81,0 % en 2022 ([tableau 2.1.3](#)). Il a augmenté de 1,5 point de pourcentage depuis 2017, mais l'enquête n'a pas permis de détecter une différence significative par rapport à 2021. En ce qui concerne le taux d'emploi, il s'est accru de 1,9 point par rapport à 2021 et a atteint 77,5 % en 2022. Cette hausse est attribuable à la progression de l'emploi (+ 2,4 %) et au recul de la population (– 0,1 %). Comparativement à 2017, le taux d'emploi a progressé de 2,8 points, et cette augmentation s'explique par une hausse de l'emploi (+ 4,3 %) plus importante que celle de la population (+ 0,5 %) ([tableaux 2.1.1](#) et [2.1.4](#)). Quant au taux de chômage, il est estimé à 4,3 % en 2022, soit une baisse de 1,8 point par rapport à 2017 et 2021 (6,1 % dans les deux cas) ([tableau 2.1.5](#)).

Variations de l'emploi selon la région

Entre 2021 et 2022, le nombre total d'emplois a progressé dans les régions de Montréal (+ 39 700 ; + 3,8 %), de Chaudière-Appalaches (+ 12 800 ; + 6,2 %) et de l'Outaouais (+ 9 100 ; + 4,7 %) ([figure 2.1.1](#)).

Lorsque l'on examine l'évolution de l'emploi par rapport à 2017, on constate que l'emploi s'est accru à Montréal (+ 105 500 ; + 10,8 %) et en Outaouais (+ 11 500 ; + 6,0 %) ([tableau 2.1.1](#)). À l'inverse, l'emploi a décliné en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (– 4 800 ; – 13,4 %) et sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec (– 6 800 ; – 13,1 %).

Variations de l'emploi selon la région et le régime de travail

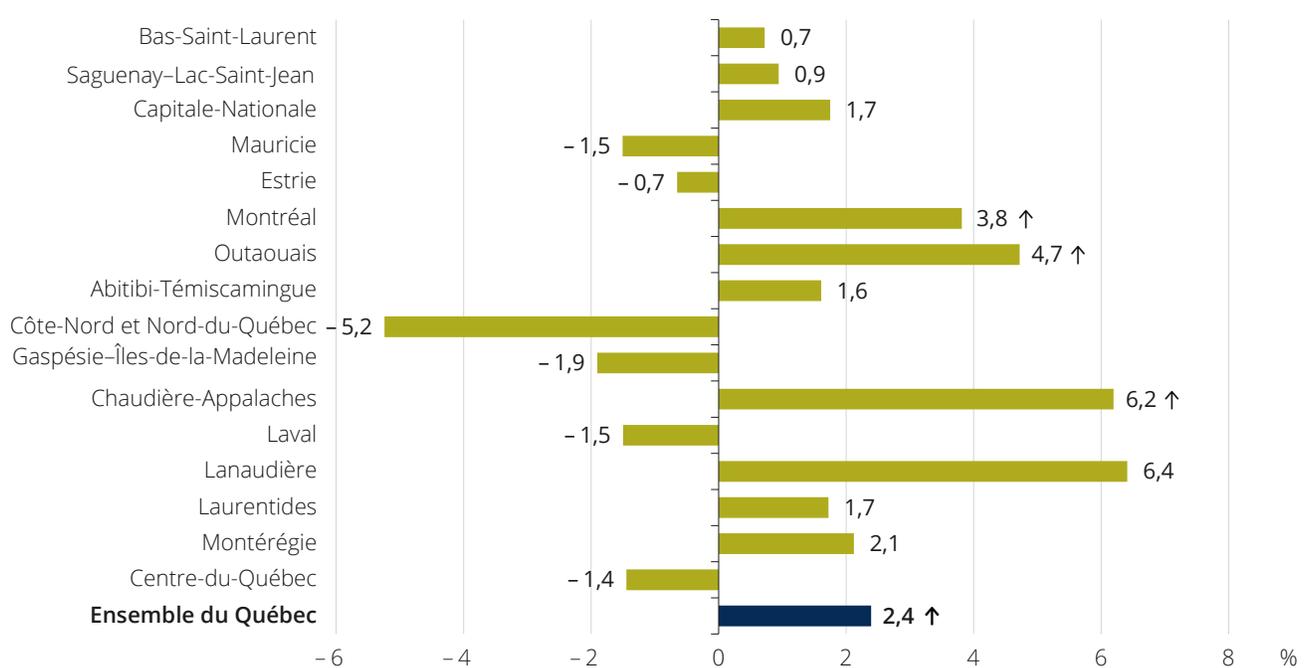
L'enquête n'a pas permis de détecter des différences significatives concernant l'évolution de l'emploi selon le régime de travail (travail à temps plein et à temps partiel) et selon la région administrative entre 2022 et 2021. Toutefois, en comparant les données à celles de 2017, on constate que l'emploi à temps plein a augmenté dans la région de Montréal (+ 13,8 %), dans les Laurentides (+ 11,5 %), en Chaudière-Appalaches (+ 8,5 %), en Montérégie (+ 7,4 %) et en Outaouais (+ 6,8 %). Il a cependant diminué dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (– 16,0 %). Pour ce qui est de l'emploi à temps partiel, il a diminué en Montérégie (– 12,7 %) et au Saguenay-Lac-Saint-Jean (– 15,0 %). Pour Montréal, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, ces variations s'expliquent en partie par l'évolution de la population (+ 5,5 %, – 16,6 % et – 12,3 %, respectivement).

Variations de l'emploi selon la région et le sexe

Le nombre d'emplois chez les femmes et chez les hommes en 2022 n'a pas changé significativement par rapport à 2021 ([tableau 2.1.2](#)). Cependant, en effectuant une comparaison avec 2017, on observe un accroissement de l'emploi de 11,3 % chez les hommes de la région de Montréal. Des pertes d'emploi sont notées chez les hommes de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (– 17,7 %) et ceux du Saguenay-Lac-Saint-Jean (– 8,3 %). Chez les femmes, on observe une croissance de l'emploi à Montréal (+ 10,3 %) ainsi qu'en Montérégie (+ 6,5 %). L'emploi a toutefois diminué de 14,0 % chez les femmes de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Figure 2.1.1

Variation de l'emploi chez les 15-64 ans, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2021-2022



↑ ou ↓ : Hausse ou baisse significative au seuil de 5 % entre 2021 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux d'activité régionaux

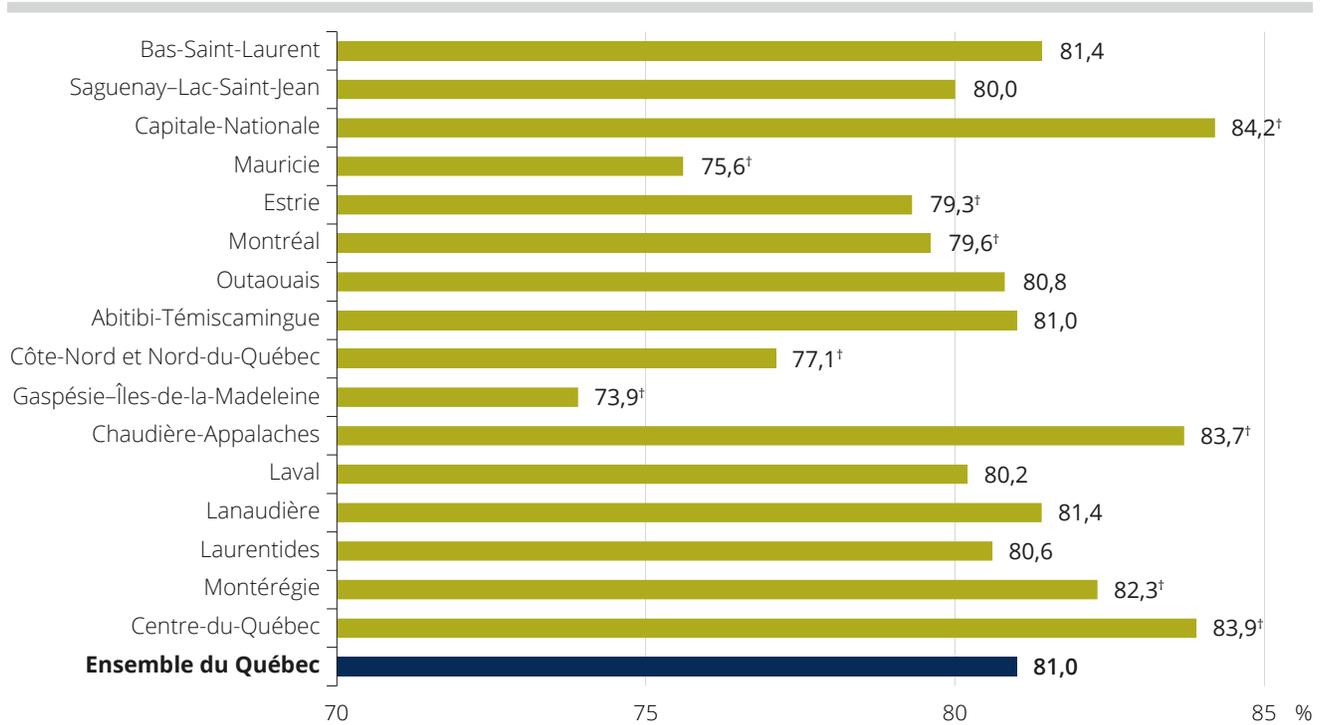
Les quatre régions suivantes affichent un taux d'activité plus élevé que celui de l'ensemble du Québec chez les 15-64 ans en 2022 : la Capitale-Nationale (84,2 %), le Centre-du-Québec (83,9 %), la Chaudière-Appalaches (83,7 %) et la Montérégie (82,3 %) ([tableau 2.1.3](#) et [figure 2.1.2](#)). Au contraire, cinq régions présentent des taux d'activité en dessous de celui du Québec : Montréal (79,6 %), l'Estrie (79,3 %), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (77,1 %), la Mauricie (75,6 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (73,9 %).

Par rapport à 2021, le taux d'activité a augmenté pour le Bas-Saint-Laurent (+ 4,1 %) et l'Outaouais (+ 2,1 %). On ne détecte pas de changement statistiquement significatif dans les autres régions.

Lorsque l'on compare la situation de 2022 à celle de 2017, on remarque que le taux d'activité a progressé dans le Bas-Saint-Laurent (+ 6,6 points), en Chaudière-Appalaches (+ 3,3 points), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 3,3 points) ainsi qu'en Outaouais (+ 2,5 points).

Figure 2.1.2

Taux d'activité chez les 15-64 ans, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2022



[†] Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux d'emploi régionaux

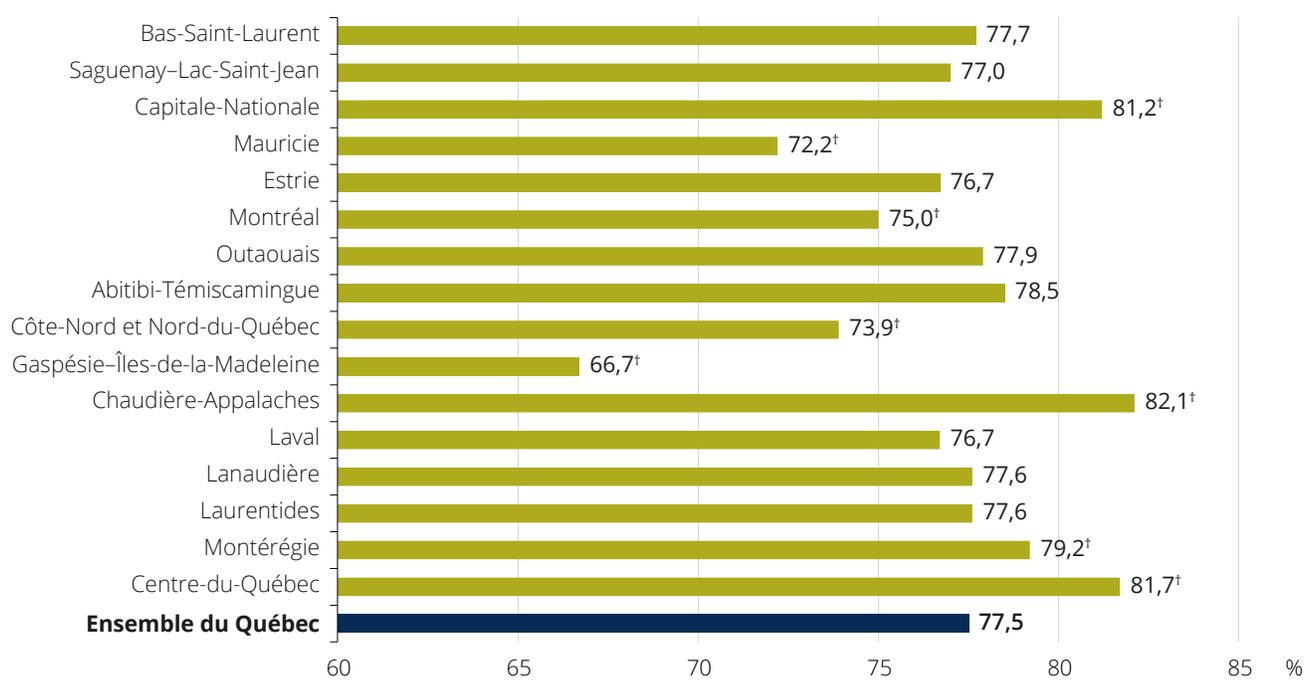
En 2022, quatre régions se sont démarquées par leur taux d'emploi plus haut que celui de l'ensemble du Québec chez les 15-64 ans : la Chaudière-Appalaches (82,1 %), le Centre-du-Québec (81,7 %), la Capitale-Nationale (81,2 %) et la Montérégie (79,2 %) ([tableau 2.1.4](#) et [figure 2.1.3](#)). À l'inverse, quatre régions se sont caractérisées par leur taux d'emploi plus bas que celui de l'ensemble du Québec : Montréal (75,0 %), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (73,9 %), la Mauricie (72,2 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (66,7 %).

Entre 2021 et 2022, le taux d'emploi s'est accru dans le Bas-Saint-Laurent (+ 4,5 points), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 2,6 points), en Montérégie (+ 2,2 points), en Outaouais (+ 3,5 points) et à Montréal (+ 2,4 points).

En comparant la situation de 2022 à celle de 2017, on remarque que la moitié des régions ont enregistré une hausse de leur taux d'emploi. Ces régions sont le Bas-Saint-Laurent (+ 7,4 points), le Centre-du-Québec (+ 6,1 points), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 5,8 points), la Chaudière-Appalaches (+ 4,6 points), l'Outaouais (+ 4,1 points), Montréal (+ 3,6 points), l'Estrie (+ 2,8 points) et la Montérégie (+ 1,9 point). Pour la région de Montréal, la hausse du taux d'emploi s'explique par la croissance plus rapide de l'emploi (+ 10,8 %) que celle de la population (+ 5,5 %). Pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la hausse du taux d'emploi est attribuable à la baisse de population chez les 15-64 ans (- 12,3 %).

Figure 2.1.3

Taux d'emploi chez les 15-64 ans, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2022



† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux de chômage régionaux

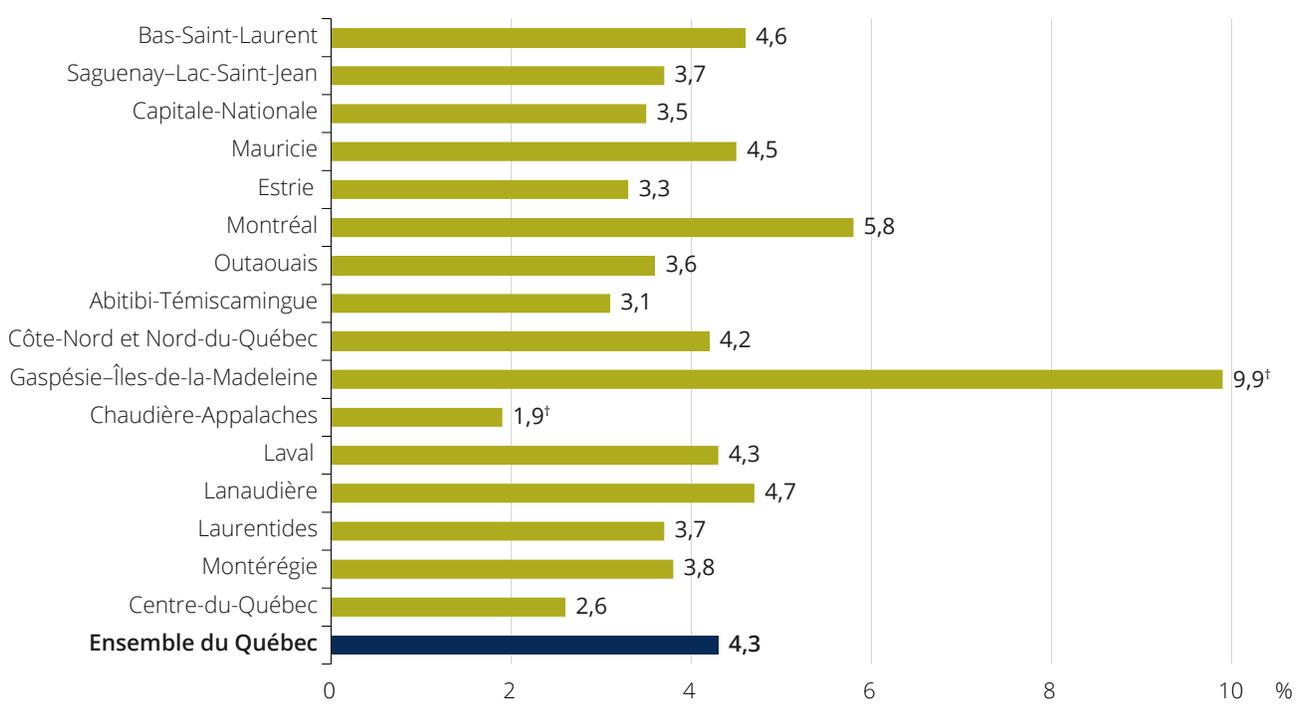
En 2022, deux régions se sont démarquées des autres régions par des taux de chômage différents de celui de l'ensemble du Québec, qui est de 4,3 % chez les 15-64 ans ([tableau 2.1.5](#) et [figure 2.1.4](#)). En effet, le taux de chômage est moins élevé pour la région de Chaudière-Appalaches (1,9 %), tandis que celui de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est plus élevé (9,9 %). Pour les autres régions, aucune différence significative sur le plan statistique n'est détectée entre elles et l'ensemble du Québec.

En 2022, sept régions ont connu une baisse de leur taux de chômage par rapport à 2021. Parmi ces régions, trois ont enregistré des diminutions d'au moins deux points : le Centre-du-Québec (- 2,6 points) ainsi que le Saguenay-Lac-Saint-Jean et l'Estrie (- 2,0 points, respectivement).

Lorsque l'on compare la situation de 2022 à celle de 2017, on constate que le taux de chômage a diminué dans dix régions. Deux régions ont connu des baisses d'au moins trois points : le Saguenay-Lac-Saint-Jean (- 3,5 points) et le Centre-du-Québec (- 3,0 points).

Figure 2.1.4

Taux de chômage chez les 15-64 ans, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2022



† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.1

 Emploi chez les 15-64 ans selon le régime de travail, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2017 à 2022

Région administrative		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2017-2022	
		k						Écart	Variation
		k						k	%
Bas-Saint-Laurent	Population	114,6	119,0	119,7	114,5	113,8	108,0	-6,6	-5,8
	Emploi total	80,6	87,6	89,1	83,2	83,3	83,9	3,3	4,1
	Emploi temps plein	64,3	71,2	73,7	70,0	69,3	69,5	5,2	8,1
	Emploi temps partiel	16,3	16,4	15,4	13,2	14,0	14,4	-1,9	-11,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Population	174,4	167,4	169,8	167,0	156,8	152,9	-21,5	-12,3 ↓
	Emploi total	124,2	121,4	124,8	119,1	116,7	117,8	-6,4	-5,2
	Emploi temps plein	101,5	97,1	101,9	99,4	96,3	98,5	-3,0	-3,0
	Emploi temps partiel	22,7	24,3	22,8	19,7	20,3	19,3	-3,4	-15,0 ↑
Capitale-Nationale	Population	482,7	477,5	474,6	461,8	460,0	458,4	-24,3	-5,0 ↓
	Emploi total	382,6	379,4	388,9	351,6	366,0	372,4	-10,2	-2,7
	Emploi temps plein	320,7	315,7	320,4	291,5	307,3	310,5	-10,2	-3,2
	Emploi temps partiel	62,0	63,6	68,5	60,1	58,7	62,0	0,0	0,0
Mauricie	Population	163,2	162,8	163,4	162,5	156,0	153,8	-9,4	-5,8
	Emploi total	117,4	116,4	117,5	117,6	112,8	111,1	-6,3	-5,4
	Emploi temps plein	93,9	91,7	92,0	93,8	92,2	91,0	-2,9	-3,1
	Emploi temps partiel	23,5	24,7	25,6	23,9	20,5	20,1	-3,4	-14,5
Estrie	Population	201,8	202,2	205,4	205,5	200,8	198,3	-3,5	-1,7
	Emploi total	149,2	153,9	158,0	153,0	153,1	152,1	2,9	1,9
	Emploi temps plein	117,6	123,8	129,6	123,0	125,1	124,2	6,6	5,6
	Emploi temps partiel	31,6	30,1	28,4	30,0	28,1	27,9	-3,7	-11,7
Montréal	Population	1 365,7	1 396,0	1 414,3	1 425,4	1 434,2	1 441,4	75,7	5,5 ↑
	Emploi total	975,4	1 012,9	1 034,2	972,3	1 041,2	1 080,9	105,5	10,8 ↑
	Emploi temps plein	791,2	835,5	839,8	816,1	859,8	900,4	109,2	13,8 ↑
	Emploi temps partiel	184,3	177,4	194,4	156,2	181,4	180,5	-3,8	-2,1
Outaouais	Population	258,0	260,3	263,8	253,6	259,2	259,3	1,3	0,5
	Emploi total	190,4	194,1	200,4	181,2	192,8	201,9	11,5	6,0 ↑
	Emploi temps plein	161,4	163,4	169,0	153,6	164,0	172,4	11,0	6,8 ↑
	Emploi temps partiel	29,0	30,7	31,4	27,6	28,8	29,6	0,6	2,1

Suite à la page 32

Tableau 2.1.1 (suite)

 Emploi chez les 15-64 ans selon le régime de travail, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2017 à 2022

Région administrative		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2017-2022	
		k						Écart	Variation
		k						k	%
Abitibi-Témiscamingue	Population	95,1	95,3	95,6	87,6	86,0	88,5	-6,6	-6,9 ↓
	Emploi total	72,1	74,0	73,9	65,7	68,4	69,5	-2,6	-3,6
	Emploi temps plein	59,8	61,5	61,3	54,8	57,3	59,0	-0,8	-1,3
	Emploi temps partiel	12,4	12,5	12,6	10,9	11,1	10,4	-2,0	-16,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec	Population	71,2	69,2	68,7	66,6	63,5	61,2	-10,0	-14,0 ↓
	Emploi total	52,0	52,3	51,3	48,4	47,7	45,2	-6,8	-13,1 ↓
	Emploi temps plein	43,4	44,0	43,8	40,7	41,1	38,3	-5,1	-11,8
	Emploi temps partiel	8,6	8,4	7,5	7,7	6,6	6,9	-1,7	-19,8
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Population	55,5	53,3	50,9	47,6	47,9	46,3	-9,2	-16,6 ↓
	Emploi total	35,7	33,0	32,2	29,2	31,5	30,9	-4,8	-13,4 ↓
	Emploi temps plein	30,6	27,4	27,8	25,3	27,1	25,7	-4,9	-16,0 ↓
	Emploi temps partiel	5,1	5,6	4,4	3,9	4,3	5,2	0,1	2,0
Chaudière-Appalaches	Population	266,9	264,8	264,1	274,7	257,6	267,5	0,6	0,2
	Emploi total	206,9	213,3	213,1	215,9	206,7	219,5	12,6	6,1
	Emploi temps plein	170,8	177,5	178,2	182,9	176,7	185,3	14,5	8,5 ↑
	Emploi temps partiel	36,1	35,7	34,8	33,0	29,9	34,2	-1,9	-5,3
Laval	Population	277,0	291,7	276,1	281,0	296,4	282,5	5,5	2,0
	Emploi total	211,7	231,0	209,7	205,3	220,1	216,8	5,1	2,4
	Emploi temps plein	170,3	187,2	167,7	170,3	182,3	179,1	8,8	5,2
	Emploi temps partiel	41,4	43,8	42,0	35,0	37,9	37,7	-3,7	-8,9
Lanaudière	Population	327,9	322,8	323,8	342,3	331,7	346,6	18,7	5,7
	Emploi total	252,1	244,6	251,2	260,0	252,8	269,0	16,9	6,7
	Emploi temps plein	209,5	200,7	208,7	221,8	213,4	227,7	18,2	8,7
	Emploi temps partiel	42,7	43,9	42,6	38,3	39,4	41,3	-1,4	-3,3
Laurentides	Population	385,9	385,3	389,6	373,4	387,9	395,9	10,0	2,6
	Emploi total	290,6	290,6	304,0	267,0	302,1	307,3	16,7	5,7
	Emploi temps plein	225,6	240,1	247,1	223,2	253,0	251,5	25,9	11,5 ↑
	Emploi temps partiel	65,1	50,5	56,9	43,7	49,2	55,8	-9,3	-14,3

Suite à la page 33

Tableau 2.1.1 (suite)

 Emploi chez les 15-64 ans selon le régime de travail, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2017 à 2022

Région administrative		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2017-2022	
		k						Écart	Variation
		k						k	%
Montérégie	Population	997,5	996,0	999,8	1 019,7	1 016,9	1 009,7	12,2	1,2
	Emploi total	770,6	775,1	783,5	756,5	782,7	799,3	28,7	3,7
	Emploi temps plein	629,2	637,7	652,8	630,1	652,6	676,0	46,8	7,4 ↑
	Emploi temps partiel	141,4	137,5	130,6	126,5	130,1	123,4	-18,0	-12,7 ↓
Centre-du-Québec	Population	153,4	153,5	161,0	154,2	156,8	150,0	-3,4	-2,2
	Emploi total	115,9	113,6	122,5	116,4	124,4	122,6	6,7	5,8
	Emploi temps plein	93,0	90,2	98,0	97,6	105,2	102,2	9,2	9,9
	Emploi temps partiel	22,9	23,5	24,5	18,9	19,2	20,5	-2,4	-10,5
Ensemble du Québec	Population	5 390,8	5 417,1	5 440,6	5 437,4	5 425,4	5 420,4	29,6	0,5 ↑
	Emploi total	4 027,6	4 093,3	4 154,4	3 942,5	4 102,2	4 200,3	172,7	4,3 ↑
	Emploi temps plein	3 282,6	3 364,9	3 411,9	3 293,9	3 422,6	3 511,3	228,7	7,0 ↑
	Emploi temps partiel	745,0	728,5	742,5	648,6	679,6	689,0	-56,0	-7,5 ↓

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse significative au seuil de 5 % entre 2017 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.2

Emploi chez les 15-64 ans selon le sexe, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2017 à 2022

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2017-2022	
							Écart	Variation
	k						k	%
Bas-Saint-Laurent								
Hommes	40,7	45,0	45,1	43,4	43,5	42,7	2,0	4,9
Femmes	39,9	42,7	44,0	39,9	39,7	41,2	1,3	3,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean								
Hommes	66,2	63,3	65,8	63,3	59,6	60,7	- 5,5	- 8,3 ↓
Femmes	58,1	58,1	59,0	55,8	57,1	57,1	- 1,0	- 1,7
Capitale-Nationale								
Hommes	198,3	196,9	200,5	179,2	191,5	194,1	- 4,2	- 2,1
Femmes	184,3	182,5	188,4	172,4	174,5	178,3	- 6,0	- 3,3
Mauricie								
Hommes	58,8	61,9	60,7	60,0	57,2	56,0	- 2,8	- 4,8
Femmes	58,5	54,5	56,8	57,6	55,6	55,1	- 3,4	- 5,8
Estrie								
Hommes	76,9	81,5	81,7	79,1	78,8	80,2	3,3	4,3
Femmes	72,3	72,5	76,3	73,8	74,3	71,9	- 0,4	- 0,6
Montréal								
Hommes	512,4	523,4	546,5	515,9	544,9	570,3	57,9	11,3 ↑
Femmes	463,0	489,5	487,7	456,4	496,3	510,6	47,6	10,3 ↑
Outaouais								
Hommes	95,4	98,4	103,2	90,3	97,7	101,8	6,4	6,7
Femmes	95,0	95,7	97,2	90,9	95,1	100,2	5,2	5,5
Abitibi-Témiscamingue								
Hommes	39,0	41,0	39,2	34,8	35,6	36,1	- 2,9	- 7,4
Femmes	33,2	33,0	34,8	30,9	32,8	33,4	0,2	0,6
Côte-Nord et Nord-du-Québec								
Hommes	27,8	28,0	27,5	24,8	25,4	24,3	- 3,5	- 12,6
Femmes	24,2	24,3	23,8	23,6	22,3	20,8	- 3,4	- 14,0 ↓
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
Hommes	17,5	15,8	15,6	14,6	15,4	14,4	- 3,1	- 17,7 ↓
Femmes	18,2	17,2	16,6	14,6	16,1	16,5	- 1,7	- 9,3
Chaudière-Appalaches								
Hommes	108,6	111,9	112,3	111,8	111,8	115,6	7,0	6,4
Femmes	98,3	101,4	100,8	104,1	94,9	103,9	5,6	5,7
Laval								
Hommes	109,0	123,2	106,5	105,8	111,9	112,2	3,2	2,9
Femmes	102,7	107,8	103,3	99,4	108,2	104,6	1,9	1,9

Suite à la page 35

Tableau 2.1.2 (suite)

Emploi chez les 15-64 ans selon le sexe, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2017 à 2022

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2017-2022	
							Écart	Variation
	k						k	%
Lanaudière								
Hommes	132,6	128,3	129,9	141,8	127,7	141,5	8,9	6,7
Femmes	119,5	116,4	121,3	118,2	125,1	127,4	7,9	6,6
Laurentides								
Hommes	148,5	144,7	155,1	140,1	157,8	161,1	12,6	8,5
Femmes	142,1	146,0	148,9	126,9	144,3	146,2	4,1	2,9
Montérégie								
Hommes	406,3	400,3	401,7	397	410,6	411,2	4,9	1,2
Femmes	364,3	374,8	381,8	359,6	372,1	388,1	23,8	6,5 ↑
Centre-du-Québec								
Hommes	58,6	61,2	62,7	60,5	66,4	63,4	4,8	8,2
Femmes	57,4	52,5	59,9	56,0	58,0	59,3	1,9	3,3
Ensemble du Québec								
Hommes	2 096,7	2 124,8	2 153,9	2 062,3	2 135,9	2 185,7	89,0	4,2 ↑
Femmes	1 930,9	1 968,6	2 000,5	1 880,2	1 966,3	2 014,6	83,7	4,3 ↑

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse significative au seuil de 5 % entre 2017 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.3

Taux d'activité chez les 15-64 ans, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2017 à 2022

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2017-2022	2021-2022
	%						Écart	
							Point de %	
Bas-Saint-Laurent	74,8	77,8	78,7	78,8	77,3	81,4	6,6 ↑	4,1 ↑
Saguenay-Lac-Saint-Jean	76,7	77,2	77,7	78,7	78,9	80,0	3,3 ↑	1,1
Capitale-Nationale	83,0	82,8	84,7	81,7	83,6	84,2	1,2	0,6
Mauricie	76,5	75,4	76,3	79,3	76,7	75,6	-0,9	-1,1
Estrie	77,9	80,0	80,3	80,1	80,5	79,3	1,4	-1,2
Montréal	77,8	78,3	78,8	77,0	79,1	79,6	1,8	0,5
Outaouais	78,3	78,5	80,1	77,8	78,7	80,8	2,5 ↑	2,1 ↑
Abitibi-Témiscamingue	80,1	80,6	80,6	80,4	83,5	81,0	0,9	-2,5
Côte-Nord et Nord-du-Québec	77,7	79,5	78,5	78,5	78,6	77,1	-0,6	-1,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	73,0	71,5	72,7	70,0	74,9	73,9	0,9	-1,0
Chaudière-Appalaches	80,4	83,3	83,5	83,4	83,1	83,7	3,3 ↑	0,6
Laval	81,7	83,5	79,8	79,7	79,7	80,2	-1,5	0,5
Lanaudière	81,5	80,3	80,6	82,1	80,4	81,4	-0,1	1,0
Laurentides	80,0	79,9	81,7	79,6	82,4	80,6	0,6	-1,8
Montérégie	81,2	81,5	81,7	81,1	81,5	82,3	1,1	0,8
Centre-du-Québec	80,1	78,1	79,4	80,7	83,7	83,9	3,8	0,2
Ensemble du Québec	79,5	80,0	80,4	79,6	80,5	81,0	1,5 ↑	0,5

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 % entre 2017 et 2022 ou entre 2021 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.4

Taux d'emploi chez les 15-64 ans, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2017 à 2022

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation	Variation
							2017-2022	2021-2022
							Écart	
							Point de %	
%								
Bas-Saint-Laurent	70,3	73,6	74,4	72,7	73,2	77,7	7,4 ↑	4,5 ↑
Saguenay-Lac-Saint-Jean	71,2	72,5	73,5	71,3	74,4	77,0	5,8 ↑	2,6 ↑
Capitale-Nationale	79,3	79,5	81,9	76,1	79,6	81,2	1,9	1,6
Mauricie	71,9	71,5	71,9	72,4	72,3	72,2	0,3	-0,1
Estrie	73,9	76,1	76,9	74,5	76,2	76,7	2,8 ↑	0,5
Montréal	71,4	72,6	73,1	68,2	72,6	75,0	3,6 ↑	2,4 ↑
Outaouais	73,8	74,6	76,0	71,5	74,4	77,9	4,1 ↑	3,5 ↑
Abitibi-Témiscamingue	75,8	77,6	77,3	75,0	79,5	78,5	2,7	-1,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	73,0	75,6	74,7	72,7	75,1	73,9	0,9	-1,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	64,3	61,9	63,3	61,3	65,8	66,7	2,4	0,9
Chaudière-Appalaches	77,5	80,6	80,7	78,6	80,2	82,1	4,6 ↑	1,9
Laval	76,4	79,2	76,0	73,1	74,3	76,7	0,3	2,4
Lanaudière	76,9	75,8	77,6	76,0	76,2	77,6	0,7	1,4
Laurentides	75,3	75,4	78,0	71,5	77,9	77,6	2,3	-0,3
Montréal	77,3	77,8	78,4	74,2	77,0	79,2	1,9 ↑	2,2 ↑
Centre-du-Québec	75,6	74,0	76,1	75,5	79,3	81,7	6,1 ↑	2,4
Ensemble du Québec	74,7	75,6	76,4	72,5	75,6	77,5	2,8 ↑	1,9 ↑

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 % entre 2017 et 2022 ou entre 2021 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.5

Taux de chômage chez les 15-64 ans, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2017 à 2022

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Écart	
							2017-2022	2021-2022
							Point de %	
							%	
Bas-Saint-Laurent	6,1	5,4	5,5	7,8	5,3	4,6	-1,5	-0,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	7,2	6,1	5,5	9,4	5,7	3,7	-3,5 ↓	-2,0 ↓
Capitale-Nationale	4,4	4,0	3,3	6,8	4,8	3,5	-0,9	-1,3 ↓
Mauricie	6,0	5,2	5,8	8,6	5,8	4,5	-1,5	-1,3
Estrie	5,1	4,8	4,2	7,0	5,3	3,3	-1,8 ↓	-2,0 ↓
Montréal	8,2	7,3	7,1	11,4	8,2	5,8	-2,4 ↓	-2,4
Outaouais	5,6	5,0	5,1	8,2	5,4	3,6	-2,0 ↓	-1,8 ↓
Abitibi-Témiscamingue	5,2	3,6	4,0	6,7	4,9	3,1	-2,1 ↓	-1,8 ↓
Côte-Nord et Nord-du-Québec	6,0	4,9	4,8	7,5	4,4	4,2	-1,8	-0,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11,9	13,4	13,0	12,0	12,3	9,9	-2,0	-2,4
Chaudière-Appalaches	3,6	3,3	3,3	5,7	3,5	1,9	-1,7 ↓	-1,6 ↓
Laval	6,4	5,2	4,8	8,4	6,8	4,3	-2,1 ↓	-2,5
Lanaudière	5,7*	5,7	3,7	7,4	5,2	4,7	-1,0	-0,5
Laurentides	5,8	5,6	4,5	10,2	5,4*	3,7*	-2,1 ↓	-1,7
Montérégie	4,8	4,5	4,1	8,5	5,5	3,8	-1,0 ↓	-1,7
Centre-du-Québec	5,6	5,3*	4,1*	6,4*	5,2*	2,6*	-3,0 ↓	-2,6 ↓
Ensemble du Québec	6,1	5,5	5,1	8,9	6,1	4,3	-1,8 ↓	-1,8 ↓

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 % entre 2017 et 2022 ou entre 2021 et 2022.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2.2 Postes vacants

Cette section du *Panorama des régions du Québec* présente une analyse de l'évolution du nombre et du taux de postes vacants et du salaire horaire offert en moyenne pour les postes vacants par région administrative entre 2021 et 2022. Les données utilisées sont celles de *l'Enquête sur les postes vacants et les salaires* (EPVS), de Statistique Canada.

Postes vacants pour l'ensemble du Québec et les régions

On compte en moyenne 233 500 postes vacants au Québec en 2022, une hausse d'environ 29 200 par rapport à l'année précédente ([tableau 2.2.1](#) et [figure 2.2.1](#)), soit une augmentation d'un peu plus de 14 %.

Les quatre régions comptant le plus de postes vacants sont Montréal (72 900), la Montérégie (36 800), la Capitale-Nationale (26 400) et les Laurentides (16 400). Ensemble, ces quatre régions comptabilisent un peu plus de 65 % du nombre total de postes vacants. Les quatre régions dénombant le moins de postes vacants sont : le Bas-Saint-Laurent (4 400), l'Abitibi-Témiscamingue (4 100), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (4 000) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (1 500).

Note méthodologique

Les données présentées dans cette partie sont des estimations tirées de *l'Enquête sur les postes vacants et les salaires* (EPVS), fichier de partage de Statistique Canada et sont fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées dans des territoires plus grands, comme les provinces ou le Canada. Des tests ont été réalisés avec un seuil de 5 % afin de vérifier si les différences observées sont statistiquement significatives. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse, à moins que le contraire ne soit spécifié. Les nombres présentés en milliers sont arrondis à la centaine près.

Un poste est considéré comme vacant s'il satisfait aux conditions suivantes : 1) il est vacant à la date de référence (première journée du mois) ou le deviendra au cours du mois ; 2) il y a des tâches à accomplir pour le poste en question ; et 3) l'employeur cherche activement à recruter à l'extérieur de l'organisation afin de pourvoir le poste. Le taux de postes vacants est le nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail, c'est-à-dire l'ensemble des postes occupés et des postes vacants. Le salaire horaire des postes vacants exclut les heures supplémentaires, les pourboires, les commissions et les primes.

Il est à noter que les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison d'enjeux statistiques liés à la taille de leur population et de la variabilité des données.

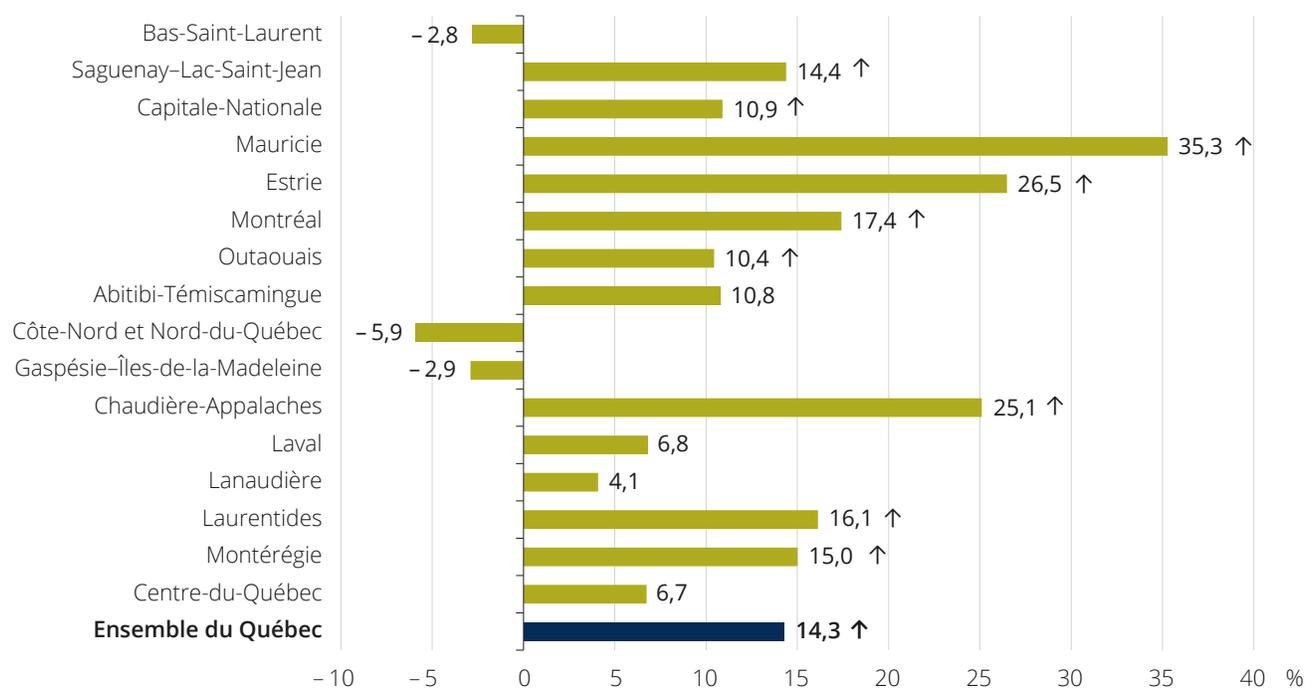
Enfin, il importe de souligner que la population cible de l'EPVS comprend tous les emplacements des entreprises qui exercent leurs activités au Canada et qui comptent un employé ou plus, à l'exception des organismes religieux, des ménages privés, des administrations publiques fédérales, provinciales et territoriales ainsi que les organismes publics internationaux et autres organismes publics extraterritoriaux.

Par rapport à 2021, le nombre de postes vacants a augmenté dans neuf régions sur seize en 2022. En termes d'effectifs, cinq régions comptent désormais au moins 2 000 postes vacants de plus que l'année précédente : Montréal (+ 10 800), la Montérégie (+ 4 800), la Capitale-Nationale (+ 2 600), la Chaudière-Appalaches (+ 2 400) et les Laurentides (+ 2 300). Les régions suivantes

affichent également une hausse des postes vacants : le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 700), la Mauricie (+ 1 500), l'Estrie (+ 1 900) et l'Outaouais (+ 700). En termes de pourcentages, trois régions ont vu leur nombre de postes vacants s'élever d'au moins 25 % : la Mauricie (+ 35,3 %), l'Estrie (+ 26,5 %) et la Chaudière-Appalaches (+ 25,1 %).

Figure 2.2.1

Variation du nombre de postes vacants, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2021-2022



↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 % entre 2021 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux de postes vacants pour l'ensemble du Québec et des régions

En 2022, le taux de postes vacants pour l'ensemble du Québec a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (+ 0,4 point). En effet, il est estimé à 5,8 % en 2022, alors qu'il était de 5,4 % en 2021 (tableau 2.2.2 et figure 2.2.2).

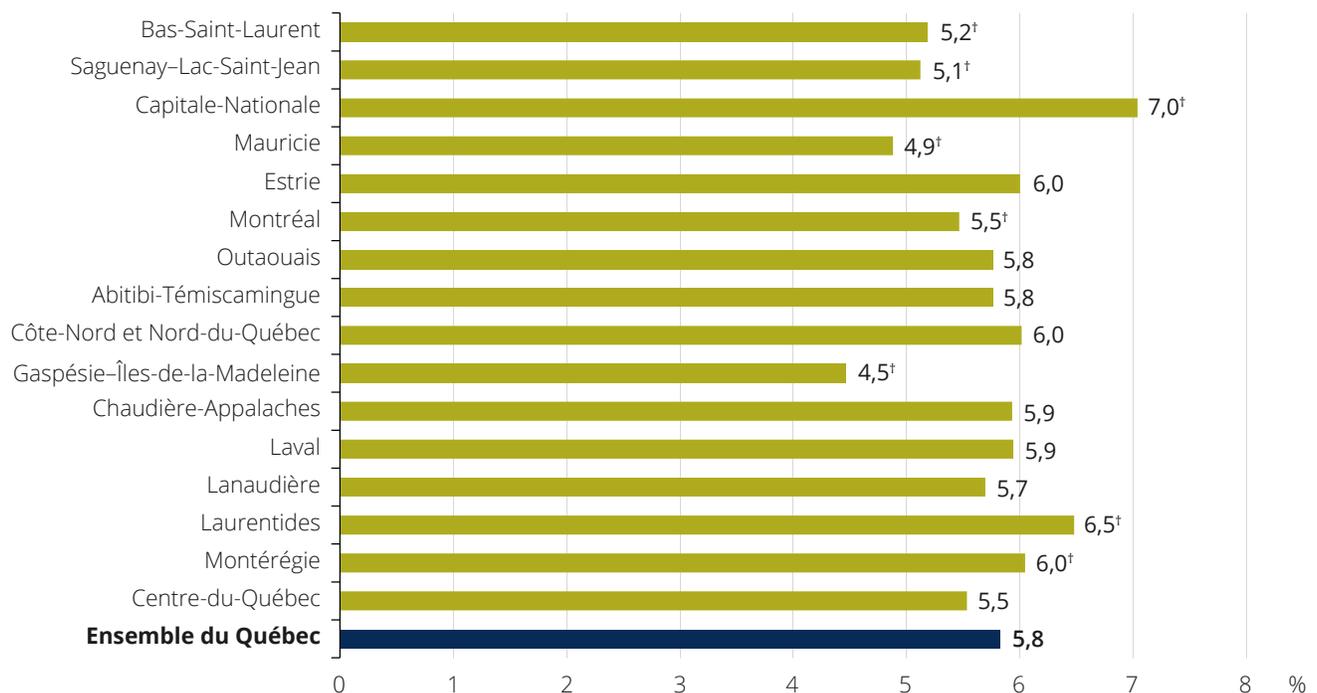
En 2022, trois régions ont enregistré un taux de postes vacants significativement plus élevé que celui de l'ensemble de la province : la Capitale-Nationale (7,0 %), les Laurentides (6,5 %) et la Montérégie (6,0 %). À l'inverse, cinq régions présentent un taux de postes vacants inférieur à celui du Québec : Montréal (5,5 %), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (5,1 %), le Bas-Saint-Laurent (5,2 %), la Mauricie (4,9 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (4,5 %).

(4,5 %). L'écart est de 2,5 points de pourcentage entre la région ayant le taux de postes vacants le plus haut et celle ayant le plus bas.

Entre 2021 et 2022, le taux de postes vacants s'est accru de moins d'un point dans sept régions : la Capitale-Nationale, la Chaudière-Appalaches, l'Estrie, la Montérégie, Montréal, les Laurentides et l'Abitibi-Témiscamingue. Le taux de postes vacants a cependant diminué d'environ un point sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec. Pour les autres régions, on n'a pas détecté de différence statistiquement significative entre le taux de postes vacants de 2021 et celui de 2022.

Figure 2.2.2

Taux de postes vacants, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2021-2022



† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Salaire horaire moyen offert pour les postes vacants pour l'ensemble du Québec et des régions administratives

Au cours de l'année 2022, le salaire horaire moyen offert pour les postes vacants a atteint 23,39 \$ au Québec ([tableau 2.2.3](#) et figure 2.2.3), ce qui représente une augmentation de 1,55 \$ (+ 7,1%) par rapport au salaire horaire moyen de 2021.

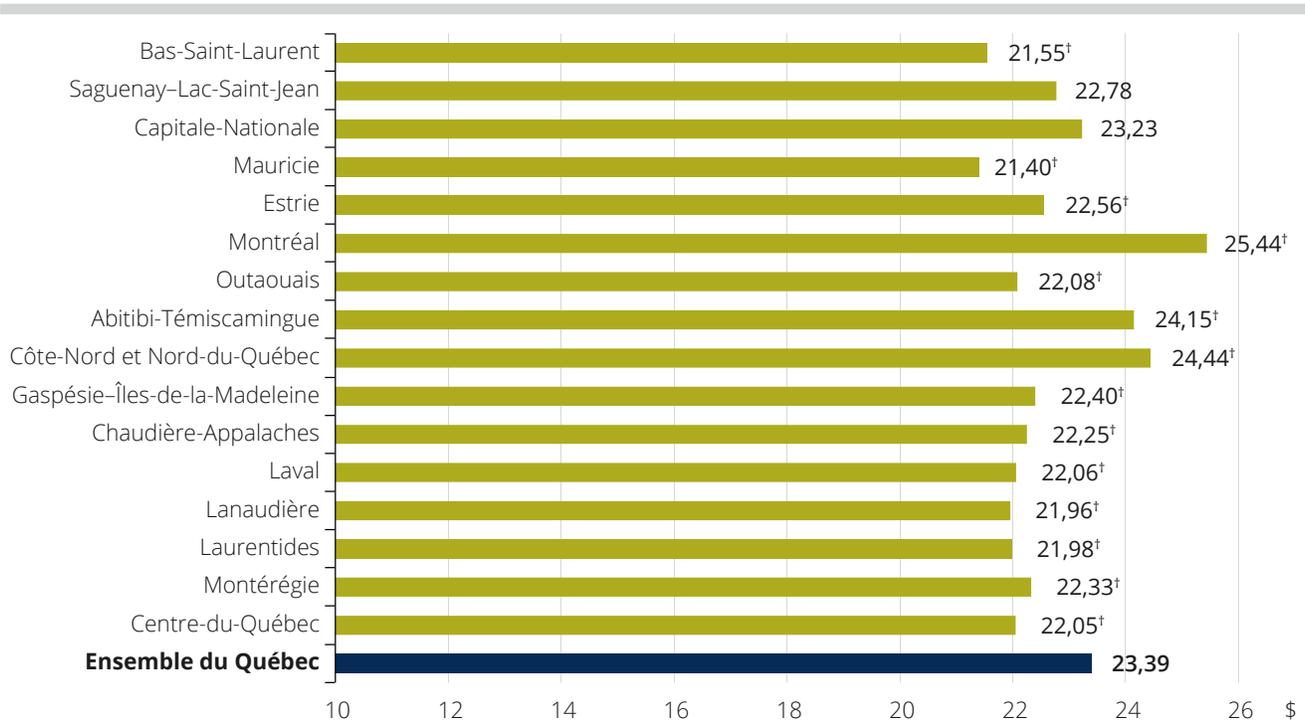
En 2022, les régions de Montréal (25,44 \$), de l'Abitibi-Témiscamingue (24,15 \$) et de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (24,44 \$) se sont distinguées des autres régions par des salaires horaires moyens des postes vacants supérieurs au salaire horaire moyen provincial (23,39 \$). Par ailleurs, 11 régions affichent un salaire horaire inférieur à celui de l'ensemble de la province. Quatre d'entre elles ont enregistré un salaire horaire de moins de 22,00 \$ l'heure : les Laurentides (21,98 \$),

Lanaudière (21,96 \$), le Bas-Saint-Laurent (21,55 \$) et la Mauricie (21,40 \$). En 2022, il y a un écart d'environ 4,00 \$ entre la région où le salaire horaire est le plus élevé et celle où il l'est le moins. En 2021, l'écart était de 5,65 \$.

En 2022, les salaires horaires moyens offerts pour les postes vacants sont supérieurs à ceux de l'année précédente pour toutes les régions. Dans six régions, on constate une hausse du salaire horaire moyen de plus de 10 % : la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 19,3 % ; + 3,63 \$), Lanaudière (+ 11,4 % ; + 2,24 \$), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 11,1 % ; + 2,27 \$), l'Estrie (+ 10,9 % ; + 2,22 \$), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (+ 10,8 % ; + 2,39 \$) et le Bas-Saint-Laurent (+ 10,5 % ; + 2,05 \$).

Figure 2.2.3

Salaire horaire moyen des postes vacants, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2022



[†] Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.1

Nombre de postes vacants, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2021 et 2022

Région administrative	2021	2022	2021-2022		2022
			Écart	Variation	
	k		k	%	Part des postes vacants (%)
Bas-Saint-Laurent	4,6	4,4	-0,1	-2,8	1,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5,0	5,7	0,7	14,4 ↑	2,5
Capitale-Nationale	23,8	26,4	2,6	10,9 ↑	11,3
Mauricie	4,2	5,7	1,5	35,3 ↑	2,4
Estrie	7,4	9,3	1,9	26,5 ↑	4,0
Montréal	62,1	72,9	10,8	17,4 ↑	31,2
Outaouais	6,5	7,1	0,7	10,4 ↑	3,1
Abitibi-Témiscamingue	3,7	4,1	0,4	10,8	1,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	4,3	4,0	-0,3	-5,9	1,7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1,5	1,5	-0,0	-2,9	0,6
Chaudière-Appalaches	9,5	11,9	2,4	25,1 ↑	5,1
Laval	9,6	10,2	0,7	6,8	4,4
Lanaudière	9,5	9,9	0,4	4,1	4,2
Laurentides	14,1	16,4	2,3	16,1 ↑	7,0
Montérégie	32,0	36,8	4,8	15,0 ↑	15,7
Centre-du-Québec	6,6	7,1	0,4	6,7	3,0
Ensemble du Québec	204,3	233,5	29,2	14,3 ↑	100,0

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 % entre 2021 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.2

Taux de postes vacants, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2021 et 2022

Région administrative	2021	2022	2022-2021
	%		Points de %
Bas-Saint-Laurent	5,3	5,2	-0,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4,7	5,1	0,4
Capitale-Nationale	6,5	7,0	0,5↑
Mauricie	4,4	4,9	0,5
Estrie	5,2	6,0	0,8↑
Montréal	4,9	5,5	0,6↑
Outaouais	6,0	5,8	-0,2
Abitibi-Témiscamingue	5,0	5,8	0,8↑
Côte-Nord et Nord-du-Québec	6,9	6,0	-0,9↓
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5,0	4,5	-0,5
Chaudière-Appalaches	5,2	5,9	0,8↑
Laval	5,7	5,9	0,2
Lanaudière	5,7	5,7	—
Laurentides	6,0	6,5	0,5↑
Montérégie	5,7	6,0	0,3↑
Centre-du-Québec	5,6	5,5	-0,1
Ensemble du Québec	5,4	5,8	0,4↑

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 % entre 2021 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.3

Salaire horaire moyen des postes vacants, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2021 et 2022

Région administrative	2021	2022	2022-2021	
			Écart	Variation
	\$		\$	%
Bas-Saint-Laurent	19,50	21,55	2,05	10,5 ↑
Saguenay-Lac-Saint-Jean	20,51	22,78	2,27	11,1 ↑
Capitale-Nationale	22,01	23,23	1,22	5,6 ↑
Mauricie	19,57	21,40	1,84	9,4 ↑
Estrie	20,34	22,56	2,22	10,9 ↑
Montréal	24,35	25,44	1,10	4,5 ↑
Outaouais	20,13	22,08	1,95	9,7 ↑
Abitibi-Témiscamingue	22,77	24,15	1,38	6,1 ↑
Côte-Nord et Nord-du-Québec	22,05	24,44	2,39	10,8 ↑
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	18,77	22,40	3,63	19,3 ↑
Chaudière-Appalaches	20,36	22,25	1,89	9,3 ↑
Laval	20,76	22,06	1,30	6,3 ↑
Lanaudière	19,72	21,96	2,24	11,4 ↑
Laurentides	20,20	21,98	1,78	8,8 ↑
Montérégie	20,77	22,33	1,56	7,5 ↑
Centre-du-Québec	20,57	22,05	1,48	7,2 ↑
Ensemble du Québec	21,84	23,39	1,55	7,1 ↑

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 % entre 2021 et 2022.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



Chapitre 3

Produit intérieur brut

Saïd Allaf, Direction des statistiques économiques

Le produit intérieur brut (PIB) constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le PIB aux prix de base en dollars courants correspond à la valeur totale de tous les biens et services finaux (sans double compte) produits dans un territoire, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en perçoivent le revenu.

Note méthodologique

La méthode de calcul du PIB régional incorpore des matrices de navettage résidence-travail par industrie (SCIAN) provenant de compilations spéciales de Statistique Canada. Ces compilations sont faites à partir des données de l'*Enquête nationale auprès des ménages* (ENM) de 2011 et du Recensement de la population de 2016.

Ainsi, la matrice de navettage basée sur l'ENM de 2011 est appliquée aux données couvrant la période de 2010 à 2014. La matrice de navettage basée sur le Recensement de 2016 est appliquée aux données couvrant les années 2015 à 2021. Le passage d'une matrice de navettage à une autre peut amener des ruptures de séries dans certains cas.

De plus, dans l'édition 2023 du *Panorama des régions du Québec*, le nouveau découpage géographique touchant les régions administratives de l'Estrie et de la Montérégie n'est appliqué qu'aux années 2021 et 2020, ce qui rend impossible toute comparaison chronologique avec des données antérieures à 2020.

En 2021, l'économie du Québec s'est notablement redressée par rapport à 2020, mais il n'en demeure pas moins que certains secteurs affichent encore des niveaux d'activité bien en deçà de ceux atteints en 2019. Cette observation est encore plus évidente pour certains secteurs des services qui ont été lourdement affectés en 2020 par toutes les mesures de lutte mises en place contre la COVID-19. C'est le cas notamment du secteur des arts, des spectacles et des loisirs ainsi que de celui des services d'hébergement et de restauration.

L'économie du Québec a enregistré une hausse de 11,5 % en 2021

Le PIB aux prix de base en dollars courants du Québec s'est chiffré à 468,9 G\$ en 2021, soit une hausse de 11,5 % par rapport à 2020 ([figure 3.1](#)). Les industries productrices de services représentent 73,0 % de l'économie (PIB), contre 27,0 % pour les industries productrices de biens.

Le PIB des industries productrices de services a augmenté de 10,4 %, augmentation à laquelle ont participé tous les principaux secteurs, en particulier ceux de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 5,7 %), du commerce de gros (+ 18,8 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 13,8 %), des services d'enseignement (+ 13,4 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 8,9 %) ainsi que du commerce de détail (+ 14,0 %).

Quant aux industries productrices de biens, leur PIB a augmenté de 14,5 % en grande partie en raison de la hausse observée dans les secteurs de la fabrication (+ 16,4 %) et de la construction (+ 16,5 %). Ces deux secteurs ont contribué à hauteur de 84,8 % de la hausse du PIB total des industries productrices de biens.

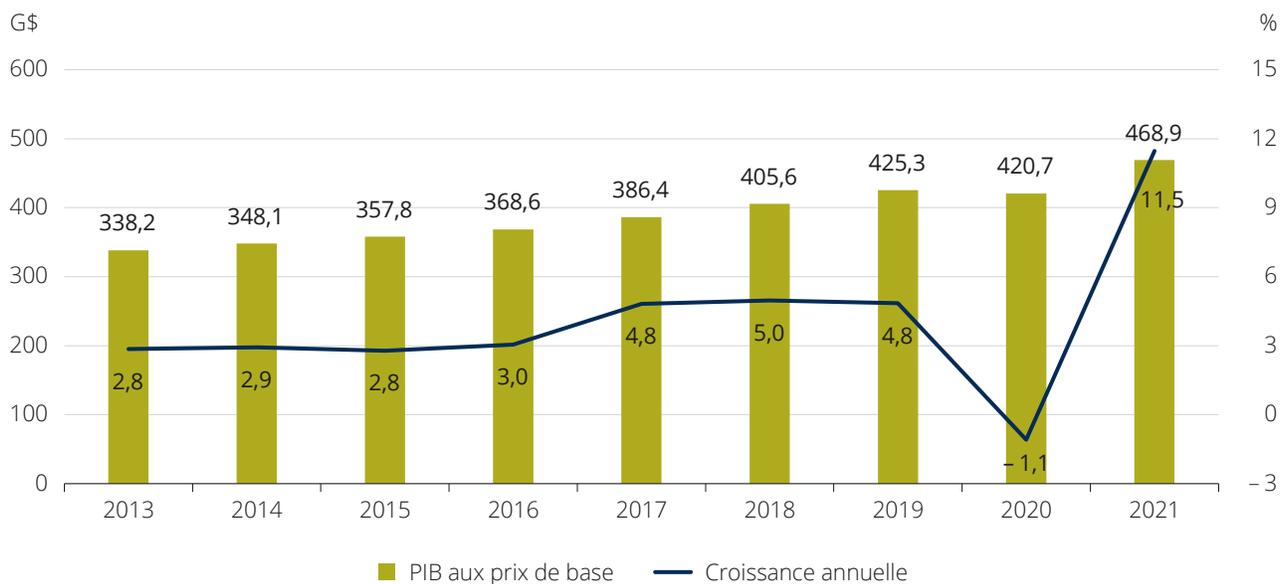
En termes de poids dans le PIB du Québec, les principaux secteurs en 2021 sont : la finance, les assurances et les services immobiliers (17,6 %), la fabrication (13,0 %), les soins de santé et l'assistance sociale (9,4 %), les administrations publiques (8,1%), la construction (7,6 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (6,7 %), les services d'enseignement (6,5 %) ainsi que le commerce de détail (5,9 %).

Toutes les régions administratives ont connu une hausse de leur PIB en 2021

Alors qu'en 2020, la majorité des régions administratives avait affiché une baisse de leur PIB par rapport à 2019¹, la situation est toute autre en 2021 : toutes les régions montrent une hausse de cet agrégat économique par rapport à 2020. Les hausses les plus importantes ont été observées dans les régions de Montréal (+ 13 965 M\$; + 9,6 %), de la Montérégie (+ 7 256 M\$; + 12,4 %), de la Capitale-Nationale (+ 4 277 M\$; + 10,4 %), des Laurentides (+ 3 316 M\$; + 14,2 %) et de l'Estrie (+ 3 001 M\$; + 15,5 %). Ces cinq régions réunies représentent près des deux tiers (65,9 %) de la croissance économique de la province.

Figure 3.1

Produit intérieur brut aux prix de base et croissance annuelle, ensemble du Québec¹, 2013 à 2021



1. Pour les années 2013 à 2019, les totaux proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Tableau 36-10-0402-01 – Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industries, provinces et territoires, mai 2023.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Régions administratives pour lesquelles il n'y avait pas de bris de série en 2019.

La région administrative de Montréal présente un PIB de 160,0 G\$ en 2021, soit 34,1 % de celui de la province. La hausse observée en 2021 provient de tous les grands secteurs, en particulier de la fabrication (+ 12,9 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 13,5 %), du commerce de gros (+ 19,6 %), de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,3 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 9,5 %) ainsi que des services d'enseignement (+ 13,2 %).

La Montérégie, qui affiche un PIB de 65,8 G\$, est le deuxième moteur économique de la province. Les secteurs ayant contribué le plus à sa croissance en 2021 sont : la fabrication (+ 16,5 %), la construction (+ 20,7 %), le commerce de gros (+ 19,5 %), la finance, les assurances et les services immobiliers (+ 6,1 %), le commerce de détail (+ 14,5 %) et les services d'enseignement (+ 14,5 %).

Évalué à 45,5 G\$, le PIB de la région de la Capitale-Nationale a crû de 10,4 % par rapport à 2020. Les hausses sectorielles les plus remarquables émanent des administrations publiques (+ 8,0 %), de la fabrication (+ 19,5 %), de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 6,2 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 9,0 %) ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 14,4 %).

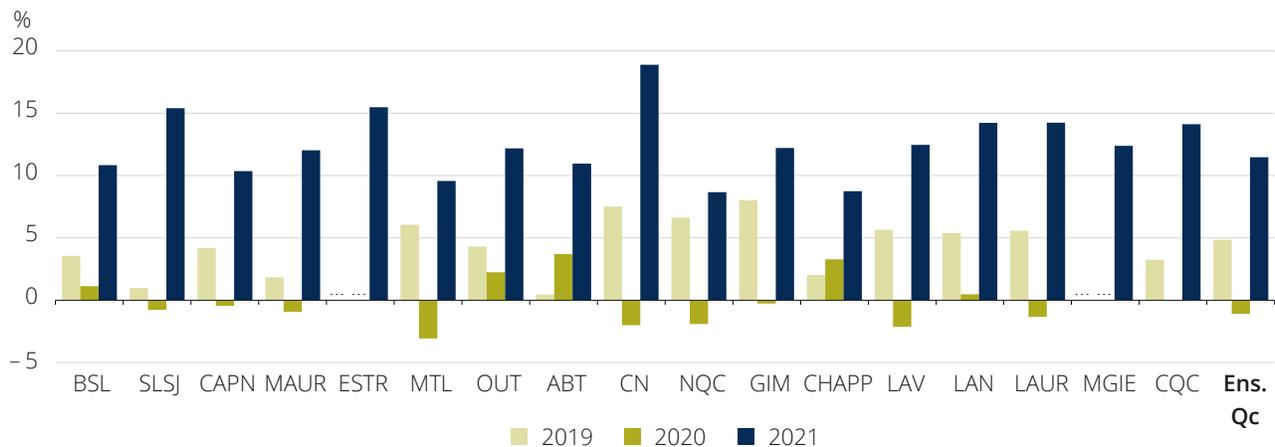
Le PIB des Laurentides a atteint 26,6 G\$ en 2021. La croissance enregistrée en 2021 est supérieure à celle calculée pour l'ensemble du Québec, grâce à la vigueur de plusieurs principaux secteurs, notamment la construction (+ 32,1 %), la finance, les assurances et les services immobiliers (+ 10,0 %), la fabrication (+ 9,0 %), le commerce de détail (+ 15,8 %) et le commerce de gros (+ 22,0 %).

Le PIB de l'Estrie a atteint 22,4 G\$ en 2021. Plusieurs principaux secteurs ont contribué à sa croissance, notamment la fabrication (+ 19,7 %), la construction (+ 30,6 %), la finance, les assurances et les services immobiliers (+ 9,7 %), les services d'enseignement (+ 13,4 %) ainsi que le commerce de gros (+ 23,1 %).

Toutefois, en termes de pourcentage, c'est la Côte-Nord qui présente la plus forte croissance du PIB au Québec en 2021, soit 18,9 %. Cette hausse contraste avec le recul de 2,0 % survenu l'année précédente. La croissance de 2021 provient principalement (48,0 %) du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz, dont le PIB a crû de 31,6 % par rapport à 2020.

Figure 3.2

Croissance annuelle du PIB aux prix de base, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019 à 2021



1. Les modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021 ne sont appliquées qu'aux années 2021 et 2020, ce qui rend impossible toute comparaison chronologique avec des données antérieures à 2020.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de services dans les régions

En 2021, le PIB des industries productrices de services a augmenté dans les 17 régions administratives, dont plusieurs affichent un taux de croissance supérieur à 12,0 % (figure 3.3). C'est notamment le cas des Laurentides (+ 13,4 %), de l'Estrie et du Centre-du-Québec (+ 12,8 %), de Lanaudière et de la Mauricie (+ 12,4 %) ainsi que de l'Outaouais (+ 12,3 %).

En valeur, toutefois, les principales hausses ont été enregistrées à Montréal (+ 11 282,0 M\$), en Montérégie (+ 4 636,6 M\$), dans la Capitale-Nationale (+ 3 363,6 M\$) et dans les Laurentides (+ 2 223,3 M\$).

Les industries productrices de services représentent plus de 50,0 % du PIB dans quatorze régions administratives, même que les régions de l'Outaouais, de la Capitale-Nationale et de Laval ont vu leurs parts dépasser les 80,0 % (84,4 %, 83,5 % et 80,4 %, respectivement) (figure 3.4).

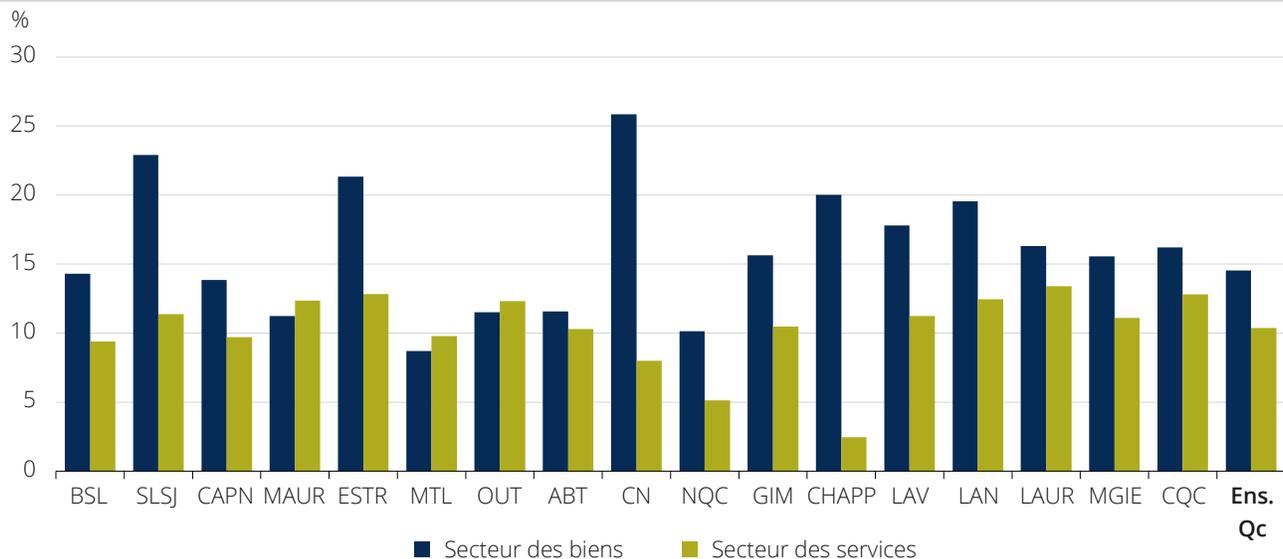
Les deux principaux secteurs de services dans chacune de ces trois régions sont :

- pour l'Outaouais : les administrations publiques (39,4 % du PIB des industries productrices de services) ainsi que la finance, les assurances et les services immobiliers (19,5 %);
- pour la Capitale-Nationale : la finance, les assurances et les services immobiliers (22,4 %) de même que les administrations publiques (21,1 %);
- pour Laval : la finance, les assurances et les services immobiliers (26,0 %) ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (11,6 %).

En dehors des trois secteurs cités ci-dessus, aucun autre n'arrive à occuper le deuxième rang des industries productrices de services, à l'exception du commerce de gros, dans le Centre-du-Québec, et des services professionnels, scientifiques et techniques, à Montréal.

Figure 3.3

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2021



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens dans les régions

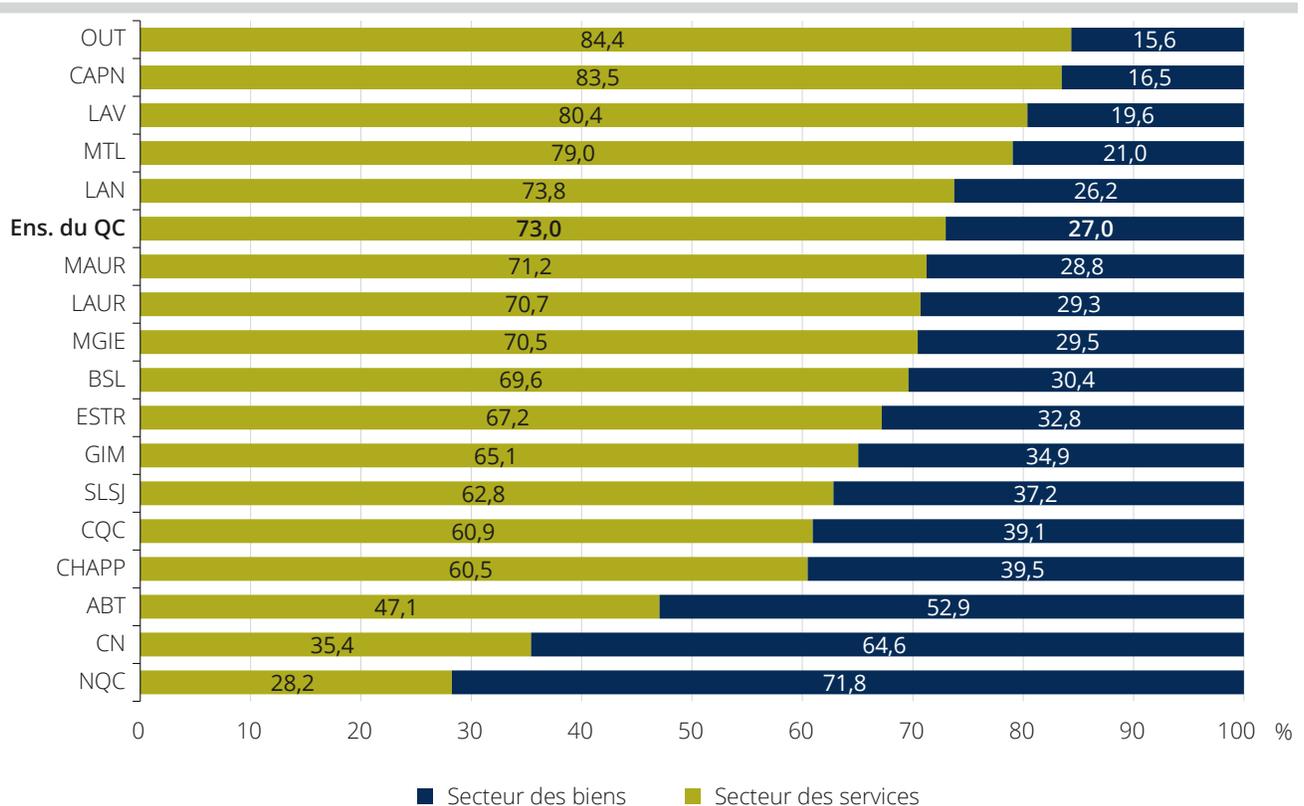
En 2021, le PIB des industries productrices de biens a progressé dans toutes les régions administratives du Québec et plus particulièrement sur la Côte-Nord, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, en Estrie et en Chaudière-Appalaches, où des augmentations de 20 % ou plus ont été observées par rapport à 2020 (figure 3.3).

Cependant, en termes de valeur, les régions ayant le plus contribué à la croissance du PIB des industries productrices de biens sont : Montréal (+ 2 682,6 M\$), la Montérégie (+ 2 619,8 M\$), Chaudière-Appalaches (+ 1 401,2 M\$), l'Estrie (+ 1 291,6 M\$), la Côte-Nord (+ 1 157,7 M\$) et les Laurentides (+ 1 093,0 M\$).

Les industries productrices de biens représentent plus de la moitié de l'activité économique dans trois régions administratives, soit le Nord-du-Québec (71,8 %), la Côte-Nord (64,6 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (52,9 %) (figure 3.4). Dans ces trois régions, le principal secteur des industries productrices de bien est celui de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz. Dans le Nord-du-Québec, ce secteur représente 64,3 % de l'activité économique des industries productrices de biens, alors qu'il en compte pour 49,1 % sur la Côte-Nord et 41,4 % en Abitibi-Témiscamingue.

Figure 3.4

Répartition du PIB aux prix de base selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2021



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En outre, la fabrication est le premier secteur des industries productrices de biens dans une douzaine de régions administratives. Plusieurs sous-secteurs de la fabrication se démarquent et occupent une part relativement importante dans les différentes régions du Québec, tels que :

- la fabrication d'aliments dans la Capitale-Nationale, en Montérégie et dans le Centre-du-Québec ;
- la fabrication de machines en Estrie ;
- la fabrication de produits du pétrole et du charbon en Chaudière-Appalaches ;
- la fabrication de matériel de transport à Laval, dans les Laurentides et en Montérégie ;
- la fabrication de produits en bois dans le Bas-Saint-Laurent et en Chaudière-Appalaches.

Dans la région de Montréal, plusieurs sous-secteurs de la fabrication ont contribué de façon importante à la croissance du PIB des industries de biens. C'est particulièrement le cas de la fabrication de matériel de transport, de la première transformation des métaux, de la fabrication de produits chimiques et de la fabrication d'aliments.

Enfin, le secteur de la construction occupe quant à lui le premier rang des industries productrices de biens en Outaouais et en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

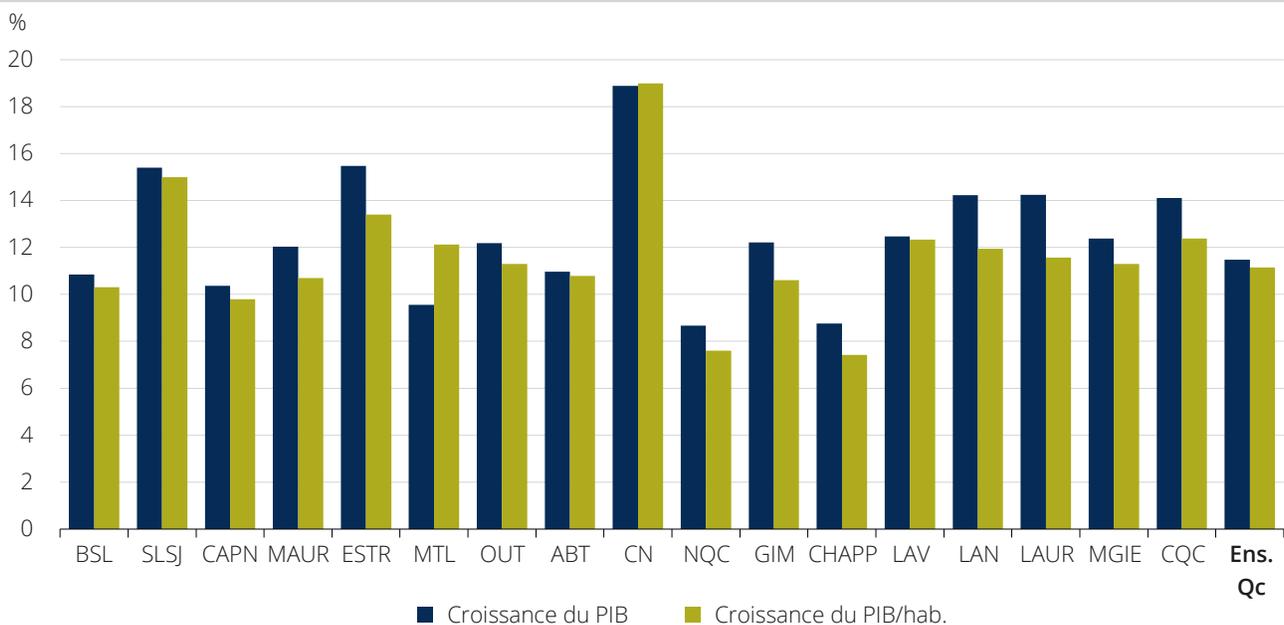
Le PIB par habitant estimé à 54 512 \$ au Québec

En 2021, le PIB par habitant pour l'ensemble des régions administratives du Québec s'est élevé à 54 512 \$, une hausse de 11,1 % par rapport à 2020 (49 048 \$). Dans l'intervalle, la population du Québec a crû de 0,3 %.

Le PIB par habitant a augmenté dans toutes les régions administratives, en particulier sur la Côte-Nord (+ 19,0 %), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 15,0 %), en Estrie (+ 13,4 %), dans le Centre-du-Québec (+ 12,4 %), à Laval (+ 12,3 %) et à Montréal (+ 12,1 %). La plus faible croissance est enregistrée en Chaudière-Appalaches (+ 7,4 %).

Figure 3.5

Croissance annuelle du PIB aux prix de base et du PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2021



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

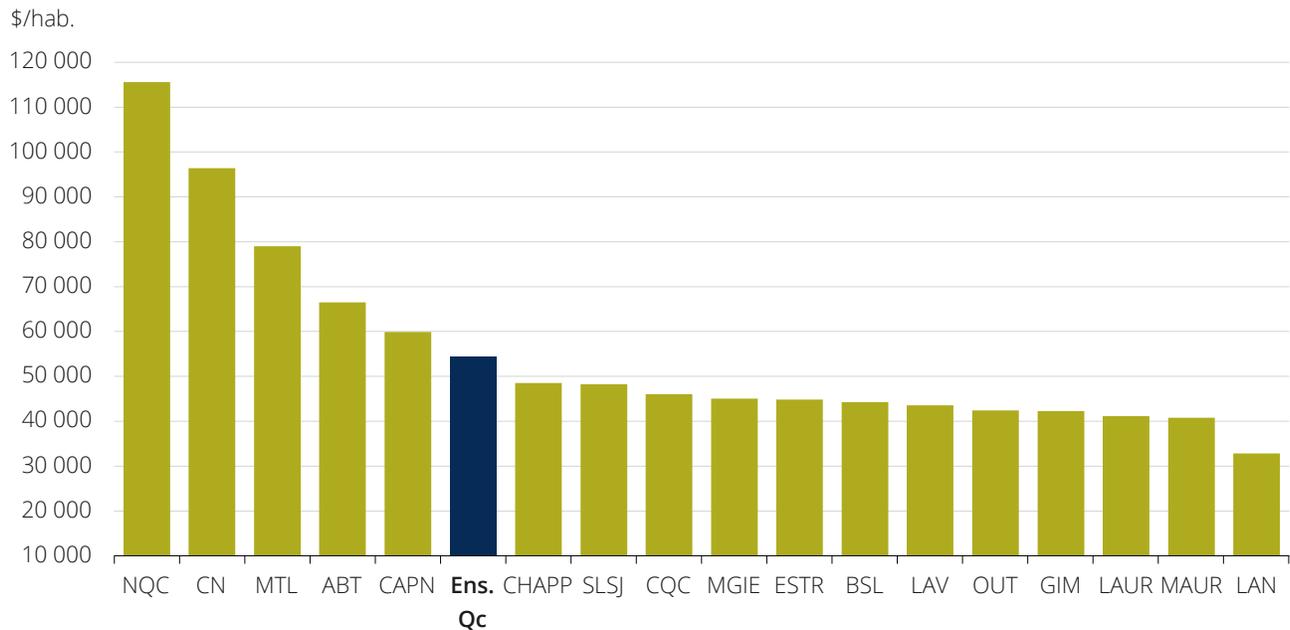
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Selon les données présentées à la figure 3.6, cinq régions administratives ont affiché un PIB par habitant supérieur à celui calculé pour le Québec. Parmi celles-ci, on trouve les trois régions du Québec dont l'économie repose en bonne partie sur l'exploitation des ressources minières, à savoir le Nord-du-Québec (115 554 \$), la Côte-Nord (96 430 \$) et l'Abitibi-Témiscamingue (66 498 \$). Les régions administratives de Montréal (79 024 \$) et de la Capitale-Nationale (59 876 \$) affichent elles aussi un PIB par habitant supérieur à la moyenne provinciale. Seule Lanaudière affiche un PIB par habitant inférieur à 40 000 \$.

Des augmentations supérieures à cinq mille dollars par habitant entre 2020 et 2021 ont été observées dans plusieurs régions, en particulier sur la Côte-Nord (+ 15 392 \$), à Montréal (+ 8 548 \$), dans le Nord-du-Québec (+ 8 168 \$), en Abitibi-Témiscamingue (+ 6 473 \$), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 6 293 \$), dans la Capitale-Nationale (+ 5 340 \$), en Estrie (+ 5 301 \$) ainsi que dans le Centre-du-Québec (+ 5 074 \$).

Figure 3.6

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2021



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitat ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur le [PIB aux prix de base par industrie](#) du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.1

PIB aux prix de base, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2013 à 2021

Région administrative	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	TCAM	Variation
	M\$									2021/ 2013	2021/ 2020
										%	
Bas-Saint-Laurent	6 766	6 892	6 826	7 053	7 385	7 591	7 860	7 948	8 810	3,4	10,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	10 098	10 412	10 373	10 454	11 003	11 683	11 797	11 705	13 508	3,7	15,4
Capitale-Nationale	34 323	35 298	35 537	36 671	38 303	39 792	41 463	41 273	45 550	3,6	10,4
Mauricie	8 392	8 642	8 971	9 161	9 549	10 017	10 201	10 106	11 323	3,8	12,0
Estrie	10 793	11 093	11 342	11 719	12 162	12 908	13 340	19 388	22 389	...	15,5
Montréal	117 836	122 410	124 477	127 969	134 061	142 092	150 680	146 045	160 009	3,9	9,6
Outaouais	11 880	12 177	12 756	12 935	13 798	14 342	14 961	15 295	17 159	4,7	12,2
Abitibi-Témiscamingue	7 319	7 223	7 140	7 491	8 120	8 524	8 563	8 879	9 853	3,8	11,0
Côte-Nord	7 175	6 497	6 146	6 113	6 512	6 969	7 493	7 342	8 729	2,5	18,9
Nord-du-Québec	3 433	3 469	3 505	3 938	4 424	4 742	5 056	4 960	5 390	5,8	8,7
Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	2 732	2 891	3 146	3 343	3 276	3 219	3 477	3 467	3 891	4,5	12,2
Chaudière-Appalaches	14 759	15 345	16 610	16 971	17 591	18 557	18 932	19 551	21 263	4,7	8,8
Laval	13 691	14 085	14 705	15 212	15 907	16 589	17 526	17 149	19 287	4,4	12,5
Lanaudière	11 945	12 353	12 863	13 385	13 960	14 515	15 298	15 371	17 558	4,9	14,2
Laurentides	18 252	18 572	19 980	20 358	21 379	22 362	23 607	23 291	26 607	4,8	14,2
Montérégie	50 368	52 100	54 621	56 739	59 441	61 723	64 711	58 584	65 841	...	12,4
Centre-du-Québec	8 452	8 638	8 759	9 122	9 537	9 989	10 313	10 311	11 766	4,2	14,1
Ensemble du Québec	338 214	348 098	357 759	368 635	386 407	405 614	425 277	420 666	468 933	4,2	11,5

1. Les modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021 ne sont appliquées qu'aux années 2021 et 2020. Il y a donc un bris de série rendant impossible la comparaison des données antérieures à 2020.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.2

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2013 à 2021

Région administrative	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	TCAM 2021/ 2013	Variation 2021/ 2020
	\$ / hab.									%	
Bas-Saint-Laurent	33 811	34 608	34 451	35 657	37 381	38 474	39 791	40 128	44 262	3,4	10,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	36 338	37 506	37 417	37 730	39 696	42 118	42 429	41 959	48 252	3,6	15,0
Capitale-Nationale	47 618	48 661	48 742	49 971	51 857	53 455	55 177	54 536	59 876	2,9	9,8
Mauricie	31 568	32 457	33 694	34 306	35 574	37 175	37 609	36 871	40 815	3,3	10,7
Estrie	34 129	34 970	35 680	36 570	37 692	39 616	40 503	39 553	44 854	...	13,4
Montréal	60 750	62 793	63 833	65 323	67 501	70 057	72 932	70 477	79 024	3,3	12,1
Outaouais	31 384	32 008	33 398	33 564	35 531	36 567	37 683	38 130	42 435	3,8	11,3
Abitibi-Témiscamingue	49 532	48 894	48 474	50 856	55 014	57 745	57 998	60 025	66 498	3,8	10,8
Côte-Nord	74 950	68 306	65 424	65 939	70 917	76 450	82 599	81 038	96 430	3,2	19,0
Nord-du-Québec	78 296	78 679	78 711	88 066	98 118	104 090	110 167	107 386	115 554	5,0	7,6
Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	29 341	31 354	34 409	36 845	36 187	35 526	38 440	38 235	42 289	4,7	10,6
Chaudière-Appalaches	35 377	36 698	39 566	40 214	41 470	43 503	44 133	45 174	48 524	4,0	7,4
Laval	32 954	33 637	34 897	35 754	37 015	38 127	39 870	38 749	43 528	3,5	12,3
Lanaudière	24 506	25 159	26 052	26 916	27 753	28 520	29 663	29 309	32 810	3,7	11,9
Laurentides	31 576	31 852	33 969	34 216	35 441	36 544	38 036	36 868	41 131	3,4	11,6
Montérégie	33 714	34 640	36 107	37 163	38 536	39 517	40 860	40 501	45 076	...	11,3
Centre-du-Québec	35 329	35 909	36 254	37 483	38 843	40 360	41 341	40 970	46 044	3,4	12,4
Ensemble du Québec	41 699	42 711	43 761	44 814	46 544	48 277	50 012	49 048	54 512	3,4	11,1

1. Les modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021 ne sont appliquées qu'aux années 2021 et 2020. Il y a donc un bris de série rendant impossible la comparaison des données antérieures à 2020.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.3

Croissance annuelle du PIB des grands secteurs industriels, régions administratives du Québec, 2021

Industrie	BSL	SLSJ	CAPN	MAUR	ESTR	MTL	OUT	ABT	CN	NQC	GIM	CHAPP	LAV	LAN	LAUR	MGIE	CQC
	%																
Industries productrices de biens	14,3	22,9	13,8	11,2	21,3	8,7	11,5	11,6	25,8	10,1	15,6	20,0	17,8	19,6	16,3	15,6	16,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	15,7	8,0	20,0	-0,2	9,1	x	36,5	x	x	37,3	x	11,6	x	6,4	18,1	8,5	x
Cultures agricoles et élevage	11,5	x	17,0	x	8,1	21,7	x	13,3	48,0	x	x	11,8	0,6	4,5	14,7	8,5	2,6
Foresterie et exploitation forestière	47,1	52,9	48,4	38,6	x	53,2	56,3	43,1	49,4	49,8	44,0	18,1	x	x	54,0	46,4	41,6
Pêche, chasse et piégeage	33,2	x	x	x	x	x	x	x	52,7	x	47,7	0,4	x	x	75,2	35,3	x
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	-0,7	2,0	x	1,0	5,5	10,1	10,4	5,3	x	-0,9	9,0	5,2	x	-3,0	14,1	3,8	4,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	8,2	x	34,6	x	13,3	x	29,7	11,3	31,6	7,4	x	-10,5	x	83,8	27,4	30,8	x
Services publics	2,9	x	5,2	x	14,3	1,4	3,6	x	x	0,2	x	4,4	2,4	6,0	4,6	3,3	x
Construction	9,3	23,8	9,3	16,9	30,6	5,7	8,2	5,4	24,0	20,1	2,3	31,7	33,6	25,2	32,1	20,7	25,8
Fabrication	21,1	29,1	19,5	14,7	19,7	12,9	22,4	17,4	31,7	38,9	25,4	18,7	12,5	17,9	9,0	16,5	18,3
Fabrication d'aliments	7,6	14,4	15,3	12,9	13,4	14,5	44,7	15,0	x	x	23,9	4,8	13,5	12,1	9,1	15,3	16,6
Fabrication de boissons et de produits du tabac	11,5	1,3	x	18,6	7,1	5,8	4,2	2,2	x	x	8,3	0,4	3,5	5,6	4,3	x	21,1
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	9,1	x	0,3	x	x	x	x	x	x	-4,8	2,6	5,0	x	2,8	x
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	-7,9	32,2	1,7	-1,7	-7,5	0,4	x	-11,1	x	x	x	-40,9	1,3	-6,5	x	-1,0	-7,8
Fabrication de produits en bois	44,8	53,1	51,0	44,0	42,9	42,0	45,2	44,2	33,1	x	41,0	41,6	x	35,0	43,8	47,5	43,5
Fabrication du papier	x	x	15,3	-20,1	13,1	10,8	11,8	x	x	x	x	-31,9	x	4,7	13,1	18,1	-10,9
Impression et activités connexes de soutien	-23,8	6,7	19,6	8,1	11,7	9,8	6,1	15,3	14,4	x	x	4,7	8,1	10,6	13,4	10,5	0,7
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Fabrication de produits chimiques	8,3	29,7	7,8	26,8	24,7	15,7	93,1	x	-19,4	x	x	-54,2	15,0	19,4	12,1	16,1	16,6
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	20,2	17,5	22,9	17,3	19,7	21,9	x	23,0	x	x	x	21,1	20,9	26,0	20,7	20,3	25,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	25,8	23,7	23,1	38,0	25,8	27,8	x	x	x	x	x	28,5	29,5	26,9	27,2	24,7	29,9
Première transformation des métaux	x	x	x	x	x	35,1	-6,7	x	x	x	x	45,7	x	x	56,1	50,3	67,5
Fabrication de produits métalliques	12,1	34,6	32,9	22,4	36,3	24,2	37,4	39,6	39,5	39,9	28,8	25,3	23,3	23,6	26,7	27,1	30,2
Fabrication de machines	12,1	20,8	11,0	15,0	17,5	9,5	9,6	-8,5	x	x	x	3,9	10,3	8,6	12,2	8,3	14,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	9,0	x	-0,6	5,7	1,9	2,7	-2,4	x	x	x	x	-17,6	2,0	1,6	3,5	3,6	4,0
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	22,7	x	6,4	22,9	x	14,7	x	x	x	x	15,4	x	14,2	12,0	15,6	17,1	17,8
Fabrication de matériel de transport	x	x	x	x	x	-4,7	x	x	x	x	x	-1,5	-4,5	x	-3,4	-4,5	6,0
Fabrication de meubles et de produits connexes	21,4	22,6	19,1	22,7	17,6	21,0	26,3	17,3	x	x	18,9	13,9	19,4	19,1	17,2	16,1	14,8
Activités diverses de fabrication	42,8	30,4	33,1	13,3	18,0	24,3	17,5	13,3	15,8	x	x	10,8	24,1	22,5	24,8	20,6	26,1

Suite à la page 57

Tableau 3.3 (suite)

Croissance annuelle du PIB des grands secteurs industriels, régions administratives du Québec, 2021

Industrie	BSL	SLSJ	CAPN	MAUR	ESTR	MTL	OUT	ABT	CN	NQC	GIM	CHAPP	LAV	LAN	LAUR	MGIE	CQC
	%																
Industries productrices de services	9,4	11,4	9,7	12,4	12,8	9,8	12,3	10,3	8,0	5,1	10,5	2,5	11,2	12,4	13,4	11,1	12,8
Commerce de gros	20,1	22,4	18,8	21,9	23,1	19,6	16,0	20,9	6,9	8,5	11,8	0,3	20,1	19,8	22,0	19,5	19,9
Commerce de détail	11,7	14,0	12,4	15,0	14,5	15,8	10,0	12,0	10,9	5,5	12,8	7,3	14,6	14,1	15,8	14,5	13,8
Transport et entreposage	8,8	11,0	5,2	15,8	10,3	4,2	9,7	10,5	10,3	7,5	14,1	-4,5	8,6	8,6	6,4	7,4	12,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	5,3	14,4	7,5	12,6	10,2	5,5	11,0	6,1	8,0	-6,3	18,7	-11,9	8,1	13,5	13,1	7,1	14,8
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	4,9	3,1	6,2	6,4	9,7	4,3	7,2	5,2	-2,5	0,5	4,4	4,4	5,5	9,1	10,0	6,1	6,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	17,4	15,2	14,4	15,1	19,7	13,5	16,0	9,2	20,2	8,6	21,3	-5,8	13,2	17,3	20,0	14,7	14,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	6,4	8,2	9,9	11,5	14,0	9,3	4,5	8,8	7,7	8,1	11,5	-1,2	10,1	9,8	13,1	9,8	10,4
Services d'enseignement	10,5	10,4	12,2	12,0	13,4	13,2	14,1	12,5	13,4	8,6	10,5	10,9	15,1	16,7	15,5	14,5	15,5
Soins de santé et assistance sociale	7,6	10,5	9,0	8,7	8,5	9,5	9,0	8,1	3,4	3,9	8,5	6,2	9,0	9,7	9,6	8,5	9,4
Arts, spectacles et loisirs	13,7	8,4	2,1	14,8	14,0	9,0	9,5	9,6	5,9	12,4	9,0	-9,9	9,3	11,6	9,0	15,5	12,3
Services d'hébergement et de restauration	20,2	27,7	23,0	23,7	22,5	23,4	20,7	15,3	23,2	24,0	28,0	15,9	20,6	16,6	16,5	21,4	23,2
Autres services, sauf les administrations publiques	12,8	14,0	11,7	17,2	16,4	14,3	12,0	19,3	11,3	-0,7	12,1	6,3	16,6	16,3	18,5	17,4	17,1
Administrations publiques	9,7	14,7	8,0	16,0	11,7	10,3	15,7	9,6	9,6	3,3	9,7	-11,9	11,5	12,2	13,6	11,2	13,2
Ensemble des industries	10,8	15,4	10,4	12,0	15,5	9,6	12,2	11,0	18,9	8,7	12,2	8,8	12,5	14,2	14,2	12,4	14,1

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.4

Croissance annuelle du PIB des grands agrégats industriels, ensemble du Québec, 2020 et 2021

Industrie	2020 ^r	2021 ^p
	%	
Industries productrices de biens	- 3,5	14,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	- 1,3	12,9
Cultures agricoles et élevage	0,9	8,5
Foresterie et exploitation forestière	- 11,8	45,1
Pêche, chasse et piégeage	- 29,8	45,8
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	5,0	5,9
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	6,5	17,1
Services publics	- 2,5	2,4
Construction	4,5	16,5
Fabrication	- 9,2	16,4
Fabrication d'aliments	- 5,6	13,5
Fabrication de boissons et de produits du tabac	- 12,4	7,0
Usines de textiles et de produits textiles	- 18,7	1,8
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et de produits analogues	- 4,8	- 1,9
Fabrication de produits en bois	15,5	43,7
Fabrication du papier	- 6,0	5,4
Impression et activités connexes de soutien	- 4,9	9,9
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	- 26,7	42,3
Fabrication de produits chimiques	4,6	12,2
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	- 5,4	21,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	- 5,5	27,2
Première transformation des métaux	- 1,4	37,7
Fabrication de produits métalliques	- 15,2	27,3
Fabrication de machines	- 16,4	11,4
Fabrication de produits informatiques et électroniques	- 15,7	2,3
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	- 12,2	14,3
Fabrication de matériel de transport	- 18,1	- 3,2
Fabrication de meubles et de produits connexes	- 19,5	18,1
Activités diverses de fabrication	- 0,2	23,3
Industries productrices de services	- 0,2	10,4
Commerce de gros	- 1,0	18,8
Commerce de détail	1,8	14,0
Transport et entreposage	- 21,0	6,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	- 0,6	6,5
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	6,0	5,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,7	13,8
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	- 4,6	9,4
Services d'enseignement	2,6	13,4
Soins de santé et assistance sociale	7,5	8,9
Arts, spectacles et loisirs	- 44,0	9,1
Services d'hébergement et de restauration	- 38,8	21,6
Autres services, sauf les administrations publiques	- 7,9	14,8
Administrations publiques	4,1	10,5
Ensemble des industries	- 1,1	11,5

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.



Chapitre 4

Revenu disponible par habitant

Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le revenu disponible par habitant est un indicateur économique basé sur une notion reconnue internationalement provenant du Système des comptes macroéconomiques. Il correspond au revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire. Pour obtenir le revenu disponible par habitant, on additionne d'abord tous les revenus des résidents d'un territoire donné, tels que la rémunération des salariés, le revenu net des entreprises individuelles, les revenus nets de la propriété et les prestations sociales, dont les transferts courants reçus des administrations publiques. On soustrait ensuite les transferts payés par ceux-ci aux secteurs institutionnels, dont l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations aux régimes d'assurance sociale ainsi que les cotisations des employés à un régime de retraite à prestations ou à cotisations déterminées. Enfin, on divise par la population du territoire, tous âges confondus.

En plus de comparer les données provisoires de 2021 avec celles de 2020, la présente section met en évidence les différences de revenu dans les 17 régions administratives du Québec. L'analyse ne se limite pas à la seule comparaison du revenu disponible par habitant. En effet, le texte s'attarde également aux prestations et aux crédits d'impôt remboursables versés par les différents ordres de gouvernement, lesquels représentent la principale source de revenus des particuliers après la rémunération des salariés. Pour une analyse à une échelle géographique plus fine, on pourra se reporter à la [section 12.2](#) consacrée au revenu disponible par habitant dans les municipalités régionales de comté (MRC).

Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec prudence

Les estimations annuelles du revenu disponible par habitant font régulièrement l'objet de révisions afin qu'y soient intégrées les données les plus complètes provenant de différentes sources (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Généralement, au moment de la publication des données de l'année la plus récente, les estimations¹ des deux années précédentes sont révisées. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données provisoires. Ces révisions peuvent entraîner des changements non négligeables sur les taux de croissance du revenu disponible par habitant. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente du revenu disponible par habitant, tant à l'échelle des régions administratives qu'à celle des MRC. Pour des notes méthodologiques plus complètes, consulter le bulletin [Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions](#) (ISQ, 2022).

-
1. À l'occasion, soit environ deux à trois fois par décennie, les estimations du revenu disponible font l'objet de révisions historiques par Statistique Canada dont la portée est plus importante que les révisions effectuées chaque année. Les révisions historiques permettent d'améliorer les méthodes d'estimation et de modélisation, d'apporter des changements conceptuels et d'intégrer les dernières normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique.

Le revenu disponible croît plus rapidement qu'au cours des années pré-pandémiques

Après avoir progressé de 7,1 % en 2020, ce qui est de loin la plus forte croissance depuis 1989, le revenu disponible par habitant dans l'ensemble du Québec, en dollars courants, s'est accru de 4,9 % en 2021 par rapport à l'année précédente. Sans atteindre l'ampleur de la hausse de 2020, laquelle est essentiellement attribuable aux différentes mesures de soutien au revenu mises en place par le gouvernement fédéral pour pallier les effets de la pandémie, l'augmentation de 2021 est tout de même nettement supérieure à celles de 2019 (+ 3,1 %) et de 2018 (+ 1,8 %).

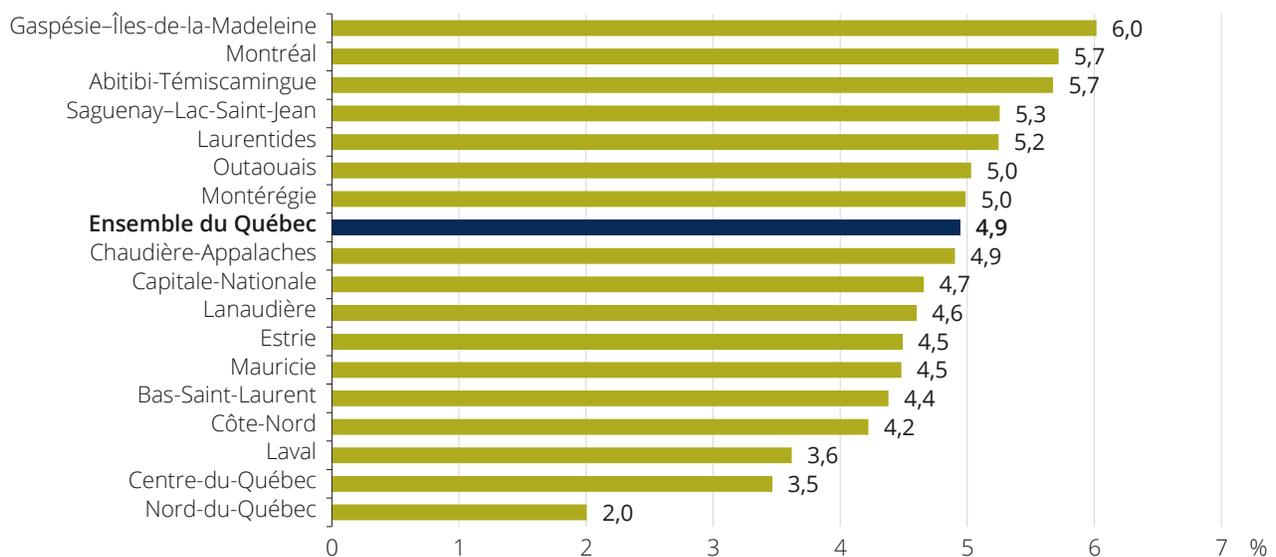
L'augmentation observée en 2021 s'explique notamment par la croissance vigoureuse de la rémunération des salariés (+ 10,0 %), la plus importante depuis que ces données sont disponibles, soit depuis 1981, ainsi que par l'augmentation marquée des revenus nets des travailleurs autonomes des secteurs non agricoles (+ 13,9 %).

La croissance du revenu disponible en 2021 a profité à l'ensemble des régions administratives (figure 4.1). Dans sept d'entre elles, la progression a dépassé celle observée dans l'ensemble du Québec. La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est celle qui a connu l'augmentation la plus prononcée, soit une hausse de 6,0 %. Celle-ci s'explique notamment par une hausse du revenu primaire et par une quasi-stabilité des transferts reçus des administrations publiques, alors que dans la plupart des autres régions, ces transferts ont diminué selon un taux variant de - 2,9 %, sur la Côte-Nord, à - 10,8 %, à Montréal.

Outre la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, les régions de Montréal et de l'Abitibi-Témiscamingue se démarquent par un taux de croissance de 5,7 %. La hausse à Montréal est grandement attribuable à la croissance de la rémunération des salariés qui atteint 12,3 %, la plus importante hausse de toutes les régions. Quant à l'Abitibi-Témiscamingue, la hausse observée en 2021 résulte de l'effet combiné de plusieurs facteurs. Le revenu net de

Figure 4.1

Croissance annuelle du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2021



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

la propriété y a crû plus rapidement que dans les autres régions, la baisse des transferts courants en provenance des administrations publiques y a été moins forte et l'augmentation des transferts payés par les particuliers aux administrations publiques, dont l'impôt, y a été plus faible.

En revanche, le Nord-du-Québec (2,0 %) est la région qui connaît la plus faible progression du revenu disponible par habitant entre 2020 et 2021. Cette situation provient notamment de la baisse du revenu mixte net et de la hausse plus faible qu'ailleurs de la rémunération des salariés (+ 6,4 %). Par contraste, en 2020, le Nord-du-Québec connaissait la plus forte croissance du revenu disponible par habitant en raison des transferts de l'administration publique fédérale qui avait bondi dans cette région.

La Montérégie toujours en tête des régions

Pour une sixième année consécutive, la Montérégie affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé (35 520 \$) de toutes les régions administratives. Viennent ensuite, et de près, Montréal (35 311 \$), les Laurentides

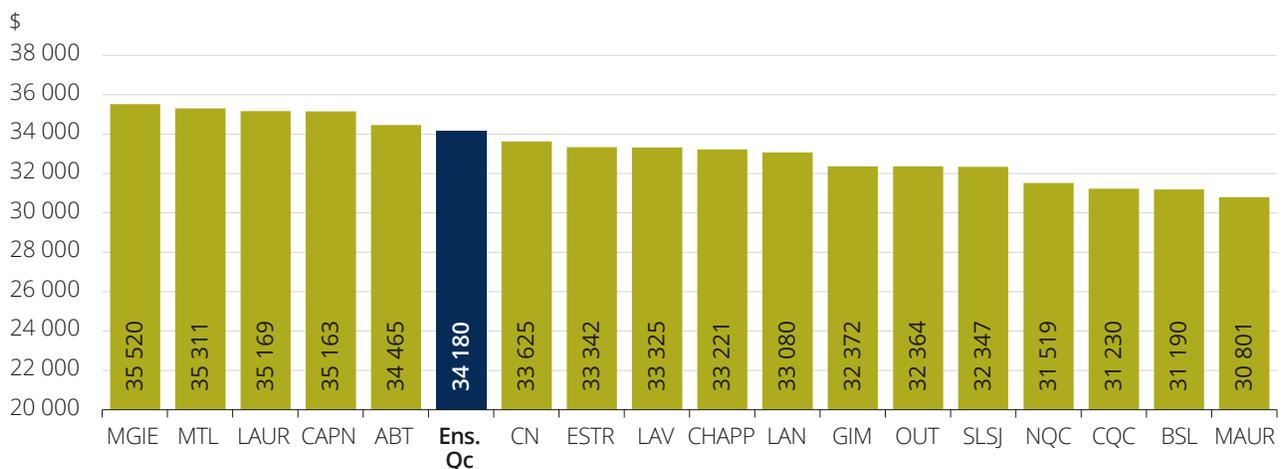
(35 169 \$) et la Capitale-Nationale (35 163 \$). Parmi les cinq régions où le revenu disponible dépasse celui de l'ensemble du Québec, l'Abitibi-Témiscamingue est la seule éloignée des grands centres urbains (figure 4.2).

La Montérégie et la Capitale-Nationale se distinguent par le niveau de la rémunération des salariés qui compte parmi les plus élevés dans l'ensemble du Québec, ce qui a contribué à élever le revenu disponible par habitant. En ce qui a trait à la région de Montréal, elle se particularise par des revenus nets de la propriété plus élevés que dans les autres régions, ce qui tire le revenu disponible à la hausse. Le même constat vaut pour les Laurentides, mais dans une moindre mesure. Pour ce qui est de l'Abitibi-Témiscamingue, les salaires élevés versés par l'industrie minière contribuent sûrement au haut niveau du revenu disponible par habitant de la région. D'ailleurs, la rémunération des salariés de cette région est la plus élevée de toutes les régions (35 154 \$).

À l'opposé, le revenu disponible par habitant de 12 régions est inférieur à celui de l'ensemble du Québec. Parmi celles-ci, la Mauricie (30 801 \$), le Bas-Saint-Laurent (31 190 \$) et le Centre-du-Québec (31 230 \$) affichent les revenus les plus bas. Dans ces trois régions, deux facteurs principaux expliquent le faible niveau de revenu en 2021 :

Figure 4.2

Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2021



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

le salaire hebdomadaire moyen¹ et la part des 20-64 ans, considérés comme la population d'âge actif², sont parmi les plus faibles au Québec. Les individus appartenant à cette tranche d'âge ont généralement des revenus nettement plus élevés que celui du reste de la population. En plus de ces trois régions, quatre autres présentent un revenu disponible par habitant relativement bas : le Nord-du-Québec (31 519 \$), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (32 347 \$), l'Outaouais (32 364 \$) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (32 372 \$). À l'exception de l'Outaouais, ces régions se caractérisent également par une proportion de 20-64 ans moins élevée que celle de l'ensemble du Québec. En 2021, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ressort comme la région où l'on trouve la plus importante part de personnes âgées de 65 ans et plus, alors que le Nord-du-Québec est celle qui compte la plus forte proportion de personnes de moins de 20 ans, lesquelles représentent plus du tiers de sa population³. Quant à l'Outaouais, le revenu disponible y est moins élevé que celui de l'ensemble du Québec en raison des transferts payés par les particuliers aux sociétés financières. Ces transferts, lesquels sont constitués des montants de cotisations aux régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, sont nettement plus élevés dans cette région, ce qui contribue à réduire le revenu disponible.

Après une hausse sans précédent en 2020, les transferts en provenance des administrations publiques sont en baisse en 2021

En 2021, les données provisoires indiquent que les différents ordres de gouvernement ont versé un montant de 74,0 milliards en transferts courants aux particuliers, soit 6,3 milliards de moins qu'en 2020, mais 15,1 milliards de plus qu'en 2019. Ces fortes variations observées au cours des deux dernières années résultent essentiellement des mesures de soutien fédérales liées à la crise sanitaire. Par habitant, les transferts gouvernementaux s'élèvent à

8 606 \$ en 2021, une baisse de 8,1 % par rapport à 2020, alors qu'une hausse sans précédent de 35,0 % avait été enregistrée entre 2019 et 2020.

Toutes les régions du Québec connaissent en 2021 une diminution des transferts gouvernementaux, et plus particulièrement Montréal et Laval, qui enregistrent les baisses les plus marquées, et ce, après avoir connu les augmentations parmi les plus importantes un an plus tôt. Rappelons que ces deux régions, durement touchées par les restrictions sanitaires lors de la première année de la pandémie, sont celles qui avaient reçu le plus, par habitant, en prestation d'urgence et de relance économique en 2020. En revanche, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est la région qui a connu la diminution la moins prononcée (-0,6 %) des transferts en provenance des administrations publiques en 2021, principalement en raison des transferts payés par l'administration fédérale qui ont peu diminué et parce que la hausse des transferts en 2020 avait été plus modeste que dans les autres régions (figure 4.3).

Globalement, au Québec, les principaux transferts versés par les différents ordres de gouvernement aux particuliers sont les prestations du Régime des rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC) (1 882 \$ par habitant) ainsi que celles de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti (SRG) (1 899 \$ par habitant). Ces prestations gouvernementales de retraite représentent 44 % de tous les transferts versés par les administrations publiques aux particuliers. Les autres principales composantes des transferts gouvernementaux comprennent les prestations parentales et familiales, dont les crédits d'impôt pour frais de garde, ainsi que les prestations d'assurance-emploi. Les prestations d'urgence et de relance économique versées par le gouvernement fédéral en réponse à la pandémie de COVID-19, bien qu'en forte diminution en 2021, continuent également de représenter une part non négligeable des transferts en provenance des administrations publiques.

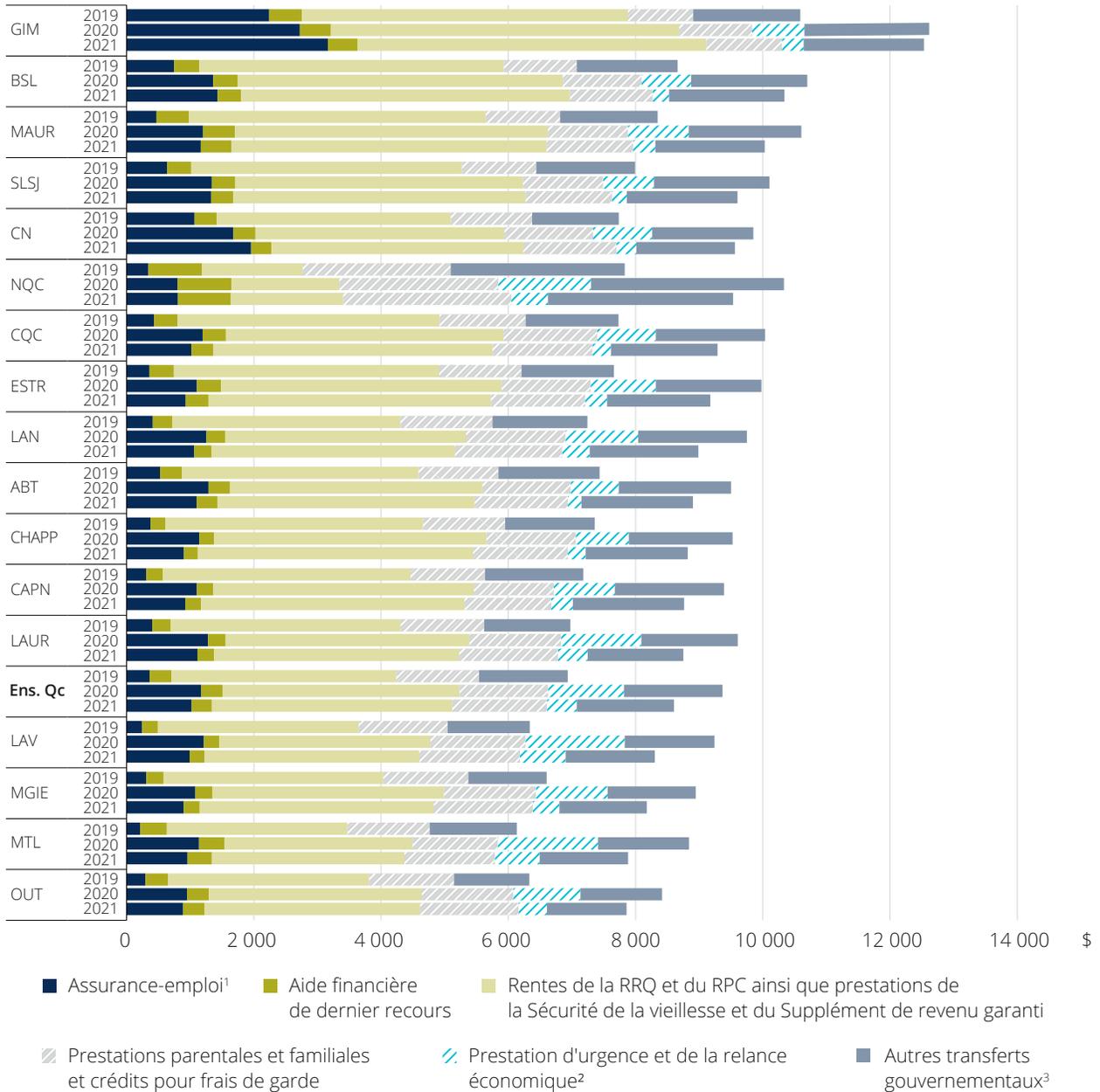
1. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023).

2. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022a), p. 16, 17 et 22.

3. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022b), p. 21.

Figure 4.3

Transferts gouvernementaux par habitant selon le type de prestation, régions administratives et ensemble du Québec, 2019 à 2021



1. Comprend les prestations d'assurance-emploi ainsi que les sommes relatives à la Prestation canadienne d'urgence à titre de prestations d'assurance-emploi versées par Service Canada.
2. Comprend la Prestation canadienne d'urgence versée par l'Agence du revenu du Canada, la Prestation canadienne d'urgence pour étudiants, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants.
3. Cette catégorie comprend notamment le crédit de TPS, le crédit d'impôt pour solidarité et les allocations pour anciens combattants.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Disparités régionales pour les transferts gouvernementaux selon la structure par âge

Les résidents de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine demeurent ceux qui reçoivent le plus, en moyenne, en transferts courants des différents ordres de gouvernement. En 2021, ces transferts s'établissent à 12 534 \$ par habitant. Les prestations versées au titre de la Sécurité de la vieillesse, du SRG et du RRQ sont plus importantes dans cette région qu'ailleurs (5 489 \$, comparativement à 3 781 \$ pour l'ensemble du Québec), et ce, compte tenu de sa population plus âgée que celle de l'ensemble de la province⁴.

À l'inverse, les régions dont la population est relativement jeune sont celles qui reçoivent généralement le moins en transferts des administrations publiques par habitant. C'est notamment le cas de l'Outaouais et de Montréal, où la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus compte parmi les plus faibles du Québec. Par conséquent, les prestations du RRQ, de la Sécurité de la vieillesse et du SRG y sont moins élevées que dans l'ensemble du Québec (figures 4.3 et 4.4).

La situation du Nord-du-Québec est, quant à elle, singulière, comme le montre la figure 4.4. Malgré une population plus jeune que celle des autres régions et une faible

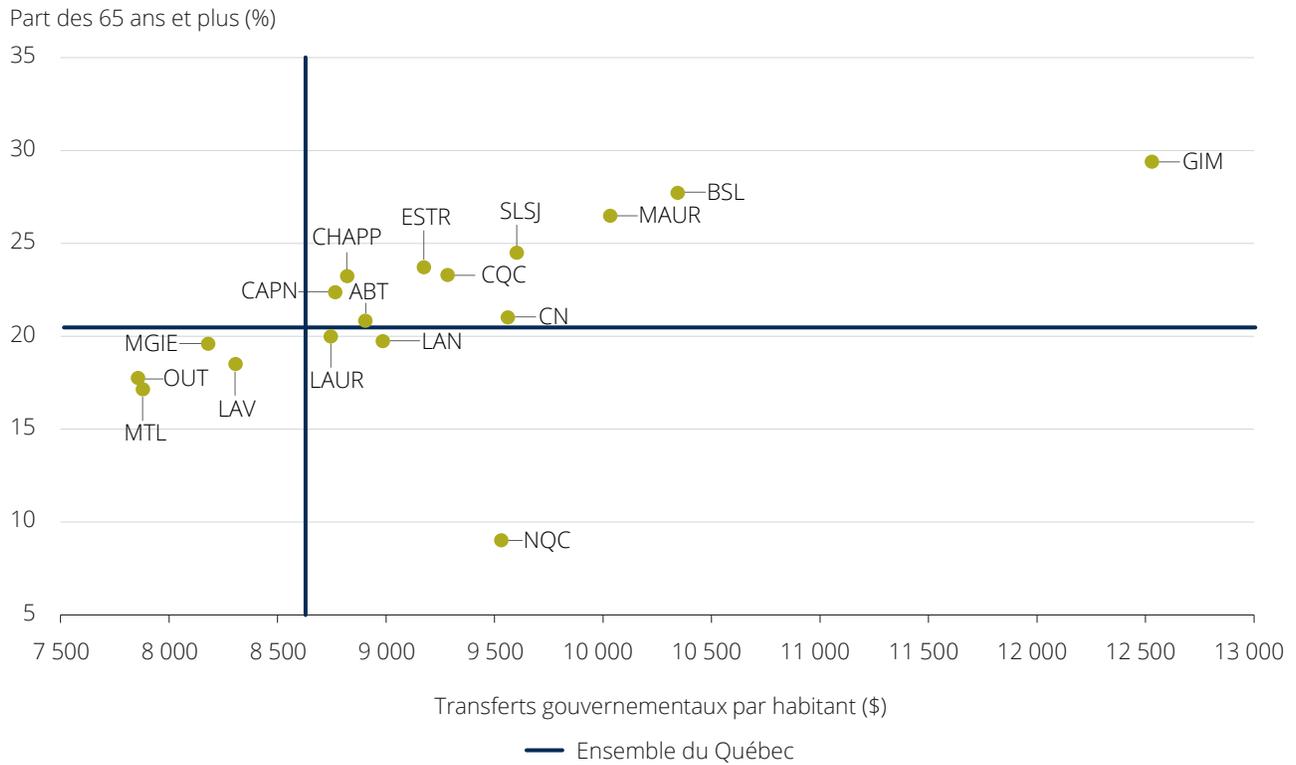
proportion de personnes âgées de 65 ans et plus (9 %, comparativement à 20 % pour l'ensemble du Québec⁵), le Nord-du-Québec a tout de même reçu davantage en transferts gouvernementaux que la moyenne québécoise. En 2021, les différents ordres de gouvernement ont versé dans cette région en moyenne 9 533 \$ par habitant, en prestations et en crédits d'impôt remboursables. À la différence de ce qui est observé pour les autres régions, ce sont les allocations familiales et les prestations fiscales pour enfants ainsi que l'aide gouvernementale accordée aux Autochtones qui constituent les principaux transferts courants en provenance des administrations publiques dans le Nord-du-Québec. Alors que les prestations parentales et familiales représentent 27,8 % de l'ensemble des transferts versés par les différents ordres de gouvernement dans cette région nordique, la part des transferts correspondant aux rentes et aux prestations de retraite versés par les gouvernements se chiffre à 18,5 %. À titre comparatif, en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, où 29 % de la population est âgée de 65 ans et plus, la part de ces prestations de retraite constitue 43,8 % des transferts des administrations publiques tandis que celle des prestations parentales et familiales ne représente que 9,5 %.

4. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022b), p. 23.

5. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022b), p. 21-22.

Figure 4.4

Transferts gouvernementaux par habitant et proportion des personnes âgées de 65 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2021



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux détaillés de données sur le revenu disponible et ses composantes, par MRC, par régions administratives, pour l'ensemble du Québec et pour le Canada, les provinces et les territoires sont accessibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème *Économie/Revenu disponible*.

Références

- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022a). « Démographie », dans *Panorama des régions du Québec, Édition 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, p. 13-23. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2022.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022b). *Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/fiches-demographiques-regions-administratives-quebec-2021.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022c). *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions*, [En ligne], mai, L'Institut, p. 1-19. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/revenu-disponible-par-habitant-bilan-2020-quebec-regions.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Rémunération hebdomadaire et horaire des employés selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec*, [En ligne], janvier. [statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/2305].
- PROVENÇAL, Marie-Hélène (2022). « Revenu disponible par habitant », dans *Panorama des régions du Québec. Édition 2022*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 81-95. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2021.pdf].

Tableau 4.1

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2021

Région administrative et composante du revenu	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Variation 2021/2020	TCAM 2021/2016
	\$						%	
Bas-Saint-Laurent								
Revenu primaire	26 377	27 542	28 182	29 304	29 285	31 581	7,8	3,7
Rémunération des salariés	21 140	22 059	23 211	24 150	24 165	26 223	8,5	4,4
Revenu mixte net	2 829	2 861	2 783	2 790	2 613	2 820	7,9	-0,1
Revenu net de la propriété	2 409	2 622	2 189	2 364	2 507	2 538	1,2	1,0
Plus : Transferts courants reçus	10 837	11 119	11 469	11 794	13 944	13 666	-2,0	4,7
Des administrations publiques	7 926	8 168	8 346	8 661	10 702	10 341	-3,4	5,5
Des sociétés financières	2 829	2 864	3 027	3 036	3 118	3 180	2,0	2,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	58	63	68	72	99	122	23,2	16,0
Des non-résidents	24	24	28	25	25	23	-8,0	-0,8
Moins : Transferts courants payés	11 689	11 862	12 546	13 132	13 348	14 057	5,3	3,8
Égal : Revenu disponible	25 525	26 799	27 105	27 966	29 881	31 190	4,4	4,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean								
Revenu primaire	28 433	29 407	30 643	32 108	31 835	34 953	9,8	4,2
Rémunération des salariés	23 737	24 624	26 043	27 331	27 007	29 892	10,7	4,7
Revenu mixte net	2 598	2 583	2 634	2 821	2 800	2 785	-0,5	1,4
Revenu net de la propriété	2 099	2 199	1 966	1 956	2 028	2 276	12,2	1,6
Plus : Transferts courants reçus	10 811	11 067	11 429	11 679	13 904	13 543	-2,6	4,6
Des administrations publiques	7 415	7 580	7 769	7 993	10 107	9 604	-5,0	5,3
Des sociétés financières	3 339	3 425	3 593	3 617	3 707	3 822	3,1	2,7
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	48	53	58	59	81	108	33,3	17,6
Des non-résidents	9	9	9	10	10	9	-10,0	0,0
Moins : Transferts courants payés	13 205	13 399	14 315	15 077	15 007	16 148	7,6	4,1
Égal : Revenu disponible	26 039	27 074	27 756	28 710	30 732	32 347	5,3	4,4
Capitale-Nationale								
Revenu primaire	34 841	36 325	37 351	38 883	38 635	41 716	8,0	3,7
Rémunération des salariés	27 587	28 826	30 234	31 552	31 337	34 190	9,1	4,4
Revenu mixte net	3 703	3 727	3 720	3 793	3 621	3 742	3,3	0,2
Revenu net de la propriété	3 551	3 772	3 398	3 538	3 676	3 785	3,0	1,3
Plus : Transferts courants reçus	10 379	10 683	11 018	11 293	13 649	13 190	-3,4	4,9
Des administrations publiques	6 499	6 766	6 916	7 181	9 390	8 765	-6,7	6,2
Des sociétés financières	3 747	3 769	3 941	3 949	4 042	4 157	2,8	2,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	92	106	120	117	170	220	29,4	19,0
Des non-résidents	40	41	42	46	47	48	2,1	3,7
Moins : Transferts courants payés	16 446	16 852	17 786	18 647	18 686	19 743	5,7	3,7
Égal : Revenu disponible	28 774	30 156	30 583	31 529	33 598	35 163	4,7	4,1

Suite à la page 69

Tableau 4.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2021

Région administrative et composante du revenu	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Variation 2021/2020	TCAM 2021/2016
	\$						%	
Mauricie								
Revenu primaire	26 107	27 390	27 587	28 623	28 621	31 294	9,3	3,7
Rémunération des salariés	20 830	21 912	22 536	23 414	23 429	25 729	9,8	4,3
Revenu mixte net	2 542	2 557	2 503	2 556	2 463	2 597	5,4	0,4
Revenu net de la propriété	2 736	2 921	2 548	2 653	2 729	2 967	8,7	1,6
Plus : Transferts courants reçus	11 068	11 307	11 680	11 993	14 373	13 898	-3,3	4,7
Des administrations publiques	7 621	7 850	8 038	8 349	10 606	10 033	-5,4	5,7
Des sociétés financières	3 378	3 380	3 563	3 564	3 656	3 731	2,1	2,0
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	52	58	61	61	89	112	25,8	16,6
Des non-résidents	17	19	19	19	22	22	0,0	5,3
Moins : Transferts courants payés	11 860	12 243	12 674	13 205	13 514	14 391	6,5	3,9
Égal : Revenu disponible	25 315	26 454	26 593	27 411	29 480	30 801	4,5	4,0
Estrie								
Revenu primaire	29 792	30 927	32 040	33 261	33 428	36 672	9,7	4,2
Rémunération des salariés	22 168	23 148	24 457	25 380	25 516	28 197	10,5	4,9
Revenu mixte net	3 831	3 850	3 881	4 100	3 891	4 286	10,2	2,3
Revenu net de la propriété	3 793	3 928	3 702	3 781	4 022	4 190	4,2	2,0
Plus : Transferts courants reçus	9 932	10 203	10 538	10 832	13 342	12 749	-4,4	5,1
Des administrations publiques	6 995	7 231	7 401	7 660	9 978	9 174	-8,1	5,6
Des sociétés financières	2 789	2 828	2 977	3 008	3 147	3 300	4,9	3,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	100	96	109	112	162	223	37,7	17,4
Des non-résidents	48	48	51	51	55	52	-5,5	1,6
Moins : Transferts courants payés	12 735	13 060	13 862	14 489	14 862	16 079	8,2	4,8
Égal : Revenu disponible	26 989	28 070	28 716	29 604	31 909	33 342	4,5	4,3
Montréal								
Revenu primaire	36 109	37 218	38 526	40 253	39 618	43 777	10,5	3,9
Rémunération des salariés	26 230	27 069	28 342	29 673	29 161	32 746	12,3	4,5
Revenu mixte net	4 910	4 984	5 211	5 475	5 298	5 699	7,6	3,0
Revenu net de la propriété	4 969	5 165	4 972	5 105	5 159	5 332	3,4	1,4
Plus : Transferts courants reçus	8 379	8 464	8 543	8 598	11 478	10 802	-5,9	5,2
Des administrations publiques	5 978	6 061	6 056	6 136	8 840	7 882	-10,8	5,7
Des sociétés financières	2 016	2 006	2 065	2 032	2 081	2 216	6,5	1,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	226	241	261	271	393	537	36,6	18,9
Des non-résidents	158	156	161	158	164	168	2,4	1,2
Moins : Transferts courants payés	15 672	16 023	16 911	17 652	17 696	19 268	8,9	4,2
Égal : Revenu disponible	28 816	29 658	30 158	31 200	33 401	35 311	5,7	4,1

Suite à la page 70

Tableau 4.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2021

Région administrative et composante du revenu	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Variation 2021/2020	TCAM 2021/2016
	\$						%	
Outaouais								
Revenu primaire	32 770	34 527	35 431	36 702	36 763	40 257	9,5	4,2
Rémunération des salariés	27 021	28 730	29 760	30 794	30 892	33 868	9,6	4,6
Revenu mixte net	3 345	3 329	3 413	3 510	3 463	3 845	11,0	2,8
Revenu net de la propriété	2 405	2 468	2 258	2 398	2 408	2 544	5,6	1,1
Plus : Transferts courants reçus	9 050	9 313	9 627	9 892	12 174	11 747	-3,5	5,4
Des administrations publiques	5 812	6 009	6 126	6 329	8 419	7 860	-6,6	6,2
Des sociétés financières	3 108	3 161	3 349	3 402	3 540	3 616	2,1	3,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	80	91	100	97	147	203	38,1	20,5
Des non-résidents	50	52	53	64	68	67	-1,5	6,0
Moins : Transferts courants payés	15 590	16 369	17 187	17 891	18 122	19 640	8,4	4,7
Égal : Revenu disponible	26 231	27 472	27 871	28 703	30 814	32 364	5,0	4,3
Abitibi-Témiscamingue								
Revenu primaire	33 889	35 826	37 389	38 098	37 437	40 592	8,4	3,7
Rémunération des salariés	28 960	30 573	32 278	33 122	32 329	35 154	8,7	4,0
Revenu mixte net	2 593	2 647	2 698	2 675	2 621	2 646	1,0	0,4
Revenu net de la propriété	2 336	2 606	2 414	2 301	2 486	2 793	12,3	3,6
Plus : Transferts courants reçus	9 190	9 374	9 645	10 035	12 168	11 763	-3,3	5,1
Des administrations publiques	6 870	7 005	7 124	7 434	9 501	8 902	-6,3	5,3
Des sociétés financières	2 261	2 302	2 448	2 523	2 573	2 738	6,4	3,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	49	57	59	66	82	112	36,6	18,0
Des non-résidents	10	10	14	13	12	12	0,0	3,7
Moins : Transferts courants payés	15 068	15 547	16 541	17 160	16 991	17 891	5,3	3,5
Égal : Revenu disponible	28 011	29 654	30 493	30 973	32 614	34 465	5,7	4,2
Côte-Nord								
Revenu primaire	32 339	33 575	34 982	36 337	36 051	38 458	6,7	3,5
Rémunération des salariés	28 642	29 798	31 416	32 876	32 607	34 929	7,1	4,0
Revenu mixte net	2 041	2 112	2 087	2 009	1 931	2 004	3,8	-0,4
Revenu net de la propriété	1 656	1 664	1 480	1 452	1 514	1 524	0,7	-1,6
Plus : Transferts courants reçus	9 901	10 221	10 406	10 727	12 955	12 776	-1,4	5,2
Des administrations publiques	7 153	7 432	7 483	7 737	9 851	9 564	-2,9	6,0
Des sociétés financières	2 700	2 738	2 869	2 936	3 029	3 121	3,0	2,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	42	45	47	47	68	81	19,1	14,0
Des non-résidents	6	6	7	8	8	11	37,5	12,9
Moins : Transferts courants payés	14 717	14 980	15 954	16 779	16 744	17 610	5,2	3,7
Égal : Revenu disponible	27 523	28 815	29 434	30 285	32 263	33 625	4,2	4,1

Suite à la page 71

Tableau 4.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2021

Région administrative et composante du revenu	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Variation 2021/2020	TCAM 2021/2016
	\$						%	
Nord-du-Québec								
Revenu primaire	26 524	27 463	28 418	29 175	29 318	30 864	5,3	3,1
Rémunération des salariés	24 299	25 168	26 276	27 006	26 946	28 671	6,4	3,4
Revenu mixte net	1 471	1 509	1 526	1 494	1 595	1 387	-13,0	-1,2
Revenu net de la propriété	753	787	617	675	777	807	3,9	1,4
Plus : Transferts courants reçus	8 081	8 790	8 531	8 989	11 570	10 848	-6,2	6,1
Des administrations publiques	7 089	7 701	7 381	7 831	10 334	9 533	-7,8	6,1
Des sociétés financières	939	1 027	1 080	1 090	1 124	1 178	4,8	4,6
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	50	58	67	62	108	133	23,1	21,6
Des non-résidents	4	5	4	5	5	4	-20,0	0,0
Moins : Transferts courants payés	8 960	9 154	9 681	9 901	9 990	10 194	2,0	2,6
Égal : Revenu disponible	25 645	27 099	27 269	28 263	30 899	31 519	2,0	4,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
Revenu primaire	23 826	25 279	25 866	27 349	27 443	30 157	9,9	4,8
Rémunération des salariés	19 074	19 841	20 826	21 964	22 185	24 209	9,1	4,9
Revenu mixte net	2 703	3 141	2 944	3 197	2 970	3 483	17,3	5,2
Revenu net de la propriété	2 048	2 297	2 095	2 189	2 288	2 466	7,8	3,8
Plus : Transferts courants reçus	12 232	12 612	12 938	13 287	15 433	15 443	0,1	4,8
Des administrations publiques	9 739	10 088	10 273	10 590	12 616	12 534	-0,6	5,2
Des sociétés financières	2 430	2 456	2 590	2 618	2 728	2 797	2,5	2,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	49	51	55	57	76	96	26,3	14,4
Des non-résidents	13	16	20	22	13	16	23,1	4,2
Moins : Transferts courants payés	10 631	10 900	11 451	12 077	12 341	13 228	7,2	4,5
Égal : Revenu disponible	25 426	26 990	27 352	28 559	30 535	32 372	6,0	4,9
Chaudière-Appalaches								
Revenu primaire	31 781	33 076	34 062	35 226	35 000	38 045	8,7	3,7
Rémunération des salariés	25 220	26 318	27 604	28 697	28 546	31 133	9,1	4,3
Revenu mixte net	3 440	3 396	3 322	3 247	3 144	3 429	9,1	-0,1
Revenu net de la propriété	3 122	3 362	3 136	3 282	3 309	3 483	5,3	2,2
Plus : Transferts courants reçus	9 386	9 655	9 964	10 285	12 597	12 024	-4,5	5,1
Des administrations publiques	6 667	6 898	7 070	7 357	9 527	8 823	-7,4	5,8
Des sociétés financières	2 627	2 654	2 785	2 818	2 930	3 036	3,6	2,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	59	71	77	76	105	131	24,8	17,3
Des non-résidents	33	31	33	34	35	35	0,0	1,2
Moins : Transferts courants payés	13 968	14 267	15 096	15 798	15 929	16 848	5,8	3,8
Égal : Revenu disponible	27 199	28 465	28 931	29 713	31 668	33 221	4,9	4,1

Suite à la page 72

Tableau 4.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2021

Région administrative et composante du revenu	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Variation 2021/2020	TCAM 2021/2016
	\$						%	
Laval								
Revenu primaire	34 332	35 339	36 643	38 214	37 430	40 460	8,1	3,3
Rémunération des salariés	27 338	28 216	29 437	30 777	30 077	32 859	9,2	3,7
Revenu mixte net	3 620	3 721	3 774	3 972	3 792	4 012	5,8	2,1
Revenu net de la propriété	3 374	3 402	3 432	3 466	3 561	3 588	0,8	1,2
Plus : Transferts courants reçus	8 419	8 548	8 763	8 999	12 014	11 177	-7,0	5,8
Des administrations publiques	5 877	6 042	6 134	6 339	9 240	8 304	-10,1	7,2
Des sociétés financières	2 314	2 305	2 409	2 420	2 470	2 525	2,2	1,8
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	115	90	104	105	155	207	33,5	12,5
Des non-résidents	113	111	115	136	149	141	-5,4	4,5
Moins : Transferts courants payés	15 381	15 565	16 462	17 339	17 283	18 312	6,0	3,6
Égal : Revenu disponible	27 371	28 322	28 944	29 874	32 161	33 325	3,6	4,0
Lanaudière								
Revenu primaire	31 722	32 781	33 797	35 125	34 757	37 913	9,1	3,6
Rémunération des salariés	25 900	26 770	27 962	29 031	28 710	31 387	9,3	3,9
Revenu mixte net	3 208	3 246	3 262	3 400	3 245	3 562	9,8	2,1
Revenu net de la propriété	2 614	2 766	2 573	2 693	2 802	2 965	5,8	2,6
Plus : Transferts courants reçus	9 203	9 510	9 859	10 131	12 773	12 106	-5,2	5,6
Des administrations publiques	6 574	6 820	6 978	7 242	9 749	8 987	-7,8	6,5
Des sociétés financières	2 554	2 609	2 790	2 789	2 887	2 948	2,1	2,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	48	53	61	59	95	130	36,8	22,1
Des non-résidents	27	28	30	40	43	42	-2,3	9,2
Moins : Transferts courants payés	14 063	14 258	15 120	15 810	15 905	16 939	6,5	3,8
Égal : Revenu disponible	26 862	28 034	28 536	29 446	31 625	33 080	4,6	4,3
Laurentides								
Revenu primaire	34 274	35 505	36 608	37 960	37 622	41 262	9,7	3,8
Rémunération des salariés	26 641	27 649	28 835	30 000	29 639	32 480	9,6	4,0
Revenu mixte net	3 925	4 011	4 014	4 145	4 014	4 503	12,2	2,8
Revenu net de la propriété	3 707	3 846	3 759	3 815	3 970	4 280	7,8	2,9
Plus : Transferts courants reçus	9 129	9 407	9 755	10 034	12 831	12 091	-5,8	5,8
Des administrations publiques	6 343	6 563	6 727	6 973	9 609	8 750	-8,9	6,6
Des sociétés financières	2 700	2 746	2 919	2 945	3 068	3 154	2,8	3,2
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	51	61	70	70	106	139	31,1	22,2
Des non-résidents	36	36	38	46	48	48	0,0	5,9
Moins : Transferts courants payés	14 977	15 261	16 158	16 924	17 037	18 184	6,7	4,0
Égal : Revenu disponible	28 426	29 651	30 205	31 070	33 416	35 169	5,2	4,3

Suite à la page 73

Tableau 4.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2021

Région administrative et composante du revenu	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Variation 2021/2020	TCAM 2021/2016
	\$						%	
Montérégie								
Revenu primaire	36 174	37 575	38 791	40 264	39 959	43 394	8,6	3,7
Rémunération des salariés	28 749	29 819	31 110	32 276	32 035	34 964	9,1	4,0
Revenu mixte net	3 871	4 017	4 009	4 227	4 110	4 476	8,9	2,9
Revenu net de la propriété	3 554	3 739	3 673	3 761	3 815	3 954	3,6	2,2
Plus : Transferts courants reçus	8 914	9 141	9 445	9 705	12 196	11 572	-5,1	5,4
Des administrations publiques	6 044	6 231	6 374	6 602	8 948	8 177	-8,6	6,2
Des sociétés financières	2 734	2 764	2 913	2 930	3 027	3 125	3,2	2,7
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	81	92	100	103	150	198	32,0	19,6
Des non-résidents	54	55	58	70	70	71	1,4	5,6
Moins : Transferts courants payés	16 190	16 547	17 492	18 267	18 322	19 445	6,1	3,7
Égal : Revenu disponible	28 898	30 169	30 744	31 702	33 833	35 520	5,0	4,2
Centre-du-Québec								
Revenu primaire	28 091	29 319	30 227	31 083	31 016	33 615	8,4	3,7
Rémunération des salariés	21 786	22 811	23 887	24 906	24 833	27 155	9,4	4,5
Revenu mixte net	3 199	3 139	3 197	3 117	2 871	3 158	10,0	-0,3
Revenu net de la propriété	3 106	3 369	3 143	3 059	3 311	3 302	-0,3	1,2
Plus : Transferts courants reçus	9 354	9 596	9 884	10 191	12 629	11 964	-5,3	5,0
Des administrations publiques	7 073	7 287	7 468	7 733	10 037	9 290	-7,4	5,6
Des sociétés financières	2 204	2 228	2 322	2 364	2 453	2 523	2,9	2,7
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	60	65	75	75	119	130	9,2	16,7
Des non-résidents	17	17	19	19	20	22	10,0	5,3
Moins : Transferts courants payés	11 660	11 969	12 699	13 237	13 461	14 349	6,6	4,2
Égal : Revenu disponible	25 784	26 946	27 413	28 037	30 184	31 230	3,5	3,9

Suite à la page 74

Tableau 4.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2021

Région administrative et composante du revenu	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Variation 2021/2020	TCAM 2021/2016
	\$						%	
Ensemble du Québec								
Revenu primaire	33 455	34 722	35 855	37 297	36 956	40 335	9,1	3,8
Rémunération des salariés	26 068	27 097	28 349	29 532	29 244	32 173	10,0	4,3
Revenu mixte net	3 805	3 870	3 931	4 091	3 946	4 248	7,7	2,2
Revenu net de la propriété	3 582	3 756	3 575	3 674	3 767	3 914	3,9	1,8
Plus : Transferts courants reçus	9 254	9 469	9 720	9 943	12 525	11 938	-4,7	5,2
Des administrations publiques	6 436	6 620	6 728	6 936	9 366	8 606	-8,1	6,0
Des sociétés financières	2 640	2 661	2 790	2 797	2 886	2 996	3,8	2,6
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	109	118	129	133	193	256	32,6	18,6
Des non-résidents	70	70	73	77	80	80	0,0	2,7
Moins : Transferts courants payés	14 872	15 215	16 084	16 821	16 912	18 093	7,0	4,0
Égal : Revenu disponible	27 838	28 976	29 491	30 419	32 569	34 180	4,9	4,2

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.



Chapitre 5

Investissements

Saïd Allaf, avec la collaboration de Guillaume Marchand, Direction des statistiques économiques et de Marie-Hélène Provençal et de Marion Voisin, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Les investissements ou dépenses en immobilisations sont des dépenses faites pour l'acquisition d'actifs nécessaires à la production de biens ou de services économiques. Ce chapitre fournit dans un premier temps un aperçu des estimations pour 2022, par régions administratives, des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, le pays ou la province de contrôle.

Dans un deuxième temps, les dépenses en construction résidentielle sont abordées. De plus, à la fin de ce chapitre, des tableaux présentent les données détaillées sur les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles et sur les dépenses en construction résidentielle.

Note méthodologique

La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisations s'appuie essentiellement sur les résultats de l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et ceux de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer cette représentativité, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Les dépenses en immobilisations sont des dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles ne comprennent pas l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés). Pour des définitions détaillées des investissements, voir la section [Concepts et définitions](#), à la fin de ce document.

Les données provisoires des dépenses en immobilisations pour 2022 ont été recueillies à l'automne 2022. Elles sont sujettes à des révisions importantes et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Les projets de construction et les achats de machinerie peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers être modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

Les estimations des dépenses en construction résidentielle par régions administratives se basent sur le programme statistique *Investissement en construction de bâtiments* de Statistique Canada. L'interprétation de ces dépenses par régions administratives doit être faite avec prudence, puisque les données détaillées sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs, en particulier pour la région du Nord-du-Québec.

Les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles

Selon les données provisoires de 2022, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles ont atteint 53,6 milliards de dollars au Québec, une hausse de 11,6 % par rapport à 2021¹. Il s'agit d'une croissance du même ordre que celle observée pour le reste du Canada (11,7 % en 2022). Après une diminution de 2,6 milliards de dollars (- 5,7 %) en 2020, attribuable aux répercussions de la pandémie, ces dépenses avaient augmenté de 11,2 % au Québec en 2021 (figure 5.1). Pour le reste du Canada, elles avaient baissé de 9,8 % en 2020 et progressé de 10,2 % en 2021.

En 2022, pour l'ensemble du Québec, les industries productrices de services ont investi pour près des deux tiers des dépenses en immobilisations non résidentielles (65,0 %), et leur croissance est supérieure à celle du secteur des industries productrices de biens (12,6 % et 9,7 %, respectivement) (tableau 5.1). La hausse des dépenses est plus marquée du côté du secteur public que celle du secteur privé (14,9 % et 8,4 %, respectivement).

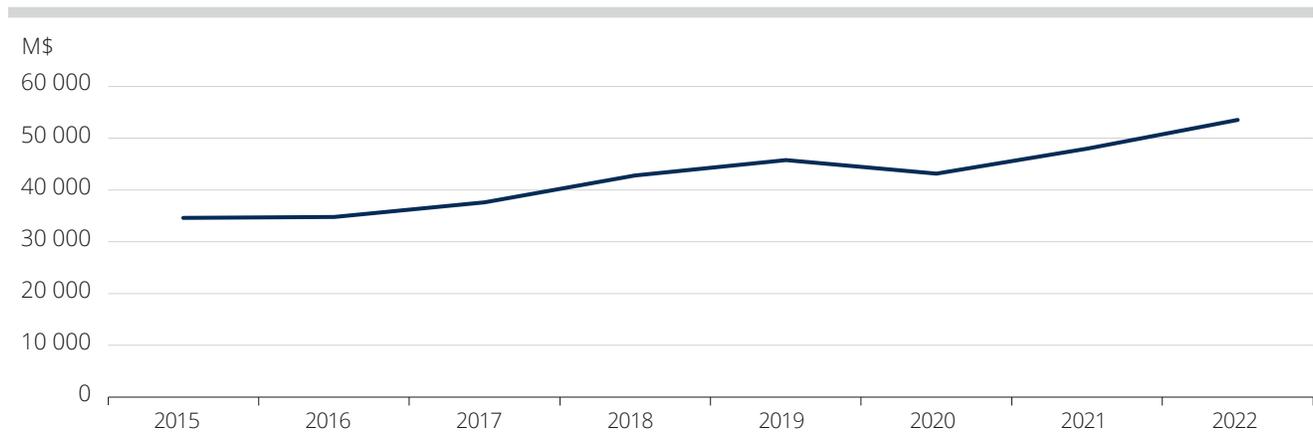
Les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles sont en premier lieu consacrées à la construction de nouvelles infrastructures, qui représentent 62,9 % du total et, dans une moindre mesure, aux dépenses en matériel et outillage.

Coup d'œil régional sur les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles

Au total, 13 des 17 régions administratives du Québec ont affiché une hausse de leurs dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles en 2022 (figure 5.2 et tableau 5.1). Les régions de Lanaudière (+ 34,8 %), de Laval (+ 32,6 %), du Centre-du-Québec (+ 28,2 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 26,8 %) sont celles qui ont connu les taux de croissance les plus élevés.

Figure 5.1

Dépenses en dollars courants en immobilisations corporelles non résidentielles, ensemble du Québec, 2015 à 2022

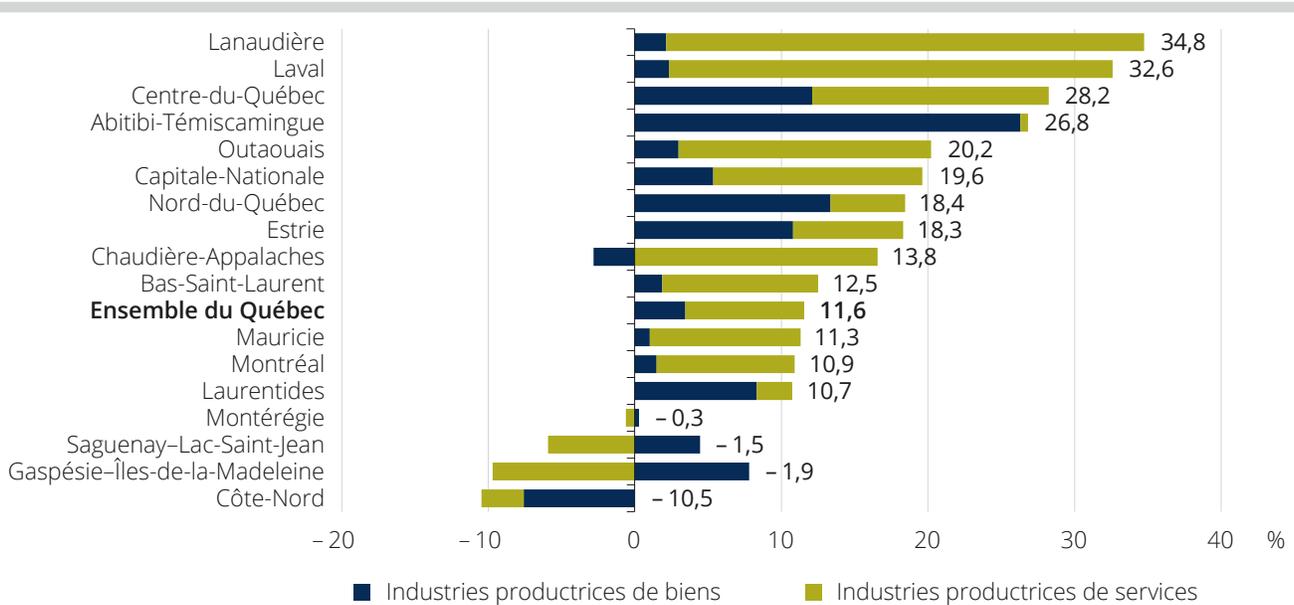


Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

1. Si l'on ne tient pas compte de l'effet des prix, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles du Québec en dollars constants sont en baisse de 2,3 % en 2022 par rapport à 2021. Les estimations en dollars constants sont calculées au moyen du déflateur de l'indice des prix de la construction de bâtiments de Statistique Canada. Toutefois, en l'absence d'un indice de prix pour chacune des régions administratives, l'analyse des dépenses par région est faite en dollars courants.

Figure 5.2

Variation annuelle en dollars courants des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, régions administratives et ensemble du Québec, 2022



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Certaines régions administratives doivent la croissance de leurs dépenses en immobilisations en 2022 à un secteur en particulier. C'est notamment le cas de l'Abitibi-Témiscamingue, où la hausse provient principalement du secteur de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz).

En 2022, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles sont concentrées dans la région administrative de Montréal ; elles ont atteint près de 15,9 G\$, soit 29,6 % des dépenses de l'ensemble du Québec. La deuxième région en importance, soit la Montérégie, représente une part de 11,7 % (6,3 G\$), alors que la Capitale-Nationale occupe la troisième place avec une part de 8,5 % (4,6 G\$). C'est donc près de la moitié (49,9 %) des dépenses provinciales qui sont engagées dans ces trois régions. Cette concentration, notamment à Montréal, expliquerait que la hausse des dépenses en immobilisations non résidentielles y est plus prononcée en valeur qu'en termes de taux de croissance. La hausse de ces dépenses dans la métropole a été de 10,9 % en 2022 par rapport à 2021, un taux inférieur à celui de

l'ensemble du Québec (figure 5.2). En valeur, toutefois, Montréal a enregistré la plus forte augmentation des dépenses (+ 1,6 M\$). La variation de 2022 est principalement attribuable aux secteurs des administrations publiques locales, municipales et régionales, du transport et d'entreposage et des services d'enseignement.

Parmi les régions qui affichent les plus fortes croissances en dollars, la Capitale-Nationale se classe, loin derrière Montréal, au deuxième rang (+ 750,2 M\$) et est suivie de Laval (+ 568,4 M\$) et de Lanaudière (+ 506,1 M\$). Les secteurs qui ont le plus contribué à la croissance dans la Capitale-Nationale sont les soins de santé et l'assistance sociale, le transport et l'entreposage ainsi que l'industrie de l'information et l'industrie culturelle. Pour Laval, les secteurs qui ont crû sont surtout le transport et l'entreposage, le commerce de gros et les administrations publiques locales, municipales et régionales. Pour Lanaudière, ce sont les administrations publiques locales, municipales et régionales, les services immobiliers et les services de location et de location à bail ainsi que les administrations publiques provinciales et territoriales.

Quant aux régions dont les dépenses en immobilisations pour 2022 ont subi un recul par rapport à 2021, mentionnons essentiellement la Côte-Nord (- 10,5 %). Le recul est observé principalement dans le secteur des industries de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière. Ce recul fait suite à un bond remarquable de 167,7 % survenu en 2021 dans ce secteur d'activité.

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles des entreprises sous contrôle étranger

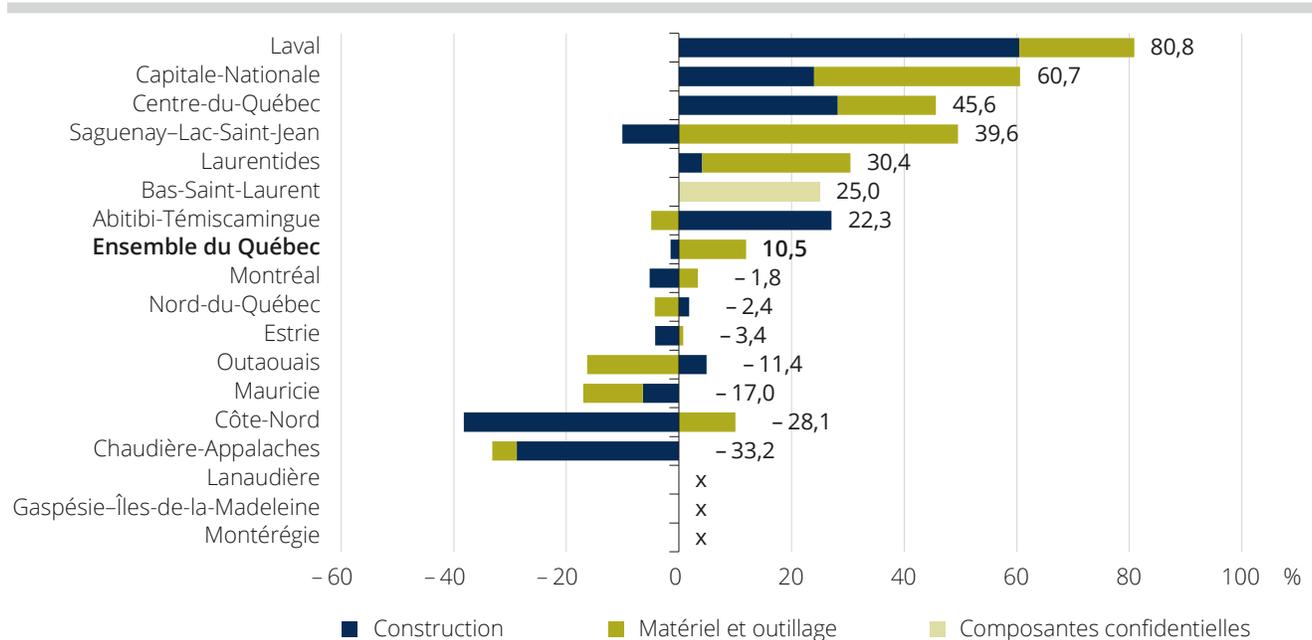
Au Québec, en 2022, les dépenses des entreprises privées sous contrôle étranger représentaient 9,6 % de l'ensemble des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles, ou encore 19,1 % des dépenses en immobilisations des entreprises privées. Dans presque

toutes les régions du Québec, la part des dépenses des entreprises sous contrôle canadien est supérieure à celle des entreprises sous contrôle étranger (tableau 5.2). Seul le Nord-du-Québec fait exception. En effet, les entreprises sous contrôle étranger de cette région détiennent une part de 57,1 %. À l'inverse, les régions de l'Outaouais, du Bas-Saint-Laurent et de Lanaudière sont celles qui affichent les plus grandes proportions de dépenses en immobilisations des entreprises sous contrôle canadien, soit plus de 95 %.

Toujours pour l'année 2022, la hausse estimée des dépenses en immobilisations privées sous contrôle étranger au Québec est de 10,5 %, pour un niveau de dépenses de près de 5,2 G\$ (figure 5.3 et tableau 5.2). Cette hausse provient en grande partie des entreprises situées dans les régions de Laval, de la Capitale-Nationale, du Centre-du-Québec et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Figure 5.3

Variation annuelle en dollars courants des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées des entreprises sous contrôle étranger, régions administratives et ensemble du Québec, 2022



Sources : Institut de la statistique du Québec, Enquête sur les projets d'investissement au Québec; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Un ralentissement de la croissance en construction résidentielle

Au Québec, les dépenses en construction résidentielle ont crû de 8,4 % par rapport à 2021², pour atteindre 39,1G\$ en 2022 (tableau 5.3). Cette hausse est cependant moins importante que celle observée l'année précédente (+ 36,3 %).

Les dépenses en construction résidentielle sont en hausse en 2022 dans plusieurs régions administratives. La Côte-Nord (+ 41,4 %), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 36,7 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 34,5 %) sont les trois régions qui se démarquent par des taux de croissance plus de quatre fois supérieur à celui de

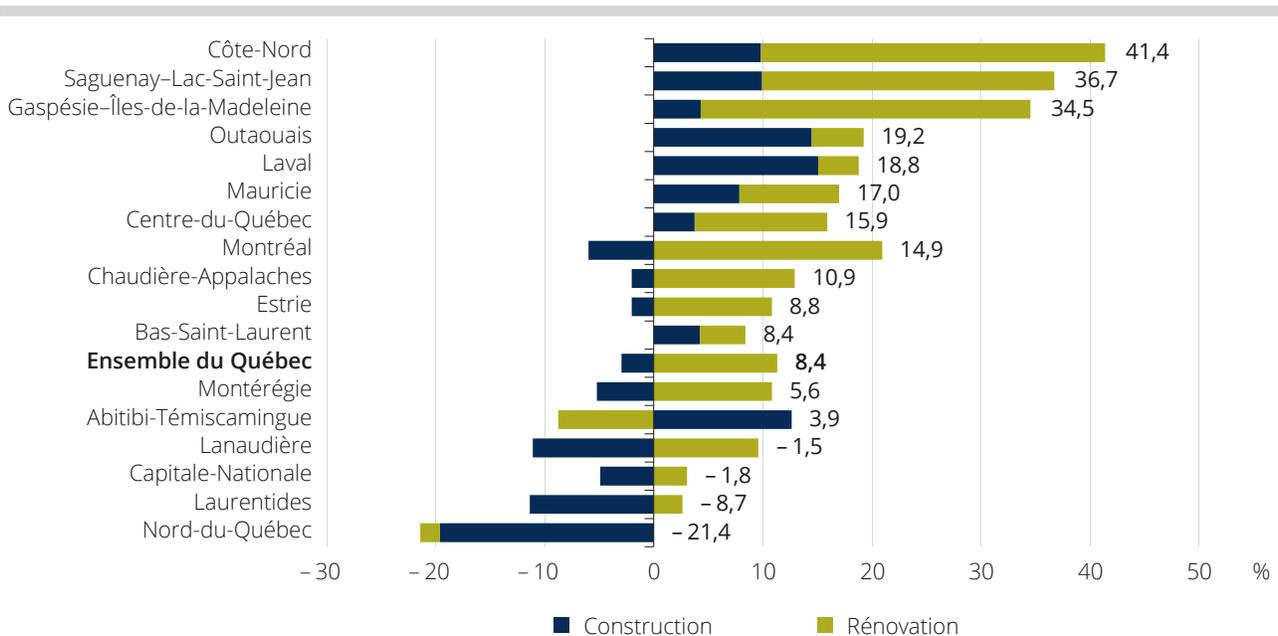
l'ensemble du Québec. On observe également une croissance importante en Outaouais (+ 19,2 %) et à Laval (+ 18,8 %).

Toujours en 2022, quatre régions administratives affichent une baisse de leurs dépenses en construction résidentielle : le Nord-du-Québec³, les Laurentides, Lanaudière et la Capitale-Nationale (figure 5.4).

Notons que plus de la moitié (58,2 %) des dépenses en construction résidentielle ont été engagées en 2022 dans les régions de Montréal (24,5 %), de la Montérégie (17,3 %), des Laurentides (8,7 %) et de l'Estrie (7,7 %).

Figure 5.4

Variation annuelle en dollars courants des dépenses en construction résidentielle, régions administratives et ensemble du Québec, 2022



Sources : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments et Permis de bâtir*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

- Si l'on ne tient pas compte de l'effet des prix, les dépenses en construction résidentielle du Québec en dollars constants sont en baisse de 6,0 % en 2022 par rapport à 2021. Les estimations en dollars constants sont calculées au moyen du déflateur de l'indice des prix de la construction de bâtiments de Statistique Canada. Toutefois, en l'absence d'un indice de prix pour chacune des régions administratives, l'analyse des dépenses par région est faite en dollars courants.
- Rappelons que les données détaillées sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs, en particulier pour la région du Nord-du-Québec. Les données sur les dépenses résidentielles de cette région sont par conséquent sous-estimées.

Les types de constructions : les dépenses pour la rénovation plus importantes que celles pour les nouvelles constructions

En 2022, il y a eu plus de dépenses en rénovations que de dépenses en nouvelles constructions, soit 60,8 % (23,8 G\$) et 39,2 % (15,3 G\$); la part des dépenses en rénovations est encore plus importante que celle de 2021. Entre 2021 et 2022, la hausse des dépenses en construction résidentielle est exclusivement attribuable aux rénovations. En effet, les dépenses en nouvelles constructions ont baissé de plus d'un milliard de dollars (-1,1 G\$, soit -6,5 %), alors que les dépenses en rénovation résidentielle ont crû de près de 4,1 G\$, une hausse de 20,7 % par rapport à 2021.

Sur le plan régional, treize régions administratives ont présenté une part plus importante des dépenses en rénovation que la part en nouvelles constructions. C'est particulièrement le cas de Montréal, où les dépenses en rénovations sont supérieures à 7,5 G\$ (soit 78,4 %), de Chaudière-Appalaches (66,0 %), de la Montérégie (60,8 %), de l'Estrie (54,9 %) et de la Capitale-Nationale (50,6 %). C'est dans le Nord-du-Québec et sur la Côte-Nord que les dépenses en rénovations ont affiché les plus grandes parts, soit 92,0 % et 82,4 %, respectivement ([tableau 5.3](#)). À l'inverse, les dépenses en constructions neuves sont plus importantes que celles en rénovations dans quatre régions administratives, soit l'Outaouais (63,5 %), Laval (62,8 %), les Laurentides (52,1 %) ainsi que Lanaudière (50,3 %).

Entre 2021 et 2022, les baisses régionales les plus importantes pour les dépenses en nouvelles constructions sont observées dans le Nord-du-Québec (-75,8 %), à Montréal (-19,4 %), dans les Laurentides (-19,3 %), dans Lanaudière (-18,3 %) et en Montérégie (-11,2 %). Même si ces dépenses sont en baisse dans l'ensemble du Québec, neuf régions présentent une forte croissance, entre autres la Côte-Nord (+63,9 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+48,3 %), et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+30,5 %).

Quant aux dépenses en rénovation résidentielle, à l'échelle des régions administratives, seuls l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec ont vu leurs dépenses de 2022 baisser par rapport à 2021 (respectivement de -11,9 % et -2,4 %). Sur les quinze régions

dont les dépenses ont augmenté en 2022 par rapport à 2021, on dénombre six régions pour lesquelles la hausse est supérieure à 200,0 M\$. Ces dernières sont : Montréal (+1,7 G\$; +30,3 %), la Montérégie (+692,6 M\$; +20,3 %), Lanaudière (+248,3 M\$; +24,4 %), l'Estrie (+298 M\$; +22,2 %), Chaudière-Appalaches (+285,5 M\$; +21,5 %) ainsi que le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+210,6 M\$; +39,7 %). Si l'on regarde les résultats en termes relatifs, ce sont la Côte-Nord et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine qui ont vu leurs dépenses augmenter le plus entre 2021 et 2022 (respectivement de 37,2 % et 44,5 %).

Baisse des dépenses liées à la construction de résidences unifamiliales et multifamiliales

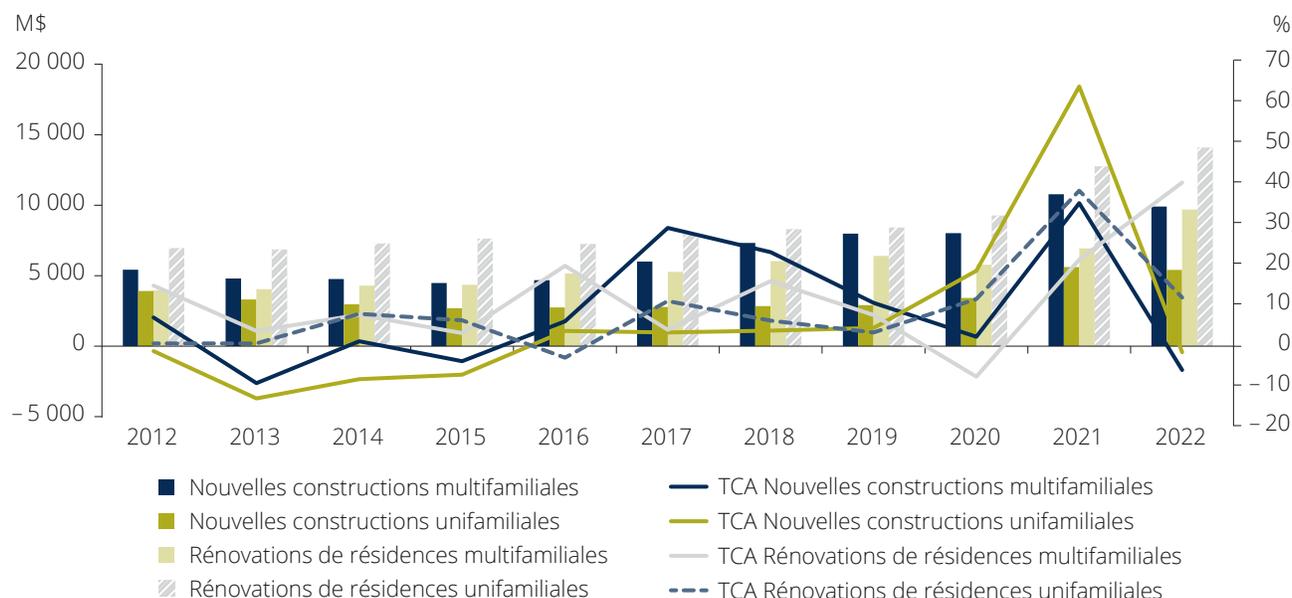
En 2022, les bâtiments multifamiliaux représentent 64,7 % des dépenses allouées pour les nouvelles constructions et 40,7 % des dépenses pour les rénovations. Les bâtiments unifamiliaux représentent quant à eux 35,3 % des dépenses allouées pour les nouvelles constructions et 59,3 % des dépenses allouées aux rénovations. Entre 2021 et 2022, pour les nouvelles constructions, le segment multifamilial est celui qui a accusé la plus forte baisse, une diminution de 871,3 M\$, soit -8,1 % (contre -3,5 % pour le segment unifamilial).

Si les deux segments unifamilial et multifamilial ont augmenté du côté des rénovations (de 39,8 % pour les rénovations multifamiliales et de 10,4 % pour les rénovations unifamiliales) entre 2021 et 2022, le segment multifamilial reste caractérisé par des dépenses majoritaires pour de nouvelles constructions (50,6 % en 2022, 60,9 % en 2021, 58,1 % en 2020), alors que le segment unifamilial est davantage caractérisé par des dépenses en rénovation (72,2 % en 2022, 69,4 % en 2021, 73,1 % en 2020) ([figure 5.5](#)).

À l'échelle régionale, les différences les plus importantes entre 2021 et 2022 sont observées pour les rénovations et les nouvelles constructions de résidences multifamiliales. De fortes baisses des dépenses en nouvelles constructions multifamiliales sont observées à Montréal (-461,2 M\$; -19,3 %), dans Lanaudière (-318,6 M\$; -32,4 %), et dans les Laurentides (-287,7 M\$; -30,1 %). En termes relatifs, cependant, c'est dans le Nord-du-Québec que la baisse est la plus importante pour les

Figure 5.5

Dépenses en construction résidentielle et taux de croissance annuelle en dollars courants selon le segment de marché, ensemble du Québec, 2012 à 2022



Note : TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments et Permis de bâtir*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

dépenses en constructions neuves de multifamiliales (- 12,7 M\$; - 98,4 %). Cette baisse survient après une année exceptionnelle en 2021, où la région avait enregistré des dépenses de 12,9 M\$.

Dix régions ont enregistré une hausse de nouvelles constructions unifamiliales, dont trois situées dans la périphérie de Montréal. Laval présente la plus forte hausse relative (+ 73,6 M\$; + 39,6 %), après la Côte-Nord (+ 9,2 M\$; + 68,1 %).

Du côté des rénovations, la région de Montréal enregistre plus de 50 % des dépenses nettes allouées au Québec pour les bâtiments multifamiliaux (+ 1,5 G\$; + 38,5 %).

La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a connu la hausse relative la plus forte en ce qui concerne les dépenses en rénovations de bâtiments multifamiliaux entre 2021 et 2022, soit une hausse de plus de 400 % (+ 58,7 M\$), laquelle fait suite à une baisse de plus de 75 % observée un an plus tôt.

Les résidences unifamiliales ont atteint leur plus forte progression dans les dépenses en rénovations sur la Côte-Nord (+ 30,1 M\$; + 44,7 %). On observe une baisse dans les dépenses en rénovation unifamiliale pour ces trois régions : Laval (- 21,3 M\$; - 5,0 %), la Capitale-Nationale (- 23,1 M\$; - 2,6 %) et les Laurentides (- 24,7 M\$; - 1,7 %).

Informations statistiques complémentaires

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisations sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème [Investissements](#).

Tableau 5.1

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, la propriété et l'actif, régions administratives et ensemble du Québec, provisoires 2022

Région administrative	Unité	Industrie (SCIAN)		Propriété		Actif		Total
		Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage	
Bas-Saint-Laurent	M\$	332,3	802,9	499,3	635,9	787,5	347,7	1 135,2
	TCA (%)	6,0	15,5	19,4	7,7	17,5	2,6	12,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	M\$	1 360,7	937,4	1 343,5	954,7	1 217,5	1 080,7	2 298,2
	TCA (%)	8,3	-12,8	7,6	-11,9	-11,4	12,8	-1,5
Capitale-Nationale	M\$	897,7	3 677,2	1 716,2	2 858,8	2 765,3	1 809,7	4 575,0
	TCA (%)	29,6	17,4	16,5	21,6	22,3	15,7	19,6
Mauricie	M\$	522,4	627,5	518,1	631,8	740,9	409,0	1 149,9
	TCA (%)	2,1	20,4	27,9	0,6	9,6	14,5	11,3
Estrie	M\$	1 295,1	1 271,3	1 738,5	827,9	1 364,5	1 201,9	2 566,4
	TCA (%)	22,1	14,7	25,6	5,5	10,2	29,2	18,3
Montréal	M\$	2 378,3	13 489,6	7 177,7	8 690,2	9 800,1	6 067,8	15 867,9
	TCA (%)	9,8	11,1	2,7	18,7	11,0	10,7	10,9
Outaouais	M\$	414,4	1 400,5	772,7	1 042,2	1 206,0	609,0	1 815,0
	TCA (%)	12,2	22,8	50,1	4,7	21,0	18,6	20,2
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 659,6	432,2	1 696,2	395,5	1 590,7	501,1	2 091,8
	TCA (%)	35,4	2,0	34,2	2,7	33,7	9,1	26,8
Côte-Nord	M\$	1 722,1	765,7	1 087,9	1 399,9	1 930,0	557,8	2 487,8
	TCA (%)	-10,9	-9,5	-23,1	2,7	-15,1	10,3	-10,5
Nord-du-Québec	M\$	1 235,2	218,1	623,3	830,0	1 178,1	275,2	1 453,3
	TCA (%)	15,3	40,2	8,3	27,4	19,8	13,1	18,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	M\$	229,0	502,0	241,0	490,0	579,6	151,3	731,0
	TCA (%)	34,1	-12,6	-0,9	-2,4	17,7	-40,1	-1,9
Chaudière-Appalaches	M\$	1 015,9	1 483,0	1 327,6	1 171,3	1 602,8	896,2	2 498,9
	TCA (%)	-5,7	32,5	11,6	16,3	15,8	10,3	13,8
Laval	M\$	395,8	1 915,7	1 252,5	1 059,0	1 478,7	832,8	2 311,5
	TCA (%)	11,5	38,0	29,3	36,8	33,5	31,1	32,6
Lanaudière	M\$	551,4	1 410,6	1 077,4	884,6	1 216,9	745,2	1 962,0
	TCA (%)	6,0	50,8	27,7	44,5	36,0	32,8	34,8
Laurentides	M\$	1 295,3	1 500,0	1 352,2	1 443,1	1 696,3	1 099,0	2 795,3
	TCA (%)	19,3	4,3	-2,3	26,6	19,3	-0,3	10,7
Montérégie	M\$	2 583,3	3 685,0	3 610,7	2 657,6	3 624,7	2 643,6	6 268,4
	TCA (%)	0,7	-1,0	-4,7	6,2	4,7	-6,5	-0,3
Centre-du-Québec	M\$	833,3	709,7	926,5	616,5	891,6	651,4	1 543,0
	TCA (%)	21,2	37,7	22,1	38,7	39,1	15,8	28,2
Ensemble du Québec	M\$	18 722,0	34 828,5	26 961,4	26 589,1	33 671,1	19 879,4	53 550,5
	TCA (%)	9,7	12,6	8,4	14,9	12,6	9,8	11,6

Notes : TCA (%) : Taux de croissance annuel.

SCIAN : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de Statistique Canada.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.2

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées selon le pays de contrôle, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Région administrative	Unité	Pays de contrôle		Total
		Canada	Étranger	
Bas-Saint-Laurent	M\$	476,3	23,0	499,3
	TCA (%)	19,2	25,0	44,2
	Part des dépenses (%)	95,4	4,6	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M\$	740,4	603,1	1 343,5
	TCA (%)	– 9,3	39,6	30,3
	Part des dépenses (%)	55,1	44,9	100,0
Capitale-Nationale	M\$	1 339,3	376,9	1 716,2
	TCA (%)	8,1	60,7	68,8
	Part des dépenses (%)	78,0	22,0	100,0
Mauricie	M\$	488,3	29,8	518,1
	TCA (%)	32,2	– 17,0	15,2
	Part des dépenses (%)	94,2	5,8	100,0
Estrie	M\$	1 532,6	205,9	1 738,5
	TCA (%)	30,9	– 3,4	27,5
	Part des dépenses (%)	88,2	11,8	100,0
Montréal	M\$	5 775,9	1 401,7	7 177,6
	TCA (%)	3,9	– 1,8	2,1
	Part des dépenses (%)	80,5	19,5	100,0
Outaouais	M\$	745,6	27,2	772,8
	TCA (%)	54,0	– 11,4	42,6
	Part des dépenses (%)	96,5	3,5	100,0
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 606,3	89,9	1 696,2
	TCA (%)	34,9	22,3	57,2
	Part des dépenses (%)	94,7	5,3	100,0
Côte-Nord	M\$	781,1	306,8	1 087,9
	TCA (%)	– 21,0	– 28,1	– 49,1
	Part des dépenses (%)	71,8	28,2	100,0
Nord-du-Québec	M\$	267,3	356,1	623,4
	TCA (%)	26,9	– 2,4	24,5
	Part des dépenses (%)	42,9	57,1	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M\$	x	x	X
	TCA (%)	..	..	..
	Part des dépenses (%)	..	..	..
Chaudière-Appalaches	M\$	1 196,6	131,0	1 327,6
	TCA (%)	20,5	– 33,2	– 12,7
	Part des dépenses (%)	90,1	9,9	100,0

Suite à la page 84

Tableau 5.2 (suite)

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées selon le pays de contrôle, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Région administrative	Unité	Pays de contrôle		Total
		Canada	Étranger	
Laval	M\$	1 051,5	201,0	1 252,5
	TCA (%)	22,6	80,8	103,4
	Part des dépenses (%)	84,0	16,0	100,0
Lanaudière	M\$	1 026,0	51,4	1 077,4
	TCA (%)	..	..	..
	Part des dépenses (%)	95,2	4,8	100,0
Laurentides	M\$	1 138,8	213,4	1 352,2
	TCA (%)	- 6,7	30,4	23,7
	Part des dépenses (%)	84,2	15,8	100,0
Montérégie	M\$	x	x	X
	TCA (%)	..	..	..
	Part des dépenses (%)	..	..	..
Centre-du-Québec	M\$	723,6	203,0	926,6
	TCA (%)	16,8	45,6	62,4
	Part des dépenses (%)	78,1	21,9	100,0
Ensemble du Québec	M\$	21 798,7	5 162,7	26 961,4
	TCA (%)	8,0	10,5	18,4
	Part des dépenses (%)	80,9	19,1	100,0

Note : TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir, Recensement de l'agriculture et Investissement en construction résidentielle*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.3

Dépenses en construction résidentielle, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Région administrative	Unité	Nouvelle construction	Rénovation	Total
Bas-Saint-Laurent	M\$	226,6	418,6	645,2
	TCA (%)	12,6	6,3	8,4
	Part des dépenses (%)	35,1	64,9	100,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	M\$	334,8	740,6	1 075,4
	TCA (%)	30,5	39,7	36,7
	Part des dépenses (%)	31,1	68,9	100,0
Capitale-Nationale	M\$	1 422,2	1 457,9	2 880,1
	TCA (%)	-9,2	6,6	-1,8
	Part des dépenses (%)	49,4	50,6	100,0
Mauricie	M\$	457,6	646,9	1 104,5
	TCA (%)	19,4	15,4	17,0
	Part des dépenses (%)	41,4	58,6	100,0
Estrie	M\$	1 352,6	1 643,3	2 995,9
	TCA (%)	-3,9	22,2	8,8
	Part des dépenses (%)	45,1	54,9	100,0
Montréal	M\$	2 065,7	7 495,5	9 561,2
	TCA (%)	-19,4	30,3	14,9
	Part des dépenses (%)	21,6	78,4	100,0
Outaouais	M\$	1 200,0	689,6	1 889,6
	TCA (%)	23,7	12,2	19,2
	Part des dépenses (%)	63,5	36,5	100,0
Abitibi-Témiscamingue	M\$	200,7	336,3	537,0
	TCA (%)	48,3	-11,9	3,9
	Part des dépenses (%)	37,4	62,6	100,0
Côte-Nord	M\$	23,6	110,3	133,9
	TCA (%)	63,9	37,2	41,4
	Part des dépenses (%)	17,6	82,4	100,0
Nord-du-Québec	M\$	3,8	43,9	47,7
	TCA (%)	-75,8	-2,4	-21,4
	Part des dépenses (%)	8,0	92,0	100,0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	M\$	100,9	272,6	373,5
	TCA (%)	13,5	44,5	34,5
	Part des dépenses (%)	27,0	73,0	100,0
Chaudière-Appalaches	M\$	833,6	1 616,4	2 450,0
	TCA (%)	-5,1	21,5	10,9
	Part des dépenses (%)	34,0	66,0	100,0

Suite à la page 86

Tableau 5.3 (suite)

Dépenses en construction résidentielle, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Région administrative	Unité	Nouvelle construction	Rénovation	Total
Laval	M\$	981,3	581,6	1 562,9
	TCA (%)	25,3	9,1	18,8
	Part des dépenses (%)	62,8	37,2	100,0
Lanaudière	M\$	1 284,3	1 267,0	2 551,3
	TCA (%)	- 18,3	24,4	- 1,5
	Part des dépenses (%)	50,3	49,7	100,0
Laurentides	M\$	1 775,2	1 634,4	3 409,6
	TCA (%)	- 19,3	6,4	- 8,7
	Part des dépenses (%)	52,1	47,9	100,0
Montérégie	M\$	2 644,6	4 109,8	6 754,4
	TCA (%)	- 11,2	20,3	5,6
	Part des dépenses (%)	39,2	60,8	100,0
Centre-du-Québec	M\$	413,0	707,7	1 120,7
	TCA (%)	9,6	19,9	15,9
	Part des dépenses (%)	36,9	63,1	100,0
Ensemble du Québec	M\$	15 320,6	23 772,5	39 093,1
	TCA (%)	- 6,5	20,7	8,4
	Part des dépenses (%)	39,2	60,8	100,0

Note : TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments* et *Enquête des permis de bâtir*, Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.4

Dépenses en construction résidentielle selon le type de travaux et le segment de marché, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Région administrative	Unité	Nouvelle construction		Rénovation de résidence	
		Multifamiliale	Unifamiliale	Multifamiliale	Unifamiliale
Bas-Saint-Laurent	M\$	137,1	89,5	88,5	330,0
	TCA (%)	9,3	17,9	6,5	6,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M\$	150,2	184,6	247,8	492,8
	TCA (%)	61,7	12,8	89,0	23,5
Capitale-Nationale	M\$	1 003,7	418,5	576,3	881,6
	TCA (%)	- 10,2	- 6,7	24,3	- 2,6
Mauricie	M\$	230,5	227,0	116,2	530,6
	TCA (%)	29,6	10,4	- 27,3	32,4
Estrie	M\$	669,8	682,8	279,6	1 363,7
	TCA (%)	- 5,1	- 2,8	21,5	22,3
Montréal	M\$	1 929,7	136,0	5 571,2	1 924,4
	TCA (%)	- 19,3	- 21,4	38,5	11,2
Outaouais	M\$	813,9	386,1	186,1	503,5
	TCA (%)	45,9	- 6,4	29,7	6,9
Abitibi-Témiscamingue	M\$	138,0	62,8	71,2	265,0
	TCA (%)	102,0	- 6,3	- 44,2	4,3
Côte-Nord	M\$	0,9	22,7	12,8	97,5
	TCA (%)	12,5	68,1	- 1,5	44,7
Nord-du-Québec	M\$	0,2	3,6	8,1	35,9
	TCA (%)	- 98,4	28,6	- 46,7	20,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	M\$	24,1	76,8	71,3	201,3
	TCA (%)	- 15,1	26,9	465,9	14,3
Chaudière-Appalaches	M\$	537,2	296,4	724,0	892,5
	TCA (%)	- 8,2	0,9	43,4	8,1
Laval	M\$	721,7	259,6	176,4	405,2
	TCA (%)	20,9	39,6	65,8	- 5,0
Lanaudière	M\$	664,5	619,7	247,0	1 020,1
	TCA (%)	- 32,4	5,3	114,6	12,9
Laurentides	M\$	667,7	1 107,5	194,1	1 440,3
	TCA (%)	- 30,1	- 11,0	174,5	- 1,7
Montérégie	M\$	1 996,6	648,1	1 050,6	3 059,2
	TCA (%)	- 8,0	- 19,6	67,7	9,6
Centre-du-Québec	M\$	219,9	193,1	65,9	641,8
	TCA (%)	6,3	13,6	- 36,8	32,1
Ensemble du Québec	M\$	9 905,9	5 414,6	9 687,1	14 085,3
	TCA (%)	- 8,1	- 3,5	39,8	10,4

Note : TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments* et *Enquête des permis de bâtir*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



Chapitre 6

Logement

Frédérique Lagacé, Direction des enquêtes et des indicateurs sociaux

Le logement est un élément central dans l'évaluation des conditions de vie de la population québécoise : d'une part parce qu'il s'agit du premier poste de dépense des ménages (Institut de la statistique du Québec, 2022), et d'autre part parce que son caractère convenable est intrinsèquement lié à la qualité de vie et au bien-être d'une population (Organisation mondiale de la santé, 2018). Au Québec, les conditions de logement sont loin d'être uniformes et l'analyse des données régionales est d'un intérêt particulier.

La première section de ce chapitre porte sur le mode d'occupation des ménages québécois et décrit certaines particularités propres à chaque région administrative. On y présente l'évolution du taux de propriété entre 2016 et 2021. Cet indicateur est ensuite analysé selon deux caractéristiques : le type de ménage et l'âge du principal soutien. La deuxième section aborde les conditions de logement à partir des trois critères d'acceptabilité du logement : l'abordabilité, la taille et la qualité. Cette section présente l'importance relative des ménages qui n'atteignent pas les seuils d'acceptabilité de chacun de ces critères, selon le mode d'occupation, dans les 17 régions administratives du Québec.

Note méthodologique

Les données présentées dans ce chapitre sont tirées du recensement de la population mené par Statistique Canada en 2021, et plus particulièrement du questionnaire détaillé administré à 25 % de la population vivant dans un ménage privé. Les personnes vivant en ménage privé représentent 97,7 % de l'ensemble de la population québécoise en 2021 (Statistique Canada, 2023a). Celles vivant dans un logement collectif (maison de chambres, résidence pour aînés ou établissement carcéral) ne sont pas incluses dans les statistiques présentées.

Certains indicateurs présentés dans ce chapitre, notamment le taux de propriété selon le type de ménage et selon l'âge du principal soutien, ainsi que l'abordabilité du logement, ne prennent pas en compte les ménages agricoles, ceux vivant dans une réserve et ceux dont le revenu total est négatif. Ces ménages représentent environ 1 % de l'ensemble des ménages privés québécois.

Le mode d'occupation

En 2021, environ 2 245 600 ménages privés québécois sont propriétaires de leur logement, ce qui correspond à six ménages sur dix (59,9 % ; [figure 6.1](#) ; [tableau 6.1](#)). La part des ménages propriétaires, communément appelée le taux de propriété, varie de manière importante entre les différentes régions administratives. Ce taux est particulièrement élevé dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (73,0 %), de Lanaudière (72,5 %) et de Chaudière-Appalaches (71,6 %). Ceci contraste particulièrement avec les régions du Nord-du-Québec et de Montréal pour lesquelles respectivement 35,6 % et 39,6 % des ménages sont propriétaires de leur logement, ce qui constitue des proportions largement inférieures à celle observée dans l'ensemble du Québec. Mentionnons d'emblée que ces deux régions présentent un profil distinct quant au mode d'occupation de leur population, et ce, pour des raisons différentes. D'une part, Montréal se distingue par son caractère urbain – les régions urbaines présentant habituellement un taux de propriété plus faible que les régions rurales – et, d'autre part, le Nord-du-Québec se différencie notamment par la présence de communautés autochtones et de travailleurs temporaires venant de l'extérieur de la région, pour qui les caractéristiques de l'habitation peuvent différer de celles de l'ensemble de la population du Québec (Société d'habitation du Québec, 2014).

À l'échelle de la province, 39,9 % des ménages sont locataires de leur logement, soit environ 1 497 000 ménages. Tout comme la région de Montréal, qui se distingue de manière importante puisqu'un peu plus que six ménages sur dix y sont locataires (60,4 %), le Nord-du-Québec (44,4 %) et la Capitale-Nationale (41,8 %) affichent également des taux de location supérieurs à la moyenne québécoise.

Les logements fournis par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne¹ forment une catégorie en dehors de la classification habituelle des propriétaires et des locataires². Les ménages occupant ce type de logement représentent environ 0,2 % des

ménages privés à l'échelle du Québec. Cette proportion demeure très faible dans l'ensemble des régions, à l'exception de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Dans le Nord-du-Québec, 2 900 ménages adoptent ce mode d'occupation, soit près d'un ménage sur cinq (19,9 %). Sur la Côte-Nord, 4,2 % des ménages habitent ce type de logement. À elles seules, ces deux régions regroupent plus de 70 % de l'ensemble des ménages vivant dans un logement fourni par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne au Québec. Les autres ménages adoptant ce mode d'occupation habitent principalement dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, de Lanaudière et de l'Outaouais.

Le taux de propriété en baisse au Québec

Le fait de posséder son logement est reconnu comme l'une des principales formes d'accumulation de richesse, plus particulièrement pour les ménages à faible et moyen revenu (Causa, Woloszko et Leite, 2019). Or, le taux de propriété est à la baisse pour la première fois depuis 1971 au Québec : il est passé de 61,3 % en 2016 à 59,9 % en 2021 (– 1,4 point de pourcentage) (ISQ, 2007 ; Statistique Canada, 2023a).

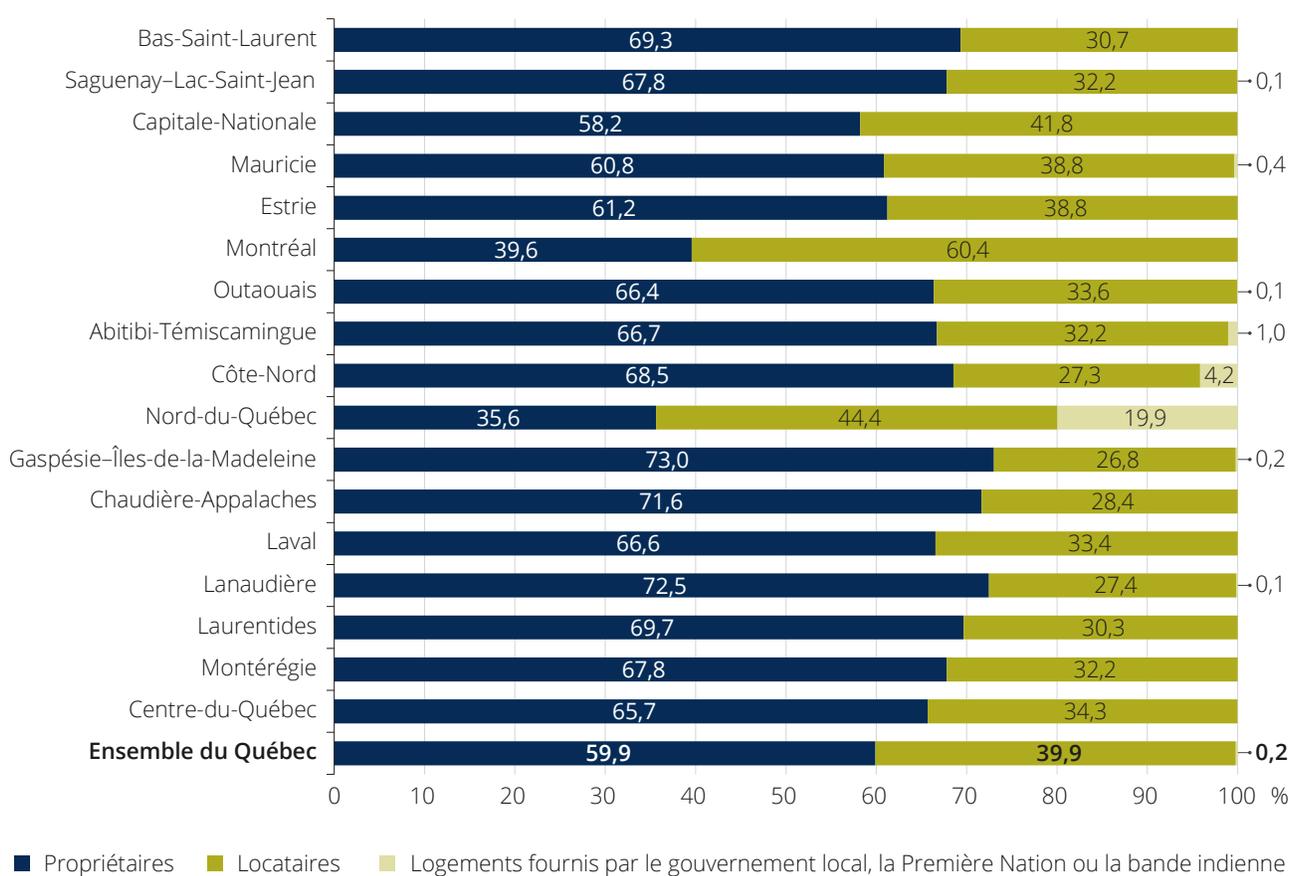
La baisse du taux de propriété entre 2016 et 2021 a été observée sur l'ensemble des régions administratives, hormis le Saguenay-Lac-Saint-Jean où on ne détecte pas de différence significative. La diminution du taux de propriété excède les 2 points de pourcentage dans les régions de Laval (– 2,8 points de pourcentage), de Lanaudière (– 2,4 points de pourcentage) et de la Montérégie (– 2,1 points de pourcentage). Entre 2016 et 2021, le taux de propriété de la région de Montréal a reculé de 0,5 point de pourcentage. Au Québec, la diminution de la proportion de ménages propriétaires de leur logement coïncide avec l'augmentation du nombre de ménages composés d'une personne seule et de colocataires (Statistique Canada, 2022c). Ces types de ménages sont généralement moins susceptibles d'être propriétaires que les ménages formés d'un couple (voir la section suivante).

1. Dans ce chapitre, le terme « indien » est utilisé en référence aux définitions inscrites dans la Loi sur les Indiens et dans le cadre du Recensement de Statistique Canada ([Statistique Canada, 2022a](#)).

2. Voir la section [Concepts et définition](#), à la fin du document, pour l'explication des modes d'occupation.

Figure 6.1

Répartition des ménages¹ selon le mode d'occupation, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021



1. Se rapporte aux ménages privés.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Note : Pour les régions du Bas-Saint-Laurent, de l'Estrie, de Montréal, de la Chaudière-Appalaches, de Laval, des Laurentides et de la Montérégie les données pour la catégorie « Logements fournis par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne » sont confidentielles.

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2021. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les couples avec enfants sont les plus susceptibles d'être propriétaires dans la majorité des régions

Au Québec, le fait de posséder ou non son logement varie de manière importante selon le type de ménage. De façon générale, les couples accèdent plus facilement à la propriété que les autres types de ménages en raison de leurs revenus potentiellement plus élevés (Hou, 2010). Parmi les ménages formés d'un couple, ceux avec enfants affichent le taux de propriété le plus élevé. Environ 79,4 % des couples avec enfants sont propriétaires de leur logement au Québec, comparativement à 75,1 %

des couples sans enfants, à 51,2 % des familles monoparentales et à 40,4 % des personnes seules (tableau 6.2). Cette tendance s'observe sur l'ensemble des régions du Québec, à l'exception du Nord-du-Québec où le taux de propriété des couples sans enfants est plus élevé que celui des couples avec enfants (72,1 % c. 45,8 %), et où celui des personnes seules est plus élevé que celui des familles monoparentales (37,4 % c. 21,9 %).

Les couples avec enfants des régions de Montréal (58,2 %) et du Nord-du-Québec (45,8 %) enregistrent un taux de propriété inférieur à celui de l'ensemble du Québec (79,4 %). En contrepartie, près de neuf couples avec enfants sur dix possèdent leur logement dans les régions de Chaudière-Appalaches (89,9 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (89,7 %), du Bas-Saint-Laurent (89,6 %) et de la Côte-Nord (89,5 %). Les régions de Montréal (53,9 %) et de la Capitale-Nationale (72,5 %), qui comptent les plus grandes agglomérations urbaines de la province, ainsi que la région du Nord-du-Québec (72,1 %) affichent un taux de propriété pour les couples sans enfants significativement inférieur à la moyenne provinciale.

Un peu plus de la moitié des familles monoparentales possèdent leur logement au Québec (51,2 %). Encore une fois, les régions de Montréal (34,6 %) et du Nord-du-Québec (21,9 %) affichent un taux de propriété inférieur à la moyenne provinciale pour ce type de ménage. Les personnes seules vivant dans les grands centres urbains sont moins susceptibles d'être propriétaires de leur logement. En effet, Montréal (27,0 %) et la Capitale-Nationale (37,5 %) sont les deux seules régions où les personnes seules enregistrent des taux de propriété significativement inférieurs à celui de l'ensemble du Québec. À l'inverse, une proportion élevée de personnes vivant seules (55,1 %) dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont propriétaires.

Le taux de propriété varie de manière importante selon l'âge du principal soutien

Il existe une association évidente entre l'accession à la propriété et l'âge, notamment parce qu'il s'agit d'un phénomène inhérent au cycle de vie des individus (Uppal, 2019). À l'échelle provinciale, on constate que le taux de propriété augmente en fonction de l'âge chez les ménages dont le principal soutien est âgé de 15 à 64 ans, avant de fléchir à partir de 65 ans. Ce taux passe donc de 15,6 % chez les ménages dont le principal soutien est âgé de 15 à 24 ans à 68,5 % chez ceux dont cette personne est âgée de 55 à 64 ans ([tableau 6.3](#)). Après avoir atteint ce sommet, le taux de propriété redescend jusqu'à 53,8 % chez les ménages soutenus par une personne de 85 ans et plus. Hormis les régions de Montréal et du Nord-du-Québec, cette même tendance selon le groupe d'âge s'observe dans l'ensemble des régions administratives du Québec.

Pour l'intégralité des groupes d'âge, à l'exception des 85 ans et plus, les ménages de la région de Montréal sont moins susceptibles d'être propriétaires de leur logement que ceux des autres régions. De plus, le taux de propriété dans cette agglomération urbaine augmente beaucoup plus lentement d'un groupe d'âge à l'autre : il atteint son sommet chez les ménages dont le soutien est âgé de 85 ans et plus (52,2 %). En ce qui concerne la région de la Capitale-Nationale, celle-ci présente le plus faible taux de propriété chez les 85 ans et plus (43,9 %), soit près de 10 points de pourcentage sous la moyenne provinciale de 53,8 %.

Les conditions de logement

Près d'un ménage sur six vit dans un logement inabordable au Québec

La notion d'abordabilité du logement fait référence au rapport entre le revenu total du ménage et les frais de logement. Les ménages consacrant 30 % ou plus de leur revenu total aux frais de logement sont considérés comme occupant un logement non abordable. Les résultats qui suivent témoignent de l'importance relative des populations concernées par ce déséquilibre entre le revenu et les coûts de logement.

En 2021, près d'un ménage québécois sur six (16,0 %) vit dans un logement non abordable, soit environ 595 700 ménages ([tableau 6.4](#)). Cette proportion varie de manière importante selon le mode d'occupation : elle est plus faible chez les ménages propriétaires (10,0 %), particulièrement chez ceux qui n'ont pas d'hypothèque (3,7 %), que chez les ménages locataires (25,0 %). Pour ces derniers, on observe que la proportion de ménages qui consacrent 30 % ou plus de leur revenu aux frais d'habitation est moins élevée chez ceux occupant un logement subventionné (22,0 %) que chez ceux qui demeurent dans un logement non subventionné (25,3 %). En comparant ces données avec celles de 2016, on note une amélioration de l'abordabilité des logements en 2021 pour l'ensemble des régions administratives (données non présentées ; Gravel, 2018). Ce phénomène, constaté à l'échelle du Canada, serait notamment attribuable aux prestations de soutien du revenu mises en place lors de la pandémie de COVID-19. Celles-ci ont permis l'amélioration temporaire de la situation financière de nombreux ménages, tant chez les propriétaires que chez les locataires (Statistique Canada, 2022b).

Tous modes d'occupation confondus, les ménages des régions de Montréal (23,8 %) et de Laval (17,3 %) sont proportionnellement plus nombreux que ceux des autres régions à occuper un logement inabordable. Les ménages propriétaires avec hypothèque de ces deux régions sont plus nombreux en proportion que ceux de l'ensemble du Québec à occuper un logement inabordable (respectivement 23,2 % et 16,0 % c. 13,8 %). À noter que chez les propriétaires sans hypothèque, les ménages de la région de Montréal sont proportionnellement les plus

nombreux (8,4 %) à occuper un logement inabordable, avec 4,7 points de pourcentage au-dessus de la moyenne provinciale (3,7 %).

En ce qui concerne les ménages locataires, ceux des régions des Laurentides (27,9 %), de Montréal (28,0 %) et de Laval (28,0 %) sont plus susceptibles d'occuper un logement inabordable que ceux de l'ensemble du Québec (25,0 %). Cependant, on observe une dynamique régionale différente pour les ménages qui vivent en logement subventionné. En effet, les proportions de ménages occupant un logement inabordable sont les plus élevées dans les régions de Laval (32,9 %), de Lanaudière (31,9 %) et des Laurentides (30,7 %). Les régions du Nord-du-Québec (6,2 %) et de la Côte-Nord (8,1 %) sont quant à elles les moins touchées par le manque d'abordabilité des logements, et ce, tant pour les ménages propriétaires que pour les ménages locataires.

Les ménages du Nord-du-Québec sont les plus susceptibles d'occuper un logement de taille insuffisante

La taille convenable du logement se rapporte au nombre suffisant de chambres à coucher en fonction de la taille et de la composition du ménage. Ce critère est établi à partir de la Norme nationale d'occupation (NNO), élaborée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les résultats présentés dans cette section permettent d'évaluer la part des ménages qui occupent un logement de taille insuffisante.

À l'échelle du Québec, 3,8 % des ménages privés vivent dans un logement dont la taille est insuffisante, ce qui correspond à près de 142 800 ménages ([tableau 6.5](#)). Cette proportion est beaucoup plus élevée chez les ménages habitant un logement fourni par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne (20,5 %) que chez les ménages locataires (6,7 %) et plus que chez les ménages propriétaires (1,9 %). La proportion de ménages concernés par la taille insuffisante de leur logement varie de manière importante entre les régions. Dans le Nord-du-Québec – où se trouve la plus grande proportion de ménages privés vivant dans un logement fourni par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne –, environ 15,9 % des ménages demeurent dans

un logement de taille insuffisante, ce qui est la proportion la plus élevée. Mis à part ceux-ci, les ménages de Montréal (8,3 %) et de Laval (5,5 %) sont également plus fortement concernés par la taille insuffisante des logements que ceux de l'ensemble du Québec. À l'inverse, les ménages du Saguenay–Lac-Saint-Jean (0,9 %), du Bas-Saint-Laurent (0,9 %) et de la Chaudière-Appalaches (1,2 %) sont proportionnellement moins nombreux à vivre dans de tels logements.

Les ménages propriétaires sont les moins touchés par des besoins en réparations majeures

Les résultats présentés dans cette section se rapportent aux ménages dont le logement est de qualité non convenable, c'est-à-dire qu'il requiert des réparations majeures, sauf les rénovations ou les ajouts désirés. On fait référence aux logements pour lesquels la plomberie ou l'installation électrique est défectueuse et ceux qui ont besoin de réparations structurelles aux murs, aux sols ou aux plafonds.

En 2021, environ 236 100 ménages québécois vivent dans un logement qui requiert des réparations majeures, ce qui correspond à 6,3 % des ménages privés ([tableau 6.6](#)). Les ménages propriétaires (5,6 %) sont moins fortement touchés par cette problématique que les ménages locataires (7,2 %) et les ménages habitant un logement fourni par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne (27,2 %).

À l'échelle des régions, le Nord-du-Québec (16,9 %) et, dans une moindre mesure, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (8,6 %), Montréal (8,4 %) et la Côte-Nord (8,4 %) se distinguent par une proportion élevée de ménages habitant un logement de qualité non convenable. En contrepartie, les ménages des régions de Chaudière-Appalaches (4,6 %), du Centre-du-Québec (4,8 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (5,0 %) sont les moins concernés par des besoins de réparations majeures. À l'image de la tendance provinciale, 10 des 17 régions administratives présentent une proportion de ménages locataires vivant dans un logement de qualité non convenable significativement plus forte que celle de ménages propriétaires. Cette différence est particulièrement marquée dans la région du Nord-du-Québec (19,3 % c. 8,6 %) et de Montréal (9,2 % c. 7,3 %).

Références

- CAUSA, Orsetta, Nicolas WOLOSZKO et David LEITE (2019). « Housing, wealth accumulation and wealth distribution: Evidence and stylized facts », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, [En ligne], n° 1588, Éditions OCDE, 80 p. [oecd-ilibrary.org/docserver/86954c10-en.pdf?expires=1686338449&id=id&accname=guest&checksum=CD30A9BD3169A29BF048626922C74DEC] (Consulté le 5 mai 2023).
- GRAVEL, Marie-Andrée (2018). « Logement », dans *Panorama des régions du Québec. Édition 2018*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 37-45. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2018.pdf] (Consulté le 5 mai 2023).
- HOU, Feng (2010). « L'accession à la propriété pendant le cycle de vie des Canadiens : analyse fondée sur les données du Recensement de la population du Canada ». *Tendances sociales canadiennes*, [En ligne], produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada, juin, 34 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11f0019m/11f0019m2010325-fra.pdf?st=nH1GvRy8] (Consulté le 8 mai 2023).
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2007). *Évolution du mode d'occupation des logements, Québec, Ontario et Canada, 1951-2006*, [En ligne], [statistique.quebec.ca/fr/document/logement/tableau/evolution-du-mode-d'occupation-des-logements-quebec-ontario-et-canada-1951-2006] (Consulté le 23 mai 2023).
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022, mis à jour le 17 novembre). Dépenses moyennes des ménages en dollars courants et coefficients budgétaires, selon le poste de dépenses et autres caractéristiques – Classification à 3 niveaux, Québec, [En ligne], [statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/4309] (Consulté le 10 mai 2023).
- STATISTIQUE CANADA (2022a). *Guide de référence sur les caractéristiques des logements, Recensement de la population, 2021*, [En ligne]. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/98-500/005/98-500-x2021005-fra.cfm] (Consulté le 11 juillet 2023).
- STATISTIQUE CANADA (2022b). « Acheter ou louer : le marché du logement continue d'être transformé par plusieurs facteurs alors que les Canadiens sont à la recherche d'un chez-soi abordable », *Le quotidien*, [En ligne], composante du produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, 35 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220921/dq220921b-fra.pdf] (Consulté le 10 mai 2023).
- STATISTIQUE CANADA (2022c). « Seul chez soi : Le nombre de personnes vivant seules est plus élevé que jamais, mais les colocataires sont le type de ménage qui connaît la plus forte croissance », [En ligne], *Le quotidien*, composante du produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, 26 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/220713/dq220713a-fra.pdf?st=Clfjp4a1] (consulté le 23 mai 2023)
- STATISTIQUE CANADA (2023a). *Profil du recensement, Recensement de la population de 2021*, [En ligne], produit n° 98-316-X2021001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, 29 mars 2023. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F] (Consulté le 11 mai 2023).
- STATISTIQUE CANADA (2023b). *Recensement de la population 2006-2021*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec, 2023.
- SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (2014). *Le logement au Nunavik : Document d'information*, [En ligne], [habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/publications/0000023767.pdf] (Consulté le 8 mai 2023).
- UPPAL, Sharanjit (2019). « Accession à la propriété, dette hypothécaire et types d'hypothèque des familles canadiennes », *Regards sur la société canadienne*, [En ligne], produit n° 75-006-X au catalogue de Statistique Canada, août, 21 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2019001/article/00012-fra.pdf?st=2BXFWrhP] (Consulté le 9 mai 2023).

Tableau 6.1

Nombre de ménages¹ et répartition selon le mode d'occupation, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Total	Propriétaires		Locataires		Logements fournis par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne	
	n	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	93 315	64 705	69,3	28 610	30,7	x	x
Saguenay–Lac-Saint-Jean	126 405	85 685	67,8	40 645	32,2	70	0,1
Capitale-Nationale	354 680	206 455	58,2	148 150	41,8	80	0,0
Mauricie	130 865	79 610	60,8	50 760	38,8	500	0,4
Estrie	154 725	94 740	61,2	59 990	38,8	x	x
Montréal	910 360	360 125	39,6	550 240	60,4	x	x
Outaouais	175 730	116 610	66,4	59 010	33,6	105	0,1
Abitibi-Témiscamingue	66 410	44 305	66,7	21 405	32,2	695	1,0
Côte-Nord	39 790	27 275	68,5	10 860	27,3	1 655	4,2
Nord-du-Québec	14 555	5 185	35,6	6 465	44,4	2 900	19,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	42 070	30 715	73,0	11 265	26,8	90	0,2
Chaudière-Appalaches	191 405	137 135	71,6	54 270	28,4	x	x
Laval	169 785	113 005	66,6	56 785	33,4	x	x
Lanaudière	219 175	158 810	72,5	60 070	27,4	290	0,1
Laurentides	275 550	191 955	69,7	83 590	30,3	x	x
Montérégie	672 000	455 590	67,8	216 410	32,2	x	x
Centre-du-Québec	112 220	73 710	65,7	38 475	34,3	25 *	0,0*
Ensemble du Québec	3 749 035	2 245 605	59,9	1 497 005	39,9	6 425	0,2

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Se rapporte aux ménages privés.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Note : L'arrondissement des données peut entraîner des écarts mineurs entre le total et la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population* de 2021. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.2

Nombre et proportion de ménages¹ propriétaires selon le type de ménage, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Couples				Familles monoparentales		Personnes seules	
	Sans enfants		Avec enfants		n	%	n	%
	n	%	n	%				
Bas-Saint-Laurent	24 895	84,0	15 685	89,6	4 695	65,8	17 040	48,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	34 130	82,6	23 330	89,1	5 865	59,5	19 310	44,3
Capitale-Nationale	73 495	72,5	61 830	83,7	14 630	52,7	50 760	37,5
Mauricie	30 940	79,4	19 055	84,6	5 955	53,3	20 920	40,3
Estrie	35 915	77,1	25 680	83,8	6 865	53,4	22 585	39,8
Montréal	98 055	53,9	118 060	58,2	32 495	34,6	97 455	27,0
Outaouais	36 825	80,7	35 690	83,1	10 840	55,5	28 120	49,0
Abitibi-Témiscamingue	16 540	83,2	12 385	88,0	3 085	55,7	10 605	45,3
Côte-Nord	9 745	85,3	6 995	89,5	2 165	65,4	6 825	51,5
Nord-du-Québec	1 705	72,1	1 380	45,8	345	21,9	1 085	37,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11 490	85,4	7 150	89,7	2 570	66,3	8 070	55,1
Chaudière-Appalaches	50 050	84,2	40 170	89,9	9 730	62,9	31 960	50,2
Laval	30 325	76,3	46 730	82,8	10 895	57,7	20 920	44,5
Lanaudière	53 335	82,3	50 930	88,4	13 970	60,3	34 165	54,0
Laurentides	66 330	81,3	58 745	86,8	16 130	58,1	43 800	50,5
Montérégie	151 115	79,8	152 895	85,8	38 615	56,8	95 335	46,3
Centre-du-Québec	26 810	80,9	20 310	85,7	5 340	55,5	17 480	44,1
Ensemble du Québec	751 705	75,1	697 020	79,4	184 190	51,2	526 440	40,4

1. Se rapporte aux ménages privés non agricoles, hors réserves et dont le revenu total est supérieur à zéro.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Note : Les catégories des ménages multifamiliaux et des ménages non familiaux comprenant deux personnes ou plus (colocation) ne sont pas présentées dans le tableau.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population* de 2021. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.3

Nombre et proportion de ménages¹ propriétaires selon le groupe d'âge du principal soutien, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	15-24 ans		25-34 ans		35-44 ans		45-54 ans	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	590	19,8	5 840	58,0	9 310	72,9	9 630	75,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	915	23,3	9 020	58,9	14 090	71,8	12 520	73,9
Capitale-Nationale	1 550	12,0	21 215	40,0	37 510	63,1	36 295	68,2
Mauricie	590	12,8	7 155	47,1	11 850	64,5	11 820	67,5
Estrie	900	12,8	9 285	44,7	15 020	64,9	15 915	69,6
Montréal	3 115	8,1	32 015	20,0	62 345	36,6	70 735	45,7
Outaouais	1 030	19,4	12 365	48,7	20 950	66,3	22 835	73,4
Abitibi-Témiscamingue	710	26,2	5 455	59,9	7 445	71,9	7 215	73,1
Côte-Nord	330	28,8	2 735	62,8	4 035	74,0	4 770	77,8
Nord-du-Québec	65*	14,1*	645	32,2	735	37,7	870	45,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	225	33,1	2 455	68,5	3 580	73,9	4 565	76,7
Chaudière-Appalaches	1 330	27,4	14 565	62,4	22 670	73,5	23 185	76,9
Laval	355	15,4	8 310	46,7	19 090	65,2	26 535	74,6
Lanaudière	1 190	29,1	17 240	63,5	28 830	75,6	30 300	78,3
Laurentides	1 330	24,2	19 400	57,5	32 965	72,8	37 095	76,6
Montérégie	2 730	20,3	45 630	54,5	84 590	70,5	88 570	74,5
Centre-du-Québec	860	24,5	7 915	56,0	12 580	69,0	12 130	72,5
Ensemble du Québec	17 805	15,6	221 255	42,6	387 595	60,6	414 980	66,8
Région administrative	55-64 ans		65-74 ans		75-84 ans		85 ans et plus	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	15 080	74,1	15 125	73,3	6 645	66,1	1 515	61,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 335	73,8	17 480	70,8	8 125	62,2	1 955	54,2
Capitale-Nationale	45 610	67,1	39 355	64,0	19 240	56,3	4 340	43,9
Mauricie	19 330	68,2	17 345	65,4	8 410	58,9	2 390	54,1
Estrie	21 545	70,5	18 990	66,5	9 250	60,5	2 345	51,4
Montréal	77 930	49,9	61 270	50,0	35 800	51,1	15 545	52,2
Outaouais	27 515	74,3	20 060	72,9	8 795	68,0	1 915	60,8
Abitibi-Témiscamingue	10 595	74,5	8 065	70,4	3 490	60,5	735	50,0
Côte-Nord	6 395	75,2	4 910	73,8	2 455	69,0	695	62,1
Nord-du-Québec	1 170	53,8	795	58,7	270	55,1	70*	60,9**
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7 695	76,6	7 510	75,3	3 410	68,3	965	62,7
Chaudière-Appalaches	29 950	75,9	27 085	74,8	12 620	68,9	3 190	61,8
Laval	27 480	74,1	17 735	69,3	10 010	63,6	3 270	55,9
Lanaudière	37 800	78,6	27 840	72,9	12 040	64,7	2 630	56,9
Laurentides	47 300	76,4	34 545	70,6	15 115	62,0	3 170	51,8
Montérégie	102 815	73,9	78 865	69,7	38 815	63,3	9 255	56,0
Centre-du-Québec	15 930	71,1	14 315	67,5	6 685	61,4	1 380	51,5
Ensemble du Québec	514 475	68,5	411 300	65,9	201 170	60,3	55 380	53,8

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieure à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

1. Se rapporte aux ménages privés non agricoles, hors réserves et dont le revenu total est supérieur à zéro.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population* de 2021. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.4

Nombre et proportion de ménages¹ vivant dans un logement non abordable selon le mode d'occupation : propriétaires (avec ou sans hypothèque) ou locataires (logement subventionné ou non), régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Tous modes d'occupation		Propriétaires					
			Total		Avec hypothèque		Sans hypothèque	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	9 260	10,0	4 050	6,3	3 325	9,8	725	2,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	13 305	10,6	5 820	6,9	5 005	9,5	815	2,6
Capitale-Nationale	51 275	14,5	16 415	8,0	14 345	11,1	2 065	2,7
Mauricie	15 810	12,2	5 745	7,3	4 800	10,8	945	2,7
Estrie	21 370	13,9	7 485	8,0	6 385	11,5	1 100	2,9
Montréal	216 415	23,8	62 255	17,3	50 175	23,2	12 085	8,4
Outaouais	25 310	14,5	10 675	9,2	9 480	12,5	1 195	3,0
Abitibi-Témiscamingue	6 755	10,4	2 500	5,7	2 110	8,3	395	2,2
Côte-Nord	2 980	8,1	1 330	5,0	1 010	6,7	315	2,8
Nord-du-Québec	650	6,2	290	6,3	240	9,0	50*	2,5*
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3 825	9,2	1 990	6,5	1 605	10,7	385	2,5
Chaudière-Appalaches	18 155	9,6	8 395	6,2	7 090	9,3	1 310	2,2
Laval	29 340	17,3	13 415	11,9	11 835	16,0	1 580	4,1
Lanaudière	29 710	13,6	14 820	9,4	13 420	12,6	1 400	2,7
Laurentides	42 730	15,6	19 415	10,2	17 415	13,7	2 005	3,1
Montérégie	96 355	14,4	42 510	9,4	38 100	12,9	4 410	2,8
Centre-du-Québec	12 440	11,3	4 955	6,9	4 360	10,3	595	2,0
Ensemble du Québec	595 690	16,0	222 075	10,0	190 705	13,8	31 370	3,7

Région administrative	Locataires					
	Total		Logement subventionné		Logement non subventionné	
	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	5 210	18,3	550	14,5	4 655	18,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 485	18,5	980	18,8	6 510	18,5
Capitale-Nationale	34 855	23,6	3 530	23,4	31 330	23,6
Mauricie	10 065	19,9	955	22,3	9 110	19,7
Estrie	13 885	23,2	1 160	24,4	12 725	23,1
Montréal	154 160	28,0	9 400	20,3	144 755	28,7
Outaouais	14 635	24,8	1 085	18,2	13 550	25,6
Abitibi-Témiscamingue	4 255	20,0	380	18,2	3 870	20,1
Côte-Nord	1 650	15,5	175	10,7	1 475	16,4
Nord-du-Québec	355	6,0	85	2,8	270	9,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 835	16,3	225	12,6	1 610	17,0
Chaudière-Appalaches	9 760	18,1	1 070	23,5	8 680	17,6
Laval	15 925	28,0	1 390	32,9	14 530	27,6
Lanaudière	14 890	24,9	1 200	31,9	13 690	24,4
Laurentides	23 315	27,9	1 490	30,7	21 825	27,7
Montérégie	53 845	24,9	3 935	27,4	49 915	24,8
Centre-du-Québec	7 485	19,6	625	20,6	6 865	19,6
Ensemble du Québec	373 615	25,0	28 245	22,0	345 370	25,3

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Se rapporte aux ménages propriétaires ou locataires dans des logements privés non agricoles et hors réserve.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population* de 2021. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.5

Nombre et proportion de ménages¹ vivant dans un logement de taille insuffisante selon le mode d'occupation, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Total		Propriétaires		Locataires		Logements fournis par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	870	0,9	470	0,7	400	1,4	x	x
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 200	0,9	510	0,6	680	1,7	F	F
Capitale-Nationale	6 545	1,8	2 090	1,0	4 450	3,0	x	x
Mauricie	2 105	1,6	760	1,0	1 235	2,4	110	22,0
Estrie	3 100	2,0	1 160	1,2	1 940	3,2	x	x
Montréal	75 470	8,3	14 170	3,9	61 305	11,1	x	x
Outaouais	5 890	3,4	2 085	1,8	3 795	6,4	F	F
Abitibi-Témiscamingue	1 195	1,8	460	1,0	640	3,0	100	14,3
Côte-Nord	715	1,8	270	1,0	210	1,9	240	14,5
Nord-du-Québec	2 310	15,9	135	2,6	1 445	22,4	735	25,3
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	620	1,5	355	1,2	260	2,3	F	F
Chaudière-Appalaches	2 340	1,2	1 190	0,9	1 155	2,1	x	x
Laval	9 290	5,5	4 215	3,7	5 075	8,9	x	x
Lanaudière	5 760	2,6	2 875	1,8	2 780	4,6	110	37,3
Laurentides	6 625	2,4	3 245	1,7	3 385	4,0	x	x
Montérégie	17 110	2,5	6 965	1,5	10 135	4,7	x	x
Centre-du-Québec	1 625	1,4	655	0,9	965	2,5	x	x
Ensemble du Québec	142 775	3,8	41 620	1,9	99 835	6,7	1320	20,5

1. Se rapporte aux ménages privés.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population* de 2021. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.6

Nombre et proportion de ménages¹ vivant dans un logement de qualité non convenable selon le mode d'occupation, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Total		Propriétaires		Locataires		Logements fournis par le gouvernement local, la Première Nation ou la bande indienne	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	6 020	6,5	4 220	6,5	1 805	6,3	x	x
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 295	5,0	3 845	4,5	2 440	6,0	F	F
Capitale-Nationale	18 230	5,1	10 145	4,9	8 085	5,5	x	x
Mauricie	7 805	6,0	4 480	5,6	3 185	6,3	140	28,0
Estrie	8 865	5,7	5 330	5,6	3 530	5,9	x	x
Montréal	76 815	8,4	26 405	7,3	50 415	9,2	x	x
Outaouais	11 700	6,7	7 420	6,4	4 255	7,2	25*	23,8*
Abitibi-Témiscamingue	5 115	7,7	3 190	7,2	1 640	7,7	285	40,7
Côte-Nord	3 340	8,4	2 140	7,8	805	7,4	395	23,9
Nord-du-Québec	2 460	16,9	445	8,6	1 245	19,3	765	26,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3 625	8,6	2 675	8,7	930	8,3	20*	22,2**
Chaudière-Appalaches	8 830	4,6	6 405	4,7	2 425	4,5	x	x
Laval	8 800	5,2	5 315	4,7	3 480	6,1	x	x
Lanaudière	11 455	5,2	7 725	4,9	3 620	6,0	105	35,6
Laurentides	14 215	5,2	9 255	4,8	4 955	5,9	x	x
Montérégie	37 160	5,5	23 340	5,1	13 825	6,4	x	x
Centre-du-Québec	5 375	4,8	3 510	4,8	1 860	4,8	x	x
Ensemble du Québec	236 110	6,3	125 860	5,6	108 490	7,2	1 750	27,2

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieure à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

1. Se rapporte aux ménages privés.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population* de 2021. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



Chapitre 7

Conditions de vie : taux de faible revenu et revenu médian des familles

Marie Mélanie Fontaine, Direction des enquêtes et des indicateurs sociaux

Ce chapitre se divise en deux parties. Dans la première, on décrit, en fonction des régions administratives, les taux de faible revenu de 2020, ainsi que l'évolution de ces taux entre 2016 et 2020. Les résultats sont ensuite détaillés selon le type de famille. Dans la seconde partie,

on examine, toujours en fonction des régions administratives, le revenu médian après impôt des couples et des familles monoparentales en 2020, ainsi que l'évolution de ce revenu entre 2016 et 2020.

Données et méthodologie

Le présent chapitre a été préparé à partir de données sur les familles de recensement, concept qui renvoie aux couples mariés ou en union libre, avec ou sans enfants, ainsi qu'aux parents seuls qui vivent avec leurs enfants¹. Ces données sont tirées du Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales extraites des déclarations de revenus des particuliers de l'Agence du revenu du Canada. Les données sur le taux de faible revenu des familles ainsi que celles sur leur revenu médian après impôt et transferts gouvernementaux proviennent de ce fichier. Le revenu familial comprend les salaires, traitements et commissions, les revenus nets provenant d'un travail autonome, les revenus de placements, les pensions de retraite privées, les transferts gouvernementaux (qui incluent les diverses prestations d'urgence et de relance économique destinées à fournir un soutien financier aux personnes touchées par les ralentissements de l'activité économique dus à la pandémie de COVID-19) et les autres revenus en espèces tels que les pensions alimentaires. Il importe de mentionner que ce ne sont pas tous les revenus qui sont pris en compte dans le FFT1. Par exemple, certains crédits d'impôt remboursables provinciaux ne sont pas compris dans le calcul du revenu après impôt des familles. Pour connaître en détail la composition du revenu après impôt des familles, consulter la section [Concepts et définitions](#) à la fin de ce document.

1. Pour plus de précisions, voir la section [Concepts et définitions](#), à la fin du document.

Le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt². Une famille est considérée comme à faible revenu, lors d'une année, si son revenu après impôt ajusté selon sa taille est inférieur au seuil qui correspond à la moitié de la médiane du revenu familial après impôt ajusté de l'ensemble des personnes (de tous âges) du Québec durant la même année. L'ajustement a pour but de rendre comparables les revenus des familles de tailles différentes³. À titre indicatif, en 2020, pour le Québec, le seuil de la MFR pour une famille monoparentale avec deux enfants est de 40 282 \$, tandis qu'il est de 46 514 \$ pour une famille formée d'un couple et de deux enfants.

Changement méthodologique : redéfinition de l'univers statistique

À la demande de l'Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada a procédé, en 2023, à une redéfinition de l'univers statistique de la MFR et du revenu médian après impôt des familles (avec le FFT1). Les résidents non permanents (RNP) sont maintenant exclus des données de manière générale. Auparavant, les RNP, y compris les travailleurs agricoles étrangers temporaires qui ne perçoivent des revenus au pays que durant quelques semaines par année, étaient inclus dans la population ciblée. La prise en compte de ces travailleurs étrangers temporaires avait pour conséquence de gonfler le taux de faible revenu des familles et de diminuer le revenu médian après impôt des familles, particulièrement dans les territoires qui comptent, en proportion, un nombre important de RNP. Par exemple, dans la MRC de L'Île-d'Orléans, le taux de faible revenu pour les familles composées d'un couple sans enfants est de 40,0 % en 2020 si on compte les RNP, soit le taux le plus élevé de toutes les MRC, et de 2,6 % si on ne les compte pas. Quant au revenu médian, toujours dans cette MRC et pour ces familles, il est de 50 740 \$ si on inclut les RNP, et de 76 560 \$ si on les exclut.

2. Il existe une autre mesure officielle du faible revenu : la Mesure du panier de consommation (MPC). Une famille est considérée comme étant à faible revenu selon la MPC, dans une région donnée, si son « revenu disponible » est inférieur au coût d'un panier de biens et services jugés essentiels pour combler ses besoins de base. Le revenu disponible calculé aux fins de la MPC correspond au revenu après impôt duquel on retranche plusieurs dépenses obligatoires telles que certaines cotisations, les frais de garde d'enfants, les pensions alimentaires, les primes d'assurance-maladie et les frais médicaux, et auquel on ajoute une valeur appelée « ajustement selon le type de mode d'occupation (ATMO) » pour les propriétaires sans hypothèque, les propriétaires avec hypothèque et les locataires subventionnés. Pour obtenir plus de détails sur la définition du revenu disponible lorsqu'il est question de la MPC, consultez l'article [Le faible revenu selon la mesure du panier de consommation](#) diffusé par l'ISQ. La mesure du faible revenu selon la MPC ne peut être calculée à partir des données du FFT1.
3. L'ajustement par la racine carrée de la taille de la famille a été utilisé.

7.1 Taux de faible revenu

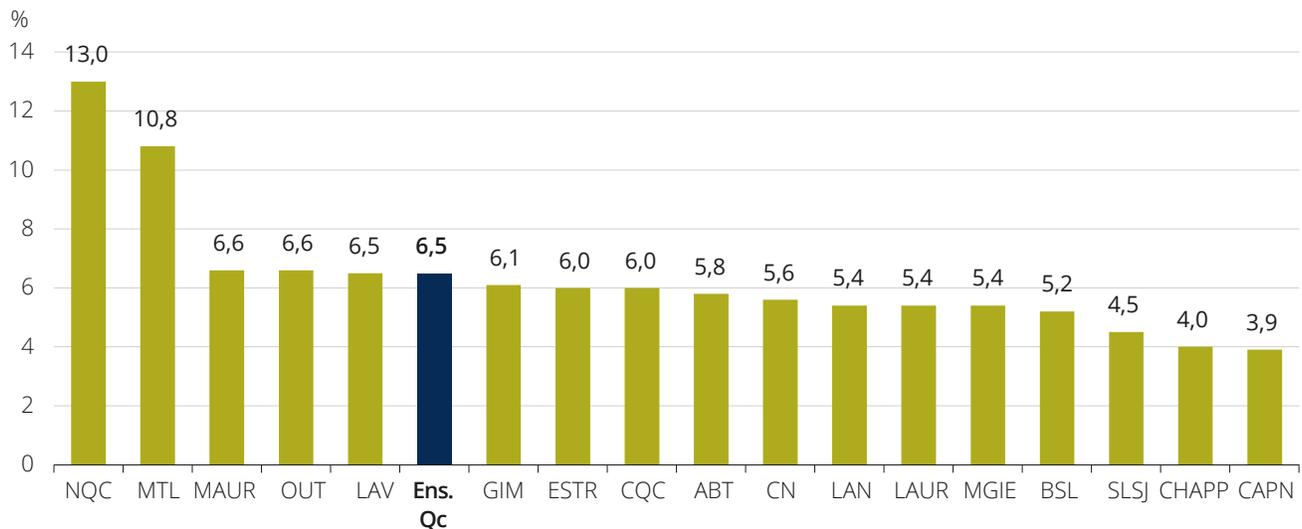
En 2020, le taux de faible revenu après impôt de l'ensemble des familles variait selon les régions administratives (figure 7.1.1 et [tableau 7.1.1](#) ; volet 1). Les régions du Nord-du-Québec et de Montréal affichaient, et de loin, les taux les plus élevés, soit respectivement 13,0 % et 10,8 %. La Mauricie et l'Outaouais présentaient chacune un taux de 6,6 % et étaient suivies des régions de Laval (6,5 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (6,1 %), de l'Estrie (6,0 %) et du Centre-du-Québec (6,0 %). La Capitale-Nationale (3,9 %), la Chaudière-Appalaches (4,0 %), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (4,5 %), le Bas-Saint-Laurent (5,2 %), les régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (5,4 %), Lanaudière (5,4 %) et la Montérégie (5,4 %), ainsi que la Côte-Nord (5,6 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (5,8 %) affichaient les taux de faible revenu les plus bas.

Entre 2016 et 2020, le taux de faible revenu a décliné dans toutes les régions. La baisse a été au minimum de 0,8 point de pourcentage (Chaudière-Appalaches) et au maximum de 4,8 points (Montréal).

De 2016 à 2019, les variations annuelles du taux de faible revenu, positives ou négatives, étaient généralement inférieures à 1 point de pourcentage. En plus d'observer une diminution dans toutes les régions en 2020, on constate que l'ampleur des variations annuelles a été importante : la baisse la plus marquée, de 5,7 points de pourcentage, est survenue dans le Nord-du-Québec, tandis que la plus faible, de 0,5 point de pourcentage, a été enregistrée en Chaudière-Appalaches (données non présentées). La baisse généralisée du taux de faible revenu s'explique entre autres par les mesures de soutien du revenu mises en place par le gouvernement durant la pandémie de COVID-19 pour soutenir les particuliers touchés par les ralentissements de l'activité économique, notamment les prestations d'urgence et de relance économique. Ces mesures ont eu pour effet d'augmenter le revenu après impôt, plus particulièrement celui des personnes et des familles à faible revenu, et, par conséquent, de réduire les taux de faible revenu (Statistique Canada, 2022).

Figure 7.1.1

Taux de faible revenu¹ de l'ensemble des familles², régions administratives et ensemble du Québec, 2020



1. Selon la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Les données de la présente figure tiennent compte du changement méthodologique apporté en 2023 à la MFR, soit l'exclusion de la plupart des RNP de l'univers statistique. Pour en savoir plus sur ce changement, consulter l'encadré *Données et méthodologie*.
2. Telles que définies par le concept de famille de recensement.

Source : Statistique Canada, Fichier des familles T1 (FFT1). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux de faible revenu des différents types de familles montre que les familles constituées de couples avec enfants étaient, en 2020, proportionnellement moins nombreuses à être en situation de faible revenu que les couples sans enfants (dans toutes les régions sauf le Nord-du-Québec ; [tableau 7.1.1](#), volets 2 et 3) et que les familles monoparentales (dans toutes les régions ; [tableau 7.1.1](#), volet 4).

Entre 2016 et 2020, le taux de faible revenu des couples sans enfants a diminué dans toutes les régions du Québec. La région de Montréal présente la plus forte baisse (- 1,3 point). Elle est suivie du Nord-du-Québec (- 1,1 point), de l'Estrie (- 1,1 point), de Lanaudière (- 1,0 point) et des

Laurentides (- 1,0 point). Les plus faibles diminutions sont survenues sur la Côte-Nord (- 0,1 point), en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 0,1 point) et à Laval (- 0,1 point).

Chez les couples avec enfants, on observe aussi une diminution du faible revenu dans toutes les régions entre 2016 et 2020. La baisse la plus forte est survenue à Montréal (- 7,2 points) et la plus faible en Chaudière-Appalaches (- 0,8 point).

Enfin, dans le cas des familles monoparentales, des diminutions sont également survenues dans toutes les régions entre 2016 et 2020. L'ampleur de ces diminutions varie entre 15,0 points (Côte-Nord) et 3,6 points (Chaudière-Appalaches).

Tableau 7.1.1

Taux de faible revenu¹ de l'ensemble des familles² et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2020

Région administrative	VOLET 1 : ensemble des familles						VOLET 2 : couples sans enfants					
	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2020	Écart 2020/2016	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2020	Écart 2020/2016
						points de %						points de %
						%						%
Bas-Saint-Laurent	6,5	6,4	6,4	6,4	5,2	-1,3	5,0	5,0	5,1	5,3	4,5	-0,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6,2	6,0	5,7	5,5	4,5	-1,7	4,2	4,1	4,1	4,0	3,6	-0,6
Capitale-Nationale	5,2	5,2	4,9	4,9	3,9	-1,3	3,5	3,5	3,4	3,4	2,9	-0,6
Mauricie	9,1	8,9	8,6	8,8	6,6	-2,5	5,1	5,2	5,1	5,3	4,3	-0,8
Estrie	8,2	8,2	7,8	7,6	6,0	-2,2	5,5	5,5	5,2	5,3	4,4	-1,1
Montréal	15,6	15,4	14,6	14,0	10,8	-4,8	10,9	11,5	11,4	11,4	9,6	-1,3
Outaouais	9,3	9,2	8,7	8,7	6,6	-2,7	5,5	5,5	5,4	5,5	4,6	-0,9
Abitibi-Témiscamingue	7,2	7,1	6,7	7,0	5,8	-1,4	4,3	4,3	3,8	4,2	4,1	-0,2
Côte-Nord	8,8	9,3	8,8	8,6	5,6	-3,2	3,0	4,1	3,3	3,8	2,9	-0,1
Nord-du-Québec	17,4	18,2	18,3	18,7	13,0	-4,4	5,4	5,8	6,2	4,8	4,3	-1,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8,4	8,2	8,2	7,9	6,1	-2,3	5,3	5,3	5,7	6,1	5,2	-0,1
Chaudière-Appalaches	4,8	4,7	4,5	4,5	4,0	-0,8	3,7	3,7	3,7	3,7	3,5	-0,2
Laval	8,9	8,8	8,6	8,4	6,5	-2,4	6,7	7,3	7,6	7,8	6,6	-0,1
Lanaudière	7,6	7,3	7,1	7,1	5,4	-2,2	5,0	4,9	4,8	4,8	4,0	-1,0
Laurentides	7,3	7,3	7,1	7,0	5,4	-1,9	5,0	5,0	4,9	4,9	4,0	-1,0
Montérégie	7,1	7,1	6,9	6,8	5,4	-1,7	4,8	4,9	4,9	5,0	4,3	-0,5
Centre-du-Québec	7,6	7,5	7,3	7,3	6,0	-1,6	5,2	5,2	5,2	5,2	4,3	-0,9
Ensemble du Québec	9,0	8,9	8,6	8,4	6,5	-2,5	5,9	6,1	6,0	6,1	5,2	-0,7
Région administrative	VOLET 3 : couples avec enfants						VOLET 4 : familles monoparentales					
	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2020	Écart 2020/2016	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^r	Écart 2020/2016
						points de %						points de %
						%						%
Bas-Saint-Laurent	2,9	3,0	2,9	2,6	1,9	-1,1	24,4	23,6	22,6	21,8	17,4	-7,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2,9	2,6	2,2	2,1	1,4	-1,5	26,1	25,5	23,6	22,7	18,7	-7,4
Capitale-Nationale	3,2	2,7	2,5	2,3	1,6	-1,6	19,4	20,1	18,9	19,2	15,4	-4,0
Mauricie	5,5	5,2	5,1	4,7	2,9	-2,6	31,9	31,4	29,4	29,9	23,2	-8,7
Estrie	5,2	4,8	4,5	4,1	2,7	-2,5	27,4	28,0	26,3	25,6	21,0	-6,4
Montréal	13,4	11,2	10,3	9,4	6,2	-7,2	33,2	35,5	33,7	32,7	26,1	-7,1
Outaouais	6,1	5,3	4,8	4,4	2,9	-3,1	28,2	29,1	27,4	27,3	21,3	-6,9
Abitibi-Témiscamingue	3,7	3,3	3,1	3,1	2,1	-1,6	27,1	27,3	25,8	26,6	21,5	-5,6
Côte-Nord	4,3	3,6	3,4	3,0	1,6	-2,7	35,6	35,3	33,8	32,1	20,6	-15,0
Nord-du-Québec	7,6	7,8	7,5	8,3	4,5	-3,1	41,7	42,7	43,0	42,4	30,2	-11,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4,4	3,9	3,6	3,3	2,0	-2,4	27,9	27,3	26,7	24,4	18,3	-9,6
Chaudière-Appalaches	2,2	2,0	1,9	1,9	1,4	-0,8	18,6	18,4	17,2	16,9	15,0	-3,6
Laval	6,8	5,8	5,4	5,0	3,2	-3,5	23,5	24,7	23,7	23,0	18,3	-5,2
Lanaudière	4,2	3,7	3,5	3,3	2,0	-2,2	26,5	26,1	25,0	25,0	19,6	-6,9
Laurentides	4,2	3,8	3,4	3,3	2,1	-2,1	25,1	25,5	24,4	24,6	19,6	-5,5
Montérégie	4,4	3,9	3,7	3,5	2,3	-2,0	24,1	24,5	23,4	23,1	18,7	-5,4
Centre-du-Québec	4,2	3,9	3,6	3,4	2,4	-1,8	27,1	26,5	25,3	25,7	22,1	-5,0
Ensemble du Québec	6,4	5,5	5,1	4,7	3,1	-3,2	27,2	28,0	26,6	26,1	20,8	-6,4

1. Selon la mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Les données du présent tableau tiennent compte du changement méthodologique apporté en 2023 à la MFR, soit l'exclusion de la plupart des RNP de l'univers statistique. Pour en savoir plus sur ce changement, veuillez consulter l'encadré méthodologique.

2. Selon le concept de famille de recensement.

Source : Statistique Canada, Fichier des familles T1 (FFT1). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

7.2 Revenu médian des familles

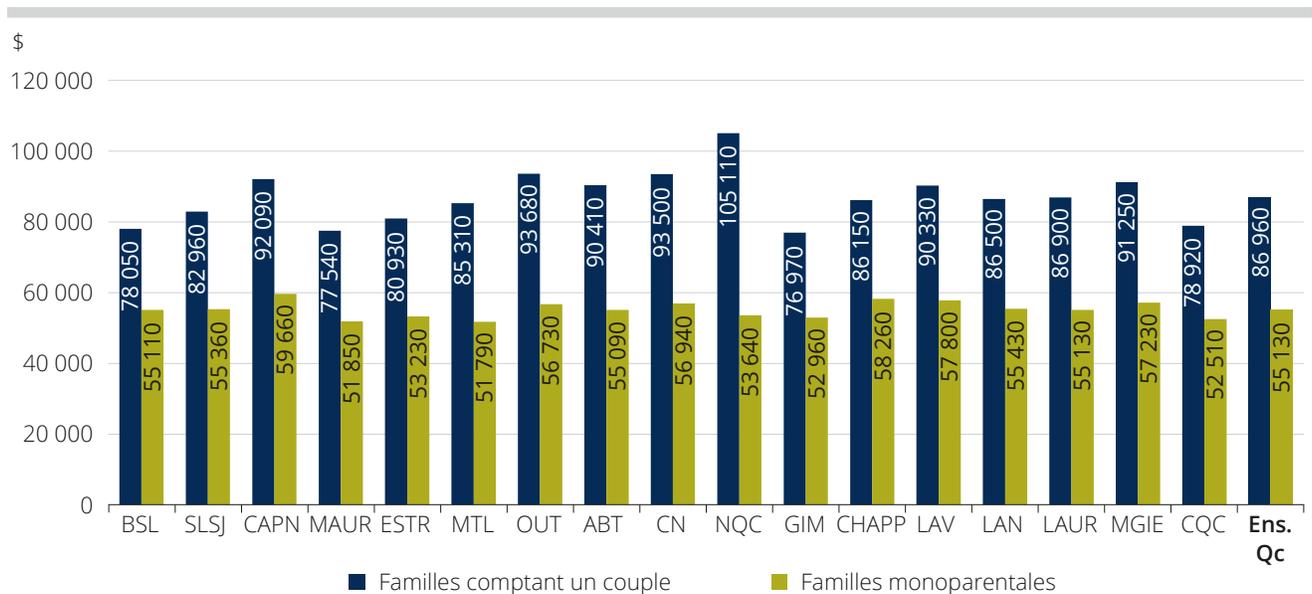
Les résultats présentés dans cette section portent sur le revenu médian après impôt des familles. Globalement, la situation s'est davantage améliorée pour les familles avec enfants que pour celles sans enfants entre 2016 et 2020. En effet, dans l'ensemble du Québec, le revenu médian après impôt a augmenté plus rapidement chez les familles avec enfants (+ 14,2 % chez les couples ayant un enfant, + 14,6 % chez ceux ayant deux enfants et + 18,7 % chez ceux ayant trois enfants ou plus) que chez les couples sans enfants (+ 11,5 %) (données non présentées) (Institut de la statistique du Québec, 2023). Notons qu'il y a eu une bonification de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) en 2015, et l'introduction de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) en 2016. Ces mesures ont permis d'accroître le montant des transferts en espèces des familles bénéficiaires (MESSACAR, 2021). De plus, en 2020, les mesures d'urgence mises en place par les gouvernements durant la première année de la pandémie de COVID-19 ont eu pour effet d'augmenter

les transferts gouvernementaux versés aux familles, ce qui a conduit à une hausse du revenu après impôt (Statistique Canada, 2022).

En ce qui concerne les familles comptant un couple, c'est la région du Nord-du-Québec qui présentait, en 2020, le revenu médian le plus élevé (105 110 \$). Elle est suivie des régions de l'Outaouais, de la Côte-Nord et de la Capitale-Nationale, qui affichaient des revenus médians respectifs de 93 680 \$, 93 500 \$ et 92 090 \$. À l'inverse, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine affichait en 2020 le revenu médian le moins élevé de toutes les régions (76 970 \$). Les régions de la Mauricie, du Bas-Saint-Laurent et du Centre-du-Québec se classaient également parmi les moins avantagées : les revenus médians y étaient respectivement de 77 540 \$, 78 050 \$ et 78 920 \$ (figure 7.2.1). Mentionnons que le revenu médian de la région la moins favorisée, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, représentait environ les trois quarts (73,2 %) de celui de la région la plus favorisée, à savoir le Nord-du-Québec (données non présentées).

Figure 7.2.1

Revenu médian après impôt¹, familles comptant un couple et familles monoparentales², régions administratives et ensemble du Québec, 2020



1. Les données de la présente figure tiennent compte du changement méthodologique apporté en 2023 sur le revenu médian après impôt, soit l'exclusion de la plupart des RNP de l'univers statistique. Pour en savoir plus sur ce changement, consulter l'encadré *Données et méthodologie*.
2. Telles que définies par le concept de famille de recensement.

Source : Statistique Canada, Fichier des familles T1 (FFT1). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Du côté des familles monoparentales, c'est dans la région de la Capitale-Nationale que le revenu médian était le plus élevé (59 660 \$) en 2020. Au deuxième et au troisième rang, on trouve les régions de la Chaudière-Appalaches (58 260 \$) et de Laval (57 800 \$). À l'opposé, Montréal (51 790 \$), la Mauricie (51 850 \$), le Centre-du-Québec (52 510 \$), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (52 960 \$), l'Estrie (53 230 \$) et le Nord-du-Québec (53 640 \$) sont les régions où ce revenu était le plus faible ([tableau 7.2.1](#); volet 2).

Le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier d'un revenu additionnel, en l'occurrence celui du conjoint ou de la conjointe. En 2020, cette réalité se confirme encore ([figure 7.2.1](#)).

Le revenu médian après impôt des familles monoparentales exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple permet de bien illustrer la différence qui existe entre ces deux types de familles. Ainsi, dans la région du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales représentait un peu plus de la moitié de celui des familles comptant un couple (51,0 %) en 2020. Il s'agit du pourcentage le plus faible au Québec. Toutes les autres régions affichaient des pourcentages supérieurs à 60 % (données non présentées).

Finalement, l'examen de l'évolution du revenu médian entre 2016 et 2020 pour ces deux types de familles montre une croissance généralisée du revenu médian réel¹. En effet, toutes les régions ont vu ce revenu augmenter durant cette période, tant chez les familles comptant un couple que chez les familles monoparentales. Chez les familles comptant un couple, la croissance la plus prononcée a été enregistrée à Montréal (+ 19,8 %), et la plus faible, dans la Capitale-Nationale (+ 11,5 %). En ce qui concerne les familles monoparentales, le Nord-du-Québec et la Côte-Nord sont les régions où les hausses ont été les plus élevées (+ 33,2 % et + 33,0 %), tandis que la Capitale-Nationale et la Chaudière-Appalaches ont enregistré les croissances les plus faibles (+ 13,8 % et + 15,2 %) ([tableau 7.2.1](#)).

Les données montrent que les variations annuelles du revenu médian après impôt en 2020 sont supérieures à celles observées les années antérieures, et ce, dans toutes les régions. Pour les couples, les plus fortes croissances en 2020 sont survenues dans le Nord-du-Québec (+ 8,2 %) et à Montréal (+ 7,1 %), et la plus faible hausse s'est produite dans la Capitale-Nationale (+ 3,3 %). Pour les familles monoparentales, ce sont dans les régions du Nord-du-Québec (+ 21,7 %) et de la Côte-Nord (+ 18,1 %) que les hausses ont été les plus prononcées en 2020, et c'est dans la Chaudière-Appalaches que la croissance a été la plus faible (+ 5,4 %) (données non présentées).

1. Les données de 2016 à 2019 sur le revenu médian ont été converties en dollars constants de 2020 à l'aide de l'indice des prix à la consommation (indice d'ensemble) relatif au Québec afin d'éliminer les effets de variation de prix au fil du temps.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux détaillés tirés des données du Fichier des familles T1 (FFT1) sur [la Mesure du faible revenu](#) et le [revenu médian après impôt](#) par type de famille pour le Québec, les régions administratives et les MRC sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sous le thème *Familles et ménages*.

Enfin, pour obtenir plus d'informations sur les répercussions de la première année de la pandémie de COVID-19 sur le revenu et le faible revenu des particuliers au Québec, consultez la page [Revenu et faible revenu des particuliers en 2020: répercussions de la première année de la pandémie de COVID-19](#) diffusée par l'ISQ. Les données présentées sont tirées de *l'Enquête canadienne sur le revenu*.

Références

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Revenu médian après impôt des familles, selon le type de famille, par région administrative et ensemble du Québec*, [En ligne]. [statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/1166#tri_coln1=10&tri_coln2=5].

MESSACAR, Derek (2021). « Les effets des prestations fiscales pour enfants sur le revenu des mères célibataires », *Rapports économiques et sociaux*, [En ligne], produit n° 36-28-0001 au catalogue de Statistique Canada, vol. 1, n° 5, mai, p. 1-5. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2021005/article/00002-fra.htm].

STATISTIQUE CANADA (2022). « Enquête canadienne sur le revenu, 2020 », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 2 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, mars, p. 1-12. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220323/dq220323a-fra.htm].

Tableau 7.2.1

Revenu médian après impôt¹, familles comptant un couple et familles monoparentales², régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2020

Région administrative	Volet 1 : familles comptant un couple					Variation
	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2020	2020/2016
	\$ constants de 2020					%
Bas-Saint-Laurent	69 794	72 103	73 390	74 517	78 050	11,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	73 579	76 216	78 023	79 851	82 960	12,7
Capitale-Nationale	82 577	85 635	87 319	89 159	92 090	11,5
Mauricie	68 367	71 057	72 113	73 398	77 540	13,4
Estrie	71 084	73 914	75 305	76 655	80 930	13,9
Montréal	71 211	74 887	77 189	79 619	85 310	19,8
Outaouais	82 408	86 472	88 091	89 663	93 680	13,7
Abitibi-Témiscamingue	80 558	84 462	86 588	87 253	90 410	12,2
Côte-Nord	82 196	84 776	86 938	89 249	93 500	13,8
Nord-du-Québec	88 953	91 537	93 814	97 124	105 110	18,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	67 415	70 146	71 393	72 793	76 970	14,2
Chaudière-Appalaches	77 290	79 868	81 595	82 715	86 150	11,5
Laval	79 014	81 815	83 911	85 589	90 330	14,3
Lanaudière	76 846	79 460	81 090	82 524	86 500	12,6
Laurentides	77 322	80 036	81 626	83 199	86 900	12,4
Montérégie	81 425	84 128	85 949	87 485	91 250	12,1
Centre-du-Québec	69 286	72 093	73 771	74 880	78 920	13,9
Ensemble du Québec	76 339	79 335	81 111	82 786	86 960	13,9
Région administrative	Volet 2 : familles monoparentales					Variation
	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2020	2020/2016
	\$ constants de 2020					%
Bas-Saint-Laurent	46 765	48 338	49 939	50 760	55 110	17,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	46 691	48 474	50 402	52 041	55 360	18,6
Capitale-Nationale	52 433	54 030	55 323	56 296	59 660	13,8
Mauricie	42 494	44 288	45 801	47 241	51 850	22,0
Estrie	45 222	46 621	48 189	49 369	53 230	17,7
Montréal	43 213	43 346	45 193	46 667	51 790	19,8
Outaouais	48 404	49 740	51 391	52 384	56 730	17,2
Abitibi-Témiscamingue	47 241	49 447	50 804	51 265	55 090	16,6
Côte-Nord	42 811	44 518	46 305	48 219	56 940	33,0
Nord-du-Québec	40 263	41 420	42 671	44 065	53 640	33,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	43 562	45 083	46 274	47 695	52 960	21,6
Chaudière-Appalaches	50 572	52 796	54 427	55 278	58 260	15,2
Laval	49 726	50 818	52 492	53 685	57 800	16,2
Lanaudière	47 241	49 196	50 495	51 174	55 430	17,3
Laurentides	47 706	49 122	50 505	51 255	55 130	15,6
Montérégie	49 567	51 090	52 585	53 594	57 230	15,5
Centre-du-Québec	45 105	46 674	47 993	49 127	52 510	16,4
Ensemble du Québec	46 988	48 212	49 785	50 962	55 130	17,3

1. Les données du présent tableau tiennent compte du changement méthodologique apporté en 2023 au revenu médian après impôt, soit l'exclusion de la plupart des RNP de l'univers statistique. Pour en savoir plus sur ce changement, veuillez consulter l'encadré méthodologique.

2. Selon le concept de famille de recensement.

Source : Statistique Canada, Fichier des familles T1 (FFT1). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



Chapitre 8

Éducation : niveau de scolarité

Par Rébecca Méango, Direction des enquêtes et indicateurs sociaux

Le présent chapitre brosse un portrait du niveau de scolarité de la population québécoise âgée de 25 à 64¹ ans à partir des données du *Recensement de la population de 2021*². Cette population forme le principal contingent de la population active et regroupe des personnes qui ont généralement terminé leur formation initiale. L'utilisation de cette tranche d'âge permet d'atténuer partiellement

les effets de structure par âge lorsque l'on procède aux comparaisons interrégionales. Pour chaque région administrative, les résultats sont d'abord présentés de manière globale, puis ventilés selon le genre³. La dernière section du chapitre porte sur l'évolution du niveau de scolarité dans les régions administratives entre 2016 et 2021.

Notes méthodologiques

Le niveau de scolarité est défini à partir du plus haut niveau de certificat, de diplôme ou de grade obtenu par la personne¹. Ce concept renvoie à une hiérarchie des attestations d'études. Toutefois, Statistique Canada précise à ce sujet que « dans un certain nombre de cas, les niveaux ne sont pas entièrement hiérarchiques si l'on compare les programmes de différents types d'établissement » (Statistique Canada, 2021). Notons que la notion de hiérarchie peut s'avérer problématique chez les diplômées et diplômés d'une école de métiers. En effet, un diplôme professionnel peut être obtenu soit dans le cadre d'un programme d'études secondaires, soit après l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

Les données présentées dans ce chapitre sont tirées des « données échantillon » du *Recensement de la population de 2021*, colligées à l'aide du questionnaire long, administré à 25 % de la population de 15 ans et plus vivant dans les ménages privés. Elles ont été diffusées selon le genre des personnes plutôt que selon leur sexe. Les catégories Hommes+ et Femmes+ signifient que les personnes non binaires, soit celles qui ne s'identifient pas exclusivement comme étant un homme ou une femme, ont été réparties entre les hommes et les femmes.

1. Pour les définitions des niveaux de scolarité, voir la section [Concepts et définitions](#), à la fin du document.

Suite à la page 114

1. La population québécoise âgée de 25 à 64 ans représente 53,4 % de la population du Québec et 64,1 % des personnes âgées de 15 ans et plus. Les statistiques présentées portent sur la population de ce groupe d'âge vivant dans des ménages privés au Québec.
2. Les données présentées dans ce chapitre diffèrent de celles figurant dans l'édition 2022 du *Panorama des régions du Québec*, lesquelles étaient tirées de l'*Enquête sur la population active (EPA)* de 2021. Les données de recensement offrent une meilleure couverture de la population à l'étude que l'EPA et les estimations produites à l'échelle régionale sont également plus précises. Malgré les différences entre les deux sources de données, les principaux constats restent similaires.
3. Sauf avis contraire, les différences entre les genres signalées dans le texte sont significatives sur le plan statistique.

Les différences statistiquement significatives ont été évaluées à partir du test de Wald au seuil de 5 %. Il est important de mentionner que le découpage géographique des régions administratives est celui en cours au *Recensement de la population de 2021* et ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Portrait du profil scolaire de l'ensemble des personnes de 25 à 64 ans dans les régions administratives du Québec

En 2021, le tiers des Québécoises et des Québécois âgés de 25 à 64 ans détenaient un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (33 %) ⁴ ([figure 8.1](#) et [tableau 8.1](#)). À l'opposé, un peu plus d'une personne sur dix ne détenait aucun diplôme (12 %). Entre ces deux niveaux de scolarité, environ un cinquième de la population déclarait avoir comme plus haut niveau de scolarité un diplôme d'études secondaires (17 %), un certificat ou un diplôme d'une école de métiers (19 %) ou un certificat ou un diplôme de niveau collégial (19 %).

La répartition de la population selon le plus haut niveau de scolarité atteint varie d'une région à l'autre. La proportion de la population de 25 à 64 ans ne détenant aucun certificat, diplôme ou grade était particulièrement élevée dans le Nord-du-Québec ; elle se chiffrait à 36 %. Six autres régions se sont démarquées par une proportion plus élevée que celle de l'ensemble du Québec de personnes n'ayant aucun diplôme, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (20 %), la Côte-Nord (20 %), l'Abitibi-Témiscamingue (19 %), le Centre-du-Québec (16 %), le Bas-Saint-Laurent (15 %) et Lanaudière (15 %). Par contraste, cette proportion n'était que de 7 % pour la région de la Capitale-Nationale et de 9 % pour celle de Montréal.

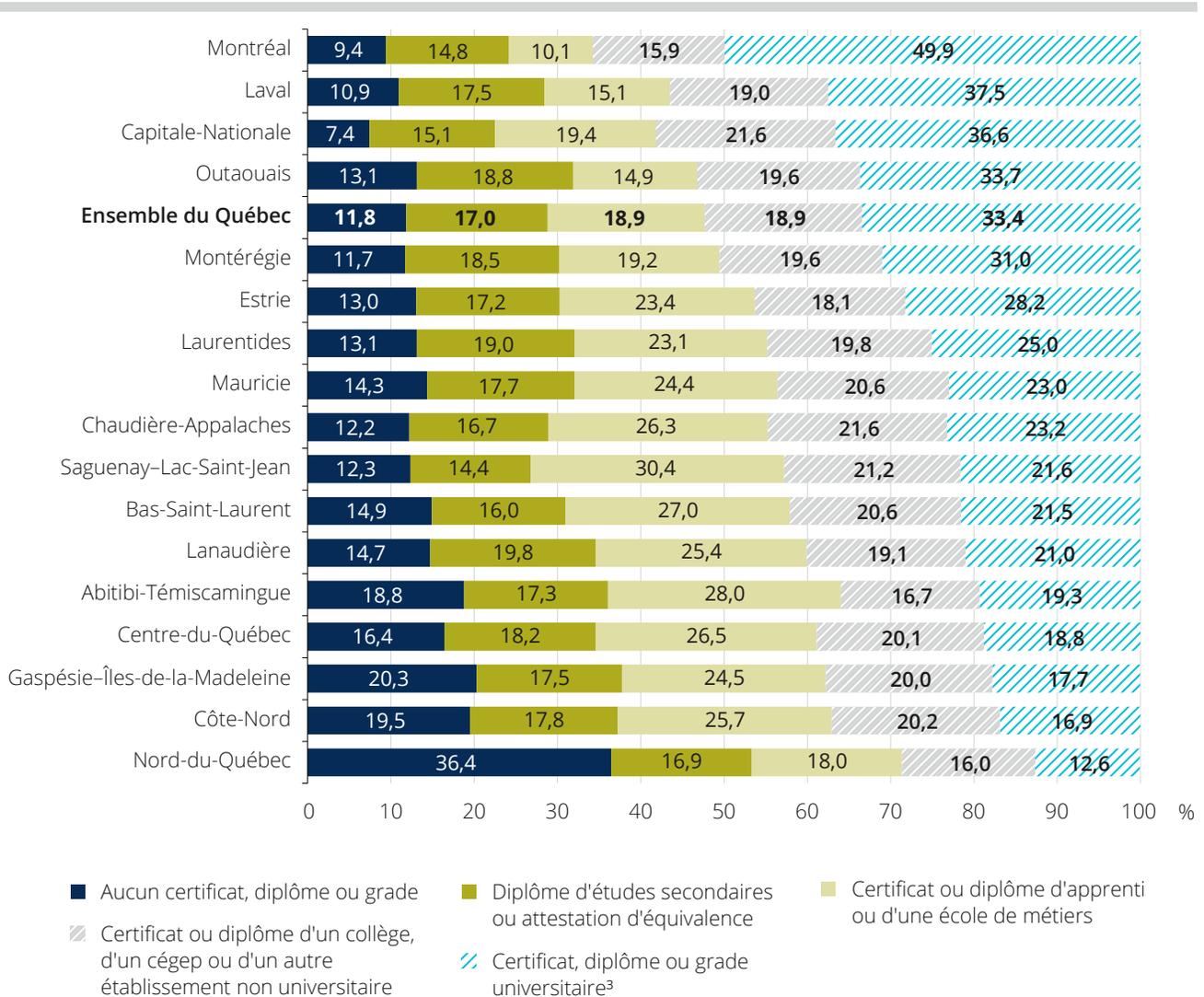
Les régions regroupant les principaux centres urbains affichent de fortes proportions de population ayant obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire. En particulier la région de Montréal, qui présente un profil tout à fait distinct. Effectivement, avec près de la moitié de sa population âgée de 25 à 64 ans a déclaré détenir un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (50 %). Divers facteurs ont contribué à la proportion élevée de titulaires d'un grade universitaire à Montréal, notamment la structure économique de la région et la présence de nombreux établissements d'enseignement supérieur, mais également la forte présence des personnes immigrantes, qui ont globalement un profil très scolarisé (Lessard, 2023).

De ce fait, la population titulaire d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade universitaire est particulièrement concentrée à Montréal. En effet, en 2021, 37 % de l'ensemble des Québécoises et Québécois de 25 à 64 ans titulaires d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade universitaire vivaient à Montréal, alors que le poids de la région au sein de l'ensemble de la population de ce groupe d'âge au Québec s'élevait à 25 %. La part de Montréal était encore plus élevée en ce qui a trait aux personnes détenant un grade universitaire supérieur ; elle était de 45 % pour la maîtrise et de 48 % pour le doctorat ([figure 8.2](#) et [tableau 8.2](#)).

4. Plus précisément, environ 4 % de la population québécoise âgée de 25 à 64 ans détenait un certificat universitaire inférieur au baccalauréat, 18 %, un baccalauréat, 3 %, un diplôme ou un certificat universitaire supérieur au baccalauréat, 1 %, un diplôme en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie et 7 % et 1 % ont respectivement un diplôme de maîtrise ou doctorat ([tableau 8.1](#)).

Figure 8.1

Répartition de la population de 25 à 64 ans¹ selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

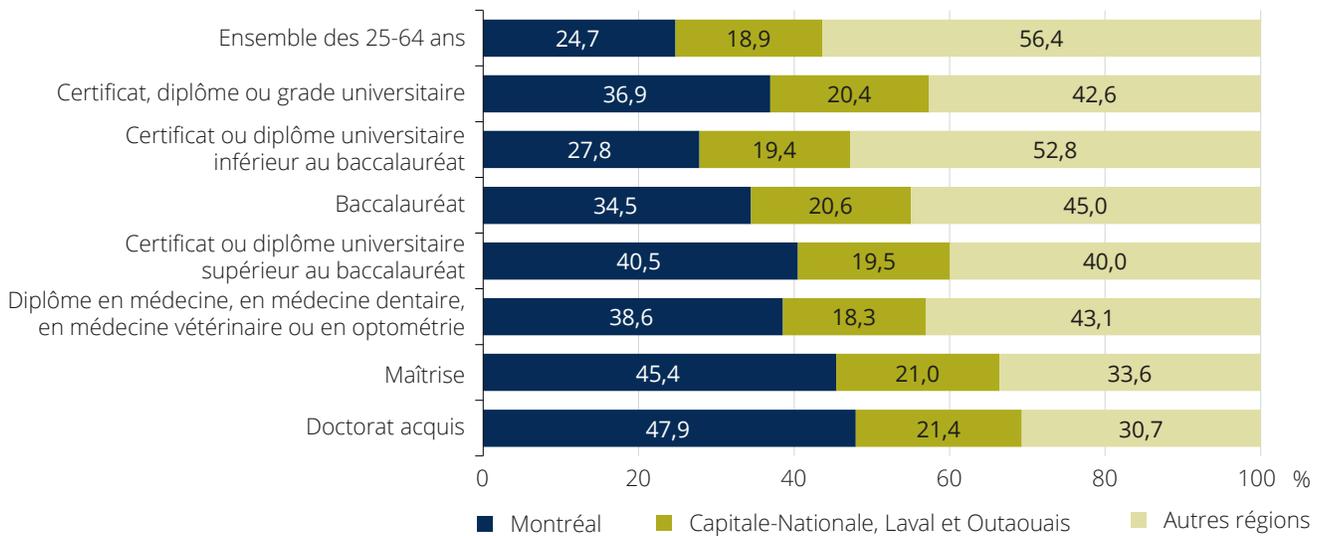


1. Se rapporte à la population dans les ménages privés.
2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
3. Comprend les certificats ou les diplômes inférieurs au baccalauréat, le baccalauréat, les certificats ou les diplômes supérieurs au baccalauréat, les diplômes en médecine, en médecine dentaire ou vétérinaire, ou en optométrie, la maîtrise et le doctorat.

Source : Statistique Canada. Recensement de la population de 2021, Profil du recensement, produit n° 98-316-X2021001. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 8.2

Poids de la région de Montréal, des régions de la Capitale-Nationale, de Laval et de l'Outaouais réunies¹ et des autres régions dans le total du Québec, ensemble des personnes de 25 à 64 ans titulaires d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade universitaire selon le certificat, diplôme ou grade, 2021



1. Ces trois régions, en plus de Montréal, affichent une proportion supérieure ou relativement semblable (dans le cas de l'Outaouais) à la moyenne québécoise en ce qui a trait à la détention d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade universitaire chez les 25-64 ans.

Source : Statistique Canada. Recensement de la population de 2021, Profil du recensement, produit n° 98-316-X2021001. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Après Montréal, les régions de Laval (37 %), de la Capitale-Nationale (37 %) et de l'Outaouais (34 %) présentent des proportions de diplômées et diplômés universitaires plus élevées que celle de l'ensemble du Québec en 2021. Un peu moins du tiers des personnes de 25 à 64 ans détenaient un diplôme universitaire en Montérégie (31 %), en Estrie (28 %) et dans les Laurentides (25 %), tandis qu'un peu plus d'une personne sur cinq avait atteint ce niveau dans la région de Chaudière-Appalaches (23 %), de la Mauricie (23 %), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (22 %), du Bas-Saint-Laurent (22 %) et de la Lanaudière (21 %). Cinq régions ont enregistré des proportions inférieures à 20 %, soit le Centre-du-Québec (19 %), l'Abitibi-Témiscamingue (19 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (18 %), la Côte-Nord (17 %) et le Nord-du-Québec (13 %).

En ce qui concerne les proportions de personnes détenant un diplôme d'études secondaires ou une attestation d'équivalence comme plus haut niveau de scolarité, seulement quelques régions affichent des proportions statistiquement différentes de celles de l'ensemble du Québec (17 %). Les régions de Montréal (15 %), de la Capitale-Nationale (15 %) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (14 %) présentent une proportion moins élevée que celle de l'ensemble du Québec, tandis que c'est l'inverse pour le Centre-du-Québec (18 %), la Mauricie (18 %), l'Outaouais (19 %), les Laurentides (19 %), la Montérégie (19 %) et Lanaudière (20 %). En ce qui a trait au niveau collégial, les régions de l'Estrie (18 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (17 %), du Nord-du-Québec (16 %) et de Montréal (16 %) présentent des proportions inférieures à celle de l'ensemble du Québec (19 %). Il importe de souligner que les variations régionales des proportions de personnes qui détiennent un diplôme d'études secondaires et de celles ayant un diplôme collégial sont moins marquées que les variations des proportions de personnes détenant un diplôme universitaire.

Quant au certificat ou au diplôme d'une école de métiers, à l'instar de la diplomation universitaire, on observe également plusieurs différences régionales. On note ainsi que certaines régions affichent des proportions particulièrement élevées de personnes ayant un certificat ou un diplôme d'une école de métiers comme plus haut niveau de scolarité : le Saguenay-Lac-Saint-Jean (30 %), l'Abitibi-Témiscamingue (28 %), le Bas-Saint-Laurent (27 %), le Centre-du-Québec (27 %), la Chaudière-Appalaches (26 %), la Côte-Nord (26 %), Lanaudière (25 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (24 %) et la Mauricie (24 %). Ces proportions sont supérieures à la proportion de l'ensemble du Québec qui est de près de 19 %. Ces fortes proportions sont notamment attribuables au fait que l'économie de ces régions repose sur des secteurs d'activité nécessitant une main-d'œuvre de niveau professionnel ou dans les métiers spécialisés (Crespo, 2017). À l'opposé, les régions regroupant les principaux centres urbains affichent des proportions inférieures à la proportion de l'ensemble du Québec (19 %) : Montréal (10 %), Laval (15 %) et l'Outaouais (15 %).

Portrait du profil scolaire selon le genre

Au Québec, les hommes âgés de 25 à 64 ans étaient proportionnellement plus nombreux que les femmes du même groupe d'âge à ne détenir aucun certificat, diplôme ou grade (14 % c. 10 %) en 2021. Il en va de même dans toutes les régions de la province, à l'exception de la Côte-Nord où on ne détecte pas d'écart significatif entre les hommes et les femmes ([tableau 8.1](#)).

Les hommes de 25 à 64 ans étaient également proportionnellement plus nombreux que les femmes à être titulaires d'un diplôme d'études secondaires ou d'une attestation d'équivalence pour l'ensemble du Québec (18 % c. 16 %). Cette différence est observée dans les régions de Montréal, de Laval, de la Montérégie, de la Capitale-Nationale, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec.

Dans l'ensemble du Québec, à l'instar de ce qui est observé pour la diplomation de niveau secondaire, les hommes étaient plus nombreux, en proportion, que les femmes à déclarer détenir un certificat ou un diplôme d'une école de métiers comme plus haut niveau de scolarité (23 % c. 15 %)⁵. Certaines régions présentent des proportions particulièrement importantes chez les hommes (30 % ou plus), soit le Saguenay-Lac-Saint-Jean (37 %), l'Abitibi-Témiscamingue (35 %), la Côte-Nord (34 %), le Bas-Saint-Laurent (33 %), le Centre-du-Québec (32 %), la Chaudière-Appalaches (32 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (31 %), la Mauricie (31 %) et Lanaudière (30 %). Par ailleurs, chez les femmes, les régions qui affichent des proportions supérieures ou égales à 20 % de titulaires d'un certificat ou d'un diplôme d'une école de métiers comme plus haut niveau de scolarité sont : le Saguenay-Lac-Saint-Jean (24 %), l'Abitibi-Témiscamingue (21 %), le Bas-Saint-Laurent (21 %), le Centre-du-Québec (20 %), Lanaudière (20 %) et la Chaudière-Appalaches (20 %).

Les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses que les hommes à détenir un diplôme de niveau collégial au Québec en 2021 (21 % c. 17 %). Toutes les régions, à l'exception du Saguenay-Lac-Saint-Jean, présentent des écarts statistiquement significatifs entre les genres à cet égard. Les différences étaient particulièrement importantes dans les régions suivantes : le Centre-du-Québec, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Chaudière-Appalaches, la Mauricie, Lanaudière et le Bas-Saint-Laurent.

À l'image de ce qui a été observé pour le niveau collégial, les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses que les hommes à détenir un certificat ou un diplôme de niveau universitaire dans l'ensemble du Québec en 2021 (38 % c. 29 %). Toutes les régions, à l'exception du Saguenay-Lac-Saint-Jean, présentent des écarts statistiquement significatifs entre les genres à cet égard. La majorité des titulaires d'un diplôme universitaire du Québec détenaient un premier grade, soit le baccalauréat. Les femmes étaient plus nombreuses que les hommes, en proportion, à détenir ce type de diplôme. Dans l'ensemble, 18 % de la population québécoise

5. Ce constat pourrait notamment être attribuable à la forte progression des études postsecondaires chez les hommes observée dans les programmes de formation des apprentis entre 2006 et 2016, alors que les femmes poursuivent de plus en plus des études universitaires (Statistique Canada, 2017). Le même constat a été fait en 2021 (Statistique Canada, 2022).

âgée de 25 à 64 ans a déclaré avoir atteint ce niveau de scolarité, soit 21 % des femmes et 16 % des hommes ([tableau 8.1](#)).

Comme les femmes âgées de 25 à 64 ans sont généralement plus scolarisées que les hommes du même groupe d'âge, elles étaient plus nombreuses, toutes proportions gardées, que les hommes à détenir un diplôme de niveau universitaire ou collégial. En outre, des tendances semblables étaient notées à l'échelle des régions administratives. Les écarts observés entre les femmes et les hommes en ce qui concerne les diplômes des niveaux collégial et universitaire à l'échelle régionale étaient généralement à l'avantage des femmes. Néanmoins, il importe de mentionner que pour la plupart des régions, les écarts entre les hommes et les femmes, particulièrement pour les diplômes d'une école des métiers et les diplômes d'études secondaires ou les attestations d'équivalence, étaient généralement à l'avantage des hommes.

Évolution du niveau de scolarité entre 2016 et 2021

La population du Québec âgée de 25 à 64 ans était globalement plus scolarisée en 2021 qu'en 2016. En effet, la proportion de Québécoises et de Québécois de 25 à 64 ans ayant obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire a augmenté de 4 points de pourcentage pendant cette période (29 % c. 33 %) ([figure 8.3](#) et [tableau 8.3](#)). À l'inverse, la proportion de personnes n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade a diminué, de même que celle de personnes possédant un diplôme d'études secondaires ou une attestation d'équivalence ou un certificat ou un diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers. On ne détecte pas de différence significative entre 2016 et 2021 chez les personnes ayant un certificat ou un diplôme collégial.

À l'échelle des régions administratives, l'évolution du niveau de scolarité est semblable à celle observée pour l'ensemble du Québec, à quelques exceptions près ([figure 8.3](#)). Ainsi, la proportion de la population de 25 à 64 ans ne détenant aucun certificat, diplôme ou grade a baissé entre 2016 et 2021 dans l'ensemble des

régions, à l'exception du Nord-du-Québec où elle a plutôt légèrement crû (35 % c. 36 %). Trois régions se sont démarquées par une baisse plus importante, s'élevant à plus de deux points de pourcentage, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 2,5 points de pourcentage), l'Estrie (- 2,3 points de pourcentage) et l'Abitibi-Témiscamingue (- 2,1 points de pourcentage).

Pour ce qui est de la proportion de personnes détenant un diplôme d'études secondaires ou une attestation d'équivalence comme plus haut niveau de scolarité, on constate une hausse de 3,4 points de pourcentage entre 2016 et 2021 pour le Nord-du-Québec, alors qu'on observe plutôt une diminution pour les autres régions administratives. Celles qui affichent des baisses de plus de deux points de pourcentage sont Laval, la Montérégie, Montréal et la Capitale-Nationale.

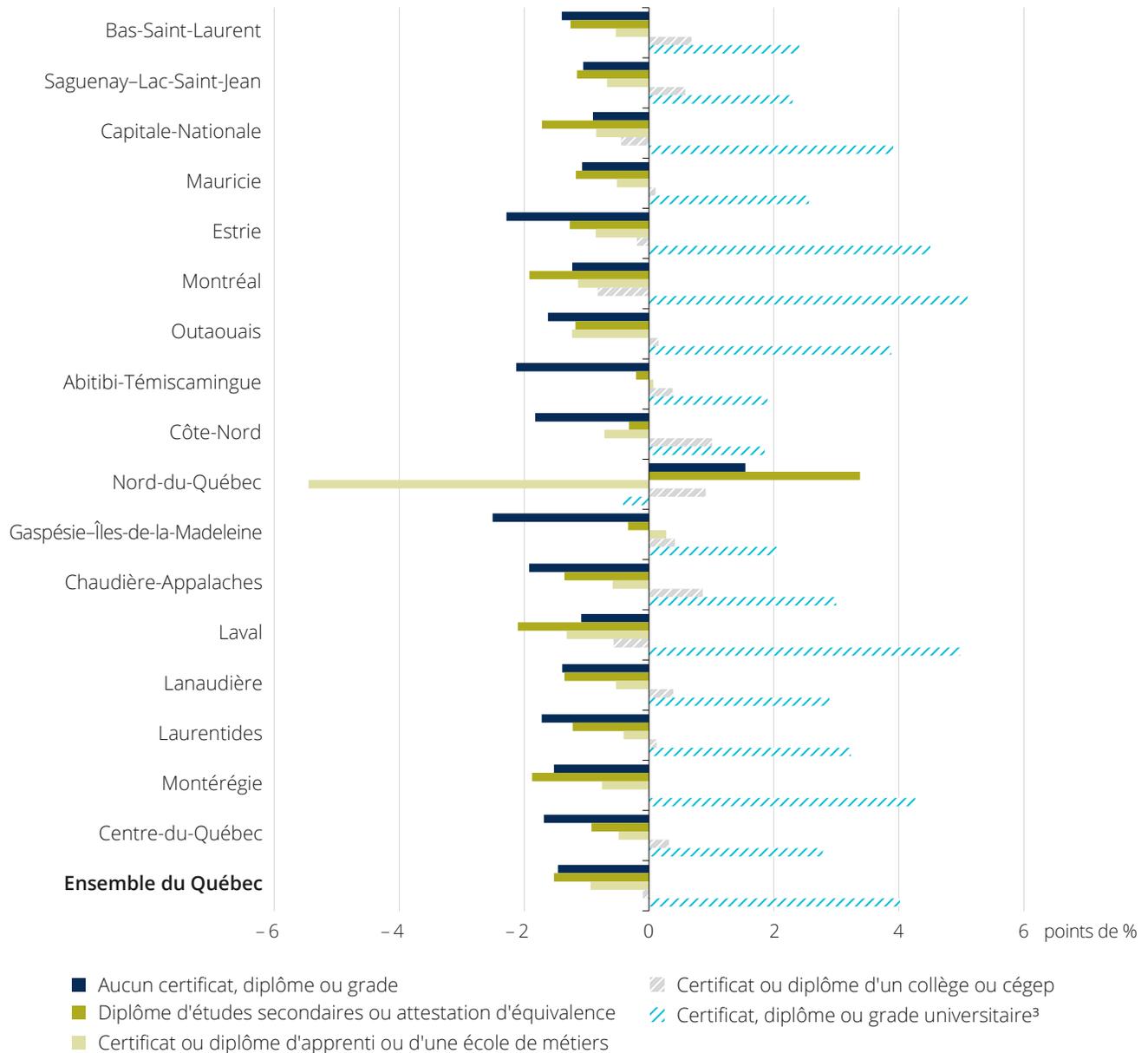
En ce qui a trait à l'évolution de la proportion de personnes détenant un certificat ou un diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers comme plus haut niveau de scolarité, seulement quelques régions affichent un écart statistiquement différent entre 2016 et 2021. La région du Nord-du-Québec s'est distinguée par une diminution importante de près de six points de pourcentage, tandis que la baisse dans les régions de l'Estrie, de la Capitale-Nationale, de la Montérégie, de Laval, de l'Outaouais et de Montréal était de plus ou moins un point de pourcentage ([tableau 8.3](#)).

À l'exception des régions de Montréal et de la Chaudière-Appalaches, où l'on constate respectivement une baisse et une hausse d'environ un point de pourcentage des personnes détenant un certificat ou un diplôme d'un collège ou d'un cégep entre 2016 et 2021, on ne décèle aucune différence significative pour les autres régions.

La proportion de la population ayant obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire était plus élevée en 2021 qu'en 2016 pour toutes les régions, à l'exception du Nord-du-Québec où on ne décèle pas de différence significative entre les deux années. Les régions qui présentent les augmentations les plus importantes, soit des hausses égales ou supérieures à quatre points de pourcentage, sont : Montréal, Laval, la Capitale-Nationale, l'Outaouais, la Montérégie et l'Estrie.

Figure 8.3

Évolution de la répartition de la population de 25 à 64 ans¹ selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu, régions administratives² et ensemble du Québec, 2016-2021



1. Se rapporte à la population dans les ménages privés.
2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
3. Comprend les certificats ou les diplômes inférieurs au baccalauréat, le baccalauréat, les certificats ou les diplômes supérieurs au baccalauréat, les diplômes en médecine, en médecine dentaire ou vétérinaire, ou en optométrie, la maîtrise et le doctorat.

Sources : Statistique Canada. *Recensement de la population de 2021, Profil du recensement, produit n° 98-316-X2021001*; Statistique Canada, *Recensement de la population de 2016, compilation spéciale, CO-1797*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Références

- CRESPO, Stéphane (2017). « Éducation », dans *Panorama des régions du Québec. Édition 2017*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 45-57. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2017.pdf].
- LESSARD, Christine (2023). « Les titulaires d'un grade universitaire au Québec : portrait sommaire tiré du Recensement de 2021 », *Science, technologie et innovation*, [En ligne], n° 14, mai, Institut de la statistique du Québec, 14 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/titulaires-grade-universitaire-quebec-2021.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Estimations de la population des régions administratives selon le groupe d'âge et le sexe, âge médian et âge moyen, Québec, 1^{er} juillet 1996 à 2022*, [En ligne]. [statistique.quebec.ca/fr/document/population-et-structure-par-age-et-sexe-regions-administratives/tableau/estimations-population-regions-administratives-selon-age-sexe-age-median-age-moyen#tri_tertr=01&tri_pop=10].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2020). « Niveau de scolarité et domaine d'études selon le sexe et le groupe d'âge », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 24, n° 7, juillet, 9 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/niveau-descolarite-et-domaine-detudes-selon-le-sexe-et-le-groupe-dage.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2021, mis à jour le 9 septembre). *Classification du plus haut certificat, diplôme ou grade*, [En ligne]. [www23.statcan.gc.ca/imdb/pUtil_f.pl?Function=getNote&id=1313722&NT=01].
- STATISTIQUE CANADA (2023). *Guide de référence sur la scolarité, Recensement de la population 2021*, [En ligne], produit n° 98-500-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, p. 4. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/98-500/013/98-500-x2021013-fra.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2017). « La scolarité au Canada : faits saillants du Recensement de 2016 », *Le Quotidien*, [En ligne], novembre, 13 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/171129/dq171129a-fra.pdf?st=uefEwOO9].
- STATISTIQUE CANADA (2023, mis à jour le 28 septembre). *Tableau 98-10-0386-01. Plus haut niveau de scolarité, selon la région géographique : Canada, provinces et territoires*, [En ligne]. [www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=9810038601].

Tableau 8.1

Répartition de la population de 25 à 64 ans¹ selon le genre et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Total		Femmes+		Hommes+	
	k	%	k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	96,5	100,0	48,7	100,0	47,8	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	14,4	14,9	5,8	11,9	8,6	17,9
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	15,5	16,0	8,0	16,4	7,5	15,7
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	26,0	27,0	10,2	21,0	15,8	33,0
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	19,9	20,6	11,6	23,8	8,3	17,3
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3 †}	20,8	21,5	13,1	26,9	7,6	16,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	137,5	100,0	67,9	100,0	69,6	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	17,0	12,3	7,8	11,4	9,2	13,3
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence [†]	19,9	14,4	10,0	14,7	9,9	14,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	41,8	30,4	16,3	24,0	25,5	36,7
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	29,1	21,2	15,9	23,4	13,2	19,0
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	29,7	21,6	17,9	26,4	11,8	16,9
Capitale-Nationale	391,5	100,0	194,8	100,0	196,7	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	29,0	7,4	11,8	6,0	17,2	8,8
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence [†]	59,1	15,1	27,9	14,3	31,1	15,8
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	75,8	19,4	28,9	14,8	46,9	23,8
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	84,4	21,6	46,0	23,6	38,4	19,5
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3 †}	143,3	36,6	80,3	41,2	63,1	32,1
Mauricie	134,0	100,0	67,0	100,0	67,0	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	19,2	14,3	8,4	12,6	10,8	16,1
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	23,7	17,7	12,0	17,9	11,8	17,6
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	32,7	24,4	12,2	18,2	20,5	30,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	27,6	20,6	16,1	24,1	11,5	17,1
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3 †}	30,8	23,0	18,3	27,3	12,5	18,6
Estrie	166,2	100,0	82,9	100,0	83,3	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	21,6	13,0	8,7	10,5	13,0	15,6
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	28,6	17,2	13,9	16,8	14,7	17,7
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	39,0	23,4	16,0	19,3	23,0	27,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	30,1	18,1	17,0	20,5	13,1	15,7
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3 †}	46,9	28,2	27,3	33,0	19,5	23,4
Montréal	1 097,0	100,0	549,4	100,0	547,6	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	102,8	9,4	47,0	8,6	55,8	10,2
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence [†]	162,2	14,8	73,8	13,4	88,4	16,1
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	110,4	10,1	49,7	9,0	60,7	11,1
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	174,2	15,9	89,4	16,3	84,7	15,5
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3 †}	547,4	49,9	289,4	52,7	258,0	47,1
Outaouais	218,0	100,0	111,2	100,0	106,8	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	28,5	13,1	11,5	10,4	17,0	15,9
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	41,0	18,8	20,5	18,5	20,5	19,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	32,4	14,9	13,9	12,5	18,5	17,3
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	42,6	19,6	23,4	21,0	19,3	18,0
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3 †}	73,4	33,7	41,9	37,7	31,5	29,5

Suite à la page 122

Tableau 8.1 (suite)

Répartition de la population de 25 à 64 ans¹ selon le genre et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Total		Femmes+		Hommes+	
	k	%	k	%	k	%
Abitibi-Témiscamingue	75,7	100,0	37,1	100,0	38,5	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	14,2	18,8	6,1	16,3	8,1	21,1
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence [†]	13,1	17,3	6,9	18,5	6,2	16,1
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	21,2	28,0	7,9	21,1	13,3	34,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	12,6	16,7	7,0	18,9	5,6	14,5
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	14,6	19,3	9,3	25,1	5,3	13,7
Côte-Nord	45,8	100,0	22,8	100,0	23,1	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade	8,9	19,5	4,3	18,7	4,7	20,3
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	8,2	17,8	4,3	18,9	3,9	16,7
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	11,8	25,7	4,0	17,4	7,8	33,9
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	9,3	20,2	5,2	22,9	4,0	17,5
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	7,7	16,9	5,0	22,1	2,7	11,7
Nord-du-Québec	21,8	100,0	11,0	100,0	10,8	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	7,9	36,4	3,8	34,4	4,2	38,6
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence [†]	3,7	16,9	2,1	19,1	1,6	14,6
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	3,9	18,0	1,3	12,1	2,6	24,0
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	3,5	16,0	2,0	18,4	1,5	13,6
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	2,7	12,6	1,8	16,0	1,0	9,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	44,5	100,0	22,6	100,0	21,9	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	9,0	20,3	3,7	16,4	5,3	24,3
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	7,8	17,5	4,1	18,0	3,7	16,8
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	10,9	24,5	4,2	18,4	6,7	30,8
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	8,9	20,0	5,5	24,4	3,4	15,4
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	7,9	17,7	5,2	22,7	2,8	12,6
Chaudière-Appalaches	217,0	100,0	106,8	100,0	110,2	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	26,4	12,2	10,3	9,6	16,2	14,7
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	36,3	16,7	17,4	16,3	19,0	17,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	57,1	26,3	21,7	20,3	35,4	32,2
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	46,8	21,6	27,1	25,4	19,6	17,8
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	50,3	23,2	30,4	28,5	19,9	18,1
Laval	228,8	100,0	116,9	100,0	111,9	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	25,0	10,9	11,1	9,5	13,9	12,4
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence [†]	40,0	17,5	19,4	16,6	20,7	18,5
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	34,5	15,1	15,1	12,9	19,4	17,4
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	43,5	19,0	23,9	20,4	19,7	17,6
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	85,8	37,5	47,5	40,6	38,2	34,2
Lanaudière	275,3	100,0	139,0	100,0	136,2	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	40,5	14,7	16,3	11,8	24,1	17,7
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	54,6	19,8	27,5	19,8	27,1	19,9
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	69,8	25,4	28,4	20,4	41,5	30,4
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	52,5	19,1	31,1	22,4	21,4	15,7
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	57,8	21,0	35,7	25,6	22,1	16,2

Suite à la page 123

Tableau 8.1 (suite)

Répartition de la population de 25 à 64 ans¹ selon le genre et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Total		Femmes+		Hommes+	
	k	%	k	%	k	%
Laurentides	334,6	100,0	169,4	100,0	165,1	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	43,8	13,1	17,7	10,5	26,1	15,8
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	63,5	19,0	31,8	18,8	31,7	19,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	77,3	23,1	31,3	18,5	46,0	27,8
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	66,3	19,8	37,8	22,3	28,5	17,2
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	83,7	25,0	50,8	30,0	33,0	20,0
Montérégie	826,3	100,0	417,4	100,0	408,9	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	96,5	11,7	39,3	9,4	57,2	14,0
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence [†]	153,1	18,5	74,3	17,8	78,8	19,3
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	159,0	19,2	64,7	15,5	94,4	23,1
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	161,8	19,6	91,5	21,9	70,3	17,2
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	255,8	31,0	147,6	35,4	108,2	26,5
Centre-du-Québec	124,1	100,0	60,9	100,0	63,2	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	20,4	16,4	7,9	12,9	12,5	19,8
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	22,6	18,2	11,0	18,1	11,6	18,3
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	32,9	26,5	12,5	20,5	20,4	32,3
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	25,0	20,1	15,1	24,7	9,9	15,7
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	23,3	18,8	14,5	23,8	8,8	13,9
Ensemble du Québec	4 434,5	100,0	2 225,8	100,0	2 208,8	100,0
Aucun certificat, diplôme ou grade [†]	525,2	11,8	221,3	9,9	303,8	13,8
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence [†]	752,9	17,0	364,7	16,4	388,2	17,6
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers [†]	836,5	18,9	338,1	15,2	498,4	22,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	838,1	18,9	465,7	20,9	372,5	16,9
Certificat, diplôme ou grade universitaire ^{3†}	1 481,9	33,4	836,0	37,6	646,0	29,2
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	174,7	3,9	102,6	4,6	72,1	3,3
Baccalauréat [†]	802,8	18,1	459,7	20,7	343,1	15,5
Certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	119,5	2,7	69,3	3,1	50,2	2,3
Diplôme en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie	33,4	0,8	19,9	0,9	13,5	0,6
Maîtrise [†]	302,1	6,8	161,5	7,3	140,5	6,4
Doctorat	49,5	1,1	23,0	1,0	26,5	1,2

† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes observée à partir du test de Wald au seuil de 5 %.

1. Se rapporte à la population dans les ménages privés.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

3. Comprend les certificats ou les diplômes inférieurs au baccalauréat, le baccalauréat, les certificats ou les diplômes supérieurs au baccalauréat, les diplômes en médecine, en médecine dentaire ou vétérinaire, ou en optométrie, la maîtrise et le doctorat.

Notes : Les données du Recensement de la population de 2021 ont été diffusées selon le genre des personnes plutôt que selon le sexe. Les catégories « Hommes+ » et « Femmes+ » indiquent que les personnes non binaires, soit celles qui ne s'identifient pas exclusivement comme un homme ou une femme, ont été réparties entre les hommes et les femmes.

En raison des arrondissements, le total n'égal pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada. *Recensement de la population de 2021, Profil du recensement, produit n° 98-316-X2021001*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.2

Population de 25 à 64 ans¹ détenant un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	Baccalauréat	Certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	Diplôme en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie	Maîtrise	Doctorat
n						
Bas-Saint-Laurent	2 940	12 015	1 365	655	3 110	665
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 455	17 440	1 965	890	4 265	685
Capitale-Nationale	15 165	76 390	10 060	3 325	32 225	6 165
Mauricie	4 645	17 600	1 800	915	4 920	865
Estrie	5 135	24 780	3 005	1 395	10 045	2 510
Montréal	48 580	276 640	48 390	12 900	137 150	23 735
Outaouais	6 700	40 740	5 210	1 085	17 260	2 410
Abitibi-Témiscamingue	2 330	8 760	980	400	1 790	345
Côte-Nord	1 300	4 785	455	170	890	125
Nord-du-Québec	640	1 475	145	F	380	F
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 210	4 720	575	260	990	F
Chaudière-Appalaches	6 915	30 010	3 830	1 130	7 400	1 055
Laval	11 995	48 035	8 070	1 720	13 935	1 995
Lanaudière	11 020	33 325	4 330	1 190	6 990	895
Laurentides	13 970	48 185	6 455	1 855	11 860	1 430
Montérégie	34 135	143 970	21 090	4 880	45 655	6 110
Centre-du-Québec	3 560	13 885	1 725	635	3 195	305
Ensemble du Québec	174 695	802 755	119 460	33 445	302 065	49 500
%						
Bas-Saint-Laurent	1,7	1,5	1,1	2,0*	1,0	1,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2,6	2,2	1,6	2,7*	1,4	1,4
Capitale-Nationale	8,7	9,5	8,4	9,9	10,7	12,5
Mauricie	2,7	2,2	1,5	2,7	1,6	1,7
Estrie	2,9	3,1	2,5	4,2	3,3	5,1
Montréal	27,8	34,5	40,5	38,6	45,4	47,9
Outaouais	3,8	5,1	4,4	3,2	5,7	4,9*
Abitibi-Témiscamingue	1,3	1,1	0,8	1,2*	0,6	0,7**
Côte-Nord	0,7	0,6	0,4*	0,5**	0,3	0,3
Nord-du-Québec	0,4	0,2	0,1**	F	0,1*	F
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0,7	0,6	0,5*	0,8**	0,3	F
Chaudière-Appalaches	4,0	3,7	3,2	3,4	2,4	2,1
Laval	6,9	6,0	6,8	5,1	4,6	4,0
Lanaudière	6,3	4,2	3,6	3,6	2,3	1,8
Laurentides	8,0	6,0	5,4	5,5	3,9	2,9
Montérégie	19,5	17,9	17,7	14,6	15,1	12,3**
Centre-du-Québec	2,0	1,7	1,4	1,9*	1,1	0,6
Ensemble du Québec	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieure à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

F Donnée peu fiable, ne peut être diffusée.

1. Se rapporte à la population dans les ménages privés.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Note : En raison des arrondissements, le total n'égal pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada. *Recensement de la population de 2021, Profil du recensement, produit n° 98-316-X2021001*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.3

Répartition de la population de 25 à 64¹ ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives² et ensemble du Québec, 2016 et 2021

Région administrative	2016	2021	Variation 2021/2016	2016	2021	Écart 2021-2016
	k	%		%	points de %	
Bas-Saint-Laurent	102,1	96,5	- 5,5	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	16,7	14,4	- 13,7	16,3	14,9 [†]	- 1,4
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	17,6	15,5	- 12,1	17,3	16,0 [†]	- 1,3
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	28,0	26,0	- 7,2	27,5	27,0	- 0,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	20,3	19,9	- 2,0	19,9	20,6	0,7
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	19,5	20,8	6,5	19,1	21,5 [†]	2,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	146,4	137,5	- 6,1	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	19,5	17,0	- 13,1	13,4	12,3 [†]	- 1,1
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	22,9	19,9	- 13,1	15,6	14,4 [†]	- 1,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	45,6	41,8	- 8,2	31,1	30,4	- 0,7
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	30,2	29,1	- 3,4	20,6	21,2	0,6
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	28,2	29,7	5,2	19,3	21,6 [†]	2,3
Capitale-Nationale	390,3	391,5	0,3	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	32,5	29,0	- 10,7	8,3	7,4 [†]	- 0,9
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	65,4	59,1	- 9,7	16,8	15,1 [†]	- 1,7
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	79,0	75,8	- 4,1	20,2	19,4 [†]	- 0,8
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	85,7	84,4	- 1,6	22,0	21,6	- 0,4
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	127,7	143,3	12,2	32,7	36,6 [†]	3,9
Mauricie	137,6	134,0	- 2,6	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	21,1	19,2	- 9,1	15,4	14,3 [†]	- 1,1
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	26,0	23,7	- 8,6	18,9	17,7 [†]	- 1,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	34,2	32,7	- 4,5	24,9	24,4	- 0,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	28,2	27,6	- 2,1	20,5	20,6	0,1
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	28,1	30,8	9,5	20,4	23,0 [†]	2,6
Estrie	163,4	166,2	1,7	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	24,9	21,6	- 13,3	15,3	13,0 [†]	- 2,3
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	30,2	28,6	- 5,2	18,5	17,2 [†]	- 1,3
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	39,7	39,0	- 1,9	24,3	23,4 [†]	- 0,9
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	29,9	30,1	0,7	18,3	18,1	- 0,2
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	38,7	46,9	21,2	23,7	28,2 [†]	4,5
Montréal	1 067,0	1 097,0	2,8	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	113,0	102,8	- 9,0	10,6	9,4 [†]	- 1,2
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	178,7	162,2	- 9,2	16,7	14,8 [†]	- 1,9
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	119,7	110,4	- 7,8	11,2	10,1 [†]	- 1,1
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	177,9	174,2	- 2,1	16,7	15,9 [†]	- 0,8
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	477,7	547,4	14,6	44,8	49,9 [†]	5,1
Outaouais	211,0	218,0	3,3	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	31,0	28,5	- 8,0	14,7	13,1 [†]	- 1,6
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	42,1	41,0	- 2,5	20,0	18,8 [†]	- 1,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	33,9	32,4	- 4,5	16,1	14,9 [†]	- 1,2
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	41,0	42,6	3,9	19,4	19,6	0,2
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	63,0	73,4	16,6	29,8	33,7 [†]	3,9

Suite à la page 126

Tableau 8.3 (suite)

Répartition de la population de 25 à 64¹ ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives² et ensemble du Québec, 2016 et 2021

Région administrative	2016	2021	Variation	2016	2021	Écart
	k		2021/2016	%	%	2021-2016
			%			points de %
Abitibi-Témiscamingue	78,7	75,7	- 3,8	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	16,5	14,2	- 13,8	20,9	18,8 [†]	- 2,1
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	13,7	13,1	- 4,8	17,5	17,3	- 0,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	22,0	21,2	- 3,6	27,9	28,0	0,1
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	12,8	12,6	- 1,3	16,3	16,7	0,4
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	13,7	14,6	6,5	17,4	19,3 [†]	1,9
Côte-Nord	50,3	45,8	- 8,9	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	10,7	8,9	- 16,7	21,3	19,5 [†]	- 1,8
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	9,1	8,2	- 10,6	18,1	17,8	- 0,3
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	13,3	11,8	- 11,3	26,4	25,7	- 0,7
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	9,7	9,3	- 4,0	19,2	20,2	1,0
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	7,5	7,7	2,5	15,0	16,9 [†]	1,9
Nord-du-Québec	21,2	21,8	2,6	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	7,4	7,9	7,0	34,9	36,4 [†]	1,5
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	2,9	3,7	27,8	13,5	16,9 [†]	3,4
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	5,0	3,9	- 21,2	23,5	18,0 [†]	- 5,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	3,2	3,5	8,7	15,1	16,0	0,9
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	2,8	2,7	- 0,4	13,0	12,6	- 0,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	47,9	44,5	- 7,0	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	10,9	9,0	- 17,1	22,8	20,3 [†]	- 2,5
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	8,5	7,8	- 8,7	17,8	17,5	- 0,3
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	11,6	10,9	- 6,0	24,2	24,5	0,3
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	9,4	8,9	- 5,0	19,6	20,0	0,4
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	7,5	7,9	5,4	15,7	17,7 [†]	2,0
Chaudière-Appalaches	220,0	217,0	- 1,4	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	30,9	26,4	- 14,5	14,1	12,2 [†]	- 1,9
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	39,9	36,3	- 8,8	18,1	16,7 [†]	- 1,4
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	59,2	57,1	- 3,6	26,9	26,3	- 0,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	45,6	46,8	2,6	20,7	21,6 [†]	0,9
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	44,4	50,3	13,5	20,2	23,2 [†]	3,0
Laval	222,9	228,8	2,7	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	26,6	25,0	- 6,3	12,0	10,9 [†]	- 1,1
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	43,6	40,0	- 8,1	19,6	17,5 [†]	- 2,1
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	36,6	34,5	- 5,6	16,4	15,1 [†]	- 1,3
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	43,7	43,5	- 0,3	19,6	19,0	- 0,6
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	72,4	85,8	18,5	32,5	37,5 [†]	5,0

Suite à la page 127

Tableau 8.3 (suite)

Répartition de la population de 25 à 64¹ ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives² et ensemble du Québec, 2016 et 2021

Région administrative	2016	2021	Variation	2016	2021	Écart
	k		2021/2016	%	%	2021-2016
			%			points de %
Lanaudière	266,7	275,3	3,2	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	42,9	40,5	-5,6	16,1	14,7 [†]	-1,4
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	56,6	54,6	-3,5	21,2	19,8 [†]	-1,4
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	69,2	69,8	0,9	25,9	25,4	-0,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	49,8	52,5	5,5	18,7	19,1	0,4
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	48,2	57,8	19,7	18,1	21,0 [†]	2,9
Laurentides	318,4	334,6	5,1	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	47,2	43,8	-7,3	14,8	13,1 [†]	-1,7
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	64,2	63,5	-1,1	20,2	19,0 [†]	-1,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	75,0	77,3	3,1	23,5	23,1	-0,4
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	62,6	66,3	6,0	19,7	19,8	0,1
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	69,4	83,7	20,7	21,8	25,0 [†]	3,2
Montérégie	802,6	826,3	3,0	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	106,0	96,5	-9,0	13,2	11,7 [†]	-1,5
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	163,6	153,1	-6,4	20,4	18,5 [†]	-1,9
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	160,7	159,0	-1,1	20,0	19,2 [†]	-0,8
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	157,6	161,8	2,7	19,6	19,6	-0,0
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	214,6	255,8	19,2	26,7	31,0 [†]	4,3
Centre-du-Québec	125,6	124,1	-1,2	100,0	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	22,7	20,4	-10,2	18,1	16,4 [†]	-1,7
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	23,9	22,6	-5,8	19,1	18,2	-0,9
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	34,0	32,9	-3,1	27,0	26,5	-0,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	24,9	25,0	0,2	19,8	20,1	0,3
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	20,1	23,3	16,0	16,0	18,8 [†]	2,8
Ensemble du Québec	4 371,9	4 434,5	0,0	100	100,0	
Aucun certificat, diplôme ou grade	580,6	525,2	-9,6	13,3	11,8 [†]	-1,5
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	809,0	752,9	-6,9	18,5	17,0 [†]	-1,5
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	866,6	836,5	-3,5	19,8	18,9 [†]	-0,9
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	832,4	838,1	0,7	19,0	18,9	-0,1
Certificat, diplôme ou grade universitaire ³	1 283,3	1 481,9	15,5	29,4	33,4 [†]	4,0

† Différence statistiquement significative entre 2016 et 2021 observée à partir du test de Wald au seuil de 5 %.

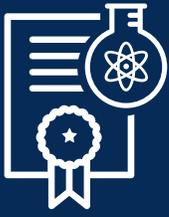
1. Se rapporte à la population dans les ménages privés.

2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

3. Comprend les certificats ou les diplômes inférieurs au baccalauréat, le baccalauréat, les certificats ou les diplômes supérieurs au baccalauréat, les diplômes en médecine, en médecine dentaire ou vétérinaire, ou en optométrie, la maîtrise et le doctorat.

Note : En raison des arrondissements, le total n'égal pas nécessairement la somme des parties.

Sources : Statistique Canada. *Recensement de la population de 2021, Profil du recensement, produit n° 98-316-X2021001* ; Statistique Canada, *Recensement de la population de 2016, compilation spéciale, CO-1797*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



Chapitre 9

Ressources humaines en science et technologie

Christine Lessard, Direction générale des statistiques et de l'analyse économiques

Peu importe leur domaine d'études, les personnes diplômées de l'enseignement supérieur sont susceptibles de contribuer à l'innovation. De ce fait, elles constituent une population d'intérêt du point de vue des statistiques de la science, de la technologie et de l'innovation. Au sein de cette population, on accorde une attention particulière aux titulaires d'un grade universitaire, notamment à ceux et celles qui détiennent un grade supérieur (une maîtrise ou un doctorat).

Les personnes diplômées de l'enseignement supérieur en science, en technologie, en ingénierie ou en mathématiques (STIM) constituent quant à elles un bassin de « ressources humaines » jugé essentiel à la réalisation d'activités scientifiques et techniques.

Le présent chapitre brosse un portrait sommaire des titulaires d'un grade universitaire et des personnes diplômées en STIM, au Québec et dans ses régions administratives. Les données utilisées sont celles du Recensement

de la population de 2021. Elles sont réparties selon le genre des personnes (voir les notes méthodologiques à la page suivante).

Parmi les personnes titulaires d'un grade universitaire, celles qui détiennent un grade supérieur retiennent l'attention. Parmi les personnes diplômées en STIM, on distingue celles qui détiennent un grade universitaire de celles qui ont obtenu un autre type de diplôme postsecondaire. La population ayant une expérience de travail récente¹ dans chacun de ces deux groupes est répartie selon le type de profession exercée ou récemment exercée². Les trois types de professions retenus sont les professions en STIM, les professions liées aux STIM et les professions autres qu'en STIM (voir les notes méthodologiques).

En raison de l'usage établi et pour des fins de comparaison statistique, on s'intéresse ici aux personnes âgées de 25 à 64 ans.

1. Il s'agit de la population ayant occupé un emploi à un moment quelconque entre janvier 2020 et mai 2021. Voir www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/dict/az/Definition-fra.cfm?ID=pop225.

2. Dans le contexte du recensement, les activités professionnelles déclarées sont celles relatives à l'emploi que la personne exerçait ou à l'entreprise qu'elle exploitait au cours de la semaine précédant le recensement. Si la personne ne travaillait pas, il s'agit de celles relatives à l'emploi qu'elle avait occupé le plus longtemps après le 1^{er} janvier de l'année précédant le recensement. Si la personne occupait plus d'un emploi, il s'agit de celles relatives à l'emploi pour lequel elle travaillait le plus grand nombre d'heures.

Notes méthodologiques

Données réparties selon le genre

Les données du Recensement de 2021 ont été diffusées selon le genre des personnes plutôt que selon le sexe. Dans ses tableaux, Statistique Canada utilise les catégories « Hommes + » et « Femmes + » pour indiquer que les personnes non binaires, soit celles qui ne s'identifient pas exclusivement comme un homme ou une femme, ont été réparties entre les hommes et les femmes.

Dans les tableaux du présent chapitre, nous conservons les catégories « Hommes + » et « Femmes + ». Dans le texte, toutefois, nous utilisons les appellations « hommes » et « femmes », qui désignent désormais des personnes non binaires également.

Classification des professions au regard des disciplines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM)

Dans ce chapitre, nous utilisons des données réparties selon la variante de la Classification nationale des professions (CNP) 2021 version 1.0 pour la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM)¹. Cette variante de la CNP établit trois catégories :

- Les professions en STIM, qui « désignent celles qui génèrent des progrès et créent des innovations grâce à l'application de connaissances et de compétences dans un ou plusieurs domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) en tant que fonction centrale de la profession. »
- Les professions liées aux STIM, qui « désignent celles qui requièrent l'application de connaissances et de compétences dans un ou plusieurs domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) pour exécuter des fonctions essentielles liées à la profession. »
- Les professions autres qu'en STIM.

1. www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=1369127.

9.1 Titulaires d'un grade universitaire

Vue d'ensemble

En 2021, selon le recensement de la population, on dénombrait au Québec 1 307 225 titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans, soit 17,1 % de plus qu'en 2016. Sept sur dix de ces personnes résidaient dans les régions de Montréal et de Laval réunies (43,8 %), en Montérégie (17,0 %) et dans la Capitale-Nationale (9,8 %) ([tableau 9.1.1](#)).

En 2021, selon la région, les titulaires d'un grade universitaire représentaient entre 9,6 % et 45,5 % de la population âgée de 25 à 64 ans

À l'échelle du Québec, les personnes titulaires d'un grade universitaire représentaient 29,5 % de la population âgée de 25 à 64 ans. Toutefois, leur présence dans ce groupe d'âge variait grandement d'une région à l'autre. Elles y représentaient une part plus forte dans les régions de Montréal (45,5 %), de la Capitale-Nationale (32,7 %), de Laval (32,2 %) et de l'Outaouais (30,6 %), mais une part bien moindre dans celles du Nord-du-Québec (9,6 %), de la Côte-Nord (14,0 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (15,0 %), du Centre-du-Québec (15,9 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (16,2 %) et de Lanaudière (17,0 %).

Dans l'ensemble, les femmes représentaient 56,1 % des titulaires d'un grade universitaire³, et elles étaient majoritaires dans toutes les régions administratives. Leur présence parmi les titulaires d'un grade universitaire était plus marquée dans la plupart des régions

que dans l'ensemble du Québec, étant donné la concentration des hommes détenteurs d'un grade universitaire dans les régions de Montréal, de Laval et de la Capitale-Nationale réunies (au Québec, 56,9 % des hommes titulaires d'un grade universitaire y habitaient)⁴. Ainsi, en 2021, la présence des femmes parmi les titulaires d'un grade universitaire atteignait ou dépassait les 60,0 % dans neuf régions : le Bas-Saint-Laurent, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, les Laurentides et le Centre-du-Québec.

Dans huit régions, la proportion de titulaires d'un grade universitaire chez les femmes excédait celle chez les hommes de 8,0 points de pourcentage ou plus

Dans la population québécoise âgée de 25 à 64 ans, on trouvait en 2021 une plus grande proportion de titulaires d'un grade universitaire parmi les femmes (33,0 %) que parmi les hommes (26,0 %). On constate ainsi un écart de scolarisation universitaire⁵ entre les genres de 7,0 points de pourcentage, en hausse de 2,0 points par rapport à 2016. Cet écart varie grandement d'une région à l'autre : il dépassait les 8,0 points dans huit d'entre elles, soit les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (9,2 points), du Bas-Saint-Laurent (8,9 points), de Chaudière-Appalaches (8,6 points), des Laurentides (8,6 points), de la Côte-Nord (8,5 points), de l'Estrie (8,2 points), du Centre-du-Québec (8,2 points) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (8,1 points).

3. Rappelons qu'à moins d'indication contraire, on doit comprendre qu'il s'agit de personnes âgées de 25 à 64 ans.

4. Dont 41,2 % dans la seule région de Montréal.

5. Part des titulaires d'un grade universitaire dans la population de genre féminin moins la part de ceux dans la population de genre masculin.

Les titulaires d'un grade universitaire supérieur

En 2021, on comptait au Québec 385 005 personnes âgées de 25 à 64 ans dont le plus haut grade universitaire obtenu était une maîtrise (335 505) ou un doctorat (49 500) ([tableau 9.1.2](#)). Leur nombre a crû de 24,5 % depuis 2016.

Une personne titulaire d'un grade supérieur sur deux habitait les régions de Montréal et de Laval réunies

Au Québec, les trois quarts des titulaires d'un grade universitaire supérieur vivaient dans les régions de Montréal et de Laval réunies (49,7 %), en Montérégie (14,7 %) et dans la Capitale-Nationale (10,8 %).

Les femmes étaient majoritaires parmi les personnes dont le plus haut grade obtenu était une maîtrise, tant au Québec (54,1 %) que dans chacune des régions administratives (plus de 60 % dans six d'entre elles). Elles étaient toutefois minoritaires parmi les personnes détentrices d'un doctorat au Québec (46,4 %) et dans l'ensemble des régions, excepté celles de Lanaudière (54,7 %), de la Mauricie (53,2 %), du Centre-du-Québec (52,5 %) et de la Côte-Nord (52,0 %).⁶

6. Dans les régions du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la part des femmes parmi les titulaires d'un doctorat est trop peu fiable pour être diffusée.

Tableau 9.1.1
Titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans, selon le genre, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Les deux genres			Hommes+			Femmes+		
	n	Répartition	Part des 25-64 ans	n	Répartition	Part des 25-64 ans	n	Répartition	Part des 25-64 ans
		%			%			%	
Bas-Saint-Laurent	17 815	1,4	18,5	6 675	1,2	14,0	11 135	1,5	22,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	25 245	1,9	18,4	10 125	1,8	14,5	15 120	2,1	22,3
Capitale-Nationale	128 165	9,8	32,7	56 765	9,9	28,9	71 405	9,7	36,6
Mauricie	26 110	2,0	19,5	10 540	1,8	15,7	15 565	2,1	23,2
Estrie	41 735	3,2	25,1	17 530	3,1	21,0	24 205	3,3	29,2
Montréal	498 815	38,2	45,5	236 155	41,2	43,1	262 665	35,8	47,8
Outaouais	66 710	5,1	30,6	28 835	5,0	27,0	37 870	5,2	34,1
Abitibi-Témiscamingue	12 270	0,9	16,2	4 520	0,8	11,7	7 750	1,1	20,9
Côte-Nord	6 425	0,5	14,0	2 270	0,4	9,8	4 155	0,6	18,3
Nord-du-Québec	2 100	0,2	9,6	780	0,1	7,2	1 320	0,2	12,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6 690	0,5	15,0	2 380	0,4	10,9	4 310	0,6	19,0
Chaudière-Appalaches	43 420	3,3	20,0	17 370	3,0	15,8	26 055	3,6	24,4
Laval	73 755	5,6	32,2	32 980	5,7	29,5	40 775	5,6	34,9
Lanaudière	46 740	3,6	17,0	17 825	3,1	13,1	28 915	3,9	20,8
Laurentides	69 775	5,3	20,9	27 330	4,8	16,5	42 450	5,8	25,1
Montérégie	221 705	17,0	26,8	94 230	16,4	23,0	127 480	17,4	30,5
Centre-du-Québec	19 750	1,5	15,9	7 510	1,3	11,9	12 240	1,7	20,1
Ensemble du Québec	1 307 225	100,0	29,5	573 830	100,0	26,0	733 395	100,0	33,0

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Notes : Les données du Recensement de 2021 ont été diffusées selon le genre des personnes plutôt que selon le sexe. Les catégories « Hommes+ » et « Femmes+ » indiquent que les personnes non binaires, soit celles qui ne s'identifient pas exclusivement comme un homme ou une femme, ont été réparties entre les hommes et les femmes. En raison des arrondissements, le total n'égal pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population 2021*, compilation spéciale. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.1.2
Titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans selon le plus haut grade obtenu, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Baccalauréat ²			Maîtrise ³			Doctorat		
	n	Répartition	Part des femmes+	n	Répartition	Part des femmes+	n	Répartition	Part des femmes+
		%			%			%	
Bas-Saint-Laurent	13 380	1,5	63,9	3 765	1,1	61,0	665	1,3	43,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19 400	2,1	60,9	5 160	1,5	58,3	685	1,4	43,8
Capitale-Nationale	86 450	9,4	56,6	35 550	10,6	55,3	6 165	12,5	45,7
Mauricie	19 400	2,1	60,5	5 840	1,7	57,5	865	1,7	53,2
Estrie	27 785	3,0	59,4	11 440	3,4	58,3	2 510	5,1	41,6
Montréal	325 030	35,2	53,6	150 050	44,7	51,7	23 735	47,9	46,1
Outaouais	45 955	5,0	58,8	18 345	5,5	53,0	2 410	4,9	46,1
Abitibi-Témiscamingue	9 740	1,1	65,8	2 190	0,7	53,9	345	0,7	46,4
Côte-Nord	5 240	0,6	65,0	1 060	0,3	64,2	125	0,3	52,0
Nord-du-Québec	1 625	0,2	62,5	410	0,1	65,9	65*	0,1	F
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5 300	0,6	65,1	1 250	0,4	61,2	140*	0,3	F
Chaudière-Appalaches	33 835	3,7	60,5	8 535	2,5	59,2	1 055	2,1	48,8
Laval	56 100	6,1	56,4	15 655	4,7	52,8	1 995	4,0	43,1
Lanaudière	37 660	4,1	62,3	8 185	2,4	60,5	895	1,8	54,7
Laurentides	54 635	5,9	61,9	13 710	4,1	58,3	1 430	2,9	45,8
Montréal	165 070	17,9	58,7	50 530	15,1	54,7	6 110	12,3	49,0
Centre-du-Québec	15 610	1,7	62,2	3 835	1,1	61,9	305	0,6	52,5
Ensemble du Québec	922 220	100,0	57,4	335 505	100,0	54,1	49 500	100,0	46,4

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Comprend le baccalauréat et le certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat.
3. Comprend la maîtrise et le grade en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie.

Notes : Les données du Recensement de 2021 ont été diffusées selon le genre des personnes plutôt que selon le sexe. Les catégories « Hommes+ » et « Femmes+ » indiquent que les personnes non binaires, soit celles qui ne s'identifient pas exclusivement comme un homme ou une femme, ont été réparties entre les hommes et les femmes. En raison des arrondissements, le total n'égal pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population 2021*, compilation spéciale. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

9.2 Personnes diplômées en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM)

Vue d'ensemble

En 2021, dans l'ensemble du Québec, 571 905 personnes âgées de 25 à 64 ans avaient obtenu leur plus haut titre scolaire en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM) (tableau 9.2.1). Elles représentaient 18,1 % des personnes détentrices d'un diplôme d'études postsecondaires dans le groupe des 25-64 ans. Dans l'ensemble du Québec, ces personnes formées en STIM⁷ étaient proportionnellement plus nombreuses parmi les titulaires d'un grade universitaire (24,6 %) que parmi les titulaires d'un autre type de diplôme postsecondaire⁸ (13,5 %).

Dans toutes les régions, la part des personnes formées en STIM était plus élevée chez les titulaires d'un grade universitaire que chez les personnes détentrices d'un autre type de diplôme postsecondaire

En 2021, la part des personnes formées en STIM variait d'une région administrative à l'autre. Chez les titulaires d'un grade universitaire, elle variait de 15,7 % (Nord-du-Québec) à 28,5 % dans la région de Laval (28,0 % dans celle de Montréal). Chez les titulaires d'un autre type de diplôme postsecondaire, la proportion variait plutôt de 8,0 % (Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) à 15-16 % (Capitale-Nationale, Montréal, Abitibi-Témiscamingue et Laval). Dans toutes les régions administratives comme dans l'ensemble du Québec, les personnes formées en STIM étaient proportionnellement plus nombreuses parmi les titulaires d'un grade universitaire que parmi les titulaires d'un autre type de diplôme postsecondaire.

Un peu plus des deux tiers des personnes formées en STIM (67,9 %) habitaient les régions de Montréal et de Laval réunies (39,7 %), en Montérégie (18,1 %) et dans

la Capitale-Nationale (10,1 %). Cependant, la répartition dans le territoire n'était pas la même dans le cas des titulaires d'un grade universitaire que dans le cas des titulaires d'autres diplômes. Ainsi, la moitié des personnes titulaires d'un grade universitaire formées en STIM (49,9 %) habitaient les régions de Montréal et de Laval réunies, tandis que c'était le cas pour un peu plus du quart (26,7 %) de celles qui détenaient un autre type de diplôme postsecondaire.

Les femmes étaient minoritaires parmi les personnes formées en STIM dans toutes les régions

Les femmes étaient minoritaires parmi les personnes formées en STIM dans l'ensemble du Québec (27,8 %) et dans toutes les régions administratives. Elles étaient toutefois plus nombreuses, en proportion, parmi celles qui détenaient un grade universitaire (32,6 %) que parmi celles qui détenaient un autre type de diplôme postsecondaire (21,5 %), une situation qui s'observait aussi dans toutes les régions.

Les professions exercées ou récemment exercées par les personnes diplômées en STIM ayant une expérience de travail récente

Dans l'ensemble du Québec, en 2021, près de la moitié des personnes formées en STIM et qui avait une expérience de travail récente exerçait (ou avait récemment exercé)⁹ une profession en STIM (36,2 %) ou une profession liée aux STIM (11,3 %), tandis que 52,4 % exerçaient plutôt une profession autre qu'en STIM. Cependant, les proportions variaient grandement selon le type de diplôme postsecondaire obtenu.

7. Nous entendons par là qu'elles avaient obtenu leur plus haut titre scolaire en STIM.

8. Il peut s'agir d'un certificat ou d'un diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers ; d'un certificat ou d'un diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire ; d'un certificat ou d'un diplôme universitaire de niveau inférieur au baccalauréat.

9. Nous le sous-entendons dans la suite du chapitre.

Dans l'ensemble du Québec et peu importe la région administrative, les personnes titulaires d'un grade universitaire étaient proportionnellement plus nombreuses que celles qui détenaient un autre type de diplôme postsecondaire à exercer une profession en STIM. À l'échelle du Québec, c'était le cas de 43,4 % d'entre elles, mais de 26,7 % de celles qui détenaient un autre type de diplôme postsecondaire (figure 9.2.1). Comme la proportion des personnes diplômées qui exerçaient une profession liée aux STIM était sensiblement la même quel que soit le diplôme qu'elles avaient obtenu, la proportion des personnes diplômées en STIM qui exerçaient une profession autre qu'en STIM était nettement moindre chez les titulaires d'un grade universitaire (45,6 %) que chez les personnes détentrices d'un autre type de diplôme (61,4 %).

Peu importe la région, une majorité des personnes titulaires d'un grade universitaire formées en STIM exerçait ou avait exercé récemment une profession en STIM ou liée aux STIM

Dans toutes les régions administratives, parmi les personnes formées en STIM, une majorité des titulaires d'un grade universitaire exerçait une profession en STIM ou liée aux STIM, tandis que c'était le cas d'une minorité de titulaires d'un autre type de diplôme postsecondaire. Chez les titulaires d'un grade universitaire, la proportion variait de 51-52 % (Montréal, Estrie et Outaouais) à 63,7 % (Abitibi-Témiscamingue). Chez les titulaires d'un autre type de diplôme postsecondaire, elle variait plutôt de 32-33 % (Mauricie, Abitibi-Témiscamingue et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) à 47,7 % (Capitale-Nationale) – soulignons qu'à ce chapitre, la région du Nord-du-Québec se classait tout à fait à part (20,8 %).

Informations statistiques complémentaires

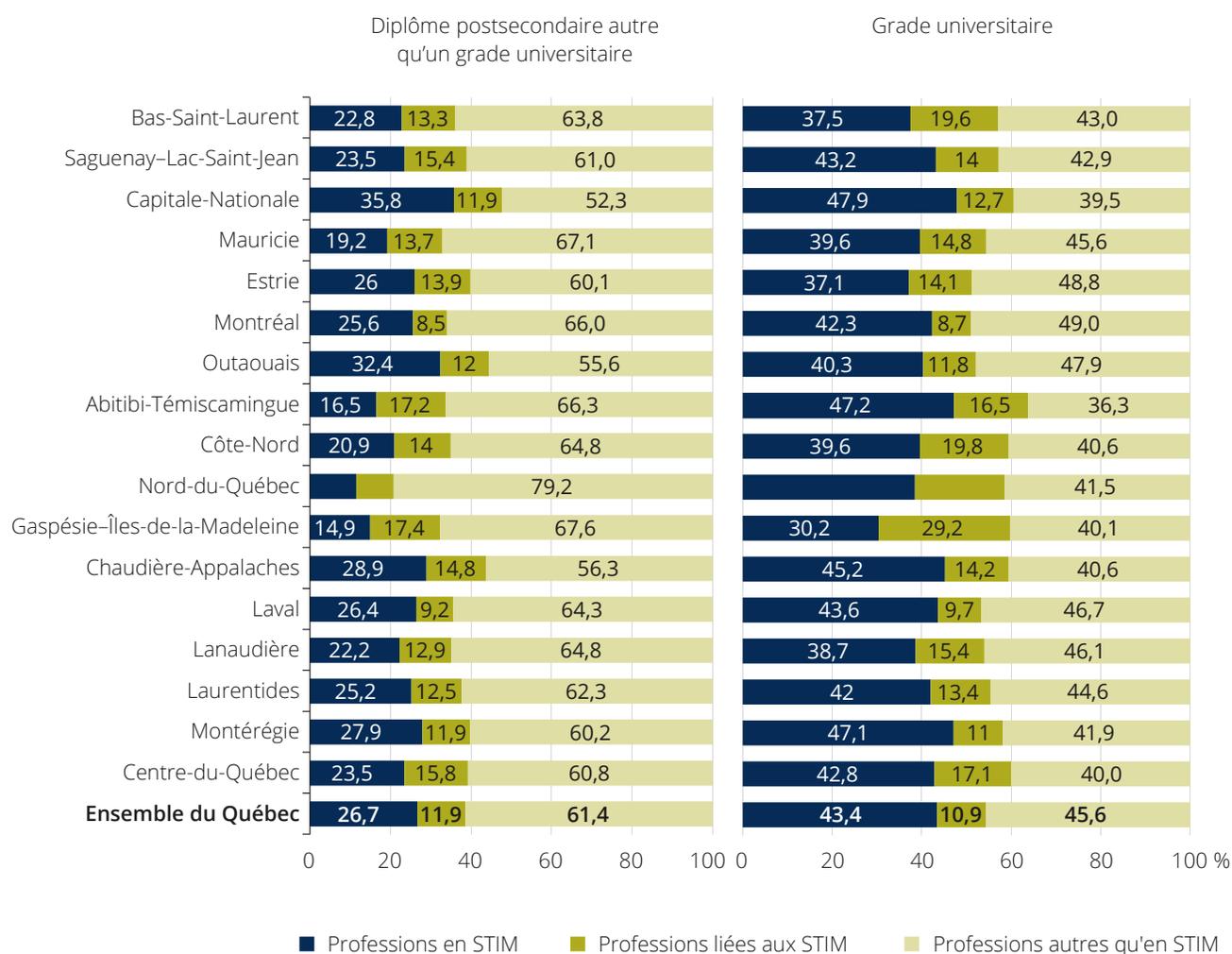
STATISTIQUE CANADA (2023). *Guide de référence sur la scolarité : Recensement de la population, 2021*, produit n° 98-500-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 14 p. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/98-500/013/98-500-x2021013-fra.pdf].

STATISTIQUE CANADA (2023). *Guide de référence sur le travail : Recensement de la population, 2021*, produit n° 98-500-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 19 p. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/98-500/012/98-500-x2021012-fra.pdf].

LESSARD, Christine (2023). « Les titulaires d'un grade universitaire au Québec : portrait sommaire tiré du Recensement de 2021 », *Science, technologie et innovation*, [En ligne], n° 14, mai, Institut de la statistique du Québec, p. 1-14. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/titulaires-grade-universitaire-quebec-2021.pdf].

Figure 9.2.1

Répartition des titulaires d'un diplôme postsecondaire en STIM¹ et ayant une expérience de travail récente², selon le type de diplôme obtenu et le type de profession exercée³, régions administratives⁴ et ensemble du Québec, 2021



- Personnes ayant obtenu leur plus haut titre scolaire dans un domaine lié à la science, à la technologie, à l'ingénierie ou aux mathématiques (STIM).
- Personnes ayant occupé un emploi à un moment quelconque entre janvier 2020 et mai 2021.
- La profession exercée est celle associée à l'emploi que la personne occupait ou à l'entreprise qu'elle exploitait au cours de la semaine précédant le recensement. Si la personne ne travaillait pas, il s'agit de celle associée à l'emploi qu'elle avait occupé le plus longtemps après le 1^{er} janvier de l'année précédant le recensement. Si la personne occupait plus d'un emploi, il s'agit de celle associée à l'emploi pour lequel elle travaillait le plus grand nombre d'heures. Les professions sont classées selon la variante de la Classification nationale des professions (CNP) 2021 version 1.0 pour la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM).
- Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Notes : Dans le Nord-du-Québec, des proportions sont masquées afin qu'on ne puisse pas déduire une autre proportion considérée comme trop peu fiable pour être diffusée (proportion dont le numérateur est une estimation assortie d'un coefficient de variation entre 15 % et 25 %).

En raison des arrondissements, le total n'égalé pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population 2021*, compilation spéciale. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.2.1

 Titulaires d'un diplôme postsecondaire âgés de 25 à 64 ans ayant obtenu leur plus haut titre scolaire en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM)¹, régions administratives² et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Peu importe le diplôme					Diplôme autre qu'un grade universitaire					Grade universitaire				
	Tous les domaines d'études		Domaine d'études en STIM			Tous les domaines d'études		Domaine d'études en STIM			Tous les domaines d'études		Domaine d'études en STIM		
	n	n	Part dans l'ensemble du Québec	Part dans la région	Part des femmes+	n	n	Part dans l'ensemble du Québec	Part dans la région	Part des femmes+	n	n	Part dans l'ensemble du Québec	Part dans la région	Part des femmes+
Bas-Saint-Laurent	66 635	8 460	1,5	12,7	25,2	48 820	5 190	2,1	10,6	19,6	17 815	3 265	1,0	18,3	34,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	100 675	14 775	2,6	14,7	21,5	75 430	9 865	3,9	13,1	18,8	25 245	4 915	1,5	19,5	26,9
Capitale-Nationale	303 470	57 545	10,1	19,0	27,6	175 300	26 430	10,6	15,1	21,8	128 165	31 115	9,7	24,3	32,5
Mauricie	91 015	13 305	2,3	14,6	23,6	64 905	8 240	3,3	12,7	19,3	26 110	5 065	1,6	19,4	30,5
Estrie	115 920	18 845	3,3	16,3	26,9	74 185	9 140	3,7	12,3	22,6	41 735	9 700	3,0	23,2	31,0
Montréal	831 975	192 935	33,7	23,2	30,2	333 160	53 220	21,3	16,0	22,3	498 815	139 715	43,4	28,0	33,2
Outaouais	148 445	24 505	4,3	16,5	27,1	81 735	12 070	4,8	14,8	19,8	66 710	12 440	3,9	18,6	34,1
Abitibi-Témiscamingue	48 380	8 040	1,4	16,6	19,5	36 110	5 570	2,2	15,4	16,2	12 270	2 465	0,8	20,1	27,0
Côte-Nord	28 765	3 575	0,6	12,4	25,3	22 345	2 475	1,0	11,1	20,4	6 425	1 100	0,3	17,1	36,4
Nord-du-Québec	10 160	1 370	0,2	13,5	21,9	8 060	1 035	0,4	12,8	16,9	2 100	330	0,1	15,7	37,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	27 710	2 765	0,5	10,0	28,9	21 020	1 675	0,7	8,0	23,3	6 690	1 090	0,3	16,3	37,6
Chaudière-Appalaches	154 225	22 210	3,9	14,4	26,3	110 800	13 370	5,3	12,1	23,4	43 420	8 840	2,7	20,4	30,7
Laval	163 805	34 520	6,0	21,1	28,5	90 045	13 475	5,4	15,0	21,0	73 755	21 040	6,5	28,5	33,3
Lanaudière	180 130	22 840	4,0	12,7	24,7	133 395	14 780	5,9	11,1	21,0	46 740	8 060	2,5	17,2	31,5
Laurentides	227 320	32 570	5,7	14,3	26,1	157 545	18 370	7,3	11,7	21,9	69 775	14 205	4,4	20,4	31,4
Montérégie	576 705	103 255	18,1	17,9	27,6	354 995	48 260	19,3	13,6	22,1	221 705	54 990	17,1	24,8	32,5
Centre-du-Québec	81 180	10 410	1,8	12,8	23,9	61 435	6 880	2,8	11,2	21,0	19 750	3 530	1,1	17,9	29,7
Ensemble du Québec	3 156 510	571 905	100,0	18,1	27,8	1 849 290	250 030	100,0	13,5	21,5	1 307 225	321 870	100,0	24,6	32,6

1. Selon la variante de la Classification des programmes d'enseignement (CPE) Canada 2021 version 1.0 pour les regroupements Science, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) et Santé, arts, commerce, sciences humaines, éducation et sciences sociales (SACHES).
2. Le découpage géographique des régions administratives ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Notes : Les données du Recensement de 2021 ont été diffusées selon le genre des personnes plutôt que selon le sexe. Les catégories « Hommes+ » et « Femmes+ » indiquent que les personnes non binaires, soit celles qui ne s'identifient pas exclusivement comme un homme ou une femme, ont été réparties entre les hommes et les femmes. En raison des arrondissements, le total n'égalé pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population 2021*, compilation spéciale. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



Chapitre 10

Culture

Ahmed Daouda Sarr, avec la collaboration de Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En mars 2020, les mesures sanitaires mises en place pour lutter contre la pandémie ont fait radicalement chuter la fréquentation des lieux culturels comme les cinémas, les institutions muséales et les établissements proposant des spectacles vivants. Ce n'est qu'à l'automne 2021 que s'est amorcé un retour progressif de la fréquentation des lieux culturels. Ce retour s'est poursuivi en 2022, année où les mesures sanitaires dans les lieux culturels ont graduellement pris fin. Malgré les répercussions négatives de la crise de la COVID-19 sur le secteur de la culture, certaines retombées positives ont été constatées. En effet, la crise aurait favorisé, à partir de la fin 2021, la prise d'initiatives¹ ayant permis aux acteurs culturels de plusieurs régions administratives de maintenir le contact avec leurs publics par l'entremise d'outils et de plateformes numériques. Le tourisme intérieur, vraisemblablement plus actif à cette période, peut aussi avoir contribué à la vitalité du secteur culturel en dehors des grands centres urbains et joué un rôle dans la participation aux activités culturelles sur ces territoires, en particulier pendant la période estivale.

Ce chapitre du *Panorama des régions du Québec* présente des informations statistiques permettant de mieux connaître l'évolution de la fréquentation des spectacles en arts de la scène, des musées et des cinémas dans les régions administratives de 2019 à 2022. En ce qui concerne les spectacles, il se concentre sur les années 2019, 2020 et 2021 : l'année 2019 servira de point de référence pour faire la comparaison avec les

deux années atypiques suivantes. Les résultats d'exploitation des cinémas et les statistiques sur les institutions muséales sont maintenant disponibles pour l'année 2022 et sont présentés dans le chapitre.

Portrait global

Les résultats présentés dans ce chapitre font état d'une hausse importante de la fréquentation des cinémas et des institutions muséales en 2021 et en 2022. En raison de la pandémie, les variations dans les résultats observées en 2020, 2021 et 2022 sont du jamais vu depuis que des données à ce sujet sont compilées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Selon les années, la variation de la fréquentation des salles de spectacles, des institutions muséales ou des salles de cinéma se situe habituellement entre - 10 % et + 10 % pour l'ensemble du Québec (il y a quand même eu des années exceptionnelles, comme 2019, où l'assistance pour les arts de la scène avait connu une hausse de 13 %). Pour une année typique, si l'on étudie chacune des régions séparément plutôt que le Québec dans son ensemble, on peut parfois constater de plus fortes variations en raison de situations particulières propres à chacune d'elles. Or, entre 2020 et 2022, les fermetures et les réouvertures des établissements dans l'ensemble du Québec sont des facteurs qui expliquent davantage les variations dans la fréquentation que les facteurs propres à chaque région.

1. Voir à ce sujet un bulletin présentant les résultats d'une enquête menée par l'OCCQ sur le secteur des arts de la scène : CHAMPAGNE, Lysandre (2023). « Les effets de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises et les organismes du secteur des arts de la scène au Québec », *Optique culture*, [En ligne], no 88, mai, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, p. 1-42 [statistique.quebec.ca/fr/fichier/effets-pandemie-arts-scene-quebec.pdf].

Note méthodologique

L'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) mène des enquêtes pour le compte des sous-secteurs de la culture et des médias, dont l'objectif est de mesurer l'offre et la demande culturelles dans les régions administratives du Québec et dans l'ensemble de la province. Dans ce chapitre, les données présentées sont issues de trois enquêtes annuelles récurrentes que l'OCCQ mène :

- *l'Enquête sur la fréquentation des spectacles*, qui porte sur les représentations payantes dans les établissements consacrés aux arts de la scène ;
- *l'Enquête sur les projections cinématographiques*, qui se rapporte à la fréquentation des cinémas et des ciné-parcs ;
- *l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*, qui concerne les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Ces trois enquêtes sont des recensements et non des enquêtes par échantillonnage, c'est-à-dire que tous les établissements constituant l'univers d'enquête sont sollicités. Les statistiques diffusées par l'OCCQ sont produites à partir des données fournies par les établissements ayant répondu au questionnaire d'enquête.

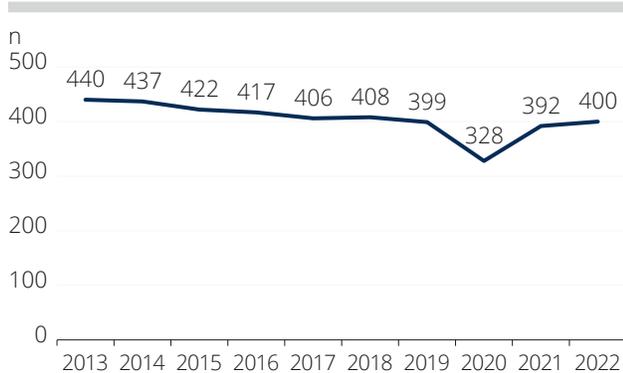
Aux fins de l'analyse, les 17 régions administratives ont été regroupées en quatre blocs régionaux en fonction de leur emplacement géographique par rapport aux grandes villes que sont Montréal et Québec. Ainsi, nous avons : 1) les régions centrales (Capitale-Nationale et région administrative de Montréal), 2) les régions dites « périphériques », qui sont situées en périphérie des régions centrales (Chaudière-Appalaches, Laval et Laurentides, Lanaudière, Montérégie), 3) les régions intermédiaires (Mauricie, Estrie, Outaouais et Centre-du-Québec) et 4) les régions éloignées (Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine). À noter qu'en raison de changements apportés au découpage territorial en juillet 2021, une partie de la Montérégie fait désormais partie de l'Estrie, ce qui limite les comparaisons avec les données antérieures. C'est pourquoi même si les résultats de 2022 sur la fréquentation des musées et des cinémas sont présentés à titre informatif pour ces deux régions, ils ne sont pas pris en compte dans l'analyse. Les changements dans le découpage viennent aussi teinter les résultats de 2022 sur la fréquentation dans les régions intermédiaires et périphériques, ce dont il faudra tenir compte dans l'interprétation des données.

La fréquentation des institutions muséales

Aux fins de l'analyse sur la fréquentation des institutions muséales dans les régions administratives, le nombre de musées considérés comme « actifs » correspond au nombre d'institutions muséales qui ont répondu au questionnaire de *l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*. Ce nombre était inférieur à celui de 2019 durant les deux années fortement marquées par la crise sanitaire (2020 et 2021) : il est passé de 399 musées en 2019 à 328 en 2020, avant de remonter à 392 en 2021. En 2022, il est revenu au niveau de 2019 en s'établissant à 400.

Figure 10.1

Institutions muséales en activité, ensemble du Québec, 2013 à 2022



Note : Le total annuel comprend toutes les institutions muséales (musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition) qui ont répondu au moins une fois au questionnaire de *l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales* au cours des quatre trimestres de l'année considérée.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*.

La plupart des grands musées du Québec sont situés dans les régions centrales. Le nombre d'institutions en activité dans ces régions est reparti à la hausse entre 2021 et 2022 (+ 5 %) et a ainsi atteint 121, soit un résultat légèrement inférieur à ce que l'on observait en 2019 (124). Les régions administratives de Lanaudière et du Saguenay–Lac-Saint-Jean se démarquent des autres

régions : en 2022, elles ont enregistré une hausse encourageante du nombre de musées actifs par rapport à l'année précédente. Cette hausse a été de 13 % pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean (deux établissements de plus) et de 9 % pour Lanaudière (un établissement supplémentaire).

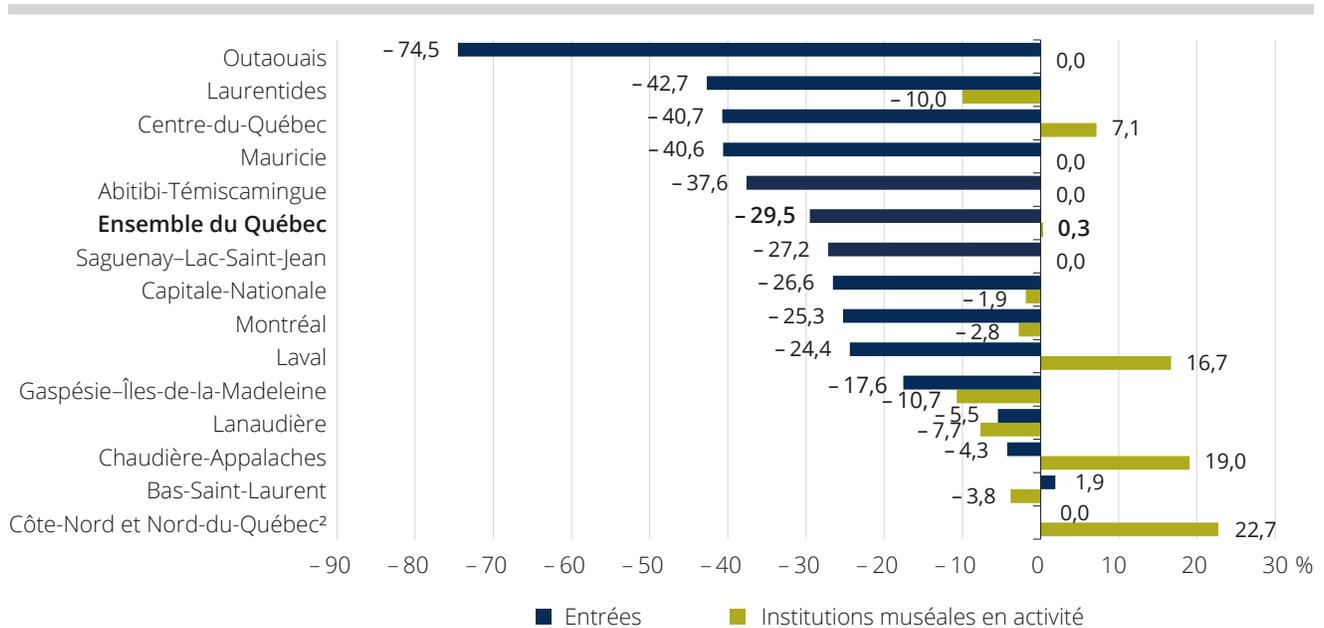
Malgré des résultats statistiques encourageants dans l'ensemble du Québec après les années difficiles que furent 2020 et 2021, le nombre d'établissements en activité en 2022 est demeuré en baisse par rapport à celui de 2019 dans certaines régions, comme la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 11 %) et les Laurentides (– 10 %).

Les résultats de *l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales* de l'année 2022 montrent une hausse importante de la fréquentation en lien avec la réouverture des musées au grand public. Entre 2021 et 2022, cette hausse a été de 57 % dans l'ensemble du Québec ([tableau 10.1](#)). Dans les régions centrales, elle a été nettement supérieure, soit de 90 %. On remarque également que l'augmentation de la fréquentation en 2022 a été plus forte en Outaouais (+ 149 %) et dans la région de Montréal (+ 105 %). En revanche, elle a été sensiblement plus faible en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 10 %), en Abitibi-Témiscamingue (+ 11 %), au Bas-Saint-Laurent (+ 12 %) et au Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 13 %). Même si la fréquentation a progressé en 2022 dans l'ensemble du Québec, il faut noter que le nombre d'entrées entre 2019 (15,1 millions) et 2022 (10,6 millions) a diminué de 30 %. Cependant, certaines régions se distinguent, comme le Bas-Saint-Laurent, où la fréquentation a augmenté de 2 % entre ces deux années. En contrepartie, elle a nettement baissé en Outaouais (– 75 %) et dans les Laurentides (– 43 %).

En 2022, le nombre d'institutions muséales actives était presque égal à celui en 2019. On peut donc affirmer que l'offre culturelle proposée par les musées est de retour. Toutefois, il existe encore un retard important sur le plan de la fréquentation des institutions muséales. En effet, même s'il n'y a plus de mesures sanitaires qui s'appliquent à ces dernières, on peine à revenir aux niveaux de 2019.

Figure 10.2

Taux de variation du nombre d'institutions muséales actives et de la fréquentation des institutions muséales, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019-2022



1. Les régions de l'Estrie et de la Montérégie ont été exclues de la figure puisque le découpage géographique de ces régions a été modifié le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Cette modification entraîne un bris de série rendant impossible la comparaison des données relatives à ces deux régions administratives avant et après 2021.
2. Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*.

La fréquentation des salles de cinéma

Les données statistiques sur l'exploitation des cinémas au Québec montrent que la fréquentation des salles a suivi une tendance à la baisse au fil de la dernière décennie. La pandémie a profondément ralenti l'exploitation cinématographique et a entraîné la fermeture des salles au grand public dans l'ensemble des régions.

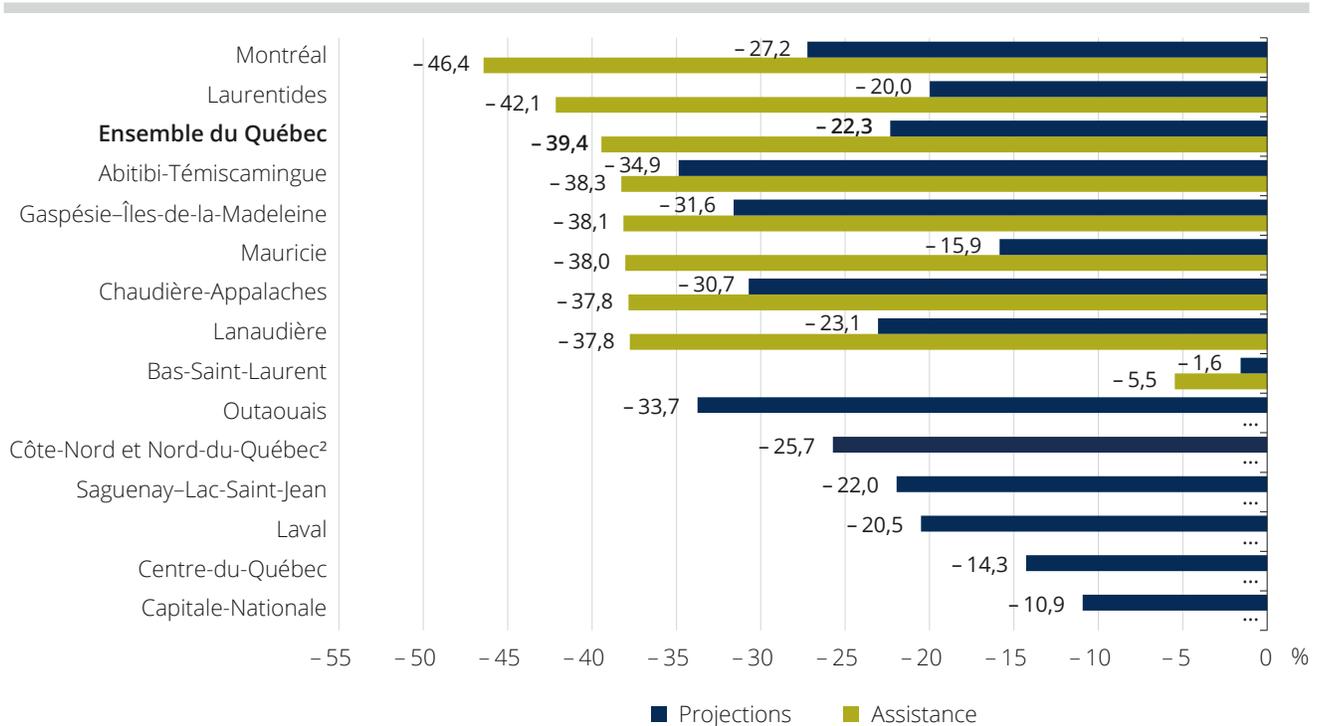
Le nombre de projections en salle durant une période donnée est un bon indicateur de l'offre cinématographique. Sur les 738 000 projections dans les salles en 2022, 209 000 ont eu lieu dans la région administrative de Montréal. Le nombre de projections dans cette région a augmenté de 30 % entre 2021 et 2022, soit une hausse légèrement supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 29 %) (tableau 10.2). La reprise a été plus marquée que dans l'ensemble de la province dans Chaudière-Appalaches (+ 40 %) et en Outaouais

(+ 35 %), mais plus faible en Abitibi-Témiscamingue (+ 7 %) et dans la région regroupant la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (+ 4 %).

Dans l'ensemble du Québec, après avoir atteint près de 1 million en 2019, le nombre de projections en salle a chuté en 2020 pour s'établir à 377 000, soit une baisse de 60 %. Deux ans plus tard, en 2022, le nombre de projections s'est élevé à 738 000, un résultat toujours en deçà de ce que l'on observait en 2019 (- 22 %). En 2022, dans toutes les régions administratives, le nombre de projections est demeuré en baisse par rapport à celui de 2019. La variation entre 2019 et 2022 oscille entre - 2 % (dans le Bas-Saint-Laurent) et - 35 % (en Abitibi-Témiscamingue) (figure 10.3). Malgré la forte hausse du nombre de projections en 2022, il reste encore un écart important par

Figure 10.3

Taux de variation du nombre de projections cinématographiques et de l'assistance dans les cinémas, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019-2022



1. Les régions de l'Estrie et de la Montérégie ont été exclues de la figure puisque le découpage géographique de ces régions a été modifié le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Cette modification entraîne un bris de série rendant impossible la comparaison des données relatives à ces deux régions administratives avant et après 2021.
 2. Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans ces régions.
- Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

rapport à 2019 dans toutes les régions du Québec, qui s'explique en partie par la fermeture des salles de la fin de l'année 2021 jusqu'au début du mois de février 2022.

Si l'Amérique du Nord utilise les recettes de billetterie comme principal indicateur de la demande pour la fréquentation des cinémas, c'est l'assistance qui est principalement utilisée au Québec et en Europe. En effet, cet indicateur permet des comparaisons temporelles et n'est pas tributaire de la hausse du prix des billets attribuable à l'inflation et aux différentes options offertes aux consommateurs (3D, UltraAVX, D-BOX, etc.).

En 2022, trois régions ont connu une hausse de la fréquentation plus forte que l'ensemble du Québec (+ 61 %) : Chaudière-Appalaches (+ 79 %), Lanaudière (+ 74 %) et Montréal (+ 65 %).

Après une chute importante de l'assistance en 2020 (- 77 %), la fréquentation des cinémas a augmenté pour une deuxième année consécutive au Québec (+ 62 % en 2021 et + 61 % en 2022). En nombres absolus, l'assistance a été de 18,7 M en 2019, de 4,3 M en 2020, de 7,0 M en 2021 et de 11,3 M en 2022. Ainsi, l'écart est de 39 % entre 2019 et 2022. Mentionnons que les données pour six régions sont confidentielles. Pour les autres régions, l'écart entre 2019 et 2022 varie entre - 5 % (dans le Bas-Saint-Laurent) et - 46 % (dans la région de Montréal) (figure 10.3). Il est à noter que les résultats de 2022 pour l'ensemble du Québec sont encore loin de ceux enregistrés avant la pandémie, mais la croissance des deux dernières années semble indiquer un retour en salle des cinéphiles.

La fréquentation des spectacles en arts de la scène

L'offre de spectacles est mesurée par le nombre de représentations et de billets disponibles. Dans les années avant la pandémie, cette offre suivait une tendance à la hausse. Elle avait d'ailleurs atteint un sommet en 2019, avec 21 600 représentations et 11,5 M de billets disponibles. En 2020, la fermeture des salles durant plusieurs semaines et leur capacité d'accueil restreinte pour favoriser la distanciation sociale lorsqu'elles étaient ouvertes ont conduit à une baisse sans précédent de l'offre au Québec. Dans l'ensemble de la province, il y a eu moins de 5 000 représentations en 2020 ([tableau 10.3](#)). En 2021, cependant, une reprise s'est amorcée : le nombre de représentations a augmenté de 130 % et le nombre de billets disponibles, de 55 %.

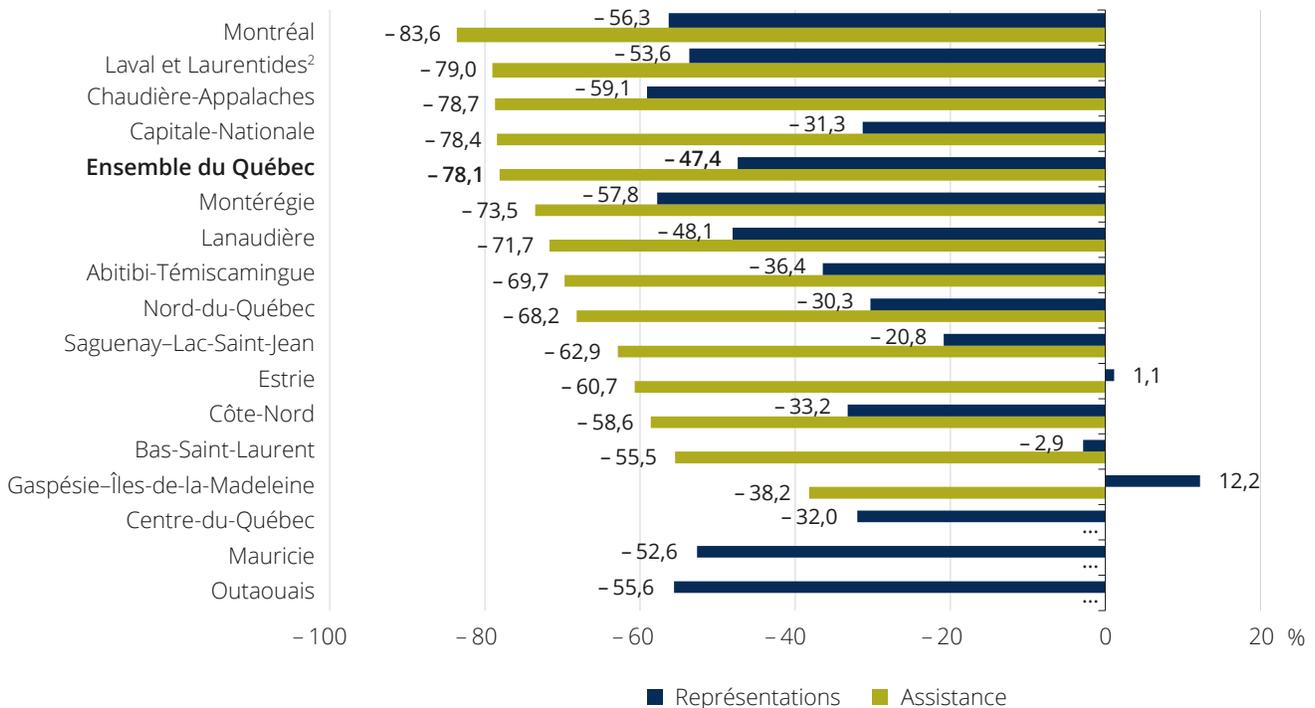
Cette hausse du nombre de billets disponibles a été observée dans toutes les régions en 2021 : le taux de croissance a oscillé entre + 406 % (en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) et + 22 % (à Montréal). La croissance a été plus importante dans les régions éloignées (+ 142 %) et intermédiaires (+ 121 %) que dans les régions centrales (+ 26 %) et périphériques (+ 56 %). La hausse plus forte dans certaines régions s'expliquerait d'une part par le fait que les mesures sanitaires n'y ont pas été appliquées aussi longtemps qu'ailleurs au Québec. D'autre part, dans certaines régions, les diffuseurs semblent avoir été en mesure de proposer une programmation plus substantielle qu'en 2020, sans pour autant être parvenus à revenir à l'offre d'avant la pandémie. L'écart en ce qui a trait à l'offre demeure tout de même important entre

2019 et 2021 : on observe un recul de 47 % pour les représentations et de 75 % pour les billets disponibles. Les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent se démarquent en affichant des reculs respectifs du nombre de billets disponibles de « seulement » 38 % et 37 %.

Cette croissance de l'offre en 2021 s'accompagne d'une hausse de l'assistance aux spectacles et des revenus de billetterie au Québec, qui ont respectivement augmenté de 35 % et de 40 % par rapport à 2020. Malgré cette reprise, les résultats sont très loin de ce que l'on observait en 2019 ([tableau 10.4](#)). En nombres absolus, l'assistance totale est passée de 8,7 M de spectateurs en 2019 à 1,4 M en 2020, puis à 1,9 M en 2021 ; les revenus de billetterie sont quant à eux passés de 337,0 M\$ en 2019 à 44,5 M\$ en 2020, puis à 62,3 M\$ en 2021. Par rapport à 2020, la hausse de l'assistance en salle en 2021 a été de 437 % pour la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de 12 % pour Montréal. Les régions éloignées ont connu une plus forte hausse (+ 107 %) que les régions centrales, où elle a été plutôt modérée (+ 14 %). Comme pour l'offre, malgré la forte hausse entre 2020 et 2021, les résultats de 2021 demeurent inférieurs à ceux de 2019 : l'écart est de - 78 % pour l'assistance et de - 82 % pour les revenus de billetterie. En ce qui concerne l'assistance, à l'échelle régionale, c'est en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine que l'écart entre 2019 et 2021 est le plus faible (- 38 %) et dans la région administrative de Montréal qu'il est le plus élevé (+ 83 %) ([figure 10.4](#)).

Figure 10.4

Taux de variation des représentations et de l'assistance des spectacles en arts de la scène, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019-2021



1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

2. Les régions de Laval et des Laurentides sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans l'une de ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*.

Malgré la reprise de l'offre et de la demande en arts de la scène en 2021, le taux d'occupation² des salles est passé de 77 % à 67 % de 2020 à 2021 dans l'ensemble du Québec. Cette baisse peut s'expliquer par une reprise plus rapide de l'offre que de la demande en 2021; en effet, le nombre de billets disponibles a augmenté de 55 %, tandis que l'assistance n'a crû que de 34 %. Les salles des régions centrales sont celles qui affichent les taux d'occupation les plus élevés. Cette situation s'expliquerait principalement par le fait qu'il

y a un nombre plus élevé de grandes et très grandes salles de spectacles dans ces deux régions centrales. En outre, ces salles ont la capacité de présenter des spectacles d'artistes étrangers ou des spectacles à grand déploiement pour lesquels les taux d'occupation sont très élevés en raison d'un phénomène de rareté. Le taux d'occupation a tendance à diminuer à mesure que l'on s'éloigne des régions centrales que sont Montréal et la Capitale-Nationale.

2. Voir la section [Concepts et définitions](#) à la fin du document.

Conclusion

En somme, les résultats statistiques montrent que globalement, après un déclin important en 2020, l'offre et la demande dans le secteur des arts de la scène, du cinéma et des musées sont en hausse, même si l'écart par rapport à la situation d'avant la pandémie demeure important. Le retour de l'offre est sur la bonne voie, mais il reste du chemin à faire pour retrouver l'ensemble du public, et il

est trop tôt pour savoir combien de temps cela prendra. En outre, on a pu constater que si les établissements culturels de toutes les régions ont récupéré une partie du public perdu après le choc de la pandémie, il semble que ceux de certaines régions sont plus proches d'un retour à la normale que ceux d'autres régions.

Pour en savoir plus

Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec :

statistique.quebec.ca/fr/enquetes/realisees/enquete-sur-la-frequentation-des-spectacles-au-quebec

Publication sur la fréquentation des salles de spectacles :

statistique.quebec.ca/fr/fichier/frequentation-arts-scene-quebec-2021.pdf

Enquête sur les projections cinématographiques :

statistique.quebec.ca/fr/enquetes/realisees/enquete-sur-les-projections-cinematographiques

Publication sur la fréquentation des cinémas :

statistique.quebec.ca/fr/fichier/frequentation-cinemas-2022.pdf

Enquête sur la fréquentation des institutions muséales :

statistique.quebec.ca/fr/enquetes/realisees/enquete-sur-la-frequentation-des-institutions-museales

Publication sur la fréquentation des institutions muséales :

statistique.quebec.ca/fr/fichier/frequentation-institutions-museales-2021.pdf

Tableau 10.1

 Statistiques sur les institutions muséales en activité, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019 à 2022

Région administrative	Institutions muséales en activité						Entrées					
	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2019	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2019
	n				%		k				%	
Régions centrales	124	109	115	121	5,2	-2,4	9 648,5	x	3 767,8	7 177,5	90,5	-25,6
Capitale-Nationale	53	47	50	52	4,0	-1,9	2 550,2	x	1 179,8	1 872,4	58,7	-26,6
Montréal	71	62	65	69	6,2	-2,8	7 098,3	1 267,9	2 588,1	5 305,1	105,0	-25,3
Régions périphériques	90	80	93	86	...	...	2 153,5	934,4	1 505,6	x	...	...
Chaudière-Appalaches	21	19	24	25	4,2	19,0	150,2	x	109,3	143,8	31,5	-4,3
Laval	6	6	7	7	-	16,7	306,5	107,4	156,7	x	...	...
Lanaudière	13	10	11	12	9,1	-7,7	67,5	23,9	47,1	63,8	35,4	-5,5
Laurentides	10	9	10	9	-10,0	-10,0	125,5	21,8	50,6	71,9	42,1	-42,7
Montérégie ¹	40	36	41	33	...	...	1 503,8	x	1 141,9	355,3	...	...
Régions intermédiaires¹	70	56	69	77	...	...	1 939,6	375,4	527,1	1 504,6	...	...
Mauricie	19	15	18	19	5,6	-	341,5	64,7	111,6	202,8	81,8	-40,6
Estrie ¹	26	19	27	32	...	...	247,1	88,1	158,2	860,0	...	...
Outaouais	11	8	10	11	10,0	-	1 062,4	125,4	108,8	270,7	148,7	-74,5
Centre-du-Québec	14	14	14	15	7,1	7,1	288,7	97,2	148,5	171,1	15,3	-40,7
Régions éloignées	115	83	115	116	0,9	0,9	1 312,1	x	973,1	x	...	...
Bas-Saint-Laurent	26	15	25	25	-	-3,8	241,4	101,6	218,7	245,9	12,5	1,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	18	14	16	18	12,5	-	499,7	x	320,7	363,9	13,5	-27,2
Abitibi-Témiscamingue	21	13	21	21	-	-	112,3	26,5	62,9	70,1	11,4	-37,6
Côte-Nord et Nord-du-Québec ²	22	17	27	27	-	22,7	182,0	85,4	164,2	x	...	...
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28	24	26	25	-3,8	-10,7	276,7	153,5	206,6	228,0	10,4	-17,6
Ensemble du Québec	399	328	392	400	2,0	0,3	15 053,8	3 937,7	6 773,6	10 608,1	56,6	-29,5

- Les données présentées dressent deux portraits différents des régions administratives du Québec. Le découpage géographique des régions de la Montérégie et de l'Estrée a été modifié le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrée. Cette modification entraîne un bris de série rendant impossible la comparaison des données relatives à ces deux régions administratives avant et après 2021.
- Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*.

Tableau 10.2

 Résultats d'exploitation des cinémas, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019 à 2022

Région administrative	Projections						Assistance					
	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2019	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2019
	n				%		k				%	
Régions centrales	370 195	140 795	215 699	282 863	31,1	-23,6	7 560,3	1 667,2	x	x	...	...
Capitale-Nationale	82 868	34 369	55 073	73 820	34,0	-10,9	2 000,8	509,3	x	x	...	...
Montréal	287 327	106 426	160 626	209 043	30,1	-27,2	5 559,5	1 157,9	1 808,1	2 978,0	64,7	-46,4
Régions périphériques	368 488	148 849	214 823	276 093	...	...	x	x	x	x	...	...
Chaudière-Appalaches	29 523	12 985	14 656	20 455	39,6	-30,7	508,3	116,4	176,2	316,0	79,3	-37,8
Laval	51 046	20 923	30 628	40 580	32,5	-20,5	x	x	x	x	...	...
Lanaudière	48 140	20 272	28 141	37 042	31,6	-23,1	1 060,3	248,7	379,0	659,9	74,1	-37,8
Laurentides	58 747	24 591	36 431	47 004	29,0	-20,0	1 354,8	359,6	535,3	783,7	46,4	-42,1
Montérégie ¹	181 032	70 078	104 967	131 012	...	...	3 320,5	774,6	1 248,1	1 835,2	...	...
Régions intermédiaires¹	147 853	59 267	96 095	129 115	...	...	2 564,7	649,9	1 065,4	1 801,8	69,1	...
Mauricie	38 356	16 404	28 670	32 276	12,6	-15,9	560,0	137,9	234,0	347,1	48,3	-38,0
Estrie ¹	46 501	20 469	31 673	50 267	...	...	754,4	238,7	337,5	691,3	...	...
Outaouais	38 153	11 761	18 671	25 277	35,4	-33,7	x	x	x	x	...	...
Centre-du-Québec	24 843	10 633	17 081	21 295	24,7	-14,3	x	x	x	x	...	...
Régions éloignées	63 034	28 297	43 461	49 437	13,8	-21,6	x	x	495,2	712,7	43,9	...
Bas-Saint-Laurent	12 747	4 782	10 395	12 548	20,7	-1,6	200,2	38,5	124,5	189,2	52,0	-5,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	25 547	10 954	17 504	19 937	13,9	-22,0	x	109,4	198,6	x	...	...
Abitibi-Témiscamingue	14 157	7 154	8 590	9 220	7,3	-34,9	216,9	65,7	108,4	133,9	23,5	-38,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec ²	8 400	4 464	5 990	6 239	4,2	-25,7	x	x	x	x	...	...
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 183	943	982	1 493	52,0	-31,6	35,3	10,6	x	21,9	...	-38,1
Ensemble du Québec	949 570	377 208	570 078	737 508	29,4	-22,3	18 702,3	4 345,8	7 024,3	11 326,5	61,2	-39,4

1. Les données présentées dressent deux portraits différents des régions administratives du Québec. Le découpage géographique des régions de la Montérégie et de l'Estrie a été modifié le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Cette modification entraîne un bris de série rendant impossible la comparaison des données relatives à ces deux régions administratives avant et après 2021.
2. Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Tableau 10.3

Nombre de représentations et de billets disponibles pour les spectacles en arts de la scène, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019 à 2021

Région administrative	Représentations					Billets disponibles				
	2019	2020	2021	Variation 2021/ 2020	Variation 2021/ 2019	2019	2020	2021	Variation 2021/ 2020	Variation 2021/ 2019
	n			%		k			%	
Régions centrales	12 418	2 987	6 000	100,9	- 51,7	6 789,2	1 018,0	1 281,4	25,9	- 81,1
Capitale-Nationale	2 290	936	1 573	68,1	- 31,3	1 524,8	270,0	368,3	36,4	- 75,8
Montréal	10 128	2 051	4 427	115,8	- 56,3	5 264,3	748,0	913,1	22,1	- 82,7
Régions périphériques	4 972	899	2 226	147,6	- 55,2	2 488,0	445,0	695,4	56,3	- 72,0
Chaudière-Appalaches	792	86	324	276,7	- 59,1	246,8	34,4	75,2	118,6	- 69,5
Laval et Laurentides ²	1 294	206	600	191,3	- 53,6	795,1	112,1	189,6	69,1	- 76,2
Lanaudière	859	175	446	154,9	- 48,1	521,5	86,6	153,3	77,0	- 70,6
Montérégie ¹	2 027	432	856	98,1	- 57,8	924,5	211,9	277,3	30,9	- 70,0
Régions intermédiaires	2 290	496	1 490	200,4	- 34,9	1 460,4	235,6	520,7	121,0	- 64,3
Mauricie	589	103	279	170,9	- 52,6	406,7	38,4	180,1	368,8	- 55,7
Estrie ¹	627	163	634	289,0	1,1	398,9	76,8	145,5	89,3	- 63,5
Outaouais	649	130	288	121,5	- 55,6	402,5	64,8	x	...	...
Centre-du-Québec	425	100	289	189,0	- 32,0	252,4	55,6	x	...	...
Régions éloignées	1 967	564	1 672	196,5	- 15,0	752,2	156,1	378,2	142,2	- 49,7
Bas-Saint-Laurent	415	167	403	141,3	- 2,9	175,1	39,7	111,1	179,9	- 36,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	542	125	429	243,2	- 20,8	205,0	48,0	87,0	81,4	- 57,6
Abitibi-Témiscamingue	321	97	204	110,3	- 36,4	150,9	37,2	63,7	71,3	- 57,8
Côte-Nord	271	67	181	170,1	- 33,2	115,0	17,6	52,9	200,7	- 54,0
Nord-du-Québec	33	5	23	360,0	- 30,3	11,1	2,0	4,3	118,2	- 61,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	385	103	432	319,4	12,2	95,1	11,7	59,2	406,0	- 37,8
Ensemble du Québec	21 647	4 946	11 388	130,2	- 47,4	11 489,8	1 854,8	2 875,7	55,0	- 75,0

1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrée et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

2. Les régions de Laval et des Laurentides sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans l'une de ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*.

Tableau 10.4

Assistance et revenus de billetterie des spectacles en arts de la scène, régions administratives¹ et ensemble du Québec, 2019 à 2021

Région administrative	Assistance					Revenus de billetterie					Taux d'occupation ³	
	2019	2020	2021	Variation 2021/ 2020	Variation 2021/ 2019	2019	2020	2021	Variation 2021/ 2020	Variation 2021/ 2019	2020	2021
	k			%		k\$			%		%	
Régions centrales	5 266,1	808,7	922,6	14,1	-82,5	230 730,0	28 801,3	34 715,7	20,5	-85,0	79,4	72,0
Capitale-Nationale	1 170,6	209,8	252,3	20,2	-78,4	51 828,3	6 846,6	7 655,0	11,8	-85,2	77,7	68,5
Montréal	4 095,5	598,9	670,4	11,9	-83,6	178 901,7	21 954,7	27 060,7	23,3	-84,9	80,1	73,4
Régions périphériques	1 857,4	341,7	455,0	33,2	-75,5	55 043,8	9 012,0	12 796,6	42,0	-76,8	76,8	65,4
Chaudière-Appalaches	188,6	24,4	40,2	65,0	-78,7	4 887,9	572,3	986,6	72,4	-79,8	70,8	53,4
Laval et Laurentides ²	611,7	86,3	128,3	48,6	-79,0	20 561,2	2 479,5	3 453,9	39,3	-83,2	77,0	67,7
Lanaudière	352,2	66,0	99,8	51,2	-71,7	10 608,1	1 692,1	2 890,7	70,8	-72,7	76,2	65,1
Montérégie ¹	704,9	165,0	186,7	13,1	-73,5	18 986,7	4 268,2	5 465,3	28,0	-71,2	77,9	67,3
Régions intermédiaires	1 185,6	170,0	199,5	17,3	-83,2	38 837,1	4 406,1	9 654,1	119,1	-75,1	72,2	62,2
Mauricie	x	x	93,4	...	...	x	x	3 393,6	...	...	x	51,9
Estrie ¹	269,8	51,4	106,0	106,2	-60,7	6 969,5	1 168,7	2 881,0	146,5	-58,7	66,9	72,9
Outaouais	323,2	51,3	x	...	...	13 780,7	1 522,0	x	...	...	79,3	77,3
Centre-du-Québec	x	x	x	...	...	x	x	x	...	...	x	53,4
Régions éloignées	511,0	101,6	210,4	107,2	-58,8	12 417,1	2 258,3	5 088,7	125,3	-59,0	65,1	55,6
Bas-Saint-Laurent	114,9	24,9	51,2	105,9	-55,5	2 822,6	483,9	1 083,3	123,9	-61,6	62,6	46,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	156,4	37,4	58,1	55,3	-62,9	3 981,2	911,0	1 627,9	78,7	-59,1	78,0	66,8
Abitibi-Témiscamingue	95,4	21,0	28,9	37,6	-69,7	2 489,9	522,6	750,5	43,6	-69,9	56,4	45,3
Côte-Nord	71,6	9,3	29,6	218,8	-58,6	1 739,9	176,1	714,6	305,7	-58,9	52,8	56,0
Nord-du-Québec	7,8	1,5	2,5	60,6	-68,2	182,6	31,7	51,6	62,4	-71,8	78,7	57,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	65,1	7,5	40,2	436,6	-38,2	1 200,9	133,0	860,9	547,3	-28,3	64,1	68,0
Ensemble du Québec	8 730,0	1 422,0	1 912,1	34,5	-78,1	337 028,0	44 477,7	62 255,1	40,0	-81,5	76,7	66,5

1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions de Laval et des Laurentides sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans l'une de ces régions.
3. Voir la section [Concepts et définitions](#) à la fin du document.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*.



Chapitre 11

Hébergement touristique

Laurent O'Connor-Blanchard, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

L'analyse qui suit se divise en deux parties. Dans la première, on fait le point sur les performances de l'hébergement touristique et les variations annuelles observées, et dans la seconde, on brosse le portrait de la fréquentation des terrains de camping dans les différentes régions touristiques du Québec.

Précautions dans la lecture des résultats

Les différences entre les estimations qui sont mentionnées dans ce chapitre sont statistiquement significatives avec un seuil minimum de 5 %. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse, à moins que le contraire ne soit spécifié.

11.1 Établissements hôteliers et résidences de tourisme

Cette section présente une analyse des résultats de l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec* réalisée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Depuis 1983, l'enquête a pour objectif de recueillir des renseignements sur le nombre d'unités de location disponibles, le nombre d'unités louées, le revenu brut de location ainsi que le nombre de jours d'ouverture dans le mois des établissements hôteliers et des résidences de tourisme¹. Pour l'année 2022, l'ISQ a sollicité mensuellement en moyenne 1 661 établissements², et seuls les établissements touristiques offrant quatre unités de location ou plus étaient admissibles à l'enquête.

Le découpage géographique des régions touristiques, soit celui utilisé aux fins de l'enquête en 2022, diffère de celui des régions administratives. En effet, selon la division établie par le ministère du Tourisme en 2022, le Québec compte 22 régions touristiques, lesquelles sont différentes des régions administratives tant par les limites qui les définissent que par leur désignation. Tout d'abord, les régions administratives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se divisent en trois régions touristiques, soit la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent et les Îles-de-la-Madeleine, et la région de la Capitale-Nationale est constituée des régions touristiques de Québec et de Charlevoix. La Côte-Nord

1. Voir la section [Concepts et définitions](#) à la fin du document.

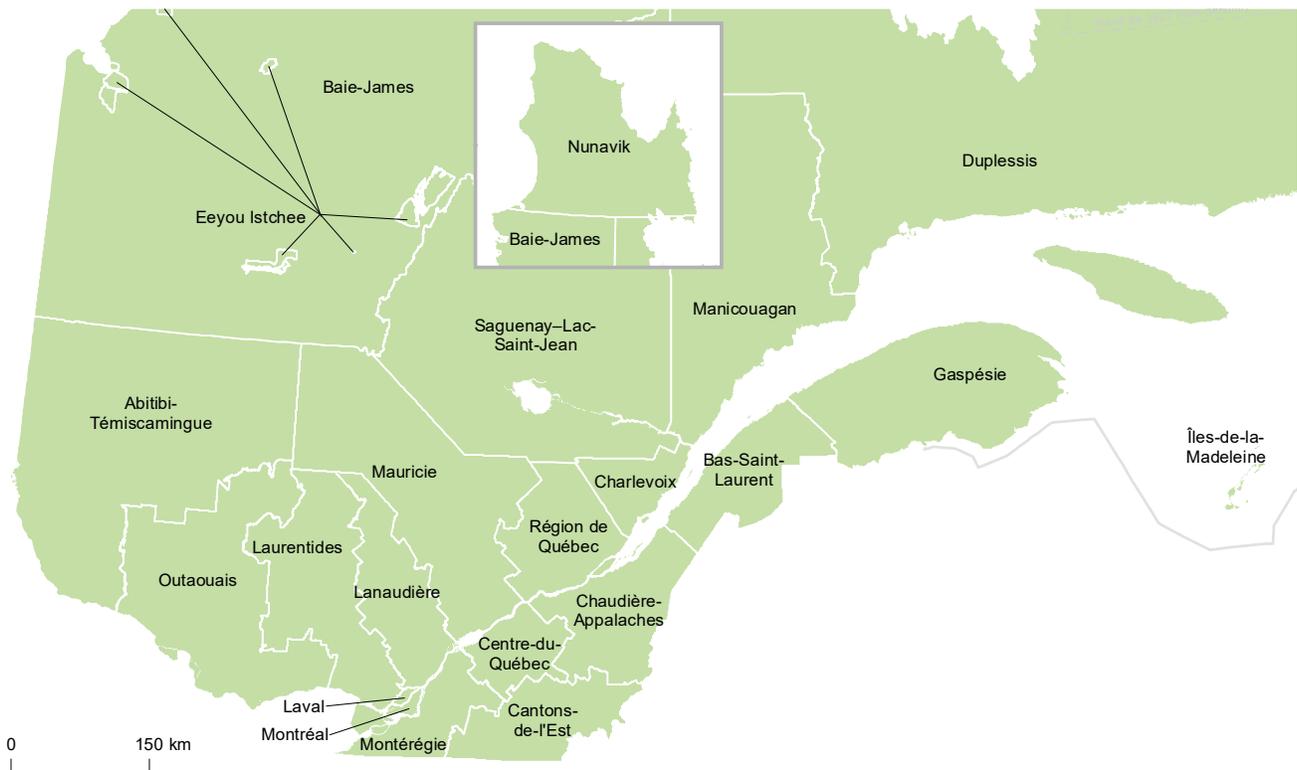
2. Les établissements hôteliers et les résidences de tourisme doivent avoir un permis et un numéro d'établissement délivré par la Corporation de l'industrie touristique du Québec afin de pouvoir offrir de l'hébergement touristique au Québec. Cela inclut entre autres les établissements du réseau de la SEPAQ.

est composée de deux régions touristiques : celle de Duplessis à l'est et celle de Manicouagan à l'ouest. La région du Nord-du-Québec comprend quant à elle trois régions touristiques : le Nunavik, la Baie-James et Eeyou Istchee

Istchee³, laquelle regroupe les territoires de plusieurs communautés crie. Ce découpage géographique a été adopté afin de favoriser le développement et la valorisation des attraits touristiques régionaux.

Carte 11.1.1

Régions touristiques du Québec, 2022



Sources : Données sur les limites des régions touristiques :
Ministère du Tourisme.
Données sur l'hydrographie :
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

3. Territoire situé entre les 49^e et 55^e parallèles.

En 2022, le nombre d'établissements admissibles à l'enquête était de 1 795 dans l'ensemble du Québec, une diminution de 28 établissements par rapport à 2021 (1 823, [tableau 11.1.1](#)). Le nombre total d'établissements hôteliers s'établit à 1 319 en 2022, une baisse de 49 établissements par rapport à l'année précédente (1 368), tandis que le nombre de résidences de tourisme augmente de 21 résidences entre 2021 (455) et 2022 (476). La variation notoire au niveau provincial se reflète d'ailleurs à l'échelle régionale, puisque les totaux des Cantons-de-l'Est (- 10) et de Montréal (- 8) ont varié de façon marquée. Parmi les différentes baisses observées au [tableau 11.1.1](#), il est à noter que la région de Québec voit son total d'établissements touristiques augmenter de 10 sur son territoire.

Les régions les plus représentées en nombre d'établissements à l'échelle de la province restent inchangées par rapport à l'année précédente : il s'agit toujours de Montréal (236), de Québec (218), de la Gaspésie (155), des Laurentides (153) et des Cantons-de-l'Est (121). La région de Québec se rapproche d'ailleurs de plus en plus de Montréal en ce qui a trait aux établissements d'hébergement touristiques.

L'offre d'hébergement touristique demeure stable

L'offre d'hébergement, c'est-à-dire le nombre d'unités de location disponibles au cours de l'année, a été de près de 26,3 millions d'unités en 2022 ([tableau 11.1.2](#)). Le nombre total d'unités de location disponibles dans la province en 2022 a d'ailleurs augmenté de 5,7 % par rapport à 2020, année particulièrement affectée par la crise sanitaire provoquée par la COVID-19. La variation par rapport à 2021 n'est toutefois pas significative statistiquement à l'échelle provinciale.

Au niveau régional, seules les régions touristiques de la Baie-James et de la Mauricie ont connu des variations significatives sur le plan statistique de leur offre d'hébergement. En effet, des baisses respectives de 9,1 % et de 7,0 % ont été observées en 2022 par rapport à 2021.

Augmentation notoire de l'achalandage dans plusieurs régions de la province

En 2022, plusieurs territoires ont affiché d'importantes hausses de leur nombre d'unités louées ([tableau 11.1.2](#)). C'est notamment le cas des régions de Montréal (+ 76,7 %), de Québec (+ 57,0 %), de Laval (+ 56,7 %), de l'Outaouais (+ 45,7 %) et de la Montérégie (+ 40,7 %). Il est intéressant de noter qu'à l'intérieur des régions mentionnées plus haut figurent également d'importantes zones urbaines. Après la reprise timide de 2021, année toujours affectée par différentes restrictions sanitaires, les variations annuelles sont importantes dans plusieurs autres régions du Québec en 2022 et semblent indiquer un rattrapage encourageant comparativement à 2018 et 2019.

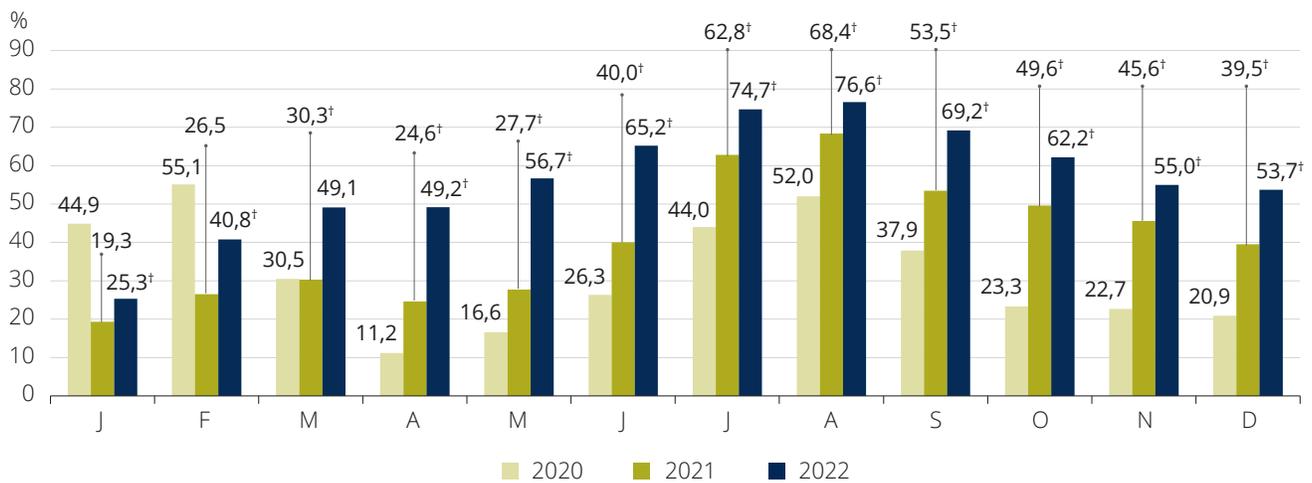
À l'échelle de la province, il est possible d'observer en 2022 une hausse de 40,6 % du nombre total d'unités louées comparativement à 2021. Avec environ 15 millions d'unités louées en 2022, le Québec se rapproche des totaux de 2018 et 2019. L'absence de variation significative par rapport à ces deux années baromètres permet même de croire à un retour à l'achalandage pré-pandémique.

Taux d'occupation : hausse pour certaines régions touristiques

En 2022, le taux d'occupation des établissements d'hébergement de la province s'est établi à 57,1 %, ce qui se rapproche des taux observés en 2018 (60,9 %) et 2019 (60,8 %), soit avant la pandémie ([tableau 11.1.3](#)). En effet, l'augmentation de 15,8 points de pourcentage dans l'ensemble de la province entre 2022 et 2021 est considérable et ne se situe plus qu'à 3,8 points de pourcentage de l'excellente année connue en 2018. Il est d'ailleurs possible de constater à la [figure 11.1.1](#) que les taux d'occupation dans l'ensemble du Québec lors du début de l'année 2022 étaient assez bas comparativement à la même période en 2020, avant de prendre du galon et d'atteindre un sommet mensuel de 76,6 % en août 2022.

Figure 11.1.1

Taux d'occupation des établissements d'hébergement par mois, ensemble du Québec, 2020 à 2022



† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % pour le même mois par rapport à l'année précédente.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

À l'échelle régionale, plusieurs régions présentent des augmentations importantes de leur taux d'occupation en 2022. C'est notamment le cas de Montréal (+ 24,8 points de pourcentage), de Laval (+ 22,9 points), de Québec (+ 20,9 points), de l'Outaouais (+ 17,5 points) et de la Montérégie (+ 17,0 points). Parmi ces régions, seule la Montérégie a enregistré un taux d'occupation semblable à ceux observés avant la crise sanitaire, signe qu'il y a encore du rattrapage à faire pour de nombreuses régions malgré les hausses encourageantes de 2022. Il est également à noter que les hausses notables de taux d'occupation dans les régions du Centre-du-Québec (+ 11,2 points de pourcentage), de Chaudière-Appalaches (+ 10,3 points), de la Mauricie (+ 10,0 points), de Lanaudière (+ 7,8 points) et des Cantons-de-l'Est (+ 7,7 points) permettent à ces régions de retrouver, même de dépasser pour certaines, les niveaux d'achalandage pré-pandémiques.

Forte hausse des revenus bruts de location

En 2022, les revenus bruts de location se sont chiffrés à environ 2,7 milliards de dollars pour l'ensemble de la province, comparativement à un peu plus de 1,5 milliard en 2021, une hausse de 76,7 % (tableau 11.1.4). Cet important rattrapage de 163,7 % par rapport au creux de 2020 permet même de rattraper les sommets de

revenus bruts de location de 2,3 G\$ et de 2,4 G\$ observés respectivement en 2018 et 2019. La hausse de 22,1 % du prix moyen par unité louée entre 2022 (178,56 \$) et 2018 (146,20 \$) a sans doute eu une incidence sur la variation des revenus bruts de location étant donné que le nombre d'unités louées est demeuré relativement stable au cours des années 2022, 2019 et 2018 (tableaux 11.1.2 et 11.1.5).

À l'échelle régionale, plusieurs régions touristiques ont vu leurs revenus bruts de location augmenter en 2022 (tableau 11.1.4). C'est notamment le cas de la région de Montréal (+ 159,4 %), de Laval (+ 97,9 %), de Québec (+ 92,4 %), de la Montérégie (+ 73,0 %) et de l'Outaouais (+ 66,2 %). En 2022, plusieurs régions touristiques ont aussi enregistré des revenus bruts de location supérieurs à ceux de 2018 ou 2019, soit lors des années pré-pandémiques.

Les établissements d'hébergement de la région touristique de Montréal ont généré une part de 37,3 % des revenus bruts de location au Québec en 2022, ce qui représente environ 1 milliard de dollars de recettes tirées de la location d'unités d'hébergement touristique. Ainsi, il s'agit de la part la plus importante au Québec. Quant à la région touristique de Québec, elle arrive au deuxième rang en 2022 : sa part des revenus bruts de location de la province est de 18,5 %, ce qui correspond à 497 millions de dollars (données non présentées dans le tableau).

En ce qui a trait au prix moyen par unité louée, certains prix moyens par unité louée sortent du lot lorsqu'on consulte le [tableau 11.1.5](#). C'est notamment le cas de la région des Laurentides (204,39 \$) et de la région de Québec, qui a enregistré une hausse de 22,5 % entre 2022 (194,68 \$) et 2021 (158,88 \$). À l'inverse, les régions les plus abordables selon le prix moyen par unité louée sont Duplessis (122,82 \$) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (128,88 \$).

Achalandage estival : les Îles-de-la-Madeleine toujours en tête

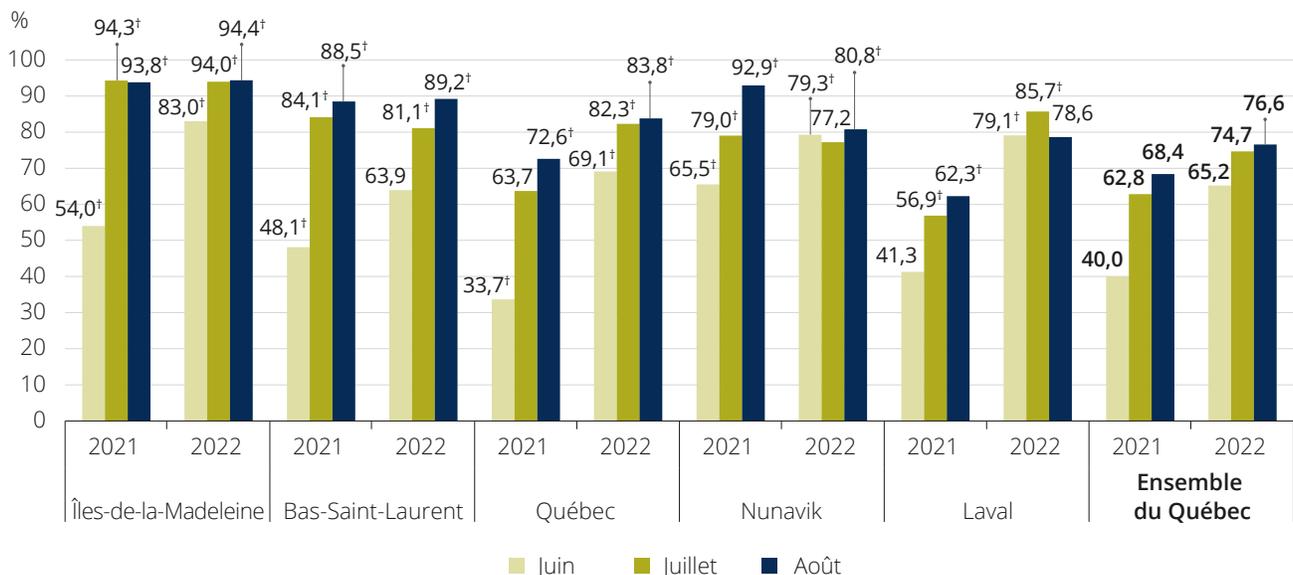
Comme il est possible de le constater dans la figure 11.1.2, dans plusieurs régions du Québec, la saison estivale 2022 a fait grimper le taux d'occupation des établissements

d'hébergement bien au-dessus du taux observé pour l'ensemble de la province. C'est notamment le cas des Îles-de-la-Madeleine, où le taux d'occupation a été de 90,6 % entre juin et août⁴. À titre de comparaison, ce taux d'occupation estival pour l'ensemble du Québec a été de 72,3 %. Les régions du Nunavik (79,1%) et de Québec (78,6 %) se sont également illustrées avec des taux d'occupation enviables lors de la même période de référence.

Il faut cependant noter que la région touristique des Îles-de-la-Madeleine a franchi la barre du 90 % d'occupation mensuelle à deux reprises en 2022. En effet, les taux d'occupation des établissements d'hébergement de la région ont été de 94,0 % en juillet et de 94,4 % en août.

Figure 11.1.2

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques des Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de Québec, du Nunavik et de Laval et ensemble du Québec, juin à août 2021-2022



[†] Différence statistiquement significative au seuil de 5 % pour le même mois par rapport à l'année précédente.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

4. Somme du nombre d'unités louées en juin, juillet et août 2022 divisée par la somme des unités disponibles lors de la même période.

Tableau 11.1.1

Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2021 et 2022

Région touristique	Résidences de tourisme		Établissements hôteliers		Total		
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	Variation 2022/2021
	n						
Îles-de-la-Madeleine	15	16	10	9	25	25	–
Gaspésie	45	47	113	108	158	155	–3
Bas-Saint-Laurent	29	28	78	76	107	104	–3
Québec	44	58	164	160	208	218	10
Charlevoix	25	25	64	63	89	88	–1
Chaudière-Appalaches	19	16	68	66	87	82	–5
Mauricie	19	20	53	49	72	69	–3
Cantons-de-l'Est	30	29	101	92	131	121	–10
Montérégie	9	8	91	87	100	95	–5
Lanaudière	21	22	45	44	66	66	–
Laurentides	42	46	110	107	152	153	1
Montréal	65	60	179	176	244	236	–8
Outaouais	20	21	49	45	69	66	–3
Abitibi-Témiscamingue	13	14	42	40	55	54	–1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	36	39	65	62	101	101	–
Manicouagan	11	11	33	32	44	43	–1
Duplessis	4	6	27	26	31	32	1
Baie-James	3	3	13	13	16	16	–
Laval	1	2	15	16	16	18	2
Centre-du-Québec	4	5	25	25	29	30	1
Nunavik	–	–	16	16	16	16	–
Eeyou Istchee	–	–	7	7	7	7	–
Ensemble du Québec	455	476	1 368	1 319	1 823	1 795	–28

Source : Tourisme Québec, données administratives.

Tableau 11.1.2

Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Région touristique	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	Variation 2022/2020	Variation 2022/2018
	n					%		
Unités disponibles								
Îles-de-la-Madeleine	91 358	90 124	96 219	94 839	93 356	-1,6	-3,0	2,2
Gaspésie	850 166	829 459	822 800	843 698	859 995	1,9	4,5	1,2
Bas-Saint-Laurent	841 683	842 320	798 777	816 016	847 893	3,9	6,1	0,7
Québec	4 102 993	4 126 849	3 823 036	4 220 665	4 296 449	1,8	12,4↑	4,7↑
Charlevoix	686 473	698 852	683 749	710 936	722 649	1,6	5,7	5,3
Chaudière-Appalaches	866 285	891 658	839 835	849 707	832 591	-2,0	-0,9	-3,9
Mauricie	829 971	857 543	808 149	838 686	779 727	-7,0↓	-3,5	-6,1↓
Cantons-de-l'Est	1 270 413	1 255 086	1 168 733	1 227 877	1 196 683	-2,5	2,4	-5,8↓
Montérégie	1 608 540	1 683 351	1 655 468	1 729 528	1 674 793	-3,2	1,2	4,1↑
Lanaudière	491 906	497 063	475 539	467 697	469 091	0,3	-1,4	-4,6
Laurentides	1 932 081	1 926 034	1 732 080	1 821 889	1 885 776	3,5	8,9↑	-2,4
Montréal	7 457 739	7 688 901	7 558 654	7 708 799	8 078 130	4,8	6,9	8,3↑
Outaouais	1 035 583	990 084	895 046	952 876	975 805	2,4	9,0	-5,8↓
Abitibi-Témiscamingue	538 765	551 438	549 905	571 362	562 329	-1,6	2,3	4,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	976 941	975 825	944 761	963 729	948 363	-1,6	0,4	-2,9
Manicouagan	364 096	360 663	335 543	340 571	344 092	1,0	2,5	-5,5↓
Duplessis	387 292	376 833	365 716	360 292	381 795	6,0	4,4	-1,4
Baie-James	137 523	133 118	133 856	138 041	125 535	-9,1↓	-6,2↓	-8,7↓
Laval	548 725	548 517	539 661	571 374	601 337	5,2	11,4↑	9,6↑
Centre-du-Québec	514 623	510 691	489 069	496 738	490 714	-1,2	0,3	-4,6↓
Nunavik	120 171	121 168	121 159	118 298	117 802	-0,4	-2,8	-2,0
Eeyou Istchee	52 498	56 185	56 097	58 712	54 868*	-6,5	-2,2	4,5
Ensemble du Québec	25 711 500	26 015 308	24 914 327	25 916 906	26 345 055	1,7	5,7↑	2,5↑

Suite à la page 158

Tableau 11.1.2 (suite)

Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Région touristique	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	Variation 2022/2020	Variation 2022/2018
	n					%		
Unités louées								
Îles-de-la-Madeleine	46 823	49 453	37 077*	56 515	52 022**	-8,0	40,3	11,1
Gaspésie	421 362	421 596	361 697	425 466	458 040	7,7	26,6↑	8,7
Bas-Saint-Laurent	426 436	423 814	300 215	407 940	485 737	19,1	61,8↑	13,9
Québec	2 821 052	2 826 906	1 196 724	1 626 850	2 554 080	57,0↑	113,4↑	-9,5↓
Charlevoix	360 011	345 172	250 309	312 978	336 382	7,5	34,4↑	-6,6
Chaudière-Appalaches	434 119	459 696	268 888	367 966	446 242	21,3↑	66,0↑	2,8
Mauricie	407 826	429 750	269 874	357 094	409 729	14,7	51,8↑	0,5
Cantons-de-l'Est	564 210	581 025	389 267	518 837	597 262	15,1↑	53,4↑	5,9
Montérégie	880 459	924 890	458 274	647 472	910 895	40,7↑	98,8↑	3,5
Lanaudière	208 802	220 531	175 070	198 336	235 339	18,7↑	34,4↑	12,7
Laurentides	972 246	999 052	714 813	814 820	991 104	21,6↑	38,7↑	1,9
Montréal	5 433 783	5 504 674	1 955 292**	2 783 370**	4 919 359	76,7↑	151,6↑	-9,5
Outaouais	655 666	614 602	294 599	394 642	575 079	45,7↑	95,2↑	-12,3↓
Abitibi-Témiscamingue	303 630	307 551	242 998**	335 120*	365 597	9,1	50,5	20,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	466 199	474 819	313 329	437 046	484 192	10,8	54,5↑	3,9
Manicouagan	189 852	182 761	131 955	168 012	176 395	5,0	33,7↑	-7,1
Duplessis	152 956	163 373	132 110	181 603	192 933	6,2	46,0↑	26,1
Baie-James	73 081	69 284	55 898	66 697	60 922	-8,7	9,0	-16,6
Laval	451 048	440 590	241 297**	267 854	419 784	56,7↑	74,0↑	-6,9
Centre-du-Québec	267 920	259 311	129 376	198 697	251 195	26,4↑	94,2↑	-6,2
Nunavik	64 929	70 877	61 915	79 851	83 112	4,1	34,2↑	28,0↑
Eeyou Istchee	21 377	24 332	12 796**	20 007**	20 702*	3,5	61,8	-3,2
Ensemble du Québec	15 658 037	15 807 360	8 069 174	10 696 707	15 037 391	40,6↑	86,4↑	-4,0

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

Tableau 11.1.3

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Région touristique	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	Variation 2022/2020	Variation 2022/2018
	%					Points de pourcentage		
Îles-de-la-Madeleine	51,3	54,9	38,5*	59,6	55,7**	-3,9	17,2	4,5
Gaspésie	49,6	50,8	44,0	50,4	53,3	2,8	9,3↑	3,7
Bas-Saint-Laurent	50,7	50,3	37,6	50,0	57,3	7,3	19,7↑	6,6
Québec	68,8	68,5	31,3	38,5	59,4	20,9↑	28,1↑	-9,3↓
Charlevoix	52,4	49,4	36,6	44,0	46,5	2,5	9,9↑	-5,9
Chaudière-Appalaches	50,1	51,6	32,0	43,3	53,6	10,3↑	21,6↑	3,5
Mauricie	49,1	50,1	33,4	42,6	52,5	10,0↑	19,2↑	3,4
Cantons-de-l'Est	44,4	46,3	33,3	42,3	49,9	7,7↑	16,6↑	5,5↑
Montérégie	54,7	54,9	27,7	37,4	54,4	17,0↑	26,7↑	-0,3
Lanaudière	42,4	44,4	36,8	42,4	50,2	7,8↑	13,4↑	7,7↑
Laurentides	50,3	51,9	41,3	44,7	52,6	7,8↑	11,3	2,2
Montréal	72,9	71,6	25,9**	36,1*	60,9	24,8↑	35,0↑	-12,0↓
Outaouais	63,3	62,1	32,9	41,4	58,9	17,5↑	26,0↑	-4,4
Abitibi-Témiscamingue	56,4	55,8	44,2**	58,7	65,0	6,4	20,8	8,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	47,7	48,7	33,2	45,3	51,1	5,7	17,9↑	3,3
Manicouagan	52,1	50,7	39,3	49,3	51,3	1,9	11,9↑	-0,9
Duplessis	39,5	43,4	36,1	50,4	50,5	0,1	14,4	11,0
Baie-James	53,1	52,0	41,8	48,3	48,5	0,2	6,8	-4,6
Laval	82,2	80,3	44,7**	46,9	69,8	22,9↑	25,1	-12,4↓
Centre-du-Québec	52,1	50,8	26,5	40,0	51,2	11,2↑	24,7↑	-0,9
Nunavik	54,0	58,5	51,1	67,5	70,6	3,1	19,5↑	16,5↑
Eeyou Istchee	40,7	43,3*	22,8**	34,1**	37,7	3,7	14,9	-3,0
Ensemble du Québec	60,9	60,8	32,4	41,3	57,1	15,8↑	24,7↑	-3,8↓

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

Tableau 11.1.4

Revenus bruts de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Région touristique	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	Variation 2022/2020	Variation 2022/2018
	\$					%		
Îles-de-la-Madeleine	5 226 422	5 521 167*	4 120 876	6 459 885	7 265 366*	12,5	76,3↑	39,0
Gaspésie	47 701 302	49 835 750	45 256 846	55 546 743	62 391 368	12,3	37,9↑	30,8↑
Bas-Saint-Laurent	48 582 901	50 232 730	35 728 121	53 073 251	68 593 528	29,2↑	92,0↑	41,2↑
Québec	444 565 728	452 351 915	156 171 416	258 476 434	497 232 529	92,4↑	218,4↑	11,8↑
Charlevoix	55 482 159	54 461 992	40 294 731	56 327 562	61 737 950	9,6	53,2↑	11,3
Chaudière-Appalaches	47 711 471	51 286 392	27 608 465	43 115 396	61 966 448	43,7↑	124,4↑	29,9↑
Mauricie	46 800 164	51 455 682	31 569 451	46 099 232	60 586 413	31,4↑	91,9↑	29,5↑
Cantons-de-l'Est	75 777 569	79 555 705	54 816 629	81 231 679	105 257 696	29,6↑	92,0↑	38,9↑
Montérégie	100 633 252	110 419 047	49 494 037	72 979 801	126 236 829	73,0↑	155,1↑	25,4↑
Lanaudière	23 903 695	26 666 925	21 038 861	25 338 619	33 610 318	32,6↑	59,8↑	40,6↑
Laurentides	162 213 649	168 211 965	119 006 440	148 899 498	202 575 493	36,0↑	70,2↑	24,9↑
Montréal	894 857 970	931 191 305	230 826 733**	386 246 898*	1 001 837 219	159,4↑	334,0↑	12,0
Outaouais	92 518 643	87 318 076	38 113 246	59 600 971	99 058 698	66,2↑	159,9↑	7,1
Abitibi-Témiscamingue	35 780 687*	37 783 524*	29 133 124**	41 482 902*	52 005 768	25,4	78,5↑	45,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	52 772 980	54 215 881	34 976 486	51 689 804	62 404 025	20,7	78,4↑	18,2
Manicouagan	21 054 860	21 263 799	15 121 477	21 816 549	24 056 619	10,3	59,1↑	14,3
Duplessis	15 761 077	17 176 463	14 043 612	20 061 585	23 695 582*	18,1	68,7↑	50,3
Baie-James	8 984 433	8 567 301	7 041 420	8 523 253	8 095 627*	-5,0	15,0	-9,9
Laval	54 792 140	57 338 449	23 191 076*	32 862 459	65 018 683	97,9↑	180,4↑	18,7
Centre-du-Québec	30 472 515	30 114 255	14 542 731	23 878 983	34 760 335	45,6↑	139,0↑	14,1
Nunavik	12 865 018	14 175 717	12 317 160	15 577 731	16 444 630	5,6	33,5↑	27,8↑
Eeyou Istchee	3 330 715	3 802 911	1 941 927**	3 404 685**	4 198 563**	23,3	116,2	26,1
Ensemble du Québec	2 288 810 000	2 363 520 000	1 018 228 191	1 519 584 412	2 685 058 817	76,7↑	163,7↑	17,3

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 %.

 Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

Tableau 11.1.5

Prix moyen par unité louée, régions touristiques et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Région touristique	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2020	Variation 2022/ 2018
	\$					%		
Îles-de-la-Madeleine	111,60	111,60*	111,14*	114,30*	139,66**	22,2	25,7	25,1
Gaspésie	113,20	118,20	125,12	130,56	136,21	4,3	8,9	20,3
Bas-Saint-Laurent	113,90	118,50	119,01	130,10	141,22	8,5	18,7	24,0
Québec	157,60	160,00	130,50	158,88	194,68	22,5↑	49,2↑	23,5↑
Charlevoix	154,10	157,80	160,98	179,97	183,54	2,0	14,0	19,1
Chaudière-Appalaches	109,90	111,60	102,68	117,17	138,86	18,5	35,2↑	26,4↑
Mauricie	114,80	119,70	116,98	129,10	147,87	14,5	26,4	28,8↑
Cantons-de-l'Est	134,30	136,90	140,82*	156,56	176,23	12,6	25,1	31,2↑
Montréal	114,30	119,40	108,00	112,71	138,59	23,0	28,3↑	21,2
Lanaudière	114,50	120,90	120,17	127,76	142,82	11,8	18,8	24,7
Laurentides	166,80	168,40	166,49*	182,74	204,39	11,9	22,8	22,5
Montréal	164,70	169,20	118,05**	138,77**	203,65*	46,8	72,5	23,7
Outaouais	141,10	142,10	129,37	151,03	172,25	14,1	33,1	22,1
Abitibi-Témiscamingue	117,80*	122,90*	119,89**	123,79*	142,25*	14,9	18,6	20,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	113,20	114,20	111,63	118,27	128,88	9,0	15,5	13,9
Manicouagan	110,90	116,30	114,60	129,85	136,38	5,0	19,0	23,0↑
Duplessis	103,00	105,10	106,30*	110,47	122,82*	11,2	15,5	19,2
Baie-James	122,90	123,70	125,97	127,79*	132,89**	4,0	5,5	8,1
Laval	121,50	130,10	96,11**	122,69	154,89	26,2	61,2	27,5
Centre-du-Québec	113,70	116,10	112,41	120,18	138,38	15,1	23,1	21,7
Nunavik	198,10	200,00	198,94	195,08	197,86	1,4	-0,5	-0,1
Eeyou Istchee	155,80*	156,30*	151,76**	170,17**	202,81**	19,2	33,6	30,2
Ensemble du Québec	146,20	149,50	126,19**	142,06	178,56	25,7	41,5	22,1↑

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

11.2 Terrains de camping

Cette section présente une analyse des résultats de l'*Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec* réalisée par l'ISQ lors de la période estivale de 2022.

Au cours de l'été 2022, l'ISQ a sollicité au total 1 100 terrains de camping⁵ afin de recueillir des renseignements sur le nombre d'emplacements disponibles, le nombre d'emplacements loués à des campeurs saisonniers ou à des campeurs de passage en tente ou en véhicule récréatif (VR), le nombre d'emplacements disponibles et loués de type prêt-à-camper ainsi que le nombre de jours d'ouverture dans le mois. Seuls les terrains de camping en activité au moins 15 jours ou plus par mois étaient admissibles à l'enquête.

Le découpage géographique des régions touristiques demeure le même que pour l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*. La seule différence dans la consultation des résultats est l'ajout d'un regroupement de territoires au nord du 49^e parallèle. Cette entité géographique ajoutée aux tableaux de résultats de l'*Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec* regroupe, comme son nom l'indique, les terrains situés au nord du 49^e parallèle. Les estimations de certaines régions devaient être masquées pour que la confidentialité des répondants soit respectée. Le découpage au nord du 49^e parallèle permet la diffusion d'estimations pour ce territoire touristique d'intérêt.

En 2022, le nombre de terrains de camping admissibles à l'enquête s'est établi à 1 061 en moyenne mensuellement lors des mois de juin, juillet et août⁶, ce qui correspond à une différence de 69 établissements par rapport à la moyenne mensuelle de 2021 (992).

À l'échelle infraprovinciale, les régions touristiques qui comptent le plus grand nombre de terrains de camping sont la Gaspésie (121), les Cantons-de-l'Est (109), les Laurentides (98), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (92) et la Montérégie (87).

Le nombre d'emplacements de camping disponibles en hausse

Au [tableau 11.2.1](#), on constate que le nombre total d'emplacements disponibles (mis à part les prêts-à-camper) pour l'ensemble du Québec est en hausse de 2,9 % en 2022 par rapport à 2021. L'offre totale se situe alors à 124 814 emplacements disponibles par jour, soit un total d'environ 3,8 millions d'emplacements offerts mensuellement dans l'ensemble du Québec.

Certaines régions touristiques ont enregistré des hausses significatives statistiquement : le Bas-Saint-Laurent (+ 10,3 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 8,0 %), l'Outaouais (+ 5,7 %), Charlevoix (+ 4,9 %) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 4,6 %). D'ailleurs, certaines de ces régions montrent d'importantes hausses d'emplacements disponibles depuis 2018, signe de la vitalité de ce secteur touristique dans les dernières années.

Contraste régional dans le nombre d'emplacements loués en 2022

En 2022, le nombre d'emplacements loués (mis à part les prêts-à-camper) s'est établi à 95 032 par jour en moyenne au cours des mois de juin à août⁷. Sur une base mensuelle, cela correspond à un total d'environ 2,9 millions d'emplacements loués⁸ à travers les terrains de camping du Québec ([tableau 11.2.1](#)). La variation n'est cependant pas significative par rapport à la moyenne mensuelle de 2021 (2,9 millions d'emplacements loués, soit 95 511 par jour).

5. Les terrains de camping de la SEPAQ, de Parcs Canada et des différents parcs régionaux ou municipaux du Québec font partie de la population de l'enquête.
6. Certains terrains de camping ont de 1 à 39 emplacements, tandis que d'autres peuvent en compter 200 et plus. Voir [concepts et définitions](#).
7. Du total des 95 032 emplacements loués par jour, 72 945 sont de type saisonnier, tandis que 22 087 ont été loués à des campeurs de passage (16 960 en véhicule récréatif et 5 127 en tente).
8. Moyenne calculée à partir des estimations des mois de juin, juillet et août. Le nombre total d'emplacements loués lors de la saison estivale de 2022 est donc d'environ 8,7 millions.

À l'échelle régionale, l'achalandage de terrains de camping fluctue selon les régions. Certaines régions comme l'Outaouais (+ 13,1 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 8,5 %), la Montérégie (+ 3,9 %) et Lanaudière (+ 2,1 %) ont enregistré des hausses en 2022 par rapport à 2021. Ailleurs au Québec, des baisses d'achalandage ont été constatées en Gaspésie (- 12,1 %), à Manicouagan (- 9,1 %), au nord du 49^e parallèle (- 7,5 %), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (- 5,8 %) et dans les Laurentides (- 5,0 %) lors de la même période.

Aucune des régions qui ont connu une baisse du nombre total d'emplacements loués entre 2022 et 2021 ne présente une variation négative par rapport à 2020 ou 2018.

Achalandage des terrains de camping en baisse au Québec

En 2022, le taux d'occupation dans les terrains de camping de l'ensemble du Québec (sauf pour les prêts-à-camper) se situe à 76,2 % ([tableau 11.2.1](#)), une baisse de 2,4 points de pourcentage par rapport à 2021 (78,6 %). Cette diminution entre 2021 et 2022 semble être causée par une stagnation du nombre d'emplacements loués et une hausse des emplacements disponibles à la location (+ 2,9 %).

À l'échelle régionale, les variations sont pour la plupart négatives. On constate des baisses entre 2022 et 2021 dans les régions touristiques de la Gaspésie (- 9,8 points de pourcentage), de Manicouagan (- 9,7 points), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (- 7,8 points), au nord du 49^e parallèle (- 7,3 points) et de l'Abitibi-Témiscamingue (- 6,4 points). Le taux d'occupation des terrains de camping a également diminué dans les Laurentides (- 3,6 points), les Cantons-de-l'Est (- 2,8 points) et Chaudière-Appalaches (- 2,1 points).

Malgré la baisse du taux d'occupation observée dans la dernière année, il est intéressant de constater que l'engouement pour le camping au Québec est en hausse en 2022 par rapport à 2020 (+ 1,3 point de pourcentage) et 2018 (+ 3,1 points). À l'échelle régionale, certaines

régions s'illustrent depuis 2020, c'est notamment le cas de la Montérégie (+ 5,6 points de pourcentage) et le Centre-du-Québec (+ 4,8 points). Le taux d'occupation peut toutefois varier grandement dans un intervalle de temps assez court. C'est notamment ce qu'on constate en Gaspésie et en Outaouais, où des variations respectives de - 10,2 points de pourcentage et + 7,8 points de pourcentage ont été observées entre 2020 et 2022. Il faut cependant noter que la baisse du taux d'occupation en Gaspésie depuis 2020 survient dans un contexte où le nombre d'emplacements disponibles a augmenté de 20,0 %, tandis que le nombre d'emplacements loués est demeuré stable par rapport à 2020. En Outaouais, l'augmentation du nombre d'emplacements loués (+ 29,9 %) a été supérieure à la hausse du nombre d'emplacements disponibles (+ 17,9 %) entre 2020 et 2022.

Camping de prêt-à-camper : offre en hausse, achalandage en baisse

Au [tableau 11.2.2](#), on constate que le nombre d'emplacements disponibles de prêt-à-camper varie de manière significative en 2022. En effet, pour l'ensemble du Québec, les emplacements disponibles de prêt-à-camper ont connu une hausse de 8,6 % en 2022 par rapport à 2021. L'offre pour ce type d'hébergement a augmenté de 45,0 % depuis 2020, et de 56,7 % depuis 2018 dans la province. Le nombre d'emplacements loués n'a pas varié de manière significative entre 2022 et 2021.

À l'échelle régionale, bien que le nombre d'emplacements disponibles et loués de prêt-à-camper varie dans de nombreuses régions, un seul écart est statistiquement significatif entre 2022 et 2021, soit la baisse de 19,3 % du nombre d'emplacements loués de type prêt-à-camper dans la région des Laurentides.

En ce qui concerne le taux d'occupation des prêts-à-camper de la province, l'année 2022 (55,9 %) s'avère moins achalandée que 2021 (64,0 %). En effet, une baisse de 8,1 points de pourcentage a été observée.

Tableau 11.2.1

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation (mis à part les prêts-à-camper), régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2018 à 2022

Région touristique	Emplacements disponibles							
	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2020	Variation 2022/ 2018
	n					%		
Îles-de-la-Madeleine	18 106	x	x	18 909	19 601	3,7↑	...	8,3↑
Gaspésie	182 106	185 263	171 132	199 891	205 386	2,7↑	20,0↑	12,8↑
Bas-Saint-Laurent	126 424	127 227	117 700	129 783	143 148	10,3↑	21,6↑	13,2↑
Québec	167 194	177 190	170 540	174 195	175 268	0,6	2,8	4,8↑
Charlevoix	60 693	63 065	60 502	67 380	70 657	4,9↑	16,8↑	16,4↑
Chaudière-Appalaches	297 750	306 604	299 843	306 465	316 782	3,4↑	5,6↑	6,4↑
Mauricie	246 374	247 354	240 228	246 932	249 292	1,0	3,8↑	1,2↑
Cantons-de-l'Est	444 168	443 489	435 254	452 519	465 631	2,9↑	7,0↑	4,8↑
Montérégie	583 732	579 638	548 109	577 015	593 315	2,8↑	8,2↑	1,6↑
Lanaudière	303 396	303 064	301 333	310 921	318 964	2,6↑	5,9↑	5,1↑
Laurentides	310 646	313 029	305 523	338 640	336 970	-0,5↓	10,3↑	8,5↑
Montréal	-	-	-	-	-	...	...	...
Outaouais	179 489	191 937*	188 603	210 499	222 421	5,7↑	17,9↑	23,9↑
Abitibi-Témiscamingue	120 444	122 289	118 457	125 124	135 170	8,0↑	14,1↑	12,2↑
Saguenay-Lac-Saint-Jean	212 389	214 899	206 861	215 503	225 420	4,6↑	9,0↑	6,1↑
Manicouagan	59 638	61 920	58 862	63 916	65 988	3,2↑	12,1↑	10,6↑
Duplessis	34 768	35 435	30 909	34 541	34 805	0,8	12,6↑	0,1
Baie-James	x	x	x	19 818	20 007	1,0	...	...
Laval	-	-	-	-	-	...	...	...
Centre-du-Québec	230 163	226 538	225 207	228 963	230 733	0,8	2,5↑	0,2
Nunavik	-	-	-	-	-	...	...	...
Eeyou Istchee	-	-	-	-	-	...	...	...
Nord du 49 ^e parallèle	x	84 912	77 293	89 324	90 791	1,6	17,5↑	...
Ensemble du Québec	3 592 623	3 632 179	3 508 113	3 720 978	3 829 546	2,9↑	9,2↑	6,6↑

Suite à la page 165

Tableau 11.2.1 (suite)

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation (mis à part les prêts-à-camper), régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2018 à 2022

Région touristique	Emplacements loués							
	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2020	Variation 2022/ 2018
	n					%		
Îles-de-la-Madeleine	10 869	x	x	13 291	12 663	-4,7	...	16,5
Gaspésie	103 107	109 003	117 272	136 220	119 758	-12,1↓	2,1	16,1↑
Bas-Saint-Laurent	83 613	83 354	81 529	93 023	100 953	8,5↑	23,8↑	20,7↑
Québec	119 485	123 669	120 291	130 945	126 457	-3,4	5,1	5,8
Charlevoix	36 011	37 575	43 631	49 604	44 567	-10,2	2,1	23,8
Chaudière-Appalaches	224 498	234 305	223 903	242 473	244 021	0,6	9,0↑	8,7↑
Mauricie	168 934	169 976	167 659	186 515	184 608	-1,0	10,1↑	9,3↑
Cantons-de-l'Est	332 682	325 666	344 675	371 145	368 611	-0,7	6,9↑	10,8↑
Montérégie	459 347	461 959	420 600	470 200	488 503	3,9↑	16,1↑	6,3↑
Lanaudière	247 428	243 649	248 624	263 705	269 155	2,1↑	8,3↑	8,8↑
Laurentides	230 056	228 692	235 271	269 533	255 970	-5,0↓	8,8↑	11,3↑
Montréal	-	-	-	-	-	...	...	...
Outaouais	141 006	137 026*	144 455	165 942	187 621	13,1↑	29,9↑	33,1↑
Abitibi-Témiscamingue	91 277	92 131	94 095	105 071	104 899	-0,2	11,5↑	14,9↑
Saguenay-Lac-Saint-Jean	146 200	146 067	149 080	167 848	158 041	-5,8↓	6,0↑	8,1↑
Manicouagan	40 628	42 251	45 053	52 188	47 419	-9,1↓	5,3↑	16,7↑
Duplessis	24 970	25 991	25 064	28 405	26 861	-5,4	7,2	7,6
Baie-James	x	x	x	14 722	12 857	-12,7	...	...
Laval	-	-	-	-	-	...	...	...
Centre-du-Québec	158 609	153 172	149 885	164 065	164 765	0,4	9,9↑	3,9↑
Nunavik	-	-	-	-	-	...	...	...
Eeyou Istchee	-	-	-	-	-	...	...	...
Nord du 49 ^e parallèle	x	59 959	61 414	72 294	66 859	-7,5↓	8,9↑	...
Ensemble du Québec	2 627 392	2 635 313	2 628 868	2 925 142	2 918 058	-0,2	11,0↑	11,1↑

Suite à la page 166

Tableau 11.2.1 (suite)

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation (mis à part les prêts-à-camper), régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2018 à 2022

Région touristique	Taux d'occupation							
	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2020	Variation 2022/ 2018
	%					Points de pourcentage		
Îles-de-la-Madeleine	60,0	x	x	70,3	64,6	-5,7	...	4,6
Gaspésie	56,6	58,8	68,5	68,1	58,3	-9,8↓	-10,2↓	1,7
Bas-Saint-Laurent	66,1	65,5	69,3	71,7	70,5	-1,2	1,2	4,4↑
Québec	71,5	69,8	70,5	75,2	72,2	-3,0	1,7	0,7
Charlevoix	59,3	59,6	72,1	73,6	63,1	-10,5	-9,0	3,8
Chaudière-Appalaches	75,4	76,4	74,7	79,1	77,0	-2,1↓	2,3	1,6
Mauricie	68,6	68,7	69,8	75,5	74,1	-1,4	4,3	5,5↑
Cantons-de-l'Est	74,9	73,4	79,2	82,0	79,2	-2,8↓	0,0	4,3↑
Montérégie	78,7	79,7	76,7	81,5	82,3	0,8	5,6↑	3,6↑
Lanaudière	81,6	80,4	82,5	84,8	84,4	-0,4	1,9↑	2,8↑
Laurentides	74,1	73,1	77,0	79,6	76,0	-3,6↓	-1,0	1,9↑
Montréal	-	-	-	-	-	...	...	...
Outaouais	78,6	71,4*	76,6	78,8	84,4	5,6	7,8↑	5,8
Abitibi-Témiscamingue	75,8	75,3	79,4	84,0	77,6	-6,4↓	-1,8	1,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	68,8	68,0	72,1	77,9	70,1	-7,8↓	-2,0	1,3
Manicouagan	68,1	68,2	76,5	81,6	71,9	-9,7↓	-4,6↓	3,8↑
Duplessis	71,8	73,3	81,1	82,2	77,2	-5,0	-3,9	5,4
Baie-James	x	x	x	74,3	64,3	-10,0	...	...
Laval	-	-	-	-	-	...	...	...
Centre-du-Québec	68,9	67,6	66,6	71,7	71,4	-0,3	4,8↑	2,5
Nunavik	-	-	-	-	-	...	...	...
Eeyou Istchee	-	-	-	-	-	...	...	...
Nord du 49 ^e parallèle	x	70,6	79,5	80,9	73,6	-7,3↓	-5,9↓	...
Ensemble du Québec	73,1	72,6	74,9	78,6	76,2	-2,4↓	1,3↑	3,1↑

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec*.

Tableau 11.2.2

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation dans les prêts-à-camper, régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2018-2022

Région touristique	Emplacements disponibles							
	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2020	Variation 2022/ 2018
	n					%		
Îles-de-la-Madeleine	x	433	x	x	738**	...	...	...
Gaspésie	4 624	5 247	5 585	8 187	8 354	2,0	49,6↑	80,7↑
Bas-Saint-Laurent	2 531	2 961	2 354	3 448	3 945*	14,4	67,6↑	55,9↑
Québec	2 696	2 929	3 232	3 861	3 463	-10,3	7,1	28,4
Charlevoix	2 428	2 936	3 388	4 303	4 677	8,7	38,0↑	92,6↑
Chaudière-Appalaches	3 950	5 052	4 968	5 521	5 846	5,9	17,7	48,0↑
Mauricie	5 911	5 534	5 705	6 483	6 957	7,3	21,9↑	17,7
Cantons-de-l'Est	10 012	8 813	11 389	12 830	15 918	24,1	39,8↑	59,0↑
Montérégie	4 446	4 605	4 294	5 459	6 724	23,2	56,6↑	51,2↑
Lanaudière	5 372	5 966	4 649	6 916	7 190	4,0	54,7↑	33,8↑
Laurentides	7 912	9 254	8 031	12 800	12 332	-3,7	53,6↑	55,9↑
Montréal	-	-	-	-	-	...	...	...
Outaouais	4 242*	4 507*	4 186	5 909	6 642	12,4	58,7↑	56,6↑
Abitibi-Témiscamingue	2 163	2 954	3 186	3 219	3 358	4,3	5,4	55,2↑
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 542	4 018	4 218	8 015	9 304	16,1	120,6↑	162,7↑
Manicouagan	1 767	1 953	1 942	2 297	2 728	18,8	40,5↑	54,4↑
Duplessis	388*	x	863*	x	1 019*	...	...	162,6↑
Baie-James	x	x	x	x	614**	...	...	...
Laval	-	-	-	-	-	...	...	...
Centre-du-Québec	4 119	4 246	3 703	4 641	5 121	10,3	38,3↑	24,3↑
Nunavik	-	-	-	-	-	...	...	...
Eeyou Istchee	-	-	-	-	-	...	...	...
Nord du 49 ^e parallèle	x	942*	1 354	2 001	2 032*	1,5	50,1	...
Ensemble du Québec	66 970	72 111	72 354	96 647	104 928	8,6↑	45,0↑	56,7↑

Suite à la page 168

Tableau 11.2.2 (suite)

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation dans les prêts-à-camper, régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2018-2022

Région touristique	Emplacements loués							
	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2020	Variation 2022/ 2018
	n					%		
Îles-de-la-Madeleine	x	319	x	x	x	...	...	...
Gaspésie	2 497	3 040	3 321	5 167	4 876	-5,6	46,8↑	95,3↑
Bas-Saint-Laurent	1 558	1 710	1 489	2 248	2 630*	17,0	76,6	68,8
Québec	1 491	1 642	1 878	2 431	2 093	-13,9	11,4	40,4
Charlevoix	1 744	2 087	2 551	x	3 252	...	27	86,5↑
Chaudière-Appalaches	1 936	2 504	2 987	3 641	3 340	-8,3	11,8	72,5↑
Mauricie	2 310	2 491	2 743	3 332	3 587	7,7	30,8↑	55,3↑
Cantons-de-l'Est	5 852	5 065	7 287	9 025	8 743	-3,1	20,0↑	49,4↑
Montérégie	2 052	2 016	2 084	2 921	3 320	13,7	59,3↑	61,8↑
Lanaudière	2 667	3 567	2 897	4 141	3 820	-7,8	31,9↑	43,2↑
Laurentides	4 541	5 558	5 595*	8 502	6 864	-19,3↓	22,7	51,2↑
Montréal	-	-	-	-	-	...	...	...
Outaouais	2 656*	3 059*	2 761	4 470	4 222*	-5,5	52,9	59,0
Abitibi-Témiscamingue	563	870	1 197	1 323	1 215	-8,2	1,5	115,8↑
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 028	2 249	2 251	5 291	4 879	-7,8	116,7↑	140,6↑
Manicouagan	1 336	1 492	x	1 730	1 902	9,9	...	42,4↑
Duplessis	212*	x	x	668*	613*	-8,2	...	189,2↑
Baie-James	x	x	x	x	x	...	...	...
Laval	-	-	-	-	-	...	...	...
Centre-du-Québec	1 374	1 332	1 496	2 298	2 213	-3,7	47,9↑	61,1↑
Nunavik	-	-	-	-	-	...	...	...
Eeyou Istchee	-	-	-	-	-	...	...	...
Nord du 49 ^e parallèle	x	575*	x	x	x	...	...	...
Ensemble du Québec	35 250	39 454	42 906	61 844	58 644	-5,2	36,7↑	66,4↑

Suite à la page 169

Tableau 11.2.2 (suite)

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation dans les prêts-à-camper, régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2018-2022

Région touristique	Taux d'occupation							
	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	Variation 2022/ 2020	Variation 2022/ 2018
	%					Points de pourcentage		
Îles-de-la-Madeleine	x	73,8	x	x	x	...	...	...
Gaspésie	54,0	57,9	59,5	63,1	58,4	-4,7	-1,1	4,4
Bas-Saint-Laurent	61,6	57,8	63,3	65,2	66,7**	1,5	3,4	5,1
Québec	55,3	56,1	58,1	63,0	60,4*	-2,6	2,3	5,1
Charlevoix	71,8	71,1	75,3	x	69,5*	...	-6	-2,3
Chaudière-Appalaches	49,0	49,6	60,1	66,0	57,1	-8,9	-3,0	8,1
Mauricie	39,1	45,0	48,1	51,4	51,6	0,2	3,5	12,5
Cantons-de-l'Est	58,5	57,5	64,0	70,3	54,9	-15,4	-9,1	-3,6
Montérégie	46,1	43,8	48,5	53,5	49,4	-4,1	0,9	3,3
Lanaudière	49,6	59,8	62,3	59,9	53,1	-6,8	-9,2↓	3,5
Laurentides	57,4	60,1	69,7*	66,4	55,7	-10,7	-14,0	-1,7
Montréal	-	-	-	-	-	...	...	...
Outaouais	62,6**	67,9*	66,0*	75,6*	63,6*	-12,0	-2,4	1,0
Abitibi-Témiscamingue	26,0	29,4	37,6	41,1	36,2	-4,9	-1,4	10,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	57,2	56,0	53,4	66,0	52,4	-13,6	-1,0	-4,8
Manicouagan	75,6	76,4	x	75,3	69,7	-5,6	...	-5,9
Duplessis	54,6**	x	x	x	60,2*	...	...	5,6
Baie-James	x	x	x	x	x	...	...	...
Laval	-	-	-	-	-	...	...	...
Centre-du-Québec	33,4	31,4	40,4	49,5	43,2	-6,3	2,8	9,8↑
Nunavik	-	-	-	-	-	...	...	...
Eeyou Istchee	-	-	-	-	-	...	...	...
Nord du 49 ^e parallèle	x	61,1*	x	x	x	...	...	...
Ensemble du Québec	52,6	54,7	59,3	64,0	55,9	-8,1↓	-3,4	3,3

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

↑ ou ↓ : Hausse ou baisse statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec*.



Chapitre 12

Statistique par MRC

Ce chapitre du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC). Recourir à cette unité territoriale qu'est la MRC permet la comparaison entre des territoires d'une même région ou appartenant à des régions limitrophes. De cette manière, il devient possible d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative ou de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent.

Au Québec, le territoire se divise en 104 MRC géographiques. La version géographique¹ des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

Comme par les années passées, sont examinés à l'échelle de ces territoires la démographie, le revenu disponible par habitant, les indicateurs de suivi du marché du travail, ainsi que la valeur foncière des résidences unifamiliales.

1. La version géographique des MRC est un découpage territorial établi par l'ISQ pour des fins statistiques. En comparaison des MRC définies juridiquement, les MRC géographiques offrent une couverture exhaustive de la province. Pour en savoir plus sur les différences entre les MRC géographiques et celles définies juridiquement, veuillez consulter le [Système du code géographique du Québec – Guide explicatif et lexique](#).

À noter

La MRC d'Eeyou Istchee désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec¹. Même si ce n'est pas systématiquement mentionné dans le texte, ce toponyme n'est pas officiel.

Les régions administratives de Montréal et de Laval sont respectivement composées d'une MRC identique au territoire régional. Certaines MRC ne comprennent qu'une seule ville : c'est le cas de Laval, de Gatineau, de Sherbrooke, de Trois-Rivières, de Shawinigan, de Lévis, de Mirabel, de Rouyn-Noranda et de Saguenay. D'autres englobent, en plus de leur principal centre urbain, au moins une autre ville : c'est le cas de Montréal, de Québec et de Longueuil.

Pour les sections portant sur la démographie et la valeur foncière, les variables sont analysées en suivant le découpage géographique et la dénomination² des MRC au 1^{er} juillet 2022. Ces deux sections tiennent compte du redécoupage territorial apporté le 1^{er} janvier 2022, lors duquel la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a changé de MRC d'appartenance en passant de la MRC des Collines-de-l'Outaouais à celle de Papineau. Les données de ces deux MRC ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer une comparabilité dans le temps. Pour ce qui est de la section sur le revenu disponible par habitant et de celle sur le taux de travailleurs et le revenu d'emploi médian, elles portent sur des données fondées sur le découpage au 31 décembre 2021, donc avant les modifications apportées aux limites territoriales de ces deux MRC de l'Outaouais.

-
1. Ce territoire géostatistique comprend les terres réservées aux Cris (TC) et les villages cris (VC).
 2. La MRC Robert-Cliche, dans Chaudière-Appalaches, a changé officiellement de nom pour Beauce-Centre le 30 juillet 2022. Comme l'ensemble des sections de ce chapitre sont basées sur la dénomination au 1^{er} juillet 2022, le nouveau toponyme n'a pas été pris en compte.



12.1 Démographie

Direction des statistiques sociodémographiques

Évolution de la population : croissance dans la plupart des MRC en 2021-2022

La dynamique démographique varie grandement non seulement d'une région administrative à l'autre, mais également à l'intérieur de chacune d'elles. La [carte 12.1.1](#) et le [tableau 12.1.1](#) permettent d'illustrer ces contrastes. La [carte 12.1.1](#) présente les taux d'accroissement annuels de la population des MRC entre le 1^{er} juillet 2021 et le 1^{er} juillet 2022. Le [tableau 12.1.1](#) montre quant à lui l'évolution de la population de chaque MRC de 2018 à 2022, et permet donc de suivre les fluctuations observées depuis le début de la pandémie.

La population est de taille très inégale dans les 104 MRC du Québec. La MRC de Montréal, qui correspond à la région administrative du même nom, est de loin la plus peuplée, avec plus de 2 millions d'habitants. Elle est suivie des MRC où se trouvent les autres plus grandes municipalités du Québec, soit Québec (597 100 habitants), Laval (446 500 habitants), Longueuil (437 500 habitants) et Gatineau (292 500 habitants). À l'opposé, cinq MRC comptent moins de 10 000 habitants (entre 3 500 et 9 000), soit Caniapiscou, Le Golfe-du-Saint-Laurent, Minganie, L'Île-d'Orléans et Les Basques.

Selon les estimations provisoires, 96 des 104 MRC du Québec ont vu leur population s'accroître entre 2021 et 2022, alors que 92 MRC avaient connu une croissance en 2020-2021. Parmi celles-ci, huit MRC ont enregistré un taux d'accroissement supérieur à 25 pour mille (ou 2,5 %), ce qui représente une croissance relativement forte comparativement à celle du Québec dans son ensemble (10,8 pour mille). Deux de ces MRC où la croissance a été forte sont situées dans les Laurentides, soit Argenteuil (32,2 pour mille), qui affiche le plus haut taux d'accroissement de toutes les MRC, et Mirabel (29,7 pour mille). Les autres MRC de ce groupe sont Bécancour (31,4 pour mille), dans le Centre-du-Québec, Montcalm (31,3 pour mille), dans Lanaudière, Les Collines-de-l'Outaouais (30,0 pour mille), en Outaouais, Le Fjord-du-Saguenay (26,6 pour mille), au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Charlevoix (26,1 pour mille), dans la Capitale-Nationale, et Brome-Missisquoi (25,7 pour mille), en Estrie. Certaines de ces MRC ont souvent figuré parmi les MRC affichant les plus fortes croissances, comme Mirabel ou Montcalm. D'autres,

comme Argenteuil, Bécancour et Charlevoix, ont plutôt déjà connu des épisodes de déclin, dont certains se sont produits récemment. Leur taux d'accroissement élevé en 2021-2022 révèle ainsi une nette progression de leur bilan démographique dans les dernières années.

À l'opposé, seulement huit MRC ont vu leur population diminuer en 2021-2022. Ces MRC se trouvent presque toutes dans des régions éloignées des grands centres. Trois d'entre elles se situent sur la Côte-Nord, soit Caniapiscou (- 13,7 pour mille), La Haute-Côte-Nord (- 6,5 pour mille) et Sept-Rivières (- 1,4 pour mille). On en trouve deux autres en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, soit La Côte-de-Gaspé (- 2,2 pour mille) et Le Rocher-Percé (- 0,8 pour mille), auxquelles s'ajoutent les MRC d'Abitibi-Ouest (- 5,6 pour mille), en Abitibi-Témiscamingue, et de Jamésie (- 3,2 pour mille), dans le Nord-du-Québec. La seule autre MRC où la population a diminué en 2021-2022 est L'Île-d'Orléans (- 11,3 pour mille), près de Québec. Toutes ces MRC ont aussi souvent été déficitaires dans le passé. Soulignons toutefois que La Côte-de-Gaspé et Le Rocher-Percé avaient vu leur population augmenter de façon notable en 2020-2021 – le taux était de plus de 10 pour mille –, une situation exceptionnelle qui ne s'est pas reproduite en 2021-2022.

De manière générale, plusieurs des MRC où la croissance démographique s'était accélérée dans le contexte de la pandémie ont vu leur croissance ralentir en 2021-2022. En contrepartie, celles dont le bilan démographique s'était détérioré, principalement les MRC les plus peuplées, ont connu une reprise. La reprise est notable à Montréal, où la population a augmenté en 2021-2022 (6,9 pour mille) après avoir diminué de façon importante en 2020-2021 (- 23,2 pour mille). Longueuil renoue aussi avec la croissance (5,1 pour mille) après avoir connu un léger déclin de sa population. Les taux d'accroissement sont également en hausse pour Québec (13,1 pour mille), Laval (7,6 pour mille) et Gatineau (6,7 pour mille), qui n'avaient connu qu'une faible croissance en 2020-2021. Ces MRC n'ont toutefois pas encore retrouvé le niveau de croissance qu'elles affichaient avant la pandémie, à l'exception notable de Québec, qui enregistre son taux d'accroissement le plus élevé depuis que des données

comparables sont disponibles, soit depuis 1996-1997. Lévis (17,0 pour mille), Sherbrooke (16,3 pour mille), Trois-Rivières (12,3 pour mille) et Saguenay (7,5 pour mille) font aussi partie des MRC où la croissance s'est accélérée en 2021-2022, après avoir connu un ralentissement d'ampleur variable l'année précédente. Les taux d'accroissement de 2021-2022 y sont parmi les plus élevés depuis 1996-1997.

Soulignons enfin que parmi les MRC où la croissance a ralenti en 2021-2022, plusieurs ont maintenu une croissance plus forte qu'avant la pandémie. Par ailleurs, certaines MRC ont échappé au ralentissement de la dernière année et ont vu leur taux augmenter de nouveau en 2021-2022. C'est notamment le cas de la majorité des MRC du Bas-Saint-Laurent et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Structure par âge: dans 15 MRC, les personnes âgées de 65 ans et plus comptent pour au moins 30 % de la population

La [carte 12.1.2](#) permet de comparer la structure par âge de la population à l'échelle des MRC, en illustrant la part des personnes âgées de 65 ans et plus dans chacune d'entre elles. Les données sont reprises de façon plus détaillée dans la [figure 12.1.1](#), qui regroupe les MRC par région administrative, ce qui permet de voir la dispersion à l'intérieur de chaque région. Enfin, le [tableau 12.1.2](#) présente les effectifs et les proportions de la population répartie en trois grands groupes d'âge.

En 2022, la part des personnes âgées de 65 ans et plus au sein de la population s'établit à 20,8 % dans l'ensemble du Québec. Près des trois quarts des MRC, soit 76 sur 104, présentent toutefois une proportion plus élevée. Dans 45 d'entre elles, la part est d'au moins 25 %, et dans 15 MRC, elle s'élève à 30 % ou plus. Les MRC où les parts des personnes âgées sont les plus importantes sont Mékinac (34,6 %), en Mauricie, Les Basques (33,6 %), dans le Bas-Saint-Laurent, ainsi que La Haute-Gaspésie (32,9 %) et Le Rocher-Percé (32,6 %), toutes deux situées en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Une part de personnes âgées supérieure ou égale à 30 % est aussi observée dans d'autres MRC de ces trois régions, de même que dans certaines MRC des régions de l'Estrie, de la Chaudière-Appalaches, de la Capitale-Nationale et des Laurentides.

Au sein de certaines régions, le rythme du vieillissement de la population diffère grandement d'une MRC à l'autre, ce qui explique que la part des personnes âgées de 65 ans et plus soit très variable. Par exemple, en Outaouais, cette part est de 15,1 % dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais, qui entoure Gatineau, tandis qu'elle s'élève à environ 27 % dans les trois MRC situées plus loin du centre. Une dynamique semblable s'observe dans les Laurentides et Lanaudière, où la population des MRC situées les plus au nord est beaucoup plus âgée que celle des MRC situées plus près de Montréal. La région des Laurentides comprend ainsi deux MRC où la part des personnes âgées de 65 ans et plus est parmi les plus élevées, soit Antoine-Labelle (30,2 %) et Les Pays-d'en-Haut (30,0 %), mais aussi une MRC où cette part est parmi les plus faibles, soit Mirabel (12,8 %). En outre, dans la Capitale-Nationale, les MRC les plus à l'est figurent parmi celles où la population est la plus âgée, tandis que La Jacques-Cartier, en périphérie de Québec, compte seulement 11,6 % de 65 ans et plus.

Parmi les facteurs qui peuvent expliquer que le vieillissement soit plus avancé dans certaines MRC, on relève une faible fécondité, des pertes migratoires chez les jeunes adultes et l'attrait exercé par ces MRC auprès des personnes qui atteignent l'âge de la retraite. À l'inverse, des MRC qui se trouvent en périphérie des grands centres urbains se caractérisent par l'attrait qu'elles exercent auprès des familles avec enfants.

D'autres dynamiques démographiques peuvent être associées à une faible représentation des personnes âgées de 65 ans et plus au sein de la population d'une MRC. C'est ainsi que, de toutes les MRC du Québec, Caniapiscau, sur la Côte-Nord, est celle qui présente la part des 65 ans et plus la plus basse (4,5 %). En contrepartie, Caniapiscau se démarque en affichant la plus forte proportion de personnes âgées de 20 à 64 ans, considérées comme étant d'âge actif (64,6 %). Cela laisse supposer que plusieurs des personnes qui travaillent dans cette MRC n'y restent pas une fois arrivées à l'âge de la retraite.

L'Administration régionale Kativik (5,1 %) et Eeyou Istchee (6,8 %), deux MRC du Nord-du-Québec, présentent les proportions de personnes âgées de 65 ans et plus les plus faibles après Caniapiscau. Ces deux MRC se distinguent par une forte proportion de jeunes de moins de 20 ans au sein de leur population, une situation qui est associée

à une fécondité plus élevée et à une espérance de vie plus faible dans le Nord-du-Québec que dans les autres régions. La part des 65 ans et plus n'est pas aussi faible

dans la MRC de Jamésie (17,7 %), aussi située dans le Nord-du-Québec, mais est tout de même inférieure à celle dans l'ensemble du Québec.

Les estimations de la population

Les estimations de la population des différents découpages géographiques du Québec sont le produit d'une collaboration entre Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec. Elles sont fondées sur les comptes des recensements qui sont rajustés afin de tenir compte du sous-dénombrement net des recensements et des réserves partiellement dénombrées.

Les estimations de population de la période 2016-2022 doivent être considérées comme provisoires. Elles ont comme point de départ les comptes rajustés du Recensement de 2016, auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Comme plusieurs de ces composantes ne sont pas définitives (obtenues par modélisation ou tirées de sources disponibles rapidement, mais moins précises), les estimations peuvent changer au fil des révisions. De plus, les données infraprovinciales feront l'objet d'une révision en 2024 pour s'arrimer aux comptes rajustés du Recensement de 2021. Certains résultats présentés dans le Panorama pourraient s'en trouver modifiés.

Informations statistiques complémentaires

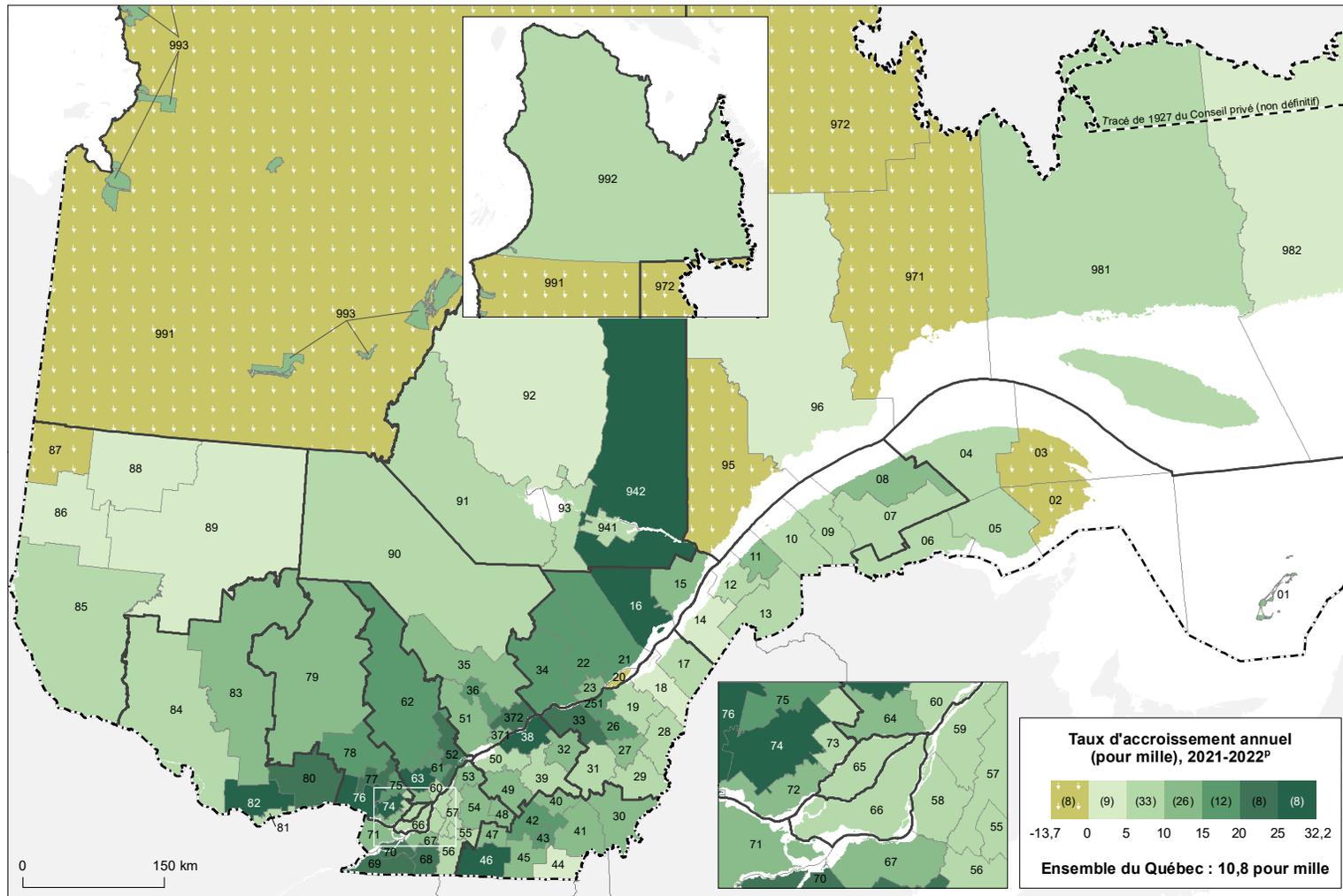
Des tableaux détaillés de données sur la [population et la structure par âge et sexe](#) du Québec, des régions administratives, des MRC, des municipalités et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème Démographie et population. D'autres données y sont également consultables, notamment celles concernant les composantes démographiques qui façonnent la taille et la structure de la population ([naissances](#), [décès](#) et migrations [internes](#) ou [internationales et interprovinciales](#)). Les résultats des [projections démographiques](#) jusqu'en 2041 sont également disponibles.

Référence

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/fiches-demographiques-regions-administratives-quebec-2022.pdf].

Carte 12.1.1

Taux d'accroissement annuel de la population, MRC du Québec, 2021-2022



Notes : Données provisoires.

La correspondance entre le code et le nom des MRC ainsi que les résultats détaillés se trouvent dans le [tableau 12.1.1](#).

Sources : Données sur la démographie :

Institut de la statistique du Québec.

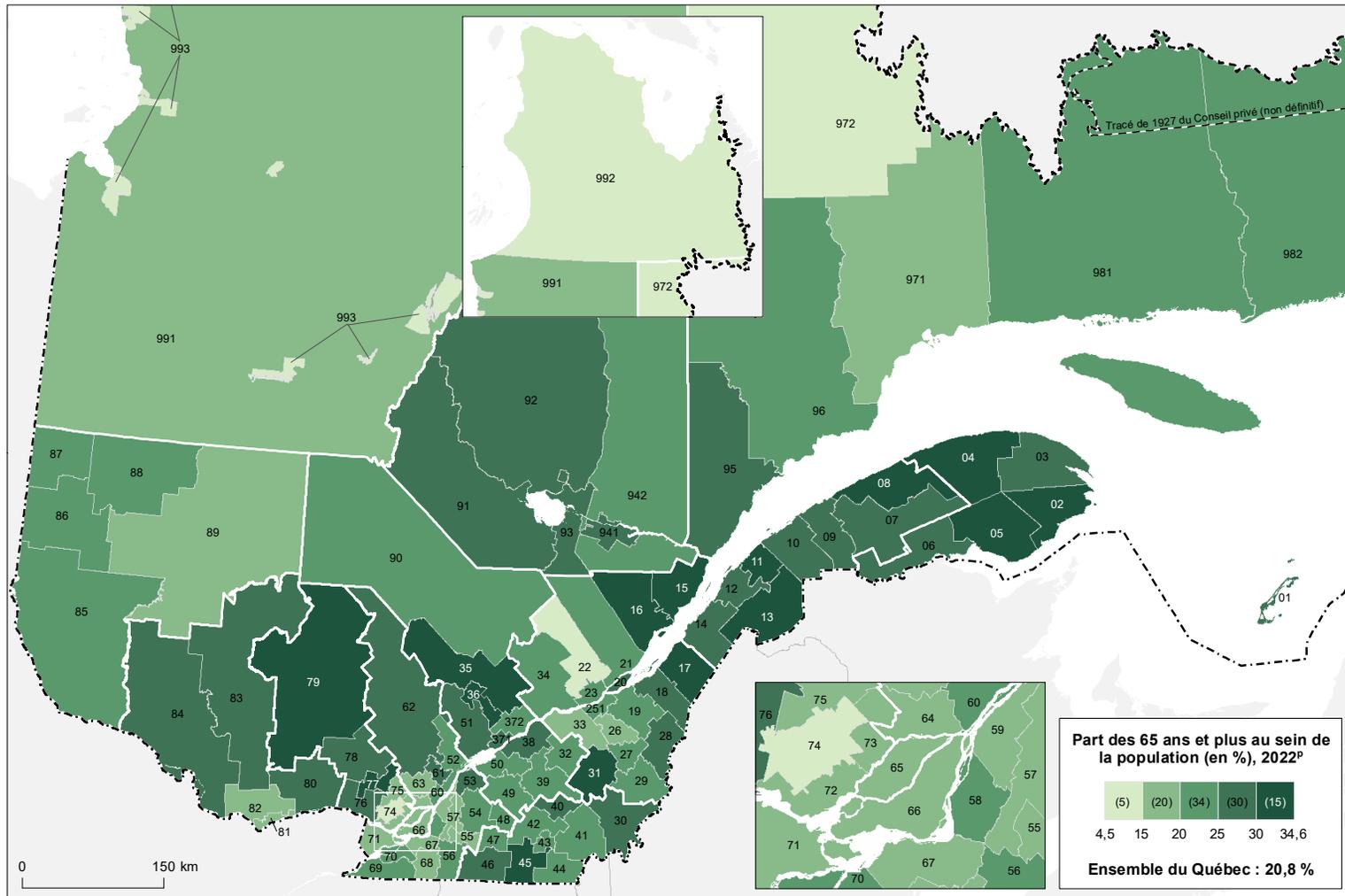
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Données sur les limites administratives :

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2022.

Carte 12.1.2

Part des 65 ans et plus au sein de la population, MRC du Québec, 2022



Notes : Population au 1^{er} juillet. Données provisoires.

La correspondance entre le code et le nom des MRC ainsi que les résultats détaillés se trouvent dans le [tableau 12.1.2](#).

Sources : Données sur la démographie :

Institut de la statistique du Québec.

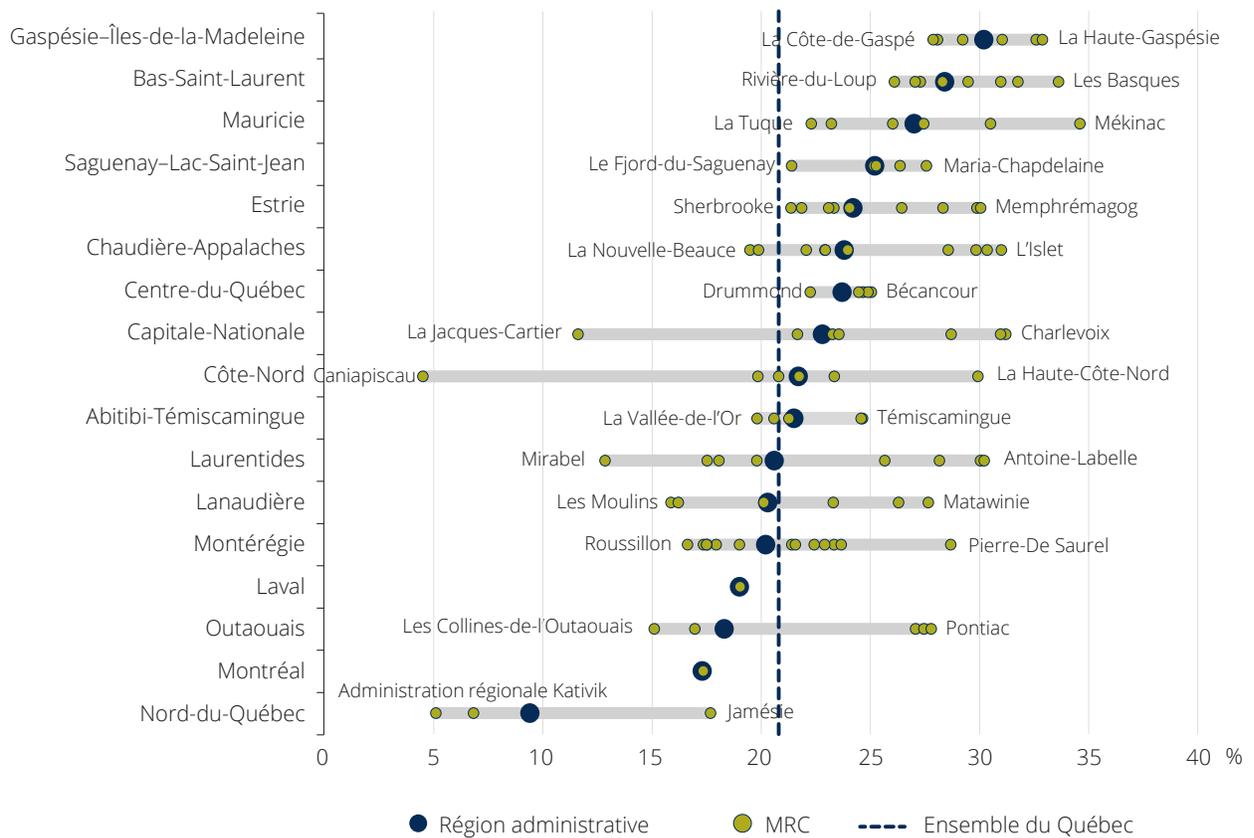
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Données sur les limites administratives :

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2022.

Figure 12.1.1

Part des 65 ans et plus au sein de la population, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2022



Notes : Population au 1^{er} juillet. Données provisoires.

Pour une région donnée, des points qui se superposent indiquent que deux MRC affichent la même valeur.

Les résultats détaillés se trouvent dans le [tableau 12.1.2](#).

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Code	MRC par régions administratives	Population au 1 ^{er} juillet					Taux d'accroissement annuel ²			
		2018	2019	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^p	2018-2019	2019-2020 ^r	2020-2021 ^r	2021-2022 ^p
		n					pour 1000			
01	Bas-Saint-Laurent	197 291	197 530	198 078	199 053	200 507	1,2	2,8	4,9	7,3
07	La Matapédia	17 644	17 638	17 650	17 811	17 954	-0,3	0,7	9,1	8,0
08	La Matanie	21 051	20 902	20 894	20 803	21 086	-7,1	-0,4	-4,4	13,5
09	La Mitis	18 056	18 027	18 076	18 185	18 316	-1,6	2,7	6,0	7,2
10	Rimouski-Neigette	57 078	57 475	57 710	58 010	58 389	6,9	4,1	5,2	6,5
11	Les Basques	8 647	8 576	8 597	8 712	8 841	-8,2	2,4	13,3	14,7
12	Rivière-du-Loup	34 564	34 806	34 963	35 176	35 365	7,0	4,5	6,1	5,4
13	Témiscouata	19 300	19 245	19 279	19 442	19 615	-2,9	1,8	8,4	8,9
14	Kamouraska	20 951	20 861	20 909	20 914	20 941	-4,3	2,3	0,2	1,3
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	277 388	278 032	278 968	279 957	282 330	2,3	3,4	3,5	8,4
91	Le Domaine-du-Roy	31 135	31 203	31 179	31 309	31 515	2,2	-0,8	4,2	6,6
92	Maria-Chapdelaine	24 647	24 505	24 503	24 461	24 507	-5,8	-0,1	-1,7	1,9
93	Lac-Saint-Jean-Est	52 830	52 981	53 119	53 589	53 962	2,9	2,6	8,8	6,9
941	Saguenay	146 634	146 943	147 372	147 139	148 254	2,1	2,9	-1,6	7,5
942	Le Fjord-du-Saguenay	22 142	22 400	22 795	23 459	24 092	11,6	17,5	28,7	26,6
03	Capitale-Nationale	744 399	751 442	756 796	760 732	771 611	9,4	7,1	5,2	14,2
15	Charlevoix-Est	15 360	15 303	15 346	15 563	15 763	-3,7	2,8	14,0	12,8
16	Charlevoix	12 911	12 967	13 045	13 216	13 565	4,3	6,0	13,0	26,1
20	L'Île-d'Orléans	7 604	7 534	7 514	7 488	7 404	-9,2	-2,7	-3,5	-11,3
21	La Côte-de-Beaupré	28 923	29 266	29 785	30 478	31 066	11,8	17,6	23,0	19,1
22	La Jacques-Cartier	45 512	46 165	46 849	48 264	49 234	14,2	14,7	29,8	19,9
23	Québec	579 984	585 773	589 139	589 329	597 089	9,9	5,7	0,3	13,1
34	Portneuf	54 105	54 434	55 118	56 394	57 490	6,1	12,5	22,9	19,2
04	Mauricie	269 455	271 244	274 096	277 419	281 163	6,6	10,5	12,1	13,4
35	Mékinac	12 365	12 377	12 485	12 671	12 845	1,0	8,7	14,8	13,6
36	Shawinigan	49 360	49 447	49 854	50 786	51 579	1,8	8,2	18,5	15,5
371	Trois-Rivières	136 926	138 423	140 452	141 450	143 195	10,9	14,6	7,1	12,3
372	Les Chenaux	19 051	19 121	19 348	19 875	20 329	3,7	11,8	26,9	22,6
51	Maskinongé	36 667	36 822	36 861	37 512	37 985	4,2	1,1	17,5	12,5
90	La Tuque	15 086	15 054	15 096	15 125	15 230	-2,1	2,8	1,9	6,9
05	Estrie	476 836	482 790	490 182	499 155	507 208	12,4	15,2	18,1	16,0
30	Le Granit	21 445	21 405	21 580	21 877	22 112	-1,9	8,1	13,7	10,7
40	Les Sources	14 311	14 301	14 410	14 564	14 732	-0,7	7,6	10,6	11,5
41	Le Haut-Saint-François	22 592	22 726	22 944	23 335	23 672	5,9	9,5	16,9	14,3
42	Le Val-Saint-François	31 072	31 326	31 755	32 163	32 776	8,1	13,6	12,8	18,9
43	Sherbrooke	166 217	168 765	171 036	172 835	175 684	15,2	13,4	10,5	16,3
44	Coaticook	18 572	18 707	18 812	19 109	19 204	7,2	5,6	15,7	5,0
45	Memphrémagog	51 624	52 124	53 053	54 499	55 215	9,6	17,7	26,9	13,1
46	Brome-Missisquoi	60 440	61 626	63 470	66 026	67 744	19,4	29,5	39,5	25,7
47	La Haute-Yamaska	90 563	91 810	93 122	94 747	96 069	13,7	14,2	17,3	13,9

Suite à la page 180

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Code	MRC par régions administratives	Population au 1 ^{er} juillet					Taux d'accroissement annuel ²			
		2018	2019	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^p	2018-2019	2019-2020 ^r	2020-2021 ^r	2021-2022 ^p
		n					pour 1000			
06	Montréal	2 028 244	2 066 038	2 072 234	2 024 806	2 038 845	18,5	3,0	-23,2	6,9
66	Montréal	2 028 244	2 066 038	2 072 234	2 024 806	2 038 845	18,5	3,0	-23,2	6,9
07	Outaouais	392 200	397 007	401 117	404 354	408 979	12,2	10,3	8,0	11,4
80	Papineau ³	23 834	24 034	24 562	25 356	25 981	8,4	21,7	31,8	24,3
81	Gatineau	283 827	287 648	289 996	290 564	292 524	13,4	8,1	2,0	6,7
82	Les Collines-de-l'Outaouais ³	49 824	50 614	51 718	53 102	54 720	15,7	21,6	26,4	30,0
83	La Vallée-de-la-Gatineau	20 528	20 550	20 680	21 051	21 350	1,1	6,3	17,8	14,1
84	Pontiac	14 187	14 161	14 161	14 281	14 404	-1,8	0,0	8,4	8,6
08	Abitibi-Témiscamingue	147 607	147 634	147 922	148 162	148 493	0,2	1,9	1,6	2,2
85	Témiscamingue	15 838	15 709	15 756	15 901	16 034	-8,2	3,0	9,2	8,3
86	Rouyn-Noranda	42 965	43 075	43 098	42 996	43 073	2,6	0,5	-2,4	1,8
87	Abitibi-Ouest	20 595	20 581	20 554	20 569	20 454	-0,7	-1,3	0,7	-5,6
88	Abitibi	24 803	24 725	24 804	24 945	25 050	-3,1	3,2	5,7	4,2
89	La Vallée-de-l'Or	43 406	43 544	43 710	43 751	43 882	3,2	3,8	0,9	3,0
09	Côte-Nord	91 160	90 717	90 605	90 523	90 405	-4,9	-1,2	-0,9	-1,3
95	La Haute-Côte-Nord	10 600	10 533	10 490	10 455	10 387	-6,3	-4,1	-3,3	-6,5
96	Manicouagan	30 503	30 335	30 214	30 211	30 217	-5,5	-4,0	-0,1	0,2
971	Sept-Rivières	35 095	34 887	34 946	34 947	34 897	-5,9	1,7	0,0	-1,4
972	Caniapiscau	3 813	3 897	3 895	3 831	3 779	21,8	-0,5	-16,6	-13,7
981	Minganie	6 494	6 439	6 446	6 457	6 490	-8,5	1,1	1,7	5,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 655	4 626	4 614	4 622	4 635	-6,2	-2,6	1,7	2,8
10	Nord-du-Québec	45 557	45 894	46 186	46 643	46 916	7,4	6,3	9,8	5,8
991	Jamésie	13 836	13 648	13 465	13 399	13 356	-13,7	-13,5	-4,9	-3,2
	Administration régionale									
992	Kativik	13 817	14 111	14 357	14 562	14 658	21,1	17,3	14,2	6,6
993	Eeyou Istchee ⁴	17 904	18 135	18 364	18 682	18 902	12,8	12,5	17,2	11,7
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	90 615	90 456	90 689	92 015	92 403	-1,8	2,6	14,5	4,2
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	12 555	12 645	12 777	13 067	13 211	7,1	10,4	22,4	11,0
02	Le Rocher-Percé	17 175	17 086	17 091	17 264	17 251	-5,2	0,3	10,1	-0,8
03	La Côte-de-Gaspé	17 484	17 486	17 441	17 683	17 645	0,1	-2,6	13,8	-2,2
04	La Haute-Gaspésie	11 125	10 964	10 968	11 133	11 192	-14,6	0,4	14,9	5,3
05	Bonaventure	17 570	17 579	17 731	17 966	18 113	0,5	8,6	13,2	8,1
06	Avignon	14 706	14 696	14 681	14 902	14 991	-0,7	-1,0	14,9	6,0

Suite à la page 181

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Code	MRC par régions administratives	Population au 1 ^{er} juillet					Taux d'accroissement annuel ²				
		2018	2019	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^p	2018-2019	2019-2020 ^r	2020-2021 ^r	2021-2022 ^p	
		n					pour 1000				
12	Chaudière-Appalaches	426 578	428 969	432 805	438 185	444 072	5,6	8,9	12,4	13,3	
17	L'Islet	17 670	17 670	17 696	17 825	17 943	0,0	1,5	7,3	6,6	
18	Montmagny	22 640	22 558	22 540	22 778	22 858	-3,6	-0,8	10,5	3,5	
19	Bellechasse	37 527	37 644	37 962	38 572	38 877	3,1	8,4	15,9	7,9	
251	Lévis	146 374	147 762	150 011	152 168	154 775	9,4	15,1	14,3	17,0	
26	La Nouvelle-Beauce	37 798	37 931	37 890	38 548	39 249	3,5	-1,1	17,2	18,0	
27	Robert-Cliche	19 221	19 303	19 324	19 296	19 538	4,3	1,1	-1,5	12,5	
28	Les Etchemins	16 465	16 475	16 578	16 831	16 989	0,6	6,2	15,1	9,3	
29	Beauce-Sartigan	53 401	53 697	53 945	54 101	54 572	5,5	4,6	2,9	8,7	
31	Les Appalaches	42 541	42 597	43 035	43 435	43 844	1,3	10,2	9,3	9,4	
33	Lotbinière	32 941	33 332	33 824	34 631	35 427	11,8	14,7	23,6	22,7	
13	Laval	435 099	439 583	442 574	443 093	446 476	10,3	6,8	1,2	7,6	
65	Laval	435 099	439 583	442 574	443 093	446 476	10,3	6,8	1,2	7,6	
14	Lanaudière	508 958	515 727	524 425	535 132	544 265	13,2	16,7	20,2	16,9	
52	D'Autray	43 140	43 448	44 102	45 259	46 382	7,1	14,9	25,9	24,5	
60	L'Assomption	126 578	127 608	128 681	129 917	131 203	8,1	8,4	9,6	9,8	
61	Joliette	68 394	69 277	70 410	71 788	72 984	12,8	16,2	19,4	16,5	
62	Matawinie	51 574	52 199	53 483	55 253	56 304	12,0	24,3	32,6	18,8	
63	Montcalm	55 062	56 082	57 764	60 372	62 292	18,4	29,5	44,2	31,3	
64	Les Moulins	164 210	167 113	169 985	172 543	175 100	17,5	17,0	14,9	14,7	
15	Laurentides	611 917	620 648	631 742	646 888	657 375	14,2	17,7	23,7	16,1	
72	Deux-Montagnes	102 636	103 569	104 491	106 061	107 380	9,0	8,9	14,9	12,4	
73	Thérèse-De Blainville	160 856	162 699	164 584	166 913	168 282	11,4	11,5	14,1	8,2	
74	Mirabel	55 228	57 557	59 641	62 010	63 881	41,3	35,6	38,9	29,7	
75	La Rivière-du-Nord	134 150	136 470	139 077	142 810	145 037	17,1	18,9	26,5	15,5	
76	Argenteuil	32 978	33 235	33 805	34 908	36 050	7,8	17,0	32,1	32,2	
77	Les Pays-d'en-Haut	43 344	43 886	45 379	47 246	48 344	12,4	33,5	40,3	23,0	
78	Les Laurentides	47 226	47 709	48 909	50 210	51 130	10,2	24,8	26,3	18,2	
79	Antoine-Labelle	35 499	35 523	35 856	36 730	37 271	0,7	9,3	24,1	14,6	

Suite à la page 182

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2018 à 2022

Code	MRC par régions administratives	Population au 1 ^{er} juillet					Taux d'accroissement annuel ²			
		2018	2019	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^p	2018-2019	2019-2020 ^r	2020-2021 ^r	2021-2022 ^p
		n					pour 1000			
16	Montérégie	1 410 938	1 430 305	1 446 502	1 460 670	1 475 578	13,6	11,3	9,7	10,2
48	Acton	15 638	15 716	15 965	16 271	16 435	5,0	15,7	19,0	10,0
53	Pierre-De Saurel	51 115	51 318	51 856	52 727	53 331	4,0	10,4	16,7	11,4
54	Les Maskoutains	88 348	88 918	89 723	90 516	91 534	6,4	9,0	8,8	11,2
55	Rouville	37 248	37 475	37 801	38 204	38 543	6,1	8,7	10,6	8,8
56	Le Haut-Richelieu	119 649	121 045	122 534	123 825	124 792	11,6	12,2	10,5	7,8
57	La Vallée-du-Richelieu	128 583	130 859	132 275	133 340	134 507	17,5	10,8	8,0	8,7
58	Longueuil	426 548	432 468	435 802	435 246	437 453	13,8	7,7	-1,3	5,1
59	Marguerite-D'Youville	79 050	79 956	80 843	82 129	82 717	11,4	11,0	15,8	7,1
67	Roussillon	188 914	192 466	194 947	197 060	199 870	18,6	12,8	10,8	14,2
68	Les Jardins-de-Napierville	30 127	30 624	30 928	31 927	32 676	16,4	9,9	31,8	23,2
69	Le Haut-Saint-Laurent	24 092	24 208	24 562	25 236	25 782	4,8	14,5	27,1	21,4
70	Beauharnois-Salaberry	66 045	66 978	67 938	69 900	71 613	14,0	14,2	28,5	24,2
71	Vaudreuil-Soulanges	155 581	158 274	161 328	164 289	166 325	17,2	19,1	18,2	12,3
17	Centre-du-Québec	247 496	249 467	251 674	255 548	259 033	7,9	8,8	15,3	13,5
32	L'Érable	23 480	23 736	23 980	24 349	24 671	10,8	10,2	15,3	13,1
38	Bécancour	20 557	20 799	21 095	21 610	22 300	11,7	14,1	24,1	31,4
39	Arthabaska	73 591	74 132	74 496	75 307	75 997	7,3	4,9	10,8	9,1
49	Drummond	106 181	107 132	108 292	110 060	111 693	8,9	10,8	16,2	14,7
50	Nicolet-Yamaska	23 687	23 668	23 811	24 222	24 372	-0,8	6,0	17,1	6,2
Ensemble du Québec		8 401 738	8 503 483	8 576 595	8 602 335	8 695 659	12,0	8,6	3,0	10,8

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents à une MRC de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des territoires équivalents.
2. Calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).
3. La municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a changé de MRC d'appartenance le 1^{er} janvier 2022, passant de la MRC des Collines-de-l'Outaouais à la MRC de Papineau. Toutes les données de ces deux MRC sont présentées selon le nouveau découpage.
4. Toponyme non officiel

Note : Les estimations présentées dans ce tableau sont basées sur les comptes rajustés du Recensement de 2016 et ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision en 2024, lorsque les comptes du Recensement de 2021 corrigés du sous-dénombrement net seront disponibles à l'échelle infraprovinciale.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.1.2

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Code	MRC par régions administratives	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus		
01	Bas-Saint-Laurent	200 507	36 604	106 883	57 020	100,0	18,3	53,3	28,4	50,3	47,2
07	La Matapédia	17 954	3 370	9 502	5 082	100,0	18,8	52,9	28,3	51,7	47,4
08	La Matanie	21 086	3 407	10 982	6 697	100,0	16,2	52,1	31,8	54,7	49,6
09	La Mitis	18 316	3 586	9 732	4 998	100,0	19,6	53,1	27,3	50,2	46,5
10	Rimouski-Neigette	58 389	10 657	31 939	15 793	100,0	18,3	54,7	27,0	47,4	46,1
11	Les Basques	8 841	1 446	4 423	2 972	100,0	16,4	50,0	33,6	56,5	50,3
12	Rivière-du-Loup	35 365	6 875	19 259	9 231	100,0	19,4	54,5	26,1	47,0	45,7
13	Témiscouata	19 615	3 370	10 170	6 075	100,0	17,2	51,8	31,0	54,8	49,3
14	Kamouraska	20 941	3 893	10 876	6 172	100,0	18,6	51,9	29,5	51,3	47,8
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	282 330	54 727	156 350	71 253	100,0	19,4	55,4	25,2	46,7	45,4
91	Le Domaine-du-Roy	31 515	6 142	17 067	8 306	100,0	19,5	54,2	26,4	48,7	46,1
92	Maria-Chapdelaine	24 507	4 722	13 030	6 755	100,0	19,3	53,2	27,6	50,0	46,9
93	Lac-Saint-Jean-Est	53 962	10 954	29 429	13 579	100,0	20,3	54,5	25,2	47,0	45,4
941	Saguenay	148 254	27 805	82 990	37 459	100,0	18,8	56,0	25,3	46,1	45,3
942	Le Fjord-du-Saguenay	24 092	5 104	13 834	5 154	100,0	21,2	57,4	21,4	44,7	43,3
03	Capitale-Nationale	771 611	148 537	446 909	176 165	100,0	19,3	57,9	22,8	43,8	44,0
15	Charlevoix-Est	15 763	2 671	8 173	4 919	100,0	16,9	51,8	31,2	53,9	49,0
16	Charlevoix	13 565	2 210	7 155	4 200	100,0	16,3	52,7	31,0	53,2	48,9
20	L'Île-d'Orléans	7 404	1 254	4 025	2 125	100,0	16,9	54,4	28,7	51,0	47,8
21	La Côte-de-Beaupré	31 066	6 656	17 680	6 730	100,0	21,4	56,9	21,7	45,1	43,8
22	La Jacques-Cartier	49 234	13 287	30 230	5 717	100,0	27,0	61,4	11,6	37,9	37,4
23	Québec	597 089	110 733	347 425	138 931	100,0	18,5	58,2	23,3	43,7	44,2
34	Portneuf	57 490	11 726	32 221	13 543	100,0	20,4	56,0	23,6	45,8	44,5
04	Mauricie	281 163	50 916	154 260	75 987	100,0	18,1	54,9	27,0	48,5	46,5
35	Mékinac	12 845	1 954	6 447	4 444	100,0	15,2	50,2	34,6	57,7	51,5
36	Shawinigan	51 579	8 571	27 274	15 734	100,0	16,6	52,9	30,5	53,1	48,7
371	Trois-Rivières	143 195	25 851	80 073	37 271	100,0	18,1	55,9	26,0	46,3	45,6
372	Les Chenaux	20 329	4 115	11 494	4 720	100,0	20,2	56,5	23,2	45,6	44,3
51	Maskinongé	37 985	6 958	20 604	10 423	100,0	18,3	54,2	27,4	51,0	47,3
90	La Tuque	15 230	3 467	8 368	3 395	100,0	22,8	54,9	22,3	44,6	43,4
05	Estrie	507 208	101 076	283 217	122 915	100,0	19,9	55,8	24,2	45,8	44,7
30	Le Granit	22 112	4 103	11 746	6 263	100,0	18,6	53,1	28,3	52,4	47,7
40	Les Sources	14 732	2 927	7 403	4 402	100,0	19,9	50,3	29,9	50,7	47,1
41	Le Haut-Saint-François	23 672	5 133	13 017	5 522	100,0	21,7	55,0	23,3	45,8	44,2
42	Le Val-Saint-François	32 776	7 240	18 374	7 162	100,0	22,1	56,1	21,9	44,5	43,4
43	Sherbrooke	175 684	35 677	102 482	37 525	100,0	20,3	58,3	21,4	41,2	42,4
44	Coaticook	19 204	4 339	10 431	4 434	100,0	22,6	54,3	23,1	44,4	43,5
45	Memphrémagog	55 215	9 346	29 274	16 595	100,0	16,9	53,0	30,1	54,4	49,1
46	Brome-Missisquoi	67 744	12 840	36 997	17 907	100,0	19,0	54,6	26,4	49,1	46,3
47	La Haute-Yamaska	96 069	19 471	53 493	23 105	100,0	20,3	55,7	24,1	46,4	44,9

Suite à la page 184

Tableau 12.1.2 (suite)

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Code	MRC par régions administratives	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus		
		n				%				ans	
06	Montréal	2 038 845	398 321	1 286 993	353 531	100,0	19,5	63,1	17,3	39,4	41,1
66	Montréal	2 038 845	398 321	1 286 993	353 531	100,0	19,5	63,1	17,3	39,4	41,1
07	Outaouais	408 979	90 440	243 758	74 781	100,0	22,1	59,6	18,3	42,1	41,7
80	Papineau ²	25 981	4 403	14 546	7 032	100,0	16,9	56,0	27,1	52,9	47,8
81	Gatineau	292 524	66 246	176 655	49 623	100,0	22,6	60,4	17,0	40,6	40,8
82	Les Collines-de-l'Outaouais ²	54 720	13 347	33 111	8 262	100,0	24,4	60,5	15,1	41,6	40,4
83	La Vallée-de-la-Gatineau	21 350	3 728	11 760	5 862	100,0	17,5	55,1	27,5	53,4	47,9
84	Pontiac	14 404	2 716	7 686	4 002	100,0	18,9	53,4	27,8	51,4	46,9
08	Abitibi-Témiscamingue	148 493	32 095	84 534	31 864	100,0	21,6	56,9	21,5	44,1	43,2
85	Témiscamingue	16 034	3 345	8 738	3 951	100,0	20,9	54,5	24,6	48,3	45,3
86	Rouyn-Noranda	43 073	9 132	25 074	8 867	100,0	21,2	58,2	20,6	42,4	42,6
87	Abitibi-Ouest	20 454	4 287	11 141	5 026	100,0	21,0	54,5	24,6	47,2	45,0
88	Abitibi	25 050	5 445	14 278	5 327	100,0	21,7	57,0	21,3	44,2	43,0
89	La Vallée-de-l'Or	43 882	9 886	25 303	8 693	100,0	22,5	57,7	19,8	42,7	42,2
09	Côte-Nord	90 405	18 804	51 966	19 635	100,0	20,8	57,5	21,7	45,8	44,0
95	La Haute-Côte-Nord	10 387	1 660	5 618	3 109	100,0	16,0	54,1	29,9	54,5	49,3
96	Manicouagan	30 217	5 799	17 363	7 055	100,0	19,2	57,5	23,3	47,9	45,4
971	Sept-Rivières	34 897	7 728	20 243	6 926	100,0	22,1	58,0	19,8	43,4	42,5
972	Caniapiscau	3 779	1 167	2 442	170	100,0	30,9	64,6	4,5	32,3	32,6
981	Minganie	6 490	1 432	3 647	1 411	100,0	22,1	56,2	21,7	45,9	43,4
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 635	1 018	2 653	964	100,0	22,0	57,2	20,8	47,9	43,9
10	Nord-du-Québec	46 916	15 887	26 632	4 397	100,0	33,9	56,8	9,4	30,8	33,3
991	Jamésie	13 356	2 927	8 068	2 361	100,0	21,9	60,4	17,7	42,6	41,9
	Administration régionale										
992	Kativik	14 658	6 018	7 893	747	100,0	41,1	53,8	5,1	25,5	28,3
993	Eeyou Istchee ³	18 902	6 942	10 671	1 289	100,0	36,7	56,5	6,8	28,3	31,1
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	92 403	14 868	49 616	27 919	100,0	16,1	53,7	30,2	54,0	49,1
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	13 211	1 907	7 443	3 861	100,0	14,4	56,3	29,2	54,5	49,5
02	Le Rocher-Percé	17 251	2 433	9 196	5 622	100,0	14,1	53,3	32,6	56,0	50,9
03	La Côte-de-Gaspé	17 645	3 052	9 639	4 954	100,0	17,3	54,6	28,1	52,0	47,6
04	La Haute-Gaspésie	11 192	1 603	5 909	3 680	100,0	14,3	52,8	32,9	56,0	50,7
05	Bonaventure	18 113	2 980	9 510	5 623	100,0	16,5	52,5	31,0	54,2	49,5
06	Avignon	14 991	2 893	7 919	4 179	100,0	19,3	52,8	27,9	50,6	46,9

Suite à la page 185

Tableau 12.1.2 (suite)

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Code	MRC par régions administratives	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus		
12	Chaudière-Appalaches	444 072	92 750	245 833	105 489	100,0	20,9	55,4	23,8	45,5	44,4
17	L'Islet	17 943	3 126	9 255	5 562	100,0	17,4	51,6	31,0	54,2	49,1
18	Montmagny	22 858	3 965	12 073	6 820	100,0	17,3	52,8	29,8	53,0	48,5
19	Bellechasse	38 877	8 520	21 446	8 911	100,0	21,9	55,2	22,9	44,4	43,6
251	Lévis	154 775	32 438	88 188	34 149	100,0	21,0	57,0	22,1	44,4	43,6
26	La Nouvelle-Beauce	39 249	9 448	22 155	7 646	100,0	24,1	56,4	19,5	41,5	41,4
27	Robert-Cliche	19 538	4 393	10 464	4 681	100,0	22,5	53,6	24,0	44,5	43,8
28	Les Etchemins	16 989	3 192	8 944	4 853	100,0	18,8	52,6	28,6	52,0	47,5
29	Beauce-Sartigan	54 572	11 578	30 478	12 516	100,0	21,2	55,8	22,9	45,1	44,1
31	Les Appalaches	43 844	7 916	22 620	13 308	100,0	18,1	51,6	30,4	51,7	48,0
33	Lotbinière	35 427	8 174	20 210	7 043	100,0	23,1	57,0	19,9	41,7	41,7
13	Laval	446 476	97 678	263 821	84 977	100,0	21,9	59,1	19,0	43,1	42,4
65	Laval	446 476	97 678	263 821	84 977	100,0	21,9	59,1	19,0	43,1	42,4
14	Lanaudière	544 265	122 110	311 939	110 216	100,0	22,4	57,3	20,3	43,5	42,6
52	D'Autray	46 382	9 107	26 468	10 807	100,0	19,6	57,1	23,3	46,4	44,7
60	L'Assomption	131 203	30 732	74 079	26 392	100,0	23,4	56,5	20,1	43,1	42,3
61	Joliette	72 984	14 443	39 349	19 192	100,0	19,8	53,9	26,3	46,4	45,5
62	Matawinie	56 304	9 319	31 415	15 570	100,0	16,6	55,8	27,7	54,1	48,4
63	Montcalm	62 292	15 018	37 391	9 883	100,0	24,1	60,0	15,9	39,2	39,7
64	Les Moulins	175 100	43 491	103 237	28 372	100,0	24,8	59,0	16,2	41,2	40,3
15	Laurentides	657 375	139 101	383 024	135 250	100,0	21,2	58,3	20,6	44,4	43,2
72	Deux-Montagnes	107 380	25 010	62 970	19 400	100,0	23,3	58,6	18,1	42,3	41,5
73	Thérèse-De Blainville	168 282	39 080	99 708	29 494	100,0	23,2	59,3	17,5	42,2	41,3
74	Mirabel	63 881	16 270	39 403	8 208	100,0	25,5	61,7	12,8	37,8	38,0
75	La Rivière-du-Nord	145 037	31 365	84 954	28 718	100,0	21,6	58,6	19,8	42,9	42,5
76	Argenteuil	36 050	6 461	20 340	9 249	100,0	17,9	56,4	25,7	50,0	46,4
77	Les Pays-d'en-Haut	48 344	6 902	26 920	14 522	100,0	14,3	55,7	30,0	55,7	50,1
78	Les Laurentides	51 130	8 252	28 480	14 398	100,0	16,1	55,7	28,2	53,0	48,4
79	Antoine-Labelle	37 271	5 761	20 249	11 261	100,0	15,5	54,3	30,2	55,2	49,4

Suite à la page 186

Tableau 12.1.2 (suite)

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2022

Code	MRC par régions administratives	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus		
16	Montérégie	1 475 578	323 825	854 326	297 427	100,0	21,9	57,9	20,2	43,2	42,6
48	Acton	16 435	3 454	9 146	3 835	100,0	21,0	55,6	23,3	45,8	44,3
53	Pierre-De Saurel	53 331	9 232	28 801	15 298	100,0	17,3	54,0	28,7	51,0	47,6
54	Les Maskoutains	91 534	19 161	51 844	20 529	100,0	20,9	56,6	22,4	43,9	43,6
55	Rouville	38 543	8 803	22 416	7 324	100,0	22,8	58,2	19,0	41,9	41,8
56	Le Haut-Richelieu	124 792	26 556	71 523	26 713	100,0	21,3	57,3	21,4	43,9	43,2
57	La Vallée-du-Richelieu	134 507	32 384	77 991	24 132	100,0	24,1	58,0	17,9	42,2	41,3
58	Longueuil	437 453	90 007	253 112	94 334	100,0	20,6	57,9	21,6	43,6	43,4
59	Marguerite-D'Youville	82 717	19 577	48 787	14 353	100,0	23,7	59,0	17,4	41,9	41,1
67	Roussillon	199 870	48 823	117 819	33 228	100,0	24,4	58,9	16,6	41,5	40,6
68	Les Jardins-de-Napierville	32 676	7 036	19 919	5 721	100,0	21,5	61,0	17,5	40,7	41,2
69	Le Haut-Saint-Laurent	25 782	5 427	14 448	5 907	100,0	21,0	56,0	22,9	46,8	44,3
70	Beauharnois-Salaberry	71 613	14 020	40 644	16 949	100,0	19,6	56,8	23,7	44,8	44,4
71	Vaudreuil-Soulanges	166 325	39 345	97 876	29 104	100,0	23,7	58,8	17,5	42,6	41,4
17	Centre-du-Québec	259 033	53 907	143 731	61 395	100,0	20,8	55,5	23,7	45,1	44,3
32	L'Érable	24 671	5 088	13 499	6 084	100,0	20,6	54,7	24,7	46,1	44,8
38	Bécancour	22 300	4 419	12 295	5 586	100,0	19,8	55,1	25,0	46,3	45,1
39	Arthabaska	75 997	15 633	41 446	18 918	100,0	20,6	54,5	24,9	46,0	44,9
49	Drummond	111 693	23 837	63 012	24 844	100,0	21,3	56,4	22,2	43,9	43,4
50	Nicolet-Yamaska	24 372	4 930	13 479	5 963	100,0	20,2	55,3	24,5	46,4	44,9
Ensemble du Québec		8 695 659	1 791 646	5 093 792	1 810 221	100,0	20,6	58,6	20,8	43,1	43,0

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents à une MRC de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des territoires équivalents.
2. La municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a changé de MRC d'appartenance le 1^{er} janvier 2022, passant de la MRC des Collines-de-l'Outaouais à la MRC de Papineau. Les données de ces deux MRC sont présentées selon le nouveau découpage.
3. Toponyme non officiel

Note : Population au 1^{er} juillet. Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



12.2 Revenu disponible par habitant

Patricia Beauregard-Desjardins et Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

En plus de comparer les données de 2021 avec celles de 2020 pour mieux cerner l'évolution récente du revenu disponible par habitant dans les MRC du Québec, la présente section met en évidence les disparités, souvent importantes, qui subsistent entre les territoires supra-locaux d'une même région. Ce segment du *Panorama des régions du Québec* se veut un complément au chapitre 4, dans lequel on fait ressortir les points saillants des données sur le revenu disponible par habitant à l'échelle des régions administratives.

Croissance du revenu disponible dans toutes les MRC

En 2021, même si les transferts versés par l'administration publique fédérale ont fortement diminué, le revenu disponible a continué de croître sur l'ensemble du territoire québécois, et ce, en raison d'une forte hausse de la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible ainsi que du revenu net des travailleurs autonomes. Les interruptions de travail causées par la crise sanitaire ont été moins nombreuses en 2021 qu'en 2020, ce qui a évidemment eu une incidence sur les revenus de travail et a réduit la dépendance à l'égard des prestations fédérales de soutien au revenu liées à la COVID-19.

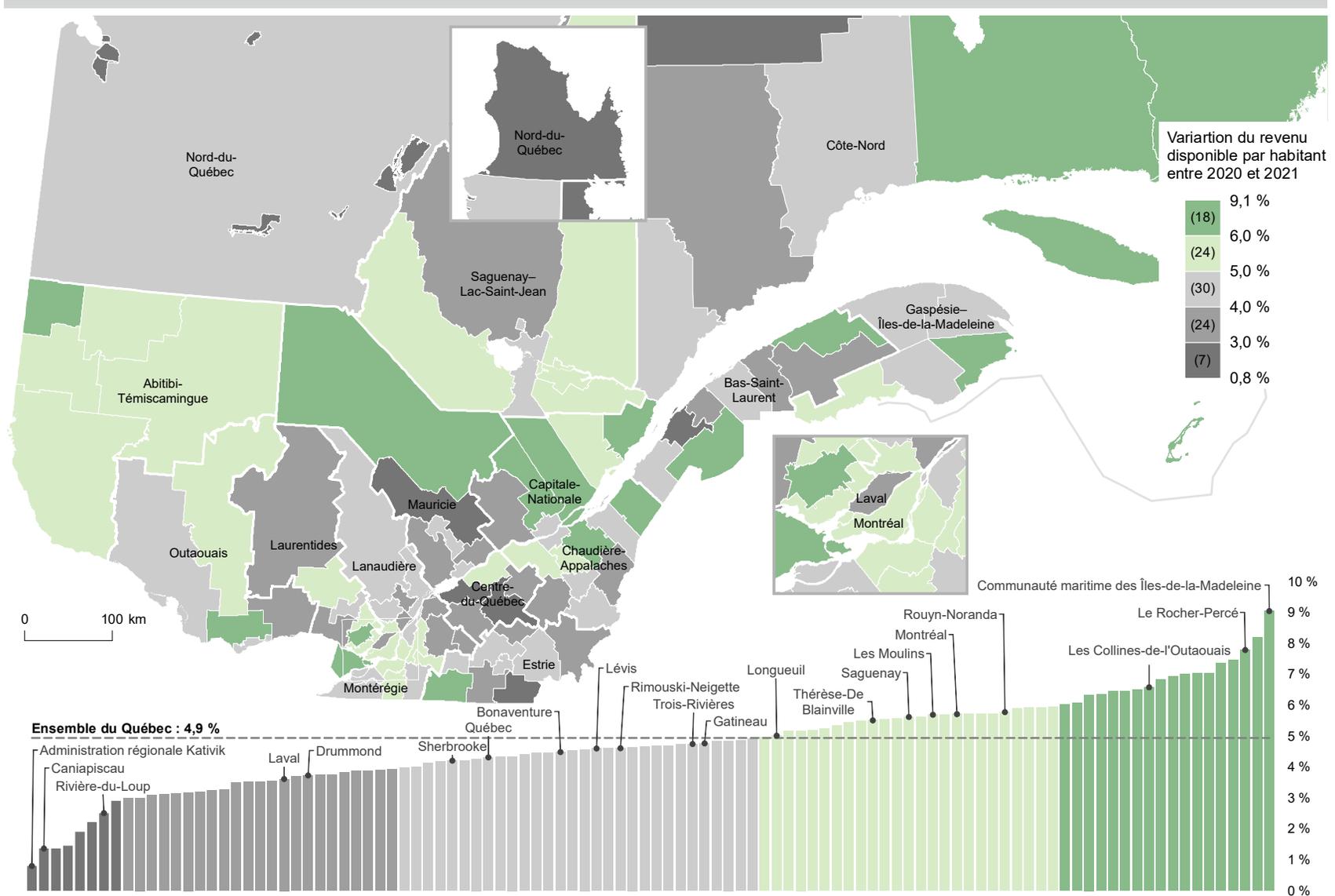
Dans 46 des 104 MRC de la province, la progression du revenu disponible par habitant a été égale ou supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 4,9 %). La MRC de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine est celle qui a connu la croissance la plus prononcée (+ 9,1 %). La hausse marquée des revenus de travail, stimulée entre autres par la vigueur du secteur des pêches, a constitué le principal moteur de cette croissance. Il faut d'ailleurs souligner que cette MRC est la seule de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine à afficher un revenu disponible plus élevé que celui enregistré pour l'ensemble du Québec. Comme pour la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, le revenu disponible s'est accru fortement (+ 7,5 % ou plus) entre 2020 et 2021 dans les MRC de La Tuque (+ 8,2 %) en Mauricie, du Rocher-Percé en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, et de la Minganie sur la Côte-Nord.

Comme le montrent la [figure 12.2.1](#) et le [tableau 12.2.1](#), la majorité des MRC du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Capitale-Nationale et des Laurentides ainsi que la totalité des MRC de l'Abitibi-Témiscamingue ont connu aussi une croissance de leur revenu disponible par habitant supérieure à celle de la province en 2021. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les hausses les plus remarquables sont relevées dans les MRC du Domaine-du-Roy (+ 5,7 %), de Saguenay (+ 5,6 %) et du Fjord-du-Saguenay (+ 5,6 %). Dans la région de la Capitale-Nationale, on enregistre les plus fortes hausses dans L'Île-d'Orléans (+ 7,4 %), La Jacques-Cartier (+ 7,0 %), Charlevoix-Est (+ 6,8 %), La Côte-de-Beaupré (+ 6,5 %) et Charlevoix (+ 5,7 %). Dans cinq des huit MRC des Laurentides, la croissance du revenu disponible par habitant a dépassé 5 % : Mirabel (+ 6,5 %), Les Laurentides (+ 5,9 %), Thérèse-De Blainville (+ 5,5 %), La Rivière-du-Nord (+ 5,2 %) et Deux-Montagnes (+ 5,2 %).

À l'opposé, ce sont les MRC de l'Administration régionale Kativik (+ 0,8 %) et d'Eeyou Istchee (+ 1,4 %), dans le Nord-du-Québec, ainsi que la MRC de Caniapiscau, sur la Côte-Nord (+ 1,4 %), qui ont enregistré les plus faibles croissances. La faible croissance observée dans le territoire de l'Administration régionale Kativik est attribuable à une faible augmentation de la rémunération des salariés, en comparaison de celle des autres MRC, combinée à une importante diminution des transferts de l'administration fédérale, lesquelles surviennent après une hausse dépassant celle de l'ensemble du Québec. Le revenu disponible par habitant a crû moins rapidement que celui de l'ensemble du Québec en 2021 dans toutes les MRC du Nord-du-Québec et dans la majorité des MRC du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie, de l'Estrie, de la Côte-Nord, de Lanaudière et du Centre-du-Québec.

Figure 12.2.1

Variation annuelle du revenu disponible par habitant en dollars courants, MRC du Québec, 2021



Sources : Données sur le revenu disponible : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs criss ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Données sur les limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), décembre 2021.

Caniapiscou toujours en tête

Comme l'illustre la [figure 12.2.2](#), plusieurs des 20 MRC affichant les revenus les plus élevés se situent, en tout ou en partie, dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) d'Ottawa-Gatineau¹, de Québec et de Montréal. D'autres MRC à revenus élevés se trouvent dans des régions administratives dont l'économie repose en bonne partie sur l'exploitation des ressources minières, telles que la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue. D'ailleurs, c'est une MRC de la région de la Côte-Nord, à savoir Caniapiscou, qui présentait de loin le revenu disponible par habitant le plus élevé en 2021 (44 295 \$). Cette position de tête, qui persiste depuis 2008, s'explique par les salaires élevés versés à la main-d'œuvre du secteur minier. Autour de l'île de Montréal, plusieurs MRC figurent aussi parmi celles qui affichent les revenus disponibles par habitant les plus élevés. C'est le cas de Thérèse-De Blainville (38 126 \$), dans les Laurentides, ainsi que de La Vallée-du-Richelieu (39 257 \$) en Montérégie. En périphérie de Québec, La Jacques-Cartier (40 283 \$) ainsi que La Côte-de-Beaupré (38 045 \$) et L'Île-d'Orléans (37 748 \$) font également partie des MRC qui se démarquent par un revenu disponible par habitant élevé.

En revanche, 77 MRC montrent un revenu disponible par habitant inférieur à la moyenne de l'ensemble de la province (34 180 \$). Parmi celles-ci, on compte la totalité des MRC de la péninsule gaspésienne, du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et du Centre-du-Québec et la majorité de celles du Nord-du-Québec, qui continuent d'afficher un revenu disponible par habitant en dessous de la moyenne québécoise. C'est également le cas de certaines MRC de l'Estrie et de celles qui sont situées dans la partie plus septentrionale de l'Outaouais, des Laurentides et de Lanaudière.

Disparités persistantes entre les MRC à l'intérieur de certaines régions

Les différences de revenu disponible par habitant entre les MRC d'une même région varient considérablement d'une région à l'autre, comme en témoigne la [figure 12.2.3](#). En 2021, l'écart le plus important entre le revenu disponible des MRC d'une même région est observé sur la Côte-Nord. Dans cette région côtière, une différence de plus de 13 700 \$ sépare la MRC où le revenu est le plus élevé, Caniapiscou (44 295 \$), et celle où il est le plus faible, La Haute-Côte-Nord (30 541 \$). Les Laurentides et l'Estrie se caractérisent aussi par un clivage important, mais dans une moindre mesure. Dans les Laurentides, une différence de l'ordre de 12 500 \$ sépare la MRC des Pays-d'en-Haut, où le revenu est le plus élevé de la région (43 107 \$), de celles d'Argenteuil et d'Antoine-Labelle (30 531 \$ et 30 627 \$, respectivement) qui se situent au bas de l'échelle. En Estrie, la différence entre le revenu des résidents de la MRC des Sources (28 721 \$) et celui des résidents de la MRC de Memphrémagog (39 153 \$) dépasse également 10 000 \$. Dans cette dernière, le revenu disponible par habitant est supérieur à celui de l'ensemble du Québec, en raison notamment de l'importance des revenus nets de la propriété déclarés par les résidents, qui comptent pour près du double de la moyenne québécoise.

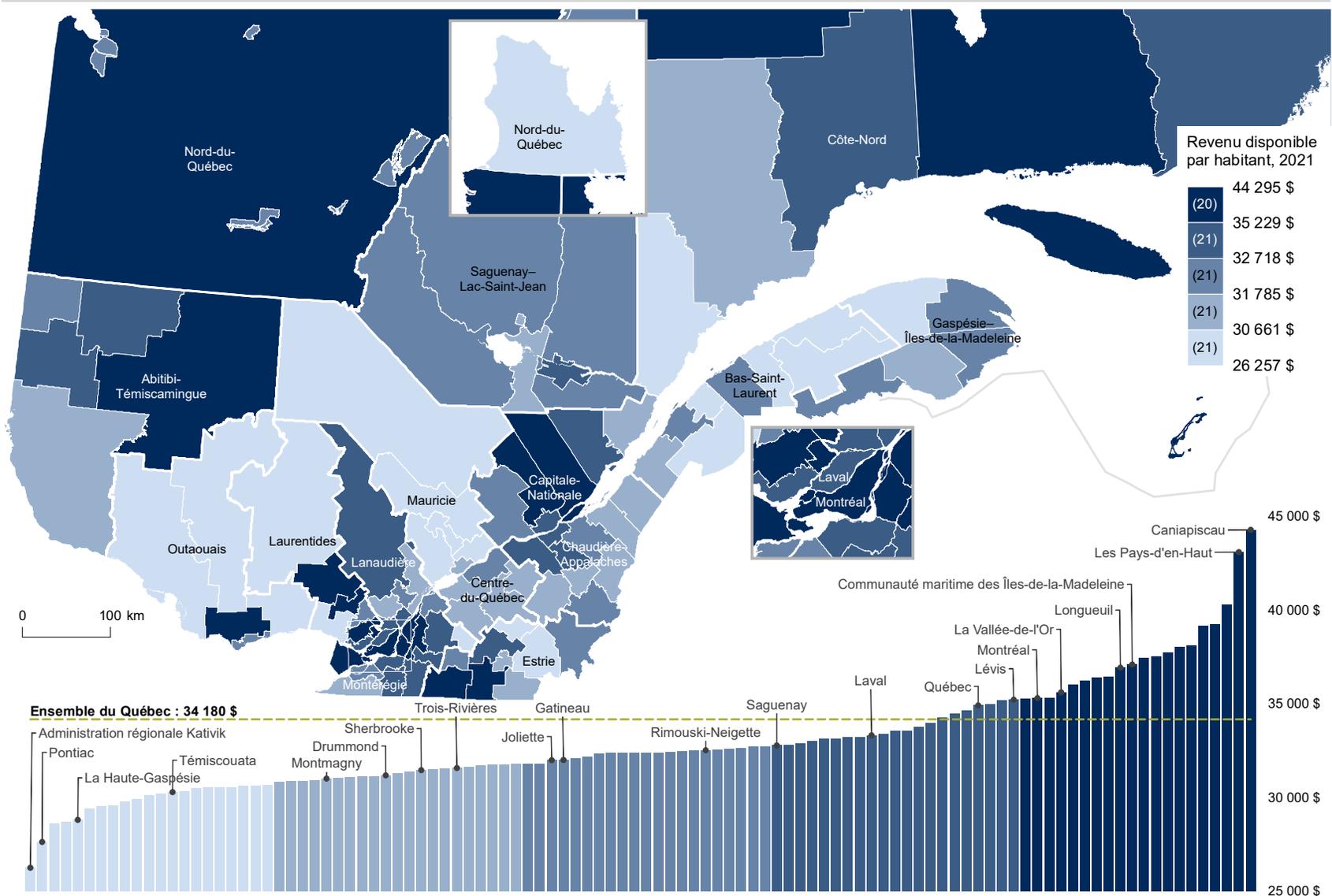
Des différences marquées sont aussi observées entre les trois territoires de la région du Nord-du-Québec. En 2021, le revenu disponible par habitant de la Jamésie (36 045 \$) est supérieur à la moyenne québécoise et dépasse celui de l'Administration régionale Kativik de près de 10 000 \$ (26 257 \$). Dans cette dernière MRC, la proportion de personnes âgées de 20 à 64 ans est plus faible que dans la Jamésie, ce qui pèse globalement sur le niveau de revenu, puisque ce sont surtout les personnes de ce groupe d'âge qui touchent des revenus de travail, principale source de revenus des particuliers.

À l'inverse, le Centre-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean se distinguent par un niveau de revenu relativement homogène d'une MRC à l'autre. Dans ces deux régions, l'écart de revenu disponible est inférieur à 1 300 \$ entre la MRC qui affiche la valeur la plus élevée et celle qui présente la valeur la plus faible. Il est à noter que dans toutes les MRC de ces régions, le revenu disponible est inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

1. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Figure 12.2.2

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, MRC du Québec, 2021

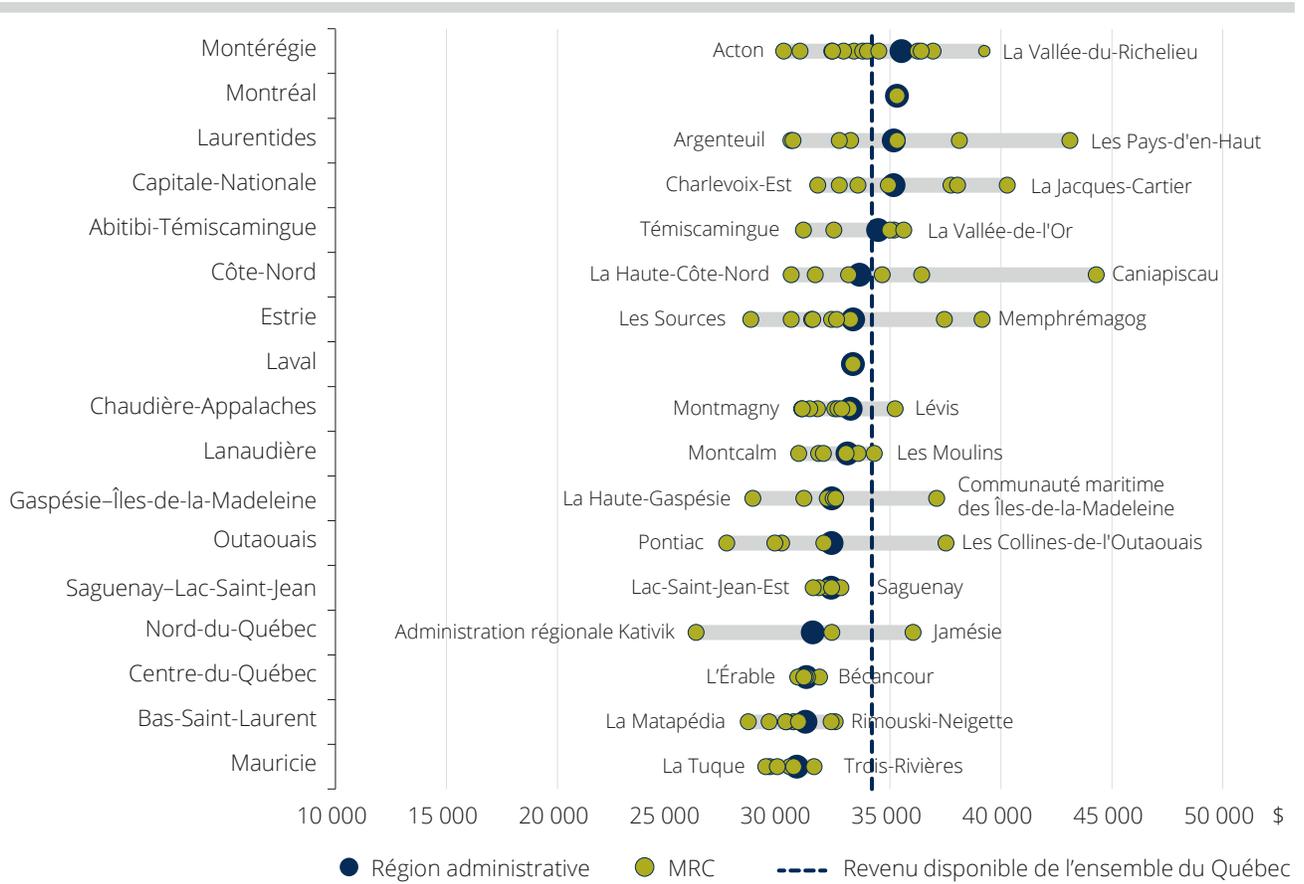


Sources : Données sur le revenu disponible : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs ; Retraite Québec, Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Données sur les limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), décembre 2021.

Figure 12.2.3

Écart entre la MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et celle affichant le plus faible dans chacune des régions administratives, 2021



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec prudence

Les estimations annuelles du revenu disponible par habitant font régulièrement l'objet de révisions afin qu'y soient intégrées les données les plus complètes provenant de différentes sources (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Généralement, au moment de la publication des données de l'année la plus récente, les estimations¹ des deux années précédentes sont révisées. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données provisoires. Ces révisions peuvent entraîner des changements non négligeables sur les taux de croissance du revenu disponible par habitant. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente du revenu disponible par habitant, tant à l'échelle des régions administratives qu'à celle des municipalités régionales de comté (MRC). Pour des notes méthodologiques plus complètes, consulter le bulletin [Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions](#) (ISQ, 2022).

1. À l'occasion, soit environ deux à trois fois par décennie, les estimations du revenu disponible font l'objet de révisions historiques par Statistique Canada, dont la portée est plus importante que les révisions effectuées chaque année. Les révisions historiques permettent d'améliorer les méthodes d'estimation et de modélisation, d'apporter des changements conceptuels et d'intégrer les dernières normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux de données détaillés sur le [revenu disponible et ses composantes](#), à l'échelle des MRC, des régions administratives ainsi que pour l'ensemble du Québec sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème *Revenu disponible*. Il est également possible d'y consulter des données qui concernent le Canada, les provinces et les territoires.

Références

- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions*, [En ligne], mai, L'Institut, p. 1-19. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/revenu-disponible-par-habitant-bilan-2020-quebec-regions.pdf]
- PROVENÇAL, Marie-Hélène (2022). « Revenu disponible par habitant », dans *Panorama des régions du Québec. Édition 2022*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 81-96. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2022.pdf]
- PROVENÇAL, Marie-Hélène (2022). « Statistiques par MRC. Revenu disponible par habitant », *Panorama des régions du Québec, Édition 2022*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 178-188. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2022.pdf]

Tableau 12.2.1

Revenu disponible par habitant, régions administratives, MRC¹, et ensemble du Québec, 2016-2021

Code	MRC par régions administratives	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2019 ^r	2021 ^p	Variation	TCAM
		\$						%	
01	Bas-Saint-Laurent	25 525	26 799	27 105	27 966	29 881	31 190	4,4	4,1
07	La Matapédia	23 121	24 191	24 842	25 730	27 541	28 613	3,9	4,4
08	La Matanie	24 363	25 472	26 007	27 314	28 906	30 649	6,0	4,7
09	La Mitis	24 200	25 184	25 762	26 579	28 489	29 557	3,7	4,1
10	Rimouski-Neigette	27 004	28 256	28 447	29 078	31 093	32 528	4,6	3,8
11	Les Basques	25 411	25 737	25 953	27 295	29 216	30 338	3,8	3,6
12	Rivière-du-Loup	26 781	28 362	28 333	29 372	31 551	32 344	2,5	3,8
13	Témiscouata	24 091	25 502	26 148	26 687	28 446	30 297	6,5	4,7
14	Kamouraska	25 252	26 874	26 947	27 758	29 493	30 877	4,7	4,1
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	26 039	27 074	27 756	28 710	30 732	32 347	5,3	4,4
91	Le Domaine-du-Roy	25 485	26 620	27 134	28 298	30 360	32 098	5,7	4,7
92	Maria-Chapdelaine	24 618	25 513	26 633	28 007	30 861	31 789	3,0	5,2
93	Lac-Saint-Jean-Est	25 608	26 787	27 289	28 303	30 082	31 540	4,8	4,3
941	Saguenay	26 564	27 522	28 237	29 059	31 038	32 784	5,6	4,3
942	Le Fjord-du-Saguenay	25 969	27 179	27 818	28 726	30 644	32 369	5,6	4,5
03	Capitale-Nationale	28 774	30 156	30 583	31 529	33 598	35 163	4,7	4,1
15	Charlevoix-Est	25 300	26 201	26 905	27 623	29 712	31 742	6,8	4,6
16	Charlevoix	26 465	27 742	28 704	29 444	31 745	33 554	5,7	4,9
20	L'Île-d'Orléans	32 013	32 465	32 179	33 861	35 154	37 748	7,4	3,4
21	La Côte-de-Beaupré	30 345	31 504	32 478	33 990	35 737	38 045	6,5	4,6
22	La Jacques-Cartier	31 100	33 537	33 697	35 524	37 639	40 283	7,0	5,3
23	Québec	28 835	30 172	30 574	31 415	33 478	34 923	4,3	3,9
34	Portneuf	26 496	27 856	28 321	29 316	31 600	32 710	3,5	4,3
04	Mauricie	25 315	26 454	26 593	27 411	29 480	30 801	4,5	4,0
35	Mékinac	25 040	26 064	26 355	27 606	29 825	30 488	2,2	4,0
36	Shawinigan	24 096	25 323	25 410	26 194	28 382	29 579	4,2	4,2
371	Trois-Rivières	26 092	27 202	27 415	28 155	30 147	31 579	4,8	3,9
372	Les Chenaux	25 176	25 935	25 876	26 774	28 797	29 921	3,9	3,5
51	Maskinongé	25 208	26 565	26 457	27 441	29 617	30 661	3,5	4,0
90	La Tuque	23 008	24 104	24 442	25 147	27 165	29 397	8,2	5,0
05	Estrie	26 989	28 070	28 716	29 604	31 909	33 342	4,5	4,3
30	Le Granit	26 601	27 701	28 466	29 103	31 128	32 371	4,0	4,0
40	Les Sources	23 400	24 255	24 661	26 750	27 842	28 721	3,2	4,2
41	Le Haut-Saint-François	24 237	25 460	26 553	27 479	29 198	30 544	4,6	4,7
42	Le Val-Saint-François	26 802	27 900	28 512	29 400	31 773	33 213	4,5	4,4
43	Sherbrooke	25 668	26 904	27 191	27 929	30 194	31 465	4,2	4,2
44	Coaticook	26 984	28 800	29 030	30 572	31 066	31 520	1,5	3,2
45	Memphrémagog	31 543	32 301	33 367	34 551	37 942	39 153	3,2	4,4
46	Brome-Missisquoi	29 498	30 642	31 517	32 350	35 212	37 455	6,4	4,9
47	La Haute-Yamaska	26 590	27 342	28 239	28 991	31 064	32 592	4,9	4,2

Suite à la page 194

Tableau 12.2.1 (suite)

Revenu disponible par habitant, régions administratives, MRC¹, et ensemble du Québec, 2016-2021

Code	MRC par régions administratives	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2019 ^r	2021 ^p	Variation	TCAM
		\$						%	
								2021/2020	2021/2016
06	Montréal	28 816	29 658	30 158	31 200	33 401	35 311	5,7	4,1
66	Montréal	28 816	29 658	30 158	31 200	33 401	35 311	5,7	4,1
07	Outaouais	26 231	27 472	27 871	28 703	30 814	32 364	5,0	4,3
80	Papineau	24 961	25 693	26 575	26 997	29 085	30 110	3,5	3,8
81	Gatineau	26 142	27 415	27 704	28 550	30 556	32 014	4,8	4,1
82	Les Collines-de-l'Outaouais	29 463	31 076	31 627	32 621	35 203	37 522	6,6	5,0
83	La Vallée-de-la-Gatineau	23 361	24 384	24 949	25 971	28 300	29 812	5,3	5,0
84	Pontiac	22 939	23 221	24 150	24 343	26 395	27 635	4,7	3,8
08	Abitibi-Témiscamingue	28 011	29 654	30 493	30 973	32 614	34 465	5,7	4,2
85	Témiscamingue	25 253	26 497	27 243	27 882	29 406	31 093	5,7	4,2
86	Rouyn-Noranda	28 639	30 235	31 249	31 512	33 257	35 181	5,8	4,2
87	Abitibi-Ouest	25 842	27 402	28 182	28 791	30 360	32 466	6,9	4,7
88	Abitibi	28 417	30 030	31 083	31 675	33 182	34 993	5,5	4,3
89	La Vallée-de-l'Or	29 210	31 086	31 688	32 187	33 874	35 625	5,2	4,1
09	Côte-Nord	27 523	28 815	29 434	30 285	32 263	33 625	4,2	4,1
95	La Haute-Côte-Nord	25 058	25 628	26 508	27 817	29 267	30 541	4,4	4,0
96	Manicouagan	26 330	27 319	27 961	28 470	30 672	31 628	3,1	3,7
971	Sept-Rivières	28 283	29 791	30 257	31 313	33 134	34 651	4,6	4,1
972	Caniapiscau	37 045	39 721	41 237	42 175	43 698	44 295	1,4	3,6
981	Minganie	28 483	29 643	30 387	30 899	33 898	36 431	7,5	5,0
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	26 168	28 615	28 547	29 185	30 952	33 129	7,0	4,8
10	Nord-du-Québec	25 645	27 099	27 269	28 263	30 899	31 519	2,0	4,2
991	Jamésie	29 445	30 997	31 578	32 889	34 657	36 045	4,0	4,1
992	Administration régionale Kativik	21 233	22 439	22 461	22 881	26 048	26 257	0,8	4,3
993	Eeyou Istchee ²	25 995	27 616	27 649	28 968	31 935	32 373	1,4	4,5
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25 426	26 990	27 352	28 559	30 535	32 372	6,0	4,9
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	26 925	30 648	30 730	31 960	34 024	37 105	9,1	6,6
02	Le Rocher-Percé	25 044	26 382	26 658	28 016	29 843	32 169	7,8	5,1
03	La Côte-de-Gaspé	26 619	27 680	28 120	28 829	31 094	32 443	4,3	4,0
04	La Haute-Gaspésie	22 946	23 805	24 360	25 689	27 633	28 814	4,3	4,7
05	Bonaventure	25 300	26 445	26 932	28 003	29 777	31 114	4,5	4,2
06	Avignon	25 268	26 869	27 131	28 752	30 724	32 548	5,9	5,2

Suite à la page 195

Tableau 12.2.1 (suite)

Revenu disponible par habitant, régions administratives, MRC¹, et ensemble du Québec, 2016-2021

Code	MRC par régions administratives	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2019 ^r	2021 ^p	Variation	TCAM
		\$						%	
								2021/2020	2021/2016
12	Chaudière-Appalaches	27 199	28 465	28 931	29 713	31 668	33 221	4,9	4,1
17	L'Islet	25 535	26 952	27 037	27 954	29 654	31 744	7,0	4,4
18	Montmagny	25 419	26 362	27 262	27 811	29 583	31 020	4,9	4,1
19	Bellechasse	26 993	28 112	27 930	28 848	30 565	32 505	6,3	3,8
251	Lévis	28 943	30 337	30 904	31 750	33 678	35 229	4,6	4,0
26	La Nouvelle-Beauce	26 668	28 129	28 575	29 241	31 294	33 152	5,9	4,4
27	Robert-Cliche	25 293	26 584	27 759	27 497	30 225	31 729	5,0	4,6
28	Les Etchemins	26 357	27 726	27 458	29 293	30 442	31 386	3,1	3,6
29	Beauce-Sartigan	26 830	28 050	28 442	29 111	31 353	32 651	4,1	4,0
31	Les Appalaches	25 459	26 374	26 895	27 560	29 886	31 046	3,9	4,0
33	Lotbinière	26 871	28 096	28 712	29 634	31 047	32 824	5,7	4,1
13	Laval	27 371	28 322	28 944	29 874	32 161	33 325	3,6	4,0
65	Laval	27 371	28 322	28 944	29 874	32 161	33 325	3,6	4,0
14	Lanaudière	26 862	28 034	28 536	29 446	31 625	33 080	4,6	4,3
52	D'Autray	25 490	26 750	26 998	28 396	30 425	31 785	4,5	4,5
60	L'Assomption	27 953	29 070	29 650	30 256	32 297	33 566	3,9	3,7
61	Joliette	26 246	27 290	27 556	28 721	30 988	32 001	3,3	4,0
62	Matawinie	25 897	27 177	27 604	28 618	31 553	33 024	4,7	5,0
63	Montcalm	24 685	25 902	26 490	27 644	29 487	30 885	4,7	4,6
64	Les Moulins	27 660	28 859	29 469	30 265	32 440	34 288	5,7	4,4
15	Laurentides	28 426	29 651	30 205	31 070	33 416	35 169	5,2	4,3
72	Deux-Montagnes	27 058	28 258	29 104	29 759	31 592	33 230	5,2	4,2
73	Thérèse-De Blainville	31 498	32 939	33 146	33 950	36 133	38 126	5,5	3,9
74	Mirabel	28 081	29 582	29 977	31 034	33 153	35 293	6,5	4,7
75	La Rivière-du-Nord	26 103	27 319	27 776	28 939	31 088	32 718	5,2	4,6
76	Argenteuil	25 048	25 741	26 295	27 033	29 588	30 531	3,2	4,0
77	Les Pays-d'en-Haut	34 107	35 310	36 318	37 156	41 190	43 107	4,7	4,8
78	Les Laurentides	28 039	28 814	29 773	30 362	33 362	35 328	5,9	4,7
79	Antoine-Labelle	24 438	25 524	26 335	27 160	29 578	30 627	3,5	4,6

Suite à la page 196

Tableau 12.2.1 (suite)

Revenu disponible par habitant, régions administratives, MRC¹, et ensemble du Québec, 2016-2021

Code	MRC par régions administratives	2016 ^r	2017 ^r	2018 ^r	2019 ^r	2019 ^r	2021 ^p	Variation	TCAM
		\$						%	
								2021/2020	2021/2016
16	Montérégie	28 898	30 169	30 744	31 702	33 833	35 520	5,0	4,2
48	Acton	24 702	26 934	26 942	28 336	29 132	30 210	3,7	4,1
53	Pierre-De Saurel	26 307	27 662	28 489	29 362	31 353	32 375	3,3	4,2
54	Les Maskoutains	27 284	28 850	29 445	30 502	32 401	33 376	3,0	4,1
55	Rouville	28 035	29 178	29 681	30 898	32 101	33 771	5,2	3,8
56	Le Haut-Richelieu	27 463	28 911	29 374	30 380	32 620	33 986	4,2	4,4
57	La Vallée-du-Richelieu	31 651	33 147	33 838	34 674	37 053	39 257	5,9	4,4
58	Longueuil	30 133	31 286	31 941	32 775	35 172	36 938	5,0	4,2
59	Marguerite-D'Youville	30 072	31 635	32 209	32 744	34 574	36 253	4,9	3,8
67	Roussillon	27 806	28 829	29 578	30 578	32 683	34 497	5,6	4,4
68	Les Jardins-de-Napierville	27 525	28 342	27 877	28 897	31 168	32 909	5,6	3,6
69	Le Haut-Saint-Laurent	25 388	26 116	26 050	27 868	29 632	30 940	4,4	4,0
70	Beauharnois-Salaberry	25 993	27 045	27 523	28 504	31 024	32 406	4,5	4,5
71	Vaudreuil-Soulanges	29 552	30 959	31 399	32 603	34 318	36 404	6,1	4,3
17	Centre-du-Québec	25 784	26 946	27 413	28 037	30 184	31 230	3,5	3,9
32	L'Érable	26 006	26 759	27 494	28 200	29 726	30 844	3,8	3,5
38	Bécancour	26 600	27 383	27 041	27 960	30 162	31 824	5,5	3,7
39	Arthabaska	25 789	27 015	27 036	28 280	30 396	31 282	2,9	3,9
49	Drummond	25 466	26 824	27 425	27 759	30 067	31 189	3,7	4,1
50	Nicolet-Yamaska	26 250	27 083	28 766	28 442	30 532	31 116	1,9	3,5
Ensemble du Québec		27 838	28 976	29 491	30 419	32 569	34 180	4,9	4,2

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2022. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
2. Toponyme non officiel.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.



12.3 Taux de travailleurs et revenu d'emploi médian

Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le taux de travailleurs^{1,2} et le revenu d'emploi³ médian sont deux indicateurs que l'ISQ a élaborés à partir des données fiscales des particuliers de Revenu Québec afin de suivre l'évolution du marché du travail à l'échelle des MRC. Dans la présente section, on brosse un portrait sommaire de la situation du marché du travail dans les 104 MRC en comparant les données de 2021 avec celles de 2020 et, afin d'examiner l'évolution sur une plus longue période, avec celles de 2016. Certaines comparaisons avec 2019 sont faites pour mesurer les disparités entre les MRC selon l'ampleur, d'une part, du repli entraîné par la crise sanitaire et, d'autre part, du rebond subséquent. Il sera également question des écarts entre les hommes et les femmes en ce qui a trait au taux de travailleurs et au revenu d'emploi, écarts qui peuvent varier considérablement d'une MRC à l'autre.

Il importe de mentionner que les estimations de l'année la plus récente sont provisoires et sujettes à des révisions qui peuvent parfois être de grande ampleur. Elles doivent donc être interprétées avec une certaine prudence. Quant aux données des années 2019 et 2020, elles peuvent différer de celles présentées dans les éditions précédentes du *Panorama des régions du Québec*, puisqu'elles ont fait l'objet d'une révision en février 2023.

Rebond du taux de travailleurs en 2021

Les données provisoires de 2021 sur les travailleurs âgés de 25 à 64 ans montrent une reprise bien amorcée après la brusque interruption de la croissance du marché du travail qui régnait au Québec avant que la pandémie de

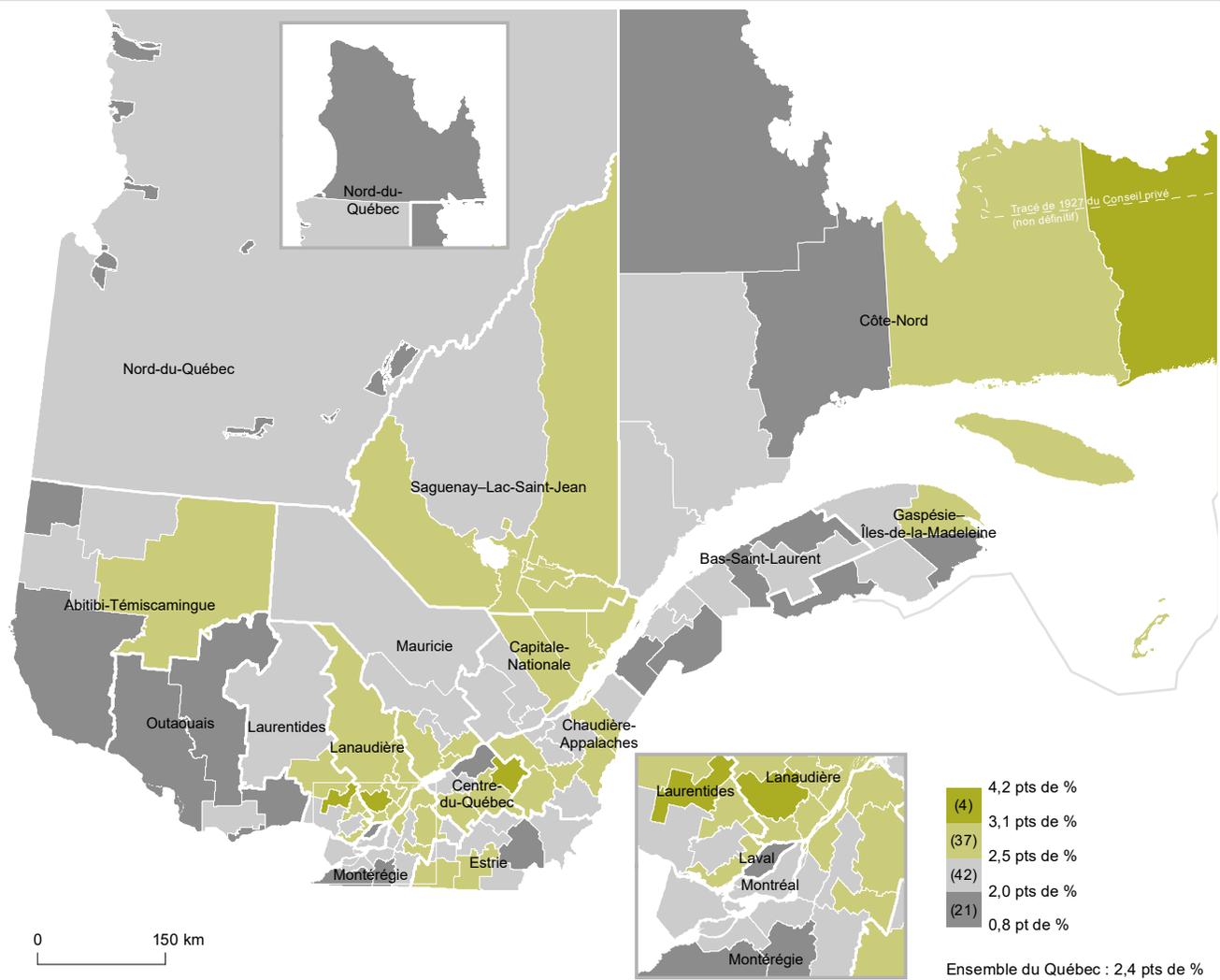
COVID-19 ne le frappe. Après avoir chuté de 4,6 points de pourcentage entre 2019 et 2020, le taux de travailleurs dans l'ensemble du Québec s'est relevé de 2,4 points pour s'établir à 77,1% en 2021. Il n'a ainsi pas atteint le niveau de 2019 (79,3%), bien qu'il s'en soit rapproché. Par rapport à 2016, le taux de travailleurs s'est accru de 1,0 point de pourcentage.

La croissance du taux de travailleurs en 2021 s'observe dans l'ensemble des 104 MRC. Les territoires situés au sud des régions de Lanaudière et des Laurentides comptent parmi ceux qui enregistrent les plus fortes hausses. Il s'agit des MRC de Montcalm, qui se trouvent dans Lanaudière, et des Pays-d'en-Haut, dans les Laurentides, qui affichent toutes deux une hausse de 3,4 points, ([carte 12.3.1](#)). De fortes hausses sont également observées dans la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord (+ 4,2 points), et dans celle de L'Érable, dans le Centre-du-Québec (+ 3,3 points). À l'inverse, dans toutes les MRC de l'Outaouais, à l'exception des Collines-de-l'Outaouais, la croissance enregistrée est parmi les plus lentes. C'est également le cas dans quatre des huit MRC du Bas-Saint-Laurent (La Mitis, Kamouraska, La Matanie et Témiscouata), deux MRC de la Côte-Nord (Caniapiscau et Sept-Rivières), deux des trois territoires du Nord-du-Québec (Administration régionale Kativik et Eeyou Istchee), deux MRC de la Montérégie (Le Haut-Saint-Laurent et Les Jardins-de-Napierville), une MRC de la péninsule gaspésienne (Avignon) et une MRC du Centre-du-Québec (Bécancour). Dans ces MRC, la hausse du taux de travailleurs en 2021 n'atteint pas les 2 points de pourcentage.

1. Dans cette section, le terme *travailleur*, inclus dans le libellé officiel de l'indicateur taux de travailleurs et utilisé dans l'ensemble du texte, fait indifféremment référence aux femmes et aux hommes.
2. Malgré certaines différences conceptuelles et méthodologiques, le taux de travailleurs s'apparente au taux d'emploi de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada. Pour en savoir plus, veuillez consulter l'encadré portant sur les comparaisons des estimations annuelles de l'ISQ avec celles de l'EPA présenté à la page 7 du [Bulletin sur l'évolution du marché du travail dans les MRC – Bilan de l'année 2021](#).
3. Pour la définition du taux de travailleurs et du revenu d'emploi médian, voir la section [Concepts et définitions](#) à la fin du document.

Carte 12.3.1

Variation annuelle du taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2021



Sources : Données sur la variation du taux de travailleurs :
Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.
Données sur les limites administratives :
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), décembre 2021.

Note méthodologique

Les variations d'une année à l'autre du taux de travailleurs ne sont pas toujours influencées uniquement par l'évolution du marché du travail. Étant donné qu'elles sont établies en fonction de certains renseignements contenus dans la déclaration de revenus de Revenu Québec¹, dont notamment les montants déclarés au titre de l'assurance-emploi et de l'aide financière de dernier recours, les statistiques de l'ISQ sur les taux de travailleurs de 25 à 64 ans peuvent, occasionnellement, être affectées par les changements apportés à ces programmes sociaux (p. ex. critères d'admissibilité des programmes) ou aux procédures administratives ou fiscales.

1. Voir la définition sur le nombre de travailleurs dans la section [Concepts et définitions](#) pour connaître les renseignements contenus dans la déclaration de revenus qui sont utilisés pour déterminer la situation d'emploi des déclarants.

Bien que le taux de travailleurs affiche de manière générale un rebond en 2021, il demeure nettement en deçà de celui de 2019 dans la plupart des MRC et, dans neuf d'entre elles, il n'a pas dépassé le niveau de 2016. C'est le cas notamment dans des territoires du Nord-du-Québec de même que dans certaines MRC de la région des Laurentides (Mirabel et Les Laurentides) et à Laval. En revanche, la situation est tout autre dans l'est de la province, en particulier en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, où chacune des six MRC occupe l'une des 12 premières places au chapitre de la croissance du taux de travailleurs par rapport à 2016. Deux facteurs peuvent expliquer ces résultats. Premièrement, au début, la crise sanitaire a eu moins de répercussions sur le marché du travail dans

ces MRC que dans le reste du Québec. Deuxièmement, une faible croissance démographique, voire une décroissance de la population âgée de 25 à 64 ans, a pour effet de faire augmenter le taux de travailleurs. D'ailleurs, au cours des cinq dernières années, la hausse du taux de travailleurs a été particulièrement forte dans plusieurs MRC de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui ont vu décroître leur population âgée de 25 à 64 ans. En outre, la part des 25-64 ans dans ces trois régions est inférieure à celle relevée dans l'ensemble du Québec, et elle est particulièrement faible dans certaines de leurs MRC, telles que Maria-Chapdelaine, La Haute-Gaspésie et Bonaventure (Institut de la statistique du Québec, 2022).

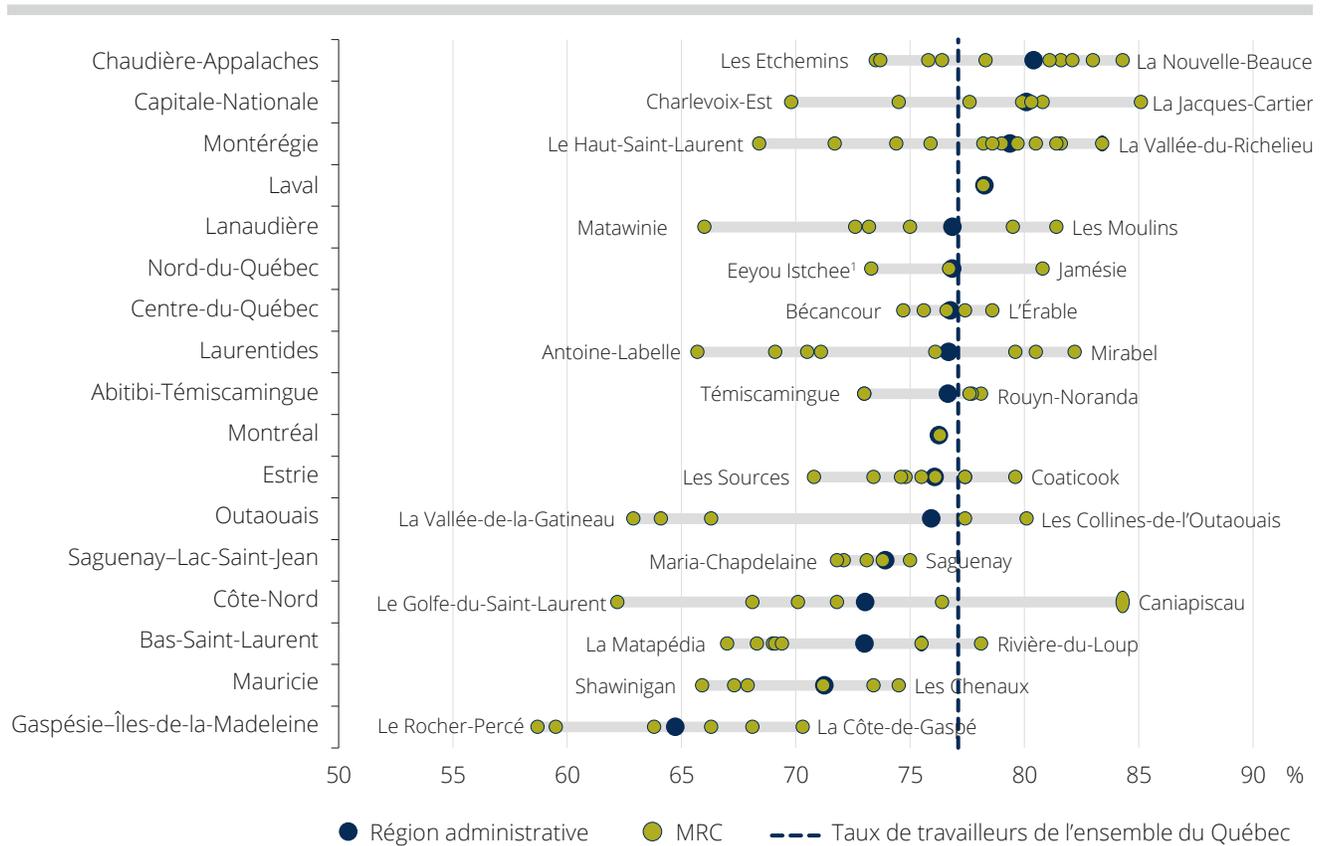
Les MRC des couronnes de Montréal et de Québec toujours en tête de classement

Dans les dernières années, le classement des MRC selon le taux de travailleurs a peu changé. Parmi les 30 MRC présentant les taux les plus élevés en 2021, 21 font partie des régions métropolitaines de Montréal et de Québec. Deux d'entre elles sont situées en périphérie de Québec : La Jacques-Cartier, qui arrive en tête du classement en affichant un taux de 85,1 %, et La Nouvelle-Beauce. Dans la région métropolitaine de Montréal, les MRC de La Vallée-du-Richelieu, de Marguerite-D'Youville et de Mirabel se distinguent aussi par leur taux de travailleurs élevé. La MRC de Caniapiscau, dont la principale municipalité est Fermont, fait figure d'exception en étant la seule éloignée des grands centres urbains à présenter un taux de plus de 80 % (figures [12.3.1](#) et [12.3.2](#)).

À l'autre bout du spectre, on trouve plusieurs MRC de trois régions de l'est du Québec (la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et la Côte-Nord) ainsi que les MRC les plus septentrionales de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière et de la Mauricie. Deux MRC de la péninsule gaspésienne, Le Rocher-Percé et La Haute-Gaspésie, occupent depuis 2006 l'une ou l'autre des deux dernières places au classement, en présentant des taux inférieurs à 60 %.

Figure 12.3.1

Écarts entre les MRC affichant le plus bas et le plus haut taux de travailleurs de 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives du Québec, 2021



1. Toponyme non officiel.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

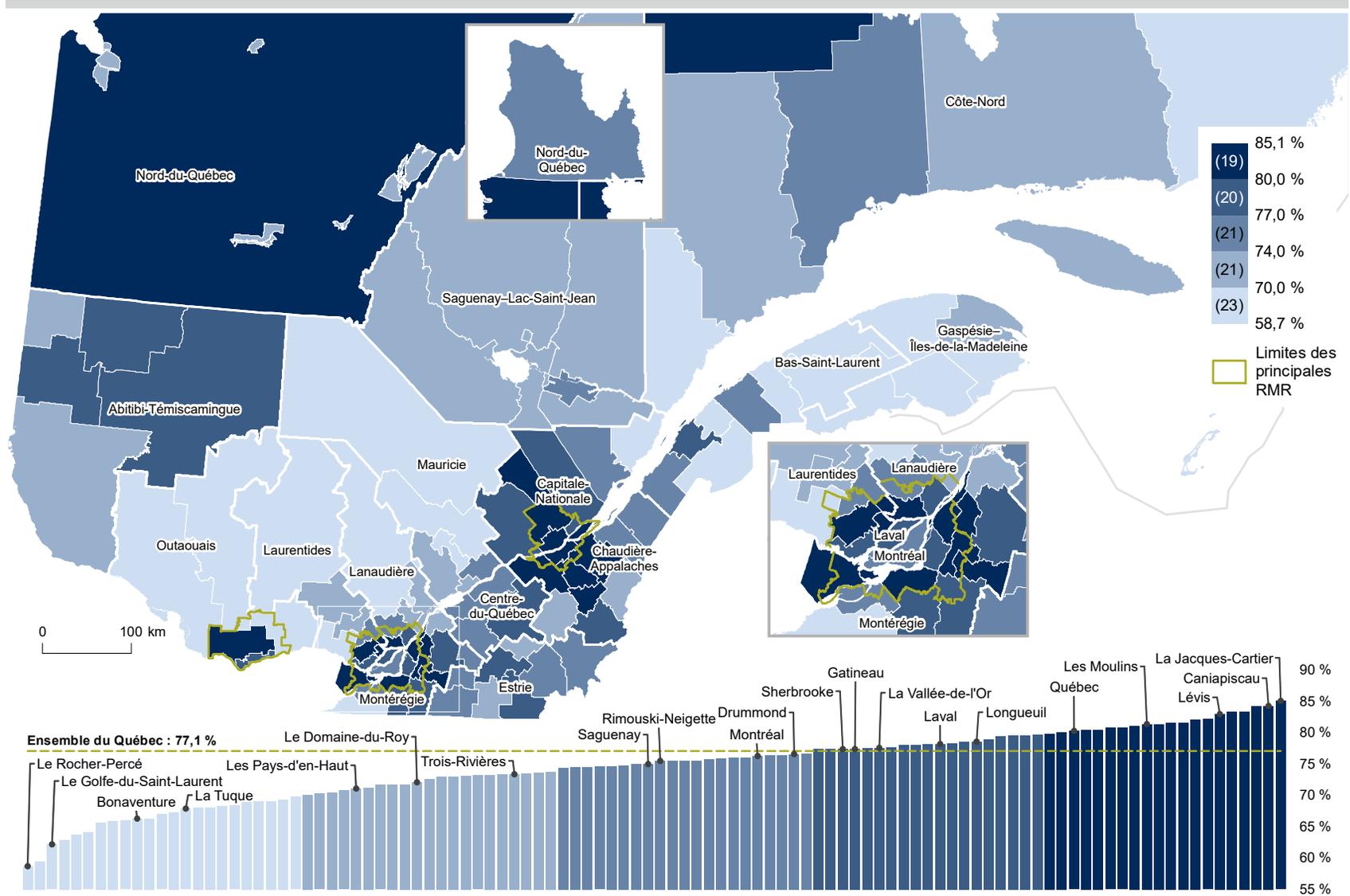
Taux de travailleurs selon le sexe dans les MRC : un rattrapage à vitesse variable

À l'échelle du Québec, le taux de travailleurs demeure en dessous des niveaux de 2019 tant chez les hommes que chez les femmes, et la variation par rapport à 2020 est la même pour les deux sexes (+ 2,4 points). Toutefois, l'écart entre le taux de 2021 et celui de 2019, soit avant la pandémie, n'est pas égal pour les deux sexes : il est plus prononcé chez les hommes (- 2,4 points) que chez les femmes (- 2,0 points). Le niveau particulièrement élevé du taux de travailleurs chez les hommes tout juste avant la pandémie, qui était alors supérieur de 3,9 points au

taux de travailleuses chez les femmes (81,2 % c. 77,3 %), pourrait expliquer cette disparité. Dans les MRC où le taux de travailleurs se rapproche le plus de celui de 2019, lesquelles sont majoritairement situées en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et sur la Côte-Nord, le rattrapage est plus rapide chez les hommes que chez les femmes. La Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine fait toutefois exception, car les gains qui s'y sont faits l'ont été essentiellement en faveur des femmes.

Figure 12.3.2

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2021



Sources : Données sur le taux de travailleurs : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.
Données sur les limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), décembre 2021.

En 2021, l'écart entre les sexes au chapitre du taux de travailleurs est de 3,5 points, soit le même que celui enregistré en 2020, au début de la crise sanitaire. En 2002, il atteignait 9,1 points. Dans les MRC, on observe des variations parfois importantes. Dans la MRC de Caniapiscau, l'écart dépasse les 10 points de pourcentage et s'est même accentué entre 2019 et 2021. D'autres MRC dont l'économie repose en grande partie sur l'exploitation des ressources minières, telles qu'Abitibi-Ouest et La Vallée-de-l'Or, présentent aussi de fortes disparités entre les femmes et les hommes quant au taux de travailleurs et l'écart y est en faveur de ces derniers. À l'inverse, dans neuf MRC, essentiellement des territoires éloignés des grands centres urbains, le taux de travailleurs est plus élevé chez les femmes. Parmi ces MRC, on compte Eeyou Istchee, Le Golfe-du-Saint-Laurent ainsi que les six MRC de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. En 2016, 11 MRC présentaient cette caractéristique, dont la totalité des MRC de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ; ainsi, le portrait a peu changé entre 2016 et 2021. Il faut souligner que l'un des principaux secteurs d'activité économique de cette région est celui des soins de santé et l'assistance sociale (voir la section *Coup d'œil sur les régions, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*, p. 271), qui se caractérise par la présence d'une importante main-d'œuvre féminine (Statistique Canada, 2023).

Revenu d'emploi médian : la croissance s'accélère après un ralentissement

Après un ralentissement entraîné par la crise sanitaire en 2020, la croissance du revenu d'emploi médian⁴ des 25-64 ans s'est accélérée en 2021. Selon les données fiscales provisoires de 2021, le revenu d'emploi médian des Québécois et Québécoises de 25 à 64 ans s'établit à 49 788 \$, ce qui représente un bond de 9,0 % par rapport à 2020, soit la plus forte hausse enregistrée depuis que des données à ce sujet sont compilées (2002). Cette forte croissance s'est produite dans toutes les MRC, à l'exception de l'Administration régionale Kativik. Dans 48 MRC, le revenu s'est accru plus rapidement que dans l'ensemble du Québec. La plus importante hausse en 2021 est observée dans Le Golfe du Saint-Laurent (+ 18,3 %), mais cette MRC est également celle qui avait connu la plus forte baisse du revenu d'emploi médian du Québec en 2020 (- 3,8 %).

D'ailleurs, pour plusieurs des territoires qui affichent les plus fortes hausses en 2021, la croissance fait suite à une baisse ou une stagnation du revenu qui a marqué 2020. On observe une telle variation en dents de scie non seulement dans Le Golfe-du-Saint-Laurent, mais aussi dans Charlevoix-Est, située dans la région de la Capitale-Nationale, dans la MRC des Laurentides, située dans la région du même nom, ainsi que dans Montcalm et Matawinie, situées dans Lanaudière. En revanche, certaines MRC de la Côte-Nord (Minganie), du Bas-Saint-Laurent (Kamouraska et Rimouski-Neigette), de la Mauricie (La Tuque) et de la Montérégie (Pierre-De Saurel) affichent les plus faibles hausses du revenu d'emploi médian en 2021, après une croissance relativement peu affaiblie en 2020. Pour tous ces territoires, l'augmentation en 2021 est inférieure à 6 %, mais en 2020, elle dépassait largement la faible hausse alors observée pour l'ensemble du Québec (+ 1,8 %).

Entre 2016 et 2021, le revenu d'emploi médian des Québécois et Québécoises de 25 à 64 ans s'est accru de 24,4 %. C'est notamment dans les MRC de l'est du Québec qu'il a connu les plus fortes croissances : la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine se classe en tête (+ 44,2 %), Le Fjord-du-Saguenay occupe la deuxième position (+ 37,9 %) et Le Rocher-Percé arrive au troisième rang (+ 36,7 %). C'est une MRC située dans les Laurentides, soit Les Pays-d'en-Haut, qui occupe la quatrième place (+ 34,8 %).

Caniapiscau continue de se démarquer en affichant un revenu d'emploi médian de plus de 90 000 \$

Au chapitre du revenu d'emploi médian des 25-64 ans, Caniapiscau se maintient en tête du classement de toutes les MRC du Québec, position qu'elle conserve année après année, grâce en grande partie aux salaires élevés des travailleurs du secteur minier. En 2021, le revenu d'emploi médian des travailleurs de ce territoire s'élève à 90 171 \$, soit près de 24 000 \$ de plus que celui observé pour la MRC en deuxième position, à savoir Les Collines-de-l'Outaouais (66 488 \$). Viennent ensuite La Jacques-Cartier, La Vallée-du-Richelieu, Marguerite-D'Youville et Jamésie, qui affichent toutes un revenu d'emploi médian de plus de 60 000 \$. Parmi les 31 MRC qui présentent un revenu d'emploi médian supérieur à

4. En dollars courants.

celui enregistré à l'échelle québécoise, outre Caniapiscau, on relève d'autres MRC de régions minières : Sept-Rivières et Manicouagan sur la Côte-Nord ainsi que quatre des cinq MRC que compte l'Abitibi-Témiscamingue. D'autres territoires affichent aussi un revenu d'emploi médian plus élevé que celui noté pour l'ensemble du Québec ; plusieurs se concentrent dans les régions métropolitaines de recensement de Québec, d'Ottawa-Gatineau⁵ et de Montréal, comme on peut le constater à la [figure 12.3.3](#).

À l'opposé, les territoires où les revenus d'emploi médians sont les plus bas se répartissent principalement dans la péninsule gaspésienne ainsi que dans le nord des régions de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière et de la Mauricie. On peut par ailleurs noter qu'aucune MRC de la Mauricie, du Bas-Saint-Laurent, de l'Estrie et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ne présente un revenu d'emploi médian supérieur à celui observé pour l'ensemble du Québec.

Des disparités de revenu entre les hommes et les femmes plus prononcées dans certaines MRC

Les données provisoires de 2021 indiquent qu'au Québec, le revenu d'emploi médian des femmes de 25 à 64 ans s'est accru de 8,6 % pour s'établir à 44 192 \$, tandis que celui des hommes a augmenté de 9,3 % pour atteindre 56 064 \$. Un écart de près de 12 000 \$, soit 21,2 %, sépare donc le revenu d'emploi médian des femmes de celui des hommes⁶. Au cours des 20 dernières années, l'écart entre les sexes sur le plan du revenu d'emploi s'est considérablement rétréci ; il était de 30,4 % en 2002. C'est essentiellement au cours de la période de 2002 à 2009 que le resserrement de l'écart s'est produit, lequel s'explique par une croissance du revenu plus vigoureuse chez les femmes que chez les hommes. Depuis 2010, la

différence varie peu, oscillant toujours autour de 21-22 % ([figure 12.3.4](#)). Dans toutes les MRC du Québec, l'écart de revenu entre les hommes et les femmes s'est réduit entre 2002 et 2021. Dans la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, où l'évolution a été la plus marquée, l'écart entre le revenu d'emploi médian des hommes et celui des femmes a chuté : de 41 % en 2002, il est passé à 13,0 % en 2021.

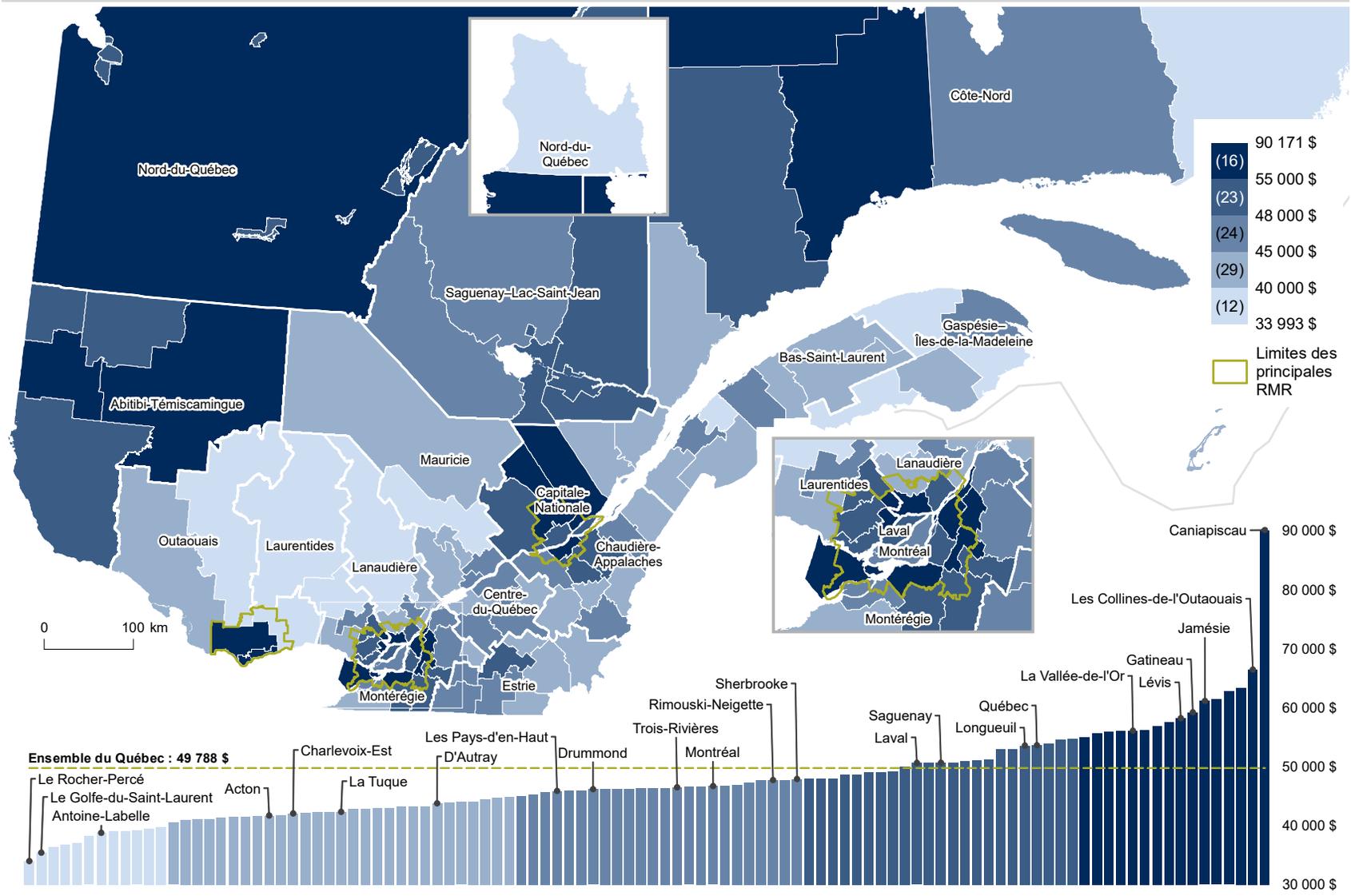
Bien que l'écart entre les sexes se soit réduit, en 2021, le revenu d'emploi médian des travailleuses demeure inférieur à celui des travailleurs dans toutes les MRC, sauf Eeyou Istchee et l'Administration régionale Kativik. Dans 71 MRC, l'écart en pourcentage dépasse celui observé à l'échelle québécoise (21,2 %). Les MRC de Caniapiscau, d'Abitibi-Ouest, de La Vallée-de-l'Or, de Maria-Chapdelaine, de Sept-Rivières et de Jamésie, caractérisées par une économie basée en grande partie sur l'exploitation de ressources naturelles, sont celles où les différences sont les plus prononcées ([figure 12.3.5](#)). L'ampleur de l'écart est particulièrement remarquable à Caniapiscau : le revenu d'emploi médian des travailleuses est de 52 648 \$, alors que celui des hommes s'élève à 135 373 \$, ce qui représente une différence de 82 725 \$, ou de 61,1 %. À l'opposé, les écarts les plus faibles sont observés notamment dans des régions où les secteurs des services tiennent une part importante dans l'économie, en particulier celui des soins de santé et de l'assistance sociale, qui compte sur une importante main-d'œuvre féminine (Conseil du statut de la femme, 2020 et Statistique Canada, 2023). Dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, notamment, aucune des six MRC qu'elle regroupe ne présente un écart dépassant 6 500 \$ entre le revenu d'emploi médian des femmes et celui des hommes. Les [figures 12.3.5](#) et [12.3.6](#) montrent que les MRC où les différences sont les plus grandes présentent aussi des revenus généralement plus élevés, tandis que les MRC où les écarts sont les plus petits affichent des revenus plus bas.

5. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

6. L'écart de revenu entre les sexes est défini ici comme la différence entre le revenu d'emploi médian des hommes et celui des femmes, divisée par le revenu d'emploi médian des hommes. Il est exprimé en pourcentage et peut être négatif.

Figure 12.3.3

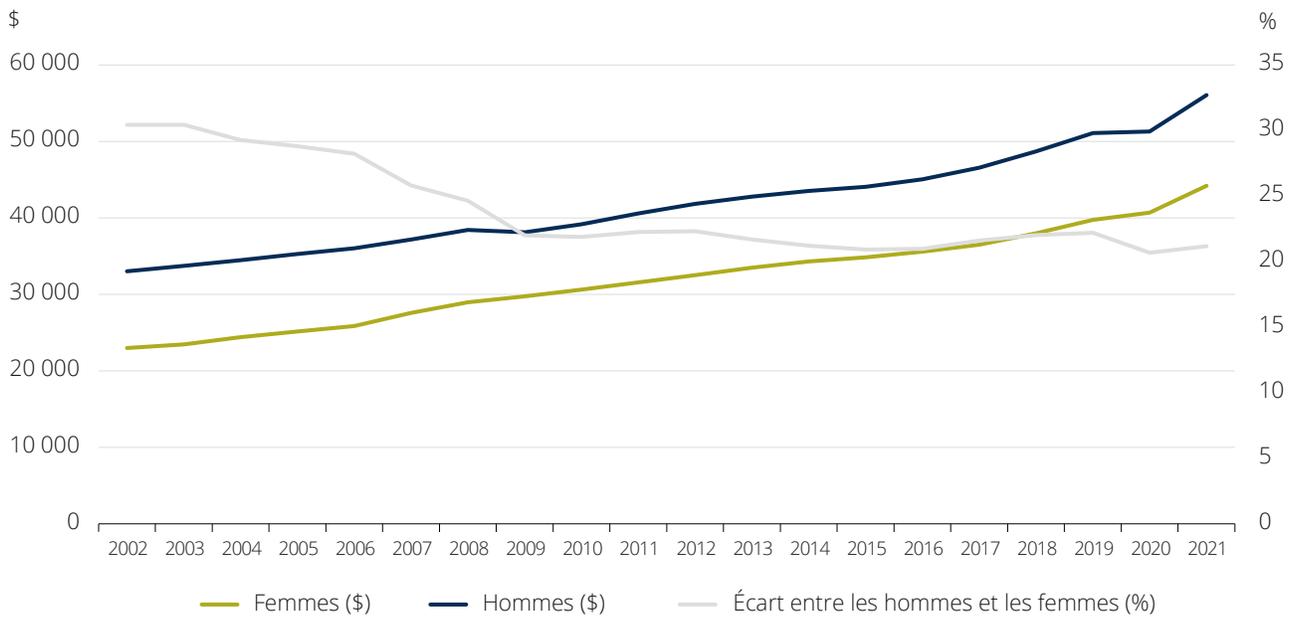
Revenu d'emploi médian des 25-64 ans, MRC du Québec, 2021



Sources : Données sur le revenu d'emploi médian : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.
Données sur les limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), décembre 2021.

Figure 12.3.4

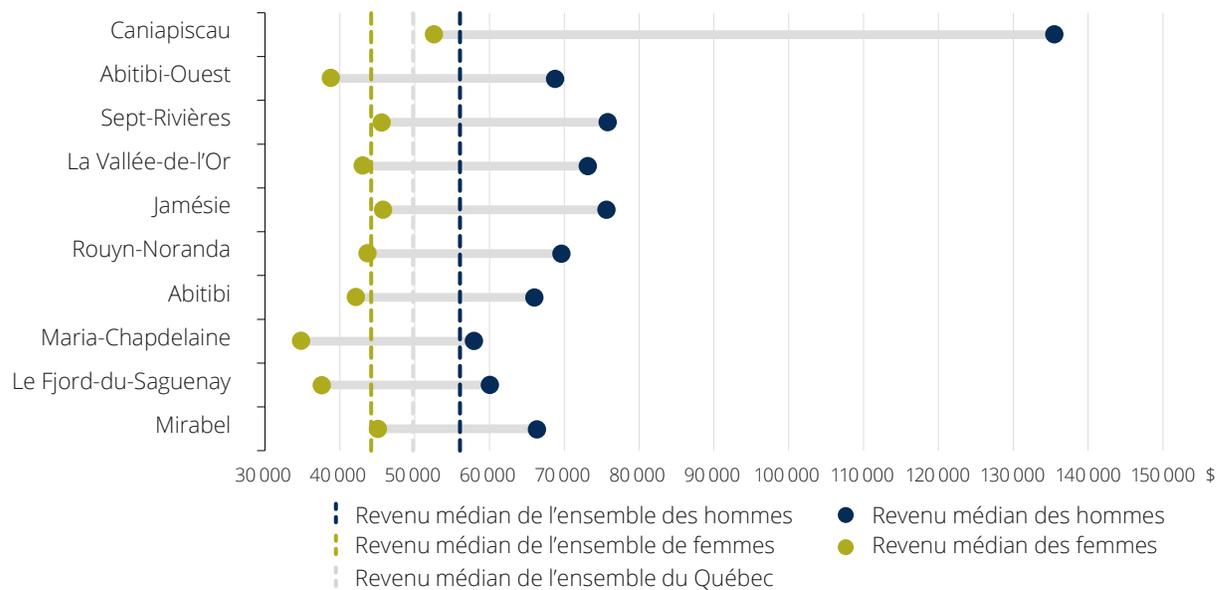
Revenu d'emploi médian des 25-64 ans selon le sexe et évolution de l'écart entre le revenu d'emploi médian des hommes et celui des femmes, ensemble du Québec, 2002 à 2021



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Figure 12.3.5

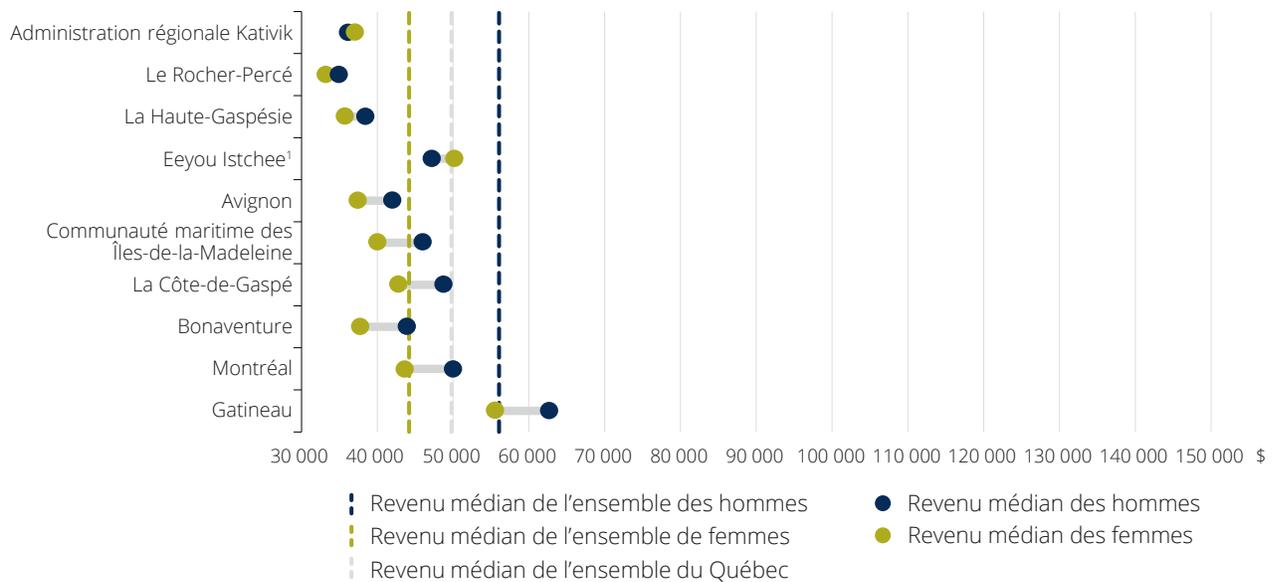
Les dix MRC où l'écart entre les sexes est le plus grand, revenu d'emploi médian des 25-64 ans, 2021



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Figure 12.3.6

Les dix MRC où l'écart entre les sexes est le plus faible, revenu d'emploi médian des 25-64 ans, 2021



1. Toponyme non officiel.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées par MRC sur le nombre et le taux de travailleurs ainsi que sur le revenu d'emploi sont disponibles sur le [site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec.

Références bibliographiques

- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2020). *Portrait des Québécoises. Édition 2020 – Femmes et économie*, [En ligne], Québec, Conseil du statut de la femme, p. 14 [csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait-quebecoises-2020-economie.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Évolution du marché du travail dans les MRC. Bilan de l'année 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, p. 1-27 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/evolution-marche-travail-mrc-2021.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). « Statistiques par MRC – Démographie », dans *Panorama des régions du Québec. Édition 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, p. 164-177. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2022.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2023). Tableau 98-10-0456-01 – *Catégorie de lieu de travail selon les secteurs d'industries, la grande catégorie des professions et le genre : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement*, [En ligne]. [www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=9810045601] (Consulté le 21 juin 2023).

Tableau 12.3.1

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart 2021-2020	Écart 2021-2016
01	Bas-Saint-Laurent	70,4	71,5	73,0	74,0	71,0	73,0	2,0	2,6
07	La Matapédia	64,8	66,3	67,3	68,2	64,9	67,0	2,1	2,2
	Hommes	65,5	67,2	68,2	68,9	65,3	67,6	2,3	2,1
	Femmes	64,1	65,4	66,3	67,5	64,4	66,5	2,1	2,4
08	La Matanie	65,3	66,5	68,1	69,4	66,6	68,3	1,7	3,0
	Hommes	66,4	67,6	69,3	70,6	67,6	69,4	1,8	3,0
	Femmes	64,2	65,4	66,9	68,1	65,5	67,2	1,7	3,0
09	La Mitis	66,5	68,0	69,4	70,5	67,3	69,0	1,7	2,5
	Hommes	66,6	68,8	70,5	71,7	68,2	69,8	1,6	3,2
	Femmes	66,5	67,0	68,1	69,3	66,5	68,1	1,6	1,6
10	Rimouski-Neigette	72,9	73,9	75,2	76,1	73,2	75,5	2,3	2,6
	Hommes	73,8	74,8	76,3	77,3	73,8	76,4	2,6	2,6
	Femmes	72,1	73,1	74,2	75,0	72,7	74,6	1,9	2,5
11	Les Basques	66,5	67,5	69,1	70,5	66,9	69,1	2,2	2,6
	Hommes	67,9	69,2	71,4	72,3	68,1	71,3	3,2	3,4
	Femmes	64,9	65,7	66,7	68,6	65,6	66,8	1,2	1,9
12	Rivière-du-Loup	75,1	76,3	78,0	79,3	75,8	78,1	2,3	3,0
	Hommes	77,3	78,5	79,8	81,1	77,8	80,3	2,5	3,0
	Femmes	72,8	74,1	76,1	77,5	73,8	75,8	2,0	3,0
13	Témiscouata	67,1	68,2	69,5	70,4	67,5	69,4	1,9	2,3
	Hommes	68,1	69,0	70,8	71,6	68,8	70,9	2,1	2,8
	Femmes	66,1	67,4	68,2	69,2	66,2	67,8	1,6	1,7
14	Kamouraska	73,5	74,3	75,9	76,8	73,8	75,5	1,7	2,0
	Hommes	75,3	76,5	78,0	78,7	75,8	77,4	1,6	2,1
	Femmes	71,7	72,1	73,6	74,9	71,8	73,6	1,8	1,9

Suite à la page 209

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart	
								2021-2020	2021-2016
		%						points de %	
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	70,5	71,5	73,2	74,5	71,1	73,9	2,8	3,4
91	Le Domaine-du-Roy	69,5	70,1	71,8	72,8	69,3	72,1	2,8	2,6
	Hommes	70,7	71,4	73,2	74,3	71,2	74,3	3,1	3,6
	Femmes	68,3	68,7	70,3	71,2	67,4	69,7	2,3	1,4
92	Maria-Chapdelaine	68,9	70,0	71,5	72,8	69,5	71,8	2,3	2,9
	Hommes	70,6	71,6	73,6	74,7	71,8	74,4	2,6	3,8
	Femmes	67,0	68,3	69,3	70,8	66,9	69,0	2,1	2,0
93	Lac-Saint-Jean-Est	70,0	71,0	72,7	73,7	70,1	73,1	3,0	3,1
	Hommes	72,2	73,1	74,8	75,8	72,1	75,4	3,3	3,2
	Femmes	67,7	68,7	70,4	71,5	68,0	70,6	2,6	2,9
941	Saguenay	71,3	72,5	73,9	75,3	72,0	75,0	3,0	3,7
	Hommes	73,4	74,6	76,1	77,7	74,4	77,6	3,2	4,2
	Femmes	69,1	70,3	71,7	72,8	69,5	72,2	2,7	3,1
942	Le Fjord-du-Saguenay	69,2	70,6	72,9	74,6	71,2	73,8	2,6	4,6
	Hommes	71,9	73,0	75,4	77,3	74,1	77,0	2,9	5,1
	Femmes	66,3	68,0	70,1	71,7	67,9	70,4	2,5	4,1
03	Capitale-Nationale	78,8	79,7	80,7	81,8	77,8	80,1	2,3	1,3
15	Charlevoix-Est	68,5	70,0	71,2	72,1	66,8	69,8	3,0	1,3
	Hommes	70,2	71,7	72,8	73,5	68,9	72,4	3,5	2,2
	Femmes	66,9	68,4	69,7	70,6	64,7	67,3	2,6	0,4
16	Charlevoix	72,1	73,5	74,3	75,8	71,7	74,5	2,8	2,4
	Hommes	72,6	74,3	75,6	76,8	72,8	76,1	3,3	3,5
	Femmes	71,6	72,7	73,1	74,7	70,6	72,8	2,2	1,2
20	L'Île-d'Orléans	79,3	79,5	81,5	82,2	78,6	80,8	2,2	1,5
	Hommes	82,3	82,8	84,4 ^a	85,0 ^a	81,2 ^a	83,3 ^a	2,1	1,0
	Femmes	76,3	76,2	78,6	79,3	75,9	78,3	2,4	2,0
21	La Côte-de-Beaupré	78,3	78,9	80,2	81,2	77,2	79,9	2,7	1,6
	Hommes	78,8	79,8	81,0	82,0	77,3	80,1	2,8	1,3
	Femmes	77,7	78,0	79,4	80,4	77,1	79,7	2,6	2,0
22	La Jacques-Cartier	84,3	84,9	85,5	86,3	82,8	85,1	2,3	0,8
	Hommes	84,7	85,4	85,9	86,5	82,7	85,3	2,6	0,6
	Femmes	83,9	84,4	85,1	86,1	83,0	84,9	1,9	1,0
23	Québec	79,0	79,9	81,0	82,1	78,0	80,3	2,3	1,3
	Hommes	80,2	81,2	82,3	83,4	79,1	81,4	2,3	1,2
	Femmes	77,8	78,7	79,7	80,7	77,0	79,1	2,1	1,3
34	Portneuf	75,9	76,8	77,9	79,0	75,3	77,6	2,3	1,7
	Hommes	77,6	78,7	80,0	80,9	77,0	79,0	2,0	1,4
	Femmes	74,0	74,8	75,7	77,0	73,5	76,0	2,5	2,0

Suite à la page 210

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart 2021-2020	Écart 2021-2016
04	Mauricie	69,2	70,3	71,5	72,5	68,7	71,3	2,6	2,1
35	Mékinac	66,1	67,2	67,7	68,5	65,0	67,3	2,3	1,2
	Hommes	67,5	68,7	69,6	70,2	66,5	67,9	1,4	0,4
	Femmes	64,6	65,6	65,6	66,8	63,5	66,6	3,1	2,0
36	Shawinigan	63,4	64,4	65,9	66,9	63,5	65,9	2,4	2,5
	Hommes	63,4	65,0	66,5	67,7	64,1	66,7	2,6	3,3
	Femmes	63,4	63,8	65,4	66,2	62,8	65,1	2,3	1,7
371	Trois-Rivières	71,5	72,6	73,8	74,7	70,8	73,4	2,6	1,9
	Hommes	72,9	74,2	75,0	76,2	72,3	74,8	2,5	1,9
	Femmes	70,2	71,1	72,6	73,3	69,3	71,9	2,6	1,7
372	Les Chenaux	71,4	73,0	74,1	75,0	71,6	74,5	2,9	3,1
	Hommes	72,4	74,5	75,3	76,3	72,8	76,2	3,4	3,8
	Femmes	70,4	71,4	73,0	73,6	70,3	72,7	2,4	2,3
51	Maskinongé	69,7	70,7	71,8	72,9	68,6	71,2	2,6	1,5
	Hommes	71,0	72,4	73,4	74,6	70,2	72,7	2,5	1,7
	Femmes	68,3	68,9	70,1	71,2	66,9	69,6	2,7	1,3
90	La Tuque	65,6	66,6	68,1	69,2	65,6	67,9	2,3	2,3
	Hommes	65,2	66,9	68,1	69,3	65,8	68,7	2,9	3,5
	Femmes	66,0	66,3	68,1	69,1	65,4	67,2	1,8	1,2
05	Estrie	74,4	75,3	76,5	77,4	73,5	76,1	2,6	1,7
30	Le Granit	74,1	74,8	75,6	76,4	72,3	74,8	2,5	0,7
	Hommes	76,1	76,7	77,3	78,0	74,0	76,9	2,9	0,8
	Femmes	71,9	72,7	73,7	74,7	70,6	72,6	2,0	0,7
40	Les Sources	67,8	69,3	70,5	72,1	68,6	70,8	2,2	3,0
	Hommes	70,7	71,7	73,5	75,2	71,9	73,8	1,9	3,1
	Femmes	64,8	66,7	67,3	68,9	65,1	67,8	2,7	3,0
41	Le Haut-Saint-François	72,5	73,4	74,9	75,9	73,0	74,6	1,6	2,1
	Hommes	73,3	74,1	76,0	77,0	74,2	75,6	1,4	2,3
	Femmes	71,6	72,7	73,7	74,7	71,8	73,4	1,6	1,8
42	Le Val-Saint-François	75,9	76,4	77,8	78,4	75,1	77,4	2,3	1,5
	Hommes	77,4	77,6	79,3	80,0	76,5	78,7	2,2	1,3
	Femmes	74,4	75,1	76,2	76,7	73,6	76,0	2,4	1,6
43	Sherbrooke	74,7	75,7	77,1	78,2	74,6	77,4	2,8	2,7
	Hommes	75,6	76,7	78,4	79,6	75,6	78,5	2,9	2,9
	Femmes	73,9	74,7	75,9	76,8	73,5	76,2	2,7	2,3
44	Coaticook	79,3	79,8	80,8	81,0	77,2	79,6	2,4	0,3
	Hommes	80,9	81,9	82,4	82,9	79,4	81,7	2,3	0,8
	Femmes	77,7	77,7	79,1	79,1	74,8	77,5	2,7	-0,2
45	Memphrémagog	72,5	73,5	74,2	74,9	70,7	73,4	2,7	0,9
	Hommes	73,8	75,3	76,1	77,1	72,8	75,5	2,7	1,7
	Femmes	71,2	71,8	72,4	72,9	68,6	71,4	2,8	0,2

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart 2021-2020	Écart 2021-2016
46	Brome-Missisquoi	74,8	75,7	77,0	77,9	73,4	76,1	2,7	1,3
	Hommes	77,0	77,7	79,0	79,9	75,3	78,1	2,8	1,1
	Femmes	72,6	73,8	75,0	75,9	71,6	74,0	2,4	1,4
47	La Haute-Yamaska	74,9	75,7	76,8	77,6	73,0	75,5	2,5	0,6
	Hommes	76,7	77,5	78,6	79,1	74,9	77,4	2,5	0,7
	Femmes	73,0	73,9	74,9	76,0	71,1	73,5	2,4	0,5
06	Montréal	75,9	76,7	78,2	79,8	73,9	76,3	2,4	0,4
66	Montréal	75,9	76,7	78,2	79,8	73,9	76,3	2,4	0,4
	Hommes	78,4	79,3	80,8	82,3	75,9	78,0	2,1	-0,4
	Femmes	73,4	74,2	75,6	77,2	71,8	74,5	2,7	1,1
07	Outaouais	75,5	76,2	77,3	78,3	74,4	75,9	1,5	0,4
80	Papineau	66,3	67,0	68,3	69,5	65,1	66,3	1,2	-
	Hommes	67,3	68,3	69,3	71,0	66,0	67,3	1,3	-
	Femmes	65,2	65,6	67,1	67,9	64,1	65,2	1,1	-
81	Gatineau	77,2	77,9	79,0	79,8	75,9	77,4	1,5	0,2
	Hommes	78,7	79,3	80,5	81,4	77,2	78,9	1,7	0,2
	Femmes	75,9	76,6	77,5	78,3	74,6	75,9	1,3	-
82	Les Collines-de-l'Outaouais	78,7	79,4	80,2	81,2	77,8	80,1	2,3	1,4
	Hommes	78,9	79,7	80,7	81,8	78,0	80,4	2,4	1,5
	Femmes	78,5	79,0	79,7	80,6	77,6	79,8	2,2	1,3
83	La Vallée-de-la-Gatineau	61,3	62,4	63,3	65,2	61,9	62,9	1,0	1,6
	Hommes	61,9	63,3	64,1	66,4	62,8	64,0	1,2	2,1
	Femmes	60,7	61,5	62,6	64,0	60,9	61,9	1,0	1,2
84	Pontiac	63,9	64,8	65,7	66,7	62,9	64,1	1,2	0,2
	Hommes	65,2	66,1	67,1	68,1	64,1	65,5	1,4	0,3
	Femmes	62,6	63,5	64,2	65,3	61,6	62,7	1,1	0,1
08	Abitibi-Témiscamingue	74,6	76,0	77,3	77,7	74,3	76,7	2,4	2,1
85	Témiscamingue	71,9	72,9	74,1	74,4	71,1	73,0	1,9	1,1
	Hommes	74,0	74,8	76,1	76,3	72,7	75,2	2,5	1,2
	Femmes	69,7	70,9	72,0	72,5	69,5	70,7	1,2	1,0
86	Rouyn-Noranda	75,7	77,2	78,5	79,2	75,9	78,1	2,2	2,4
	Hommes	78,0	79,8	80,9	81,0	77,7	80,1	2,4	2,1
	Femmes	73,3	74,5	76,0	77,2	73,9	76,0	2,1	2,7
87	Abitibi-Ouest	71,1	72,4	73,6	74,0	71,0	73,0	2,0	1,9
	Hommes	75,3	76,6	77,7	77,9	74,7	77,4	2,7	2,1
	Femmes	66,6	68,1	69,3	69,8	66,9	68,3	1,4	1,7
88	Abitibi	75,8	77,5	78,4	78,7	75,6	77,7	2,1	1,9
	Hommes	78,3	80,1	80,8	80,8	77,5	80,2	2,7	1,9
	Femmes	73,1	74,8	75,9	76,5	73,5	75,1	1,6	2,0
89	La Vallée-de-l'Or	75,3	76,6	78,1	78,6	74,8	77,6	2,8	2,3
	Hommes	78,6	80,2	81,3	81,4	77,4	80,7	3,3	2,1
	Femmes	71,7	72,7	74,7	75,7	72,0	74,3	2,3	2,6

Suite à la page 212

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart	
								2021-2020	2021-2016
		%						points de %	
09	Côte-Nord	70,4	71,6	73,1	74,1	70,8	73,0	2,2	2,6
95	La Haute-Côte-Nord	64,5	65,6	67,2	68,8	65,7	68,1	2,4	3,6
	Hommes	66,6	67,6	68,6	70,3	66,9	69,1	2,2	2,5
	Femmes	62,2	63,6	65,8	67,1	64,5	67,0	2,5	4,8
96	Manicouagan	69,3	70,4	71,8	72,7	69,5	71,8	2,3	2,5
	Hommes	69,5	70,9	72,1	73,3	70,1	72,5	2,4	3,0
	Femmes	69,0	69,8	71,4	72,1	69,0	71,1	2,1	2,1
971	Sept-Rivières	74,0	75,5	77,4	78,2	74,7	76,4	1,7	2,4
	Hommes	76,2	77,6	79,8	80,4	76,9	78,9	2,0	2,7
	Femmes	71,7	73,3	74,9	75,8	72,3	73,7	1,4	2,0
972	Caniapiscau	83,1	86,3	86,6	86,6	82,4	84,3	1,9	1,2
	Hommes	88,4	90,8	90,0	90,2	87,6	89,2	1,6	0,8
	Femmes	76,9	81,0	82,5	82,4	76,2	78,6	2,4	1,7
981	Minganie	66,2	65,9	67,2	69,0	67,2	70,1	2,9	3,9
	Hommes	65,0	64,5	66,7	68,9	66,3	71,1	4,8	6,1
	Femmes	67,5	67,4	67,7	69,2	68,1	69,1	1,0	1,6
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	60,2	61,7	62,1	63,1	58,0	62,2	4,2	2,0
	Hommes	57,8	60,2	59,1	61,2	54,4	59,4	5,0	1,6
	Femmes	62,6	63,2	64,9	64,9	61,5	64,9	3,4	2,3
10	Nord-du-Québec	79,5	80,2	80,6	81,2	75,3	76,8	1,5	-2,7
991	Jamésie	78,3	79,9	80,8	82,1	78,6	80,8	2,2	2,5
	Hommes	80,8	82,8	83,6	84,5	80,8	83,8	3,0	3,0
	Femmes	75,6	76,6	77,7	79,4	76,1	77,4	1,3	1,8
992	Administration régionale Kativik	84,3	83,9	84,0	83,7	75,9	76,7	0,8	-7,6
	Hommes	83,1	82,6	82,9	83,2	75,8	76,2	0,4	-6,9
	Femmes	85,5	85,4	85,2	84,1	76,0	77,2	1,2	-8,3
993	Eeyou Istchee ²	77,1	77,6	77,5	78,2	71,7	73,3 ^a	1,6	-3,8
	Hommes	74,2 ^a	75,5 ^a	74,9 ^a	74,7 ^a	67,6 ^a	68,6 ^a	1,0	-5,6
	Femmes	79,5	79,4	79,8	81,2	75,3	77,3 ^a	2,0	-2,2

Suite à la page 213

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart	
								2021-2020	2021-2016
		%						points de %	
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60,6	61,8	63,2	64,5	62,4	64,7	2,3	4,1
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	62,7	65,2	66,2	67,3	65,2	68,1	2,9	5,4
	Hommes	60,6	64,3	65,1	66,5	64,3	66,5	2,2	5,9
	Femmes	64,7	66,0	67,2	68,2	66,0	69,6	3,6	4,9
02	Le Rocher-Percé	55,1	56,4	57,5	59,1	56,7	58,7	2,0	3,6
	Hommes	53,0	54,2	55,6	57,3	54,6	56,7	2,1	3,7
	Femmes	57,3	58,7	59,5	60,9	58,9	60,9	2,0	3,6
03	La Côte-de-Gaspé	66,1	67,1	68,3	69,8	67,7	70,3	2,6	4,2
	Hommes	64,3	66,2	67,4	68,8	66,7	70,0	3,3	5,7
	Femmes	67,8	68,0	69,3	70,8	68,7	70,6	1,9	2,8
04	La Haute-Gaspésie	54,5	55,9	57,0	58,5	57,0	59,5	2,5	5,0
	Hommes	52,9	54,2	55,6	56,7	55,8	59,0	3,2	6,1
	Femmes	56,1	57,6	58,3	60,4	58,2	60,1	1,9	4,0
05	Bonaventure	63,0	63,9	65,4	66,5	63,9	66,3	2,4	3,3
	Hommes	61,1	62,2	63,6	64,8	62,0	64,8	2,8	3,7
	Femmes	64,9	65,6	67,3	68,2	65,8	67,7	1,9	2,8
06	Avignon	60,7	61,2	63,1	64,1	62,2	63,8	1,6	3,1
	Hommes	59,2	59,6	61,6	62,4	60,5	62,8	2,3	3,6
	Femmes	62,0	62,7	64,5	65,7	63,8	64,8	1,0	2,8

Suite à la page 214

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart	
								2021-2020	2021-2016
								points de %	
%									
12	Chaudière-Appalaches	78,9	79,8	80,8	81,6	77,9	80,4	2,5	1,5
17	L'Islet	74,7	75,6	76,3	77,3	74,0	76,4	2,4	1,7
	Hommes	78,1	78,8	79,6	80,5	76,8	79,3	2,5	1,2
	Femmes	71,1	72,0	72,6	73,8	70,9	73,4	2,5	2,3
18	Montmagny	74,0	75,0	76,4	77,4	73,1	75,8	2,7	1,8
	Hommes	76,3	77,1	77,9	79,1	74,5	77,4	2,9	1,1
	Femmes	71,5	72,7	74,8	75,6	71,6	74,1	2,5	2,6
19	Bellechasse	80,9	81,6	82,3	82,8	79,3	81,6	2,3	0,7
	Hommes	83,0	83,8	84,4	84,9	81,0	83,8	2,8	0,8
	Femmes	78,7	79,1	79,8	80,5	77,3	79,2	1,9	0,5
251	Lévis	81,8	82,7	83,3	84,2	80,7	83,0	2,3	1,2
	Hommes	83,3	84,3	85,0	85,7	82,0	84,6	2,6	1,3
	Femmes	80,3	81,1	81,6	82,6	79,4	81,3	1,9	1,0
26	La Nouvelle-Beauce	82,7	83,5	84,6	85,4	81,8	84,3	2,5	1,6
	Hommes	84,5	85,3	86,3	86,9	83,2	86,0	2,8	1,5
	Femmes	80,8	81,7	82,8	83,7	80,2	82,5	2,3	1,7
27	Robert-Cliche	78,9	79,2	80,6	81,5	78,3	81,1	2,8	2,2
	Hommes	81,4	81,6	82,9	83,7	80,7	83,5	2,8	2,1
	Femmes	76,2	76,5	78,1	79,0	75,7	78,5	2,8	2,3
28	Les Etchemins	70,8	72,0	73,4	74,2	70,8	73,5	2,7	2,7
	Hommes	74,0	75,4	76,9	77,4	73,9	76,6	2,7	2,6
	Femmes	67,3	68,2	69,4	70,6	67,3	70,1	2,8	2,8
29	Beauce-Sartigan	77,7	78,4	79,5	80,1	76,0	78,3	2,3	0,6
	Hommes	79,9	80,5	81,6	82,3	78,2	81,3	3,1	1,4
	Femmes	75,3	76,2	77,2	77,7	73,7	75,0	1,3	-0,3
31	Les Appalaches	71,6	72,6	73,9	75,0	71,0	73,7	2,7	2,1
	Hommes	73,7	75,0	76,3	77,4	73,3	76,5	3,2	2,8
	Femmes	69,3	70,2	71,3	72,4	68,5	70,7	2,2	1,4
33	Lotbinière	79,8	81,3	82,5	83,4	79,3	82,1	2,8	2,3
	Hommes	80,8	82,6	83,6	84,5	80,4	83,6	3,2	2,8
	Femmes	78,7	79,8	81,3	82,2	78,1	80,4	2,3	1,7
13	Laval	79,6	80,2	81,2	82,2	76,2	78,2	2,0	-1,4
65	Laval	79,6	80,2	81,2	82,2	76,2	78,2	2,0	-1,4
	Hommes	82,3	82,9	83,9	85,0	78,5	80,5	2,0	-1,8
	Femmes	77,0	77,6	78,5	79,6	74,0	76,1	2,1	-0,9

Suite à la page 215

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart	
								2021-2020	2021-2016
		%						points de %	
14	Lanaudière	75,8	76,5	77,6	78,6	74,0	76,8	2,8	1,0
52	D'Au-tray	70,8	71,4	72,9	74,1	69,6	72,6	3,0	1,8
	Hommes	73,4	74,3	75,5	76,5	72,1	75,0	2,9	1,6
	Femmes	68,0	68,3	70,1	71,7	67,0	70,2	3,2	2,2
60	L'Assomption	78,7	79,4	80,2	81,0	76,6	79,5	2,9	0,8
	Hommes	80,8	81,5	82,3	83,2	78,5	81,7	3,2	0,9
	Femmes	76,7	77,3	78,2	78,9	74,8	77,5	2,7	0,8
61	Joliette	71,2	71,6	72,8	74,2	70,4	73,2	2,8	2,0
	Hommes	72,9	73,5	74,5	75,8	71,9	74,8	2,9	1,9
	Femmes	69,6	69,8	71,0	72,7	69,0	71,7	2,7	2,1
62	Matawanie	63,9	65,4	66,5	67,4	63,3	66,0	2,7	2,1
	Hommes	64,9	66,3	67,7	68,7	64,4	67,1	2,7	2,2
	Femmes	62,8	64,3	65,3	66,1	62,3	65,0	2,7	2,2
63	Montcalm	73,0	74,1	75,6	76,7	71,6	75,0	3,4	2,0
	Hommes	75,7	76,6	78,1	79,4	73,7	77,4	3,7	1,7
	Femmes	70,1	71,4	72,9	73,8	69,5	72,4	2,9	2,3
64	Les Moulins	81,3	81,9	82,8	83,6	78,8	81,4	2,6	0,1
	Hommes	83,2	83,8	84,7	85,4	80,4	83,0	2,6	-0,2
	Femmes	79,4	80,1	81,0	81,9	77,2	79,9	2,7	0,5
15	Laurentides	76,1	76,9	77,9	79,0	74,0	76,7	2,7	0,6
72	Deux-Montagnes	79,3	79,9	81,0	81,9	77,0	79,6	2,6	0,3
	Hommes	80,9	81,7	82,9	83,9	79,3	81,8	2,5	0,9
	Femmes	77,8	78,1	79,2	79,9	74,9	77,5	2,6	-0,3
73	Thérèse-De Blainville	80,4	80,9	81,8	82,6	77,9	80,5	2,6	0,1
	Hommes	82,3	82,8	83,7	84,7	79,8	82,4	2,6	0,1
	Femmes	78,7	79,1	79,9	80,6	76,1	78,6	2,5	-0,1
74	Mirabel	83,0	83,8	84,5	85,1	79,7	82,2	2,5	-0,8
	Hommes	84,1	85,1	86,1	86,7	81,7	84,4	2,7	0,3
	Femmes	81,8	82,4	83,0	83,4	77,8	80,1	2,3	-1,7
75	La Rivière-du-Nord	74,8	75,7	76,8	78,1	73,2	76,1	2,9	1,3
	Hommes	76,4	77,3	78,5	79,8	74,7	77,7	3,0	1,3
	Femmes	73,3	74,2	75,1	76,4	71,8	74,4	2,6	1,1
76	Argenteuil	68,1	69,2	70,3	71,5	67,0	69,1	2,1	1,0
	Hommes	70,2	71,3	72,3	73,2	69,0	71,4	2,4	1,2
	Femmes	65,9	66,9	68,2	69,8	64,9	66,7	1,8	0,8
77	Les Pays-d'en-Haut	70,7	71,1	71,7	73,2	67,7	71,1	3,4	0,4
	Hommes	71,8	72,3	73,0	74,7	69,0	72,4	3,4	0,6
	Femmes	69,7	70,0	70,5	71,8	66,5	69,9	3,4	0,2
78	Les Laurentides	70,7	71,7	72,8	74,0	67,7	70,5	2,8	-0,2
	Hommes	71,0	72,2	73,6	74,9	68,6	71,6	3,0	0,6
	Femmes	70,4	71,1	72,1	73,1	66,8	69,5	2,7	-0,9
79	Antoine-Labelle	62,7	63,8	64,9	66,7	63,3	65,7	2,4	3,0
	Hommes	63,0	64,2	65,1	66,8	63,5	66,2	2,7	3,2
	Femmes	62,4	63,4	64,6	66,5	63,2	65,1	1,9	2,7

Suite à la page 216

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Écart	
								2021-2020	2021-2016
		%						points de %	
16	Montérégie	78,6	79,4	80,3	81,2	77,0	79,4	2,4	0,8
48	Acton	75,1	75,9	76,9	77,8	73,7	75,9	2,2	0,8
	Hommes	77,0	77,6	78,6	79,6	75,2	78,1	2,9	1,1
	Femmes	73,2	74,0	75,0	75,9	72,0	73,6	1,6	0,4
53	Pierre-De Saurel	68,8	69,9	71,2	72,3	69,1	71,7	2,6	2,9
	Hommes	71,3	72,4	73,9	74,7	71,6	74,0	2,4	2,7
	Femmes	66,3	67,2	68,5	69,8	66,5	69,2	2,7	2,9
54	Les Maskoutains	77,4	78,4	79,4	80,1	76,4	79,0	2,6	1,6
	Hommes	79,2	80,2	81,3	82,0	78,2	80,7	2,5	1,5
	Femmes	75,4	76,6	77,4	78,1	74,5	77,2	2,7	1,8
55	Rouville	80,4	81,4	82,3	83,1	78,8	81,6	2,8	1,2
	Hommes	81,7	82,4	83,5	84,4	80,5	83,3	2,8	1,6
	Femmes	79,1	80,3	81,1	81,8	77,2	79,8	2,6	0,7
56	Le Haut-Richelieu	76,9	78,0	79,0	80,0	75,7	78,2	2,5	1,3
	Hommes	78,7	79,9	80,9	81,8	77,4	80,0	2,6	1,3
	Femmes	75,1	76,0	77,1	78,3	74,0	76,5	2,5	1,4
57	La Vallée-du-Richelieu	82,9	83,6	84,2	84,8	80,9	83,4	2,5	0,5
	Hommes	84,3	85,1	85,8	86,4	82,4	84,9	2,5	0,6
	Femmes	81,6	82,1	82,6	83,4	79,6	82,0	2,4	0,4
58	Longueuil	77,9	78,7	79,8	80,9	76,2	78,6	2,4	0,7
	Hommes	80,0	81,0	82,1	83,3	78,4	80,7	2,3	0,7
	Femmes	75,8	76,5	77,5	78,5	74,0	76,5	2,5	0,7
59	Marguerite-D'Youville	83,0	83,5	84,1	84,5	80,7	83,4	2,7	0,4
	Hommes	84,6	85,3	85,7	86,3	82,4	85,1	2,7	0,5
	Femmes	81,4	81,7	82,4	82,8	79,0	81,7	2,7	0,3
67	Roussillon	80,5	81,2	81,7	82,4	78,4	80,5	2,1	–
	Hommes	82,3	83,0	83,5	84,3	80,2	82,3	2,1	–
	Femmes	78,7	79,3	80,0	80,6	76,6	78,8	2,2	0,1
68	Les Jardins-de-Napierville	79,7	80,3	81,4	81,8	78,1	79,7	1,6	0,0
	Hommes	82,1	82,5	83,5	84,1	80,6	82,0 ^a	1,4	–0,1
	Femmes	77,1	77,9	79,1	79,3	75,4	77,2	1,8	0,1
69	Le Haut-Saint-Laurent	67,7	68,1	69,2	70,5	67,1	68,4	1,3	0,7
	Hommes	69,1	70,0	71,1	71,8	69,0	69,8	0,8	0,7
	Femmes	66,4	66,2	67,3	69,1	65,1	67,0	1,9	0,6

Suite à la page 217

Tableau 12.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^a	2020 ^a	2021 ^a	Écart 2021-2020	Écart 2021-2016
70	Beauharnois-Salaberry	72,2	73,3	74,5	75,5	72,1	74,4	2,3	2,2
	Hommes	73,7	74,9	76,3	77,3	73,6	76,4	2,8	2,7
	Femmes	70,7	71,7	72,8	73,8	70,5	72,4	1,9	1,7
71	Vaudreuil-Soulanges	81,4	82,2	82,9	83,8	79,2	81,4	2,2	–
	Hommes	83,3	84,1	84,9	85,7	81,3	83,2	1,9	–0,1
	Femmes	79,6	80,3	80,9	81,8	77,1	79,6	2,5	–
17	Centre-du-Québec	74,9	76,0	77,2	78,0	74,1	76,8	2,7	1,9
32	L'Érable	76,9	77,6	78,9	79,4	75,3	78,6	3,3	1,7
	Hommes	80,6	80,8	81,5	82,2	78,1	81,3	3,2	0,7
	Femmes	72,9	74,3	76,0	76,4	72,2	75,5	3,3	2,6
38	Bécancour	72,7	74,0	74,5	75,8	72,8	74,7	1,9	2,0
	Hommes	74,2	76,0	76,2	76,8	73,9	75,9	2,0	1,7
	Femmes	71,1	71,9	72,8	74,6	71,5	73,5	2,0	2,4
39	Arthabaska	75,6	76,6	77,8	78,8	74,7	77,4	2,7	1,8
	Hommes	77,5	78,7	79,6	80,6	76,6	79,4	2,8	1,9
	Femmes	73,7	74,6	75,9	76,9	72,8	75,4	2,6	1,7
49	Drummond	74,6	75,7	77,0	77,8	73,9	76,6	2,7	2,0
	Hommes	76,9	78,1	79,3	80,1	76,3	78,9	2,6	2,0
	Femmes	72,1	73,2	74,6	75,4	71,3	74,1	2,8	2,0
50	Nicolet-Yamaska	74,3	75,3	76,7	77,5	73,5	75,6	2,1	1,3
	Hommes	76,3	77,4	78,5	79,4	75,3	77,8	2,5	1,5
	Femmes	72,2	73,2	74,7	75,5	71,6	73,3	1,7	1,1
Ensemble du Québec		76,1	76,9	78,1	79,3	74,7	77,1	2,4	1,0
	Hommes	77,9	78,9	80,1	81,2	76,4	78,8	2,4	0,9
	Femmes	74,2	75,0	76,2	77,3	72,9	75,3	2,4	1,1

- a Dans le présent tableau, les données sont accompagnées de la lettre a lorsque la MRC présente, pour une année donnée, un taux de couverture fiscale inférieur à 80 %, soit un taux nettement plus faible que le taux québécois qui se situe généralement à 95 %. Pour cette raison, ces données doivent être interprétées avec prudence. La sous-couverture fiscale dans une MRC peut être attribuable aux facteurs suivants :
- Un certain nombre de particuliers ne produisent pas de déclaration de revenus puisqu'ils n'ont pas d'impôt à payer ou parce qu'ils ne souhaitent pas demander de crédits d'impôt provinciaux ou de remboursements fiscaux.
 - La méthode de géocodage utilisée pour produire les estimations annuelles de la population à l'échelle des MRC est différente, à plusieurs égards, de celle utilisée pour répartir géographiquement les particuliers ayant produit une déclaration de revenus.
 - L'adresse inscrite dans le fichier de Revenu Québec est presque toujours la même que l'adresse de résidence du particulier. Toutefois, certaines personnes n'indiquent pas leur lieu de résidence comme adresse de correspondance, mais plutôt l'adresse de leur comptable ou du fiscaliste qui a rempli leur déclaration de revenus ou encore l'adresse du lieu d'affaires de leur entreprise, laquelle peut être située à l'extérieur de la MRC où se trouve leur résidence.
1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
 2. Toponyme non officiel.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Tableau 12.3.2

Revenu d'emploi médian, population de 25 à 64 ans, MRC¹ du Québec classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^e	2020 ^e	2021 ^p	Variation		
								2021 /2020	2021 /2019	2021 /2016
								\$		
								%		
01	Bas-Saint-Laurent	35 387	36 562	38 421	40 368	41 538	44 599	7,4	10,5	26,0
07	La Matapédia	31 202	32 439	34 130	36 425	37 662	41 023	8,9	12,6	31,5
08	La Matanie	34 408	35 474	37 296	39 893	40 589	43 023	6,0	7,8	25,0
09	La Mitis	33 199	34 549	35 908	37 950	39 014	41 736	7,0	10,0	25,7
10	Rimouski-Neigette	38 716	39 695	41 786	43 402	44 685	47 745	6,8	10,0	23,3
11	Les Basques	29 464	31 200	33 005	34 635	34 532	38 216	10,7	10,3	29,7
12	Rivière-du-Loup	37 767	38 953	40 789	42 598	44 065	47 271	7,3	11,0	25,2
13	Témiscouata	31 974	33 006	34 836	36 798	38 153	41 639	9,1	13,2	30,2
14	Kamouraska	34 413	35 775	37 737	39 178	40 776	43 223	6,0	10,3	25,6
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	37 847	39 120	41 493	44 030	44 605	48 969	9,8	11,2	29,4
91	Le Domaine-du-Roy	36 232	37 401	39 679	41 998	43 034	46 295	7,6	10,2	27,8
92	Maria-Chapdelaine	34 208	35 420	38 400	40 664	41 740	45 020	7,9	10,7	31,6
93	Lac-Saint-Jean-Est	37 391	38 140	40 800	43 196	43 632	48 022	10,1	11,2	28,4
941	Saguenay	39 300	40 684	42 894	45 459	45 976	50 673	10,2	11,5	28,9
942	Le Fjord-du-Saguenay	35 292	37 091	39 864	42 775	43 549	48 682	11,8	13,8	37,9
03	Capitale-Nationale	43 200	44 553	46 578	48 962	49 834	53 696	7,8	9,7	24,3
15	Charlevoix-Est	33 782	35 297	36 727	38 523	37 847	42 085	11,2	9,2	24,6
16	Charlevoix	34 433	36 424	37 971	39 635	40 254	44 518	10,6	12,3	29,3
20	L'Île-d'Orléans	42 435	44 210	47 008	49 571	50 306	54 799	8,9	10,5	29,1
21	La Côte-de-Beaupré	43 539	45 828	47 642	50 556	51 049	56 043	9,8	10,9	28,7
22	La Jacques-Cartier	50 103	52 538	54 896	57 443	58 099	63 372	9,1	10,3	26,5
23	Québec	43 572	44 731	46 689	49 085	49 985	53 652	7,3	9,3	23,1
34	Portneuf	39 378	41 088	43 046	45 082	45 786	50 036	9,3	11,0	27,1
04	Mauricie	35 187	36 859	38 085	40 127	41 164	44 531	8,2	11,0	26,6
35	Mékinac	29 125	30 965	32 623	34 416	35 496	39 083	10,1	13,6	34,2
36	Shawinigan	32 338	34 044	35 289	37 057	37 980	41 577	9,5	12,2	28,6
371	Trois-Rivières	37 691	39 107	40 206	42 210	43 467	46 503	7,0	10,2	23,4
372	Les Chenaux	35 108	36 666	38 040	41 054	42 178	46 365	9,9	12,9	32,1
51	Maskinongé	33 066	34 784	36 270	37 855	38 294	42 830	11,8	13,1	29,5
90	La Tuque	34 269	36 293	37 525	39 645	41 009	42 351	3,3	6,8	23,6
05	Estrie	36 921	38 202	39 871	41 777	42 479	46 309	9,0	10,9	25,4
30	Le Granit	34 471	35 395	37 070	38 828	38 999	42 980	10,2	10,7	24,7
40	Les Sources	31 469	33 038	34 255	36 254	36 961	41 134	11,3	13,5	30,7
41	Le Haut-Saint-François	33 030	34 104	36 093	38 207	39 170	42 832	9,4	12,1	29,7
42	Le Val-Saint-François	38 018	38 943	41 486	43 499	44 474	48 041	8,0	10,4	26,4
43	Sherbrooke	38 923	40 078	41 653	43 625	44 447	47 922	7,8	9,9	23,1
44	Coaticook	33 831	35 182	36 476	38 287	38 170	42 332	10,9	10,6	25,1
45	Memphrémagog	35 068	36 894	38 805	40 860	41 630	46 443	11,6	13,7	32,4
46	Brome-Missisquoi	35 710	37 082	38 870	40 787	41 807	46 236	10,6	13,4	29,5
47	La Haute-Yamaska	37 791	39 071	40 555	42 258	42 714	46 360	8,5	9,7	22,7

Suite à la page 219

Tableau 12.3.2 (suite)

Revenu d'emploi médian, population de 25 à 64 ans, MRC¹ du Québec classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^e	2020 ^e	2021 ^p	Variation		
								2021 /2020	2021 /2019	2021 /2016
								\$		
								%		
06	Montréal	37 365	38 172	39 763	41 680	42 189	46 725	10,8	12,1	25,1
66	Montréal	37 365	38 172	39 763	41 680	42 189	46 725	10,8	12,1	25,1
07	Outaouais	44 722	46 267	48 328	50 501	52 143	56 782	8,9	12,4	27,0
80	Papineau	31 689	32 834	34 488	35 940	35 729	39 757	11,3	10,6	25,5
81	Gatineau	47 019	48 635	50 530	52 537	54 367	59 250	9,0	12,8	26,0
82	Les Collines-de-l'Outaouais	50 621	52 817	55 612	58 193	59 760	66 488	11,3	14,3	31,3
83	La Vallée-de-la-Gatineau	28 462	29 571	31 038	33 089	33 957	37 028	9,0	11,9	30,1
84	Pontiac	33 833	34 583	36 292	37 351	38 076	41 425	8,8	10,9	22,4
08	Abitibi-Témiscamingue	42 775	44 827	47 233	48 922	49 505	53 766	8,6	9,9	25,7
85	Témiscamingue	38 935	40 778	42 951	43 931	44 937	48 717	8,4	10,9	25,1
86	Rouyn-Noranda	43 604	45 519	47 950	49 960	50 540	55 029	8,9	10,1	26,2
87	Abitibi-Ouest	40 823	42 983	44 592	46 040	47 132	51 250	8,7	11,3	25,5
88	Abitibi	42 255	44 107	47 121	48 368	48 849	53 036	8,6	9,7	25,5
89	La Vallée-de-l'Or	44 382	46 889	49 421	51 245	51 550	56 118	8,9	9,5	26,4
09	Côte-Nord	41 164	42 652	44 980	47 636	48 559	51 718	6,5	8,6	25,6
95	La Haute-Côte-Nord	31 380	32 897	35 286	37 414	38 413	42 148	9,7	12,7	34,3
96	Manicouagan	41 437	43 075	44 680	47 126	47 974	50 666	5,6	7,5	22,3
971	Sept-Rivières	45 269	47 369	50 295	53 781	54 065	57 538	6,4	7,0	27,1
972	Caniapiscau	76 038	77 434	81 000	88 364	89 205	90 171	1,1	2,0	18,6
981	Minganie	36 256	36 180	39 155	42 264	44 054	46 263	5,0	9,5	27,6
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	26 681	28 210	29 834	31 096	29 922	35 410	18,3	13,9	32,7
10	Nord-du-Québec	42 306	43 428	45 573	48 030	49 579	50 765	2,4	5,7	20,0
991	Jamésie	50 174	51 701	54 187	56 834	56 175	61 161	8,9	7,6	21,9
992	Administration régionale Kativik	34 834	34 763	35 069	38 212	40 500	36 453	-10,0	-4,6	4,6
993	Eeyou Istchee ²	40 000	41 184	43 460	44 988	47 769	49 029 ^a	2,6	9,0	22,6
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	30 090	31 410	32 930	35 283	36 559	40 100	9,7	13,7	33,3
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	29 372	31 985	33 907	35 360	37 972	42 346	11,5	19,8	44,2
02	Le Rocher-Percé	24 874	26 138	27 678	30 160	31 024	33 993	9,6	12,7	36,7
03	La Côte-de-Gaspé	35 531	37 088	38 631	41 134	42 677	45 312	6,2	10,2	27,5
04	La Haute-Gaspésie	27 542	28 510	30 007	31 294	33 574	36 755	9,5	17,5	33,5
05	Bonaventure	31 208	32 191	34 328	36 861	37 098	40 521	9,2	9,9	29,8
06	Avignon	30 487	30 934	32 035	34 039	35 701	39 528	10,7	16,1	29,7

Suite à la page 220

Tableau 12.3.2 (suite)

Revenu d'emploi médian, population de 25 à 64 ans, MRC¹ du Québec classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^p	Variation		
								2021 /2020	2021 /2019	2021 /2016
								\$		
								%		
12	Chaudière-Appalaches	40 846	42 237	43 964	45 890	46 632	50 454	8,2	9,9	23,5
17	L'Islet	35 488	37 291	38 689	40 332	40 260	44 789	11,2	11,1	26,2
18	Montmagny	36 889	38 091	39 830	41 476	41 547	45 948	10,6	10,8	24,6
19	Bellechasse	40 287	41 742	43 199	45 116	45 728	49 220	7,6	9,1	22,2
251	Lévis	47 897	49 349	51 415	53 499	54 526	58 231	6,8	8,8	21,6
26	La Nouvelle-Beauce	41 378	42 757	44 553	46 536	47 614	50 999	7,1	9,6	23,3
27	Robert-Cliche	36 665	37 968	39 476	41 536	41 950	44 847	6,9	8,0	22,3
28	Les Etchemins	35 510	36 490	37 986	40 058	40 277	44 023	9,3	9,9	24,0
29	Beauce-Sartigan	37 824	39 024	40 741	42 221	42 919	46 663	8,7	10,5	23,4
31	Les Appalaches	34 402	35 874	37 640	39 293	39 582	43 286	9,4	10,2	25,8
33	Lotbinière	37 422	39 062	41 215	42 960	43 628	47 726	9,4	11,1	27,5
13	Laval	41 833	42 500	44 146	46 000	46 104	50 647	9,9	10,1	21,1
65	Laval	41 833	42 500	44 146	46 000	46 104	50 647	9,9	10,1	21,1
14	Lanaudière	40 711	41 834	43 443	45 239	45 986	50 005	8,7	10,5	22,8
52	D'Autray	35 153	36 548	38 160	39 590	40 042	43 782	9,3	10,6	24,5
60	L'Assomption	44 383	45 425	46 978	48 926	49 715	53 923	8,5	10,2	21,5
61	Joliette	37 628	39 130	40 416	41 878	43 182	46 583	7,9	11,2	23,8
62	Matawinie	30 509	31 528	33 172	34 763	34 763	39 144	12,6	12,6	28,3
63	Montcalm	35 166	36 425	38 181	40 102	39 978	44 098	10,3	10,0	25,4
64	Les Moulins	45 455	46 698	48 676	50 647	51 323	55 720	8,6	10,0	22,6
15	Laurentides	40 197	41 323	43 089	45 097	45 486	49 839	9,6	10,5	24,0
72	Deux-Montagnes	43 601	44 754	46 718	48 683	48 796	52 936	8,5	8,7	21,4
73	Thérèse-De Blainville	46 540	47 742	49 440	51 585	51 756	56 248	8,7	9,0	20,9
74	Mirabel	44 455	45 672	47 540	49 784	49 987	54 651	9,3	9,8	22,9
75	La Rivière-du-Nord	38 776	39 991	41 629	43 638	43 853	48 058	9,6	10,1	23,9
76	Argenteuil	32 578	33 759	35 280	36 937	38 292	41 160	7,5	11,4	26,3
77	Les Pays-d'en-Haut	34 039	35 010	37 131	38 917	39 967	45 893	14,8	17,9	34,8
78	Les Laurentides	30 469	31 429	33 095	35 007	34 330	39 169	14,1	11,9	28,6
79	Antoine-Labelle	30 053	31 030	32 644	34 358	35 734	38 784	8,5	12,9	29,1

Suite à la page 221

Tableau 12.3.2 (suite)

Revenu d'emploi médian, population de 25 à 64 ans, MRC¹ du Québec classées par régions administratives et ensemble du Québec, 2016 à 2021

Code	MRC par régions administratives	2016	2017	2018	2019 ^a	2020 ^a	2021 ^P	Variation		
								2021 /2020	2021 /2019	2021 /2016
								\$		
								%		
16	Montérégie	43 523	44 740	46 644	48 738	49 546	53 646	8,3	10,1	23,3
48	Acton	33 940	35 478	36 910	38 605	38 784	41 717	7,6	8,1	22,9
53	Pierre-De Saurel	38 411	39 722	41 647	43 227	44 674	47 754	6,9	10,5	24,3
54	Les Maskoutains	38 740	39 890	41 376	43 040	43 988	46 931	6,7	9,0	21,1
55	Rouville	40 897	41 890	43 982	46 170	46 875	51 153	9,1	10,8	25,1
56	Le Haut-Richelieu	40 729	41 988	43 834	45 719	46 641	50 699	8,7	10,9	24,5
57	La Vallée-du-Richelieu	50 666	52 282	54 643	57 108	57 972	62 772	8,3	9,9	23,9
58	Longueuil	43 478	44 568	46 332	48 347	49 284	53 595	8,7	10,9	23,3
59	Marguerite-D'Youville	50 469	51 924	53 807	56 079	56 648	61 426	8,4	9,5	21,7
67	Roussillon	47 043	48 341	50 060	52 266	52 810	56 949	7,8	9,0	21,1
68	Les Jardins-de-Napierville	38 951	40 422	42 019	44 534	44 862	49 091	9,4	10,2	26,0
69	Le Haut-Saint-Laurent	32 374	33 072	34 864	36 267	37 315	41 465	11,1	14,3	28,1
70	Beauharnois-Salaberry	38 179	38 983	40 764	42 529	43 644	46 825	7,3	10,1	22,6
71	Vaudreuil-Soulanges	46 252	47 394	49 280	51 362	51 858	55 950	7,9	8,9	21,0
17	Centre-du-Québec	36 400	37 833	39 449	41 315	41 935	45 624	8,8	10,4	25,3
32	L'Érable	34 726	35 651	36 884	38 872	39 206	43 335	10,5	11,5	24,8
38	Bécancour	36 786	38 385	38 838	40 839	42 560	45 988	8,1	12,6	25,0
39	Arthabaska	36 328	37 827	39 600	41 262	41 668	45 699	9,7	10,8	25,8
49	Drummond	37 097	38 614	40 407	42 319	42 813	46 182	7,9	9,1	24,5
50	Nicolet-Yamaska	35 224	36 591	37 683	39 599	40 959	43 963	7,3	11,0	24,8
Ensemble du Québec		40 016	41 156	42 881	44 911	45 698	49 788	9,0	10,9	24,4

a Dans le présent tableau, les données sont accompagnées de la lettre a lorsque la MRC présente, pour une année donnée, un taux de couverture fiscale inférieur à 80 %, soit un taux nettement plus faible que le taux québécois qui se situe généralement à 95 %. Pour cette raison, ces données doivent être interprétées avec prudence. La sous-couverture fiscale dans une MRC peut être attribuable aux facteurs suivants :

- Un certain nombre de particuliers ne produisent pas de déclaration de revenus puisqu'ils n'ont pas d'impôt à payer ou parce qu'ils ne souhaitent pas demander de crédits d'impôt provinciaux ou de remboursements fiscaux.
- La méthode de géocodage utilisée pour produire les estimations annuelles de la population à l'échelle des MRC est différente, à plusieurs égards, de celle utilisée pour répartir géographiquement les particuliers ayant produit une déclaration de revenus.
- L'adresse inscrite dans le fichier de Revenu Québec est presque toujours la même que l'adresse de résidence du particulier. Toutefois, certaines personnes n'indiquent pas leur lieu de résidence comme adresse de correspondance, mais plutôt l'adresse de leur comptable ou du fiscaliste qui a rempli leur déclaration de revenus ou encore l'adresse du lieu d'affaires de leur entreprise, laquelle peut être située à l'extérieur de la MRC où se trouve leur résidence.

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

2. Toponyme non officiel.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.



12.4 Valeur foncière des résidences unifamiliales

Patricia Beauregard Desjardins, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

L'analyse de la valeur foncière uniformisée présentée dans cette section permet de dresser un portrait régional détaillé, et de faire ressortir les écarts, parfois importants, qui existent entre les municipalités régionales de comté (MRC) d'une même région. L'évolution de la valeur moyenne des résidences unifamiliales présentée est celle observée entre les exercices financiers 2022 et 2023.

Note méthodologique

La valeur foncière des propriétés est utilisée par les municipalités pour établir l'imposition foncière et la taxation scolaire. Les valeurs foncières uniformisées¹ pour l'exercice financier d'une municipalité donnée reflètent le niveau général des valeurs établies selon les conditions du marché immobilier telles qu'elles existaient 18 mois avant le début de l'exercice financier des municipalités. Par exemple, les valeurs foncières uniformisées de l'exercice financier de 2023 représentent globalement la valeur au marché des propriétés au 1^{er} juillet 2021, tandis que celles selon l'exercice financier de 2022 correspondent à la valeur au marché au 1^{er} juillet 2020.

Seule la valeur imposable des immeubles est prise en compte dans le calcul de la valeur moyenne des résidences unifamiliales.

Par ailleurs, les villages nordiques et cris, le village naskapi ainsi que les réserves indiennes et les établissements amérindiens ne sont pas pris en compte dans les données régionales et provinciales. Ces localités n'ont pas à produire de rôle d'évaluation foncière étant donné qu'elles ne sont pas assujetties à la Loi sur la fiscalité municipale.

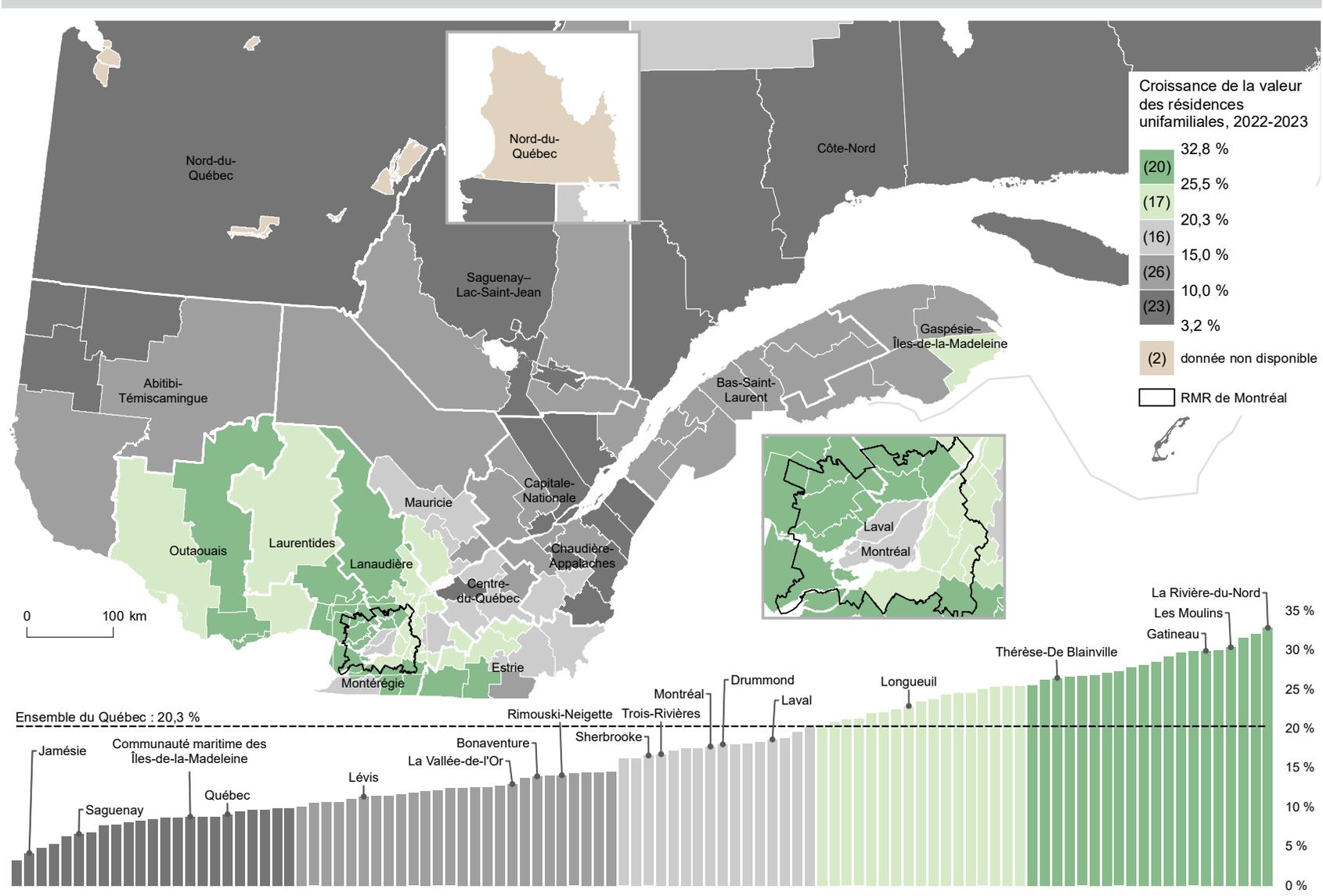
1. Voir la section [Concepts et définitions](#) à la fin du document pour obtenir la définition de la valeur foncière uniformisée.

Croissance de la valeur des résidences unifamiliales: fortes hausses dans les régions du sud-ouest du Québec

Selon les sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités de 2023, toutes les MRC ont enregistré une croissance de la valeur moyenne des résidences unifamiliales par rapport à l'année précédente. Comme l'illustre la [figure 12.4.1](#), les augmentations les plus importantes se concentrent principalement dans les MRC des régions administratives du sud-ouest. Parmi les 37 MRC qui ont connu une hausse supérieure ou égale à celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 20,3 %), 11 se trouvent en Montérégie, 8 dans les Laurentides, 6 dans Lanaudière et 5 en Outaouais. C'est une MRC de la région des Laurentides, La Rivière-du-Nord, qui présente la plus forte augmentation (+ 32,8 %) au Québec en 2023. Trois des dix MRC ayant la plus faible croissance dans l'ensemble du Québec se situent sur la Côte-Nord, et deux se situent en Chaudière-Appalaches et au Saguenay-Lac-St-Jean. Parmi les 20 MRC où la valeur des résidences unifamiliales a le plus progressé selon les exercices financiers 2023, aucune n'appartient à une région éloignée des grands centres urbains. Lors des exercices de 2022, parmi les MRC affichant les plus fortes croissances, une seule était située en région éloignée, soit la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine. Pour une deuxième année consécutive depuis que ces données sont compilées, la valeur moyenne des résidences unifamiliales n'est en décroissance dans aucune MRC de l'ensemble du Québec.

Figure 12.4.1

Croissance de la valeur des résidences unifamiliales, MRC du Québec, selon les exercices financiers 2022 et 2023 des municipalités



Sources : Données sur la valeur foncière :
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.
Données sur les limites administratives :
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2023.

Il importe de tenir compte du fait que les MRC présentent un profil différent quant au type de propriétés qui se trouvent sur leur territoire. En effet, les résidences unifamiliales sont présentes en grand nombre dans l'ensemble des MRC du Québec. Toutefois, les copropriétés sont, à Montréal, un peu plus nombreuses que les résidences unifamiliales (160 983 c. 154 883). À l'opposé, une quinzaine de MRC ne comptent, selon l'exercice financier de 2023, aucune copropriété sur leur territoire. Au Québec, ce type de propriété se trouve principalement au sein des grandes zones urbaines à forte densité de population, soit à Montréal (43,0 % de toutes les copropriétés du Québec), Québec (10,3 %), Longueuil (9,4 %), Laval (6,6 %) et Gatineau (3,3 %).

Valeur des résidences unifamiliales : Montréal loin devant

Dans environ 20 % des MRC (19), la valeur moyenne des résidences unifamiliales est supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec (393 695 \$). Comme nous pouvons l'observer dans le tableau 12.4.1, les MRC où la valeur moyenne des résidences unifamiliales est la plus élevée, selon les exercices financiers de 2023, sont situées pour la plupart à l'intérieur ou près de la principale région métropolitaine de la province, Montréal. Comme en 2022, trois des quatre MRC qui figurent en tête ont aussi les plus fortes densités de population par kilomètre carré à l'échelle du Québec. Montréal (839 883 \$) arrive ainsi en première position, loin devant Longueuil (581 497 \$) et Laval (523 087 \$).

Parmi les dix MRC du Québec qui affichent les valeurs foncières moyennes les plus élevées, cinq se situent en Montérégie : il s'agit des MRC de Longueuil, de Vaudreuil-Soulanges (521 664 \$), de La Vallée-du-Richelieu (513 349 \$), de Roussillon (494 079 \$) et de Marguerite-D'Youville (463 984 \$). De ces dix MRC, celle des Collines-de-l'Outaouais (472 825 \$), dans l'Outaouais, est la plus éloignée de la région montréalaise.

Tableau 12.4.1

MRC du Québec affichant les valeurs moyennes des résidences unifamiliales les plus faibles et les plus élevées selon l'exercice financier 2023 des municipalités

MRC	Région administrative	Valeur moyenne	MRC	Région administrative	Valeur moyenne
		\$			\$
Valeurs les plus faibles			Valeurs les plus élevées		
Le Golfe-du-Saint-Laurent	CN	102 417	Montréal	MTL	839 883
La Haute-Côte-Nord	CN	127 529	Longueuil	MGIE	581 497
La Haute-Gaspésie	GIM	129 937	Thérèse-De Blainville	LAUR	531 803
Témiscouata	BSL	138 654	Laval	LAV	523 087
La Matapédia	BSL	140 075	Vaudreuil-Soulanges	MGIE	521 664
Les Basques	BSL	145 272	La Vallée-du-Richelieu	MGIE	513 349
Les Etchemins	CHAPP	151 164	Roussillon	MGIE	494 079
Minganie	CN	152 046	Les Pays-d'en-Haut	LAUR	480 000
La Tuque	MAUR	152 813	Les Collines-de-l'Outaouais ¹	OUT	472 825
L'Islet	CHAPP	153 215	Marguerite-D'Youville	MGIE	463 984

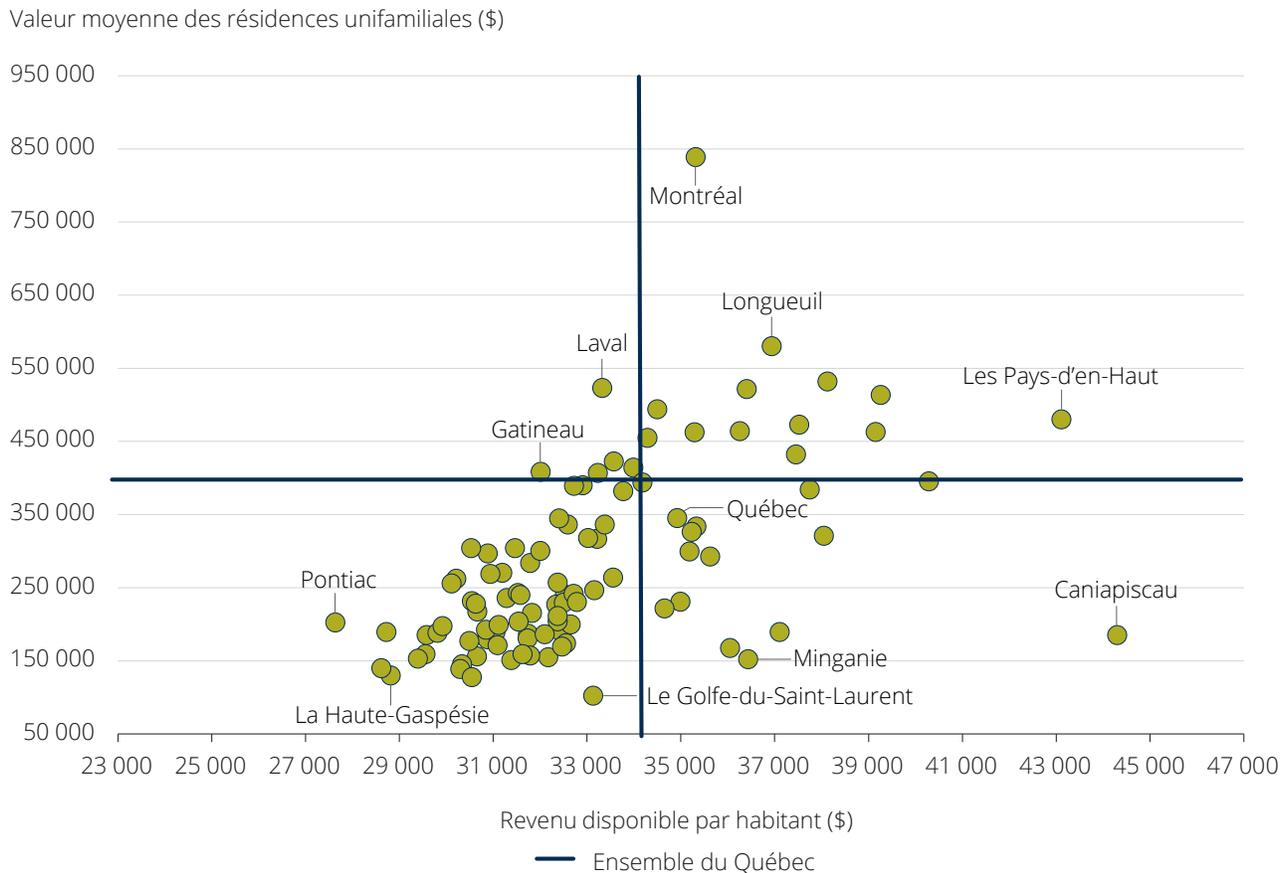
1. Le 1^{er} janvier 2022, la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a changé de MRC d'appartenance, passant de la MRC des Collines-de-l'Outaouais à la MRC de Papineau. Les données de ces deux MRC ont été révisées à partir de 2002 pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 12.4.2

Revenu disponible par habitant de 2021 et valeur moyenne des résidences unifamiliales, selon l'exercice financier 2023 des municipalités



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'habitation; ministère de l'Enseignement supérieur; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs; Retraite Québec; Revenu Québec; Services aux Autochtones Canada; Société de l'assurance automobile du Québec; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

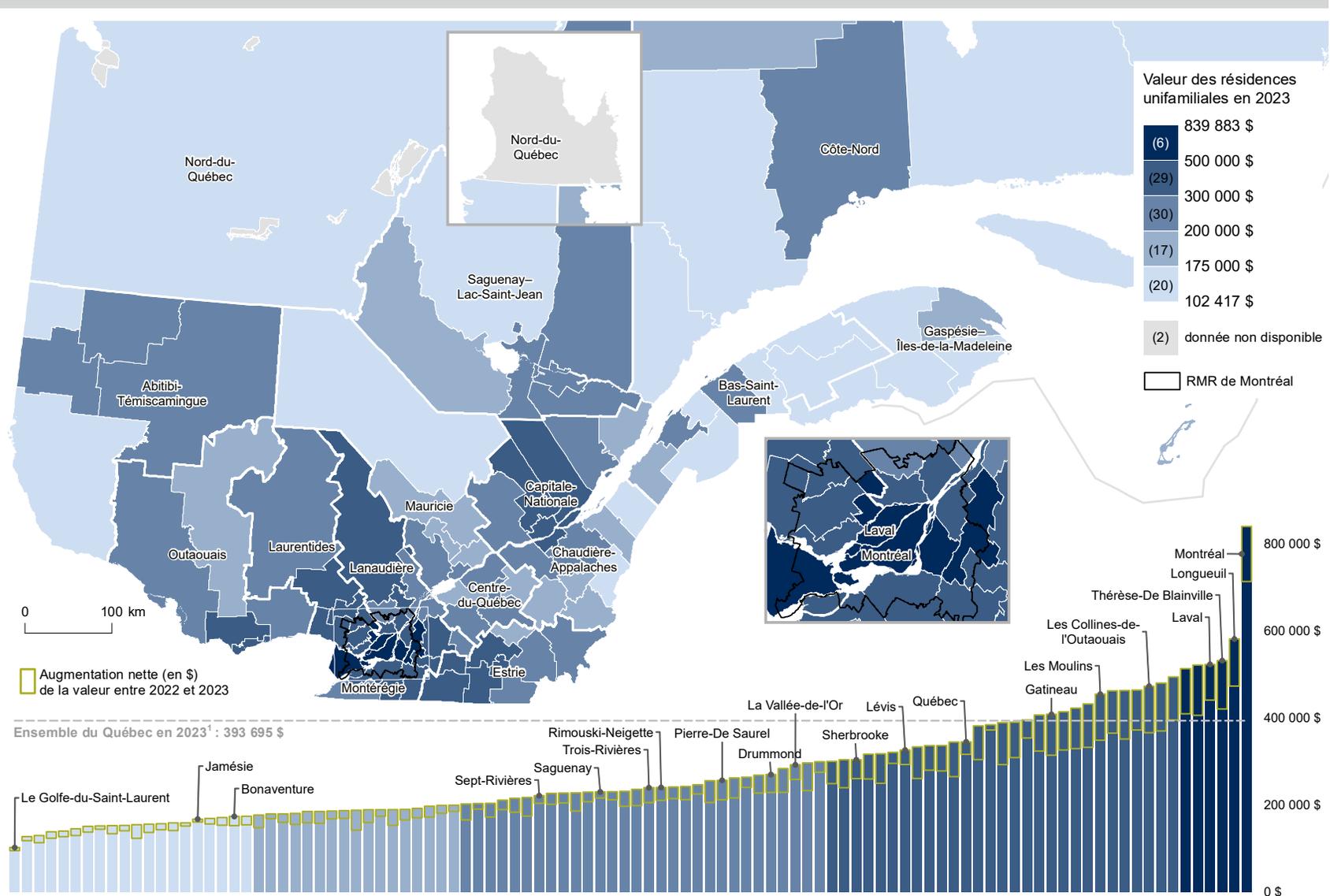
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En revanche, dans plusieurs MRC, la valeur foncière moyenne des résidences unifamiliales se situe nettement en dessous de celle observée dans l'ensemble du Québec. Les plus faibles valeurs sont observées principalement à l'est de la province, dans des zones peu densément peuplées, dont certaines se caractérisent par un revenu disponible par habitant parmi les plus bas du Québec (figure 12.4.2). Selon les exercices financiers de 2023, la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent demeure la seule à enregistrer une valeur moyenne sous les 110 000 \$ (102 417 \$). Deux autres MRC de la région administrative

de la Côte-Nord, La Haute-Côte-Nord (127 529 \$) et la Minganie (152 046 \$), se démarquent également par une valeur moyenne bien inférieure à celle de l'ensemble du Québec. Finalement, trois des huit MRC du Bas-Saint-Laurent se classent parmi les dix MRC qui présentent les plus faibles valeurs moyennes, soit les MRC de Témiscouata (138 654 \$), de La Matapédia (140 075 \$) et des Basques (145 272 \$). Celles-ci se rangent d'ailleurs parmi les 15 MRC du Québec ayant le plus bas revenu disponible par habitant, selon les données provisoires de 2021.

Figure 12.4.3

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC du Québec, selon les exercices financiers 2022 et 2023 des municipalités



1. La valeur moyenne des résidences unifamiliales dans l'ensemble du Québec était de 327 317 \$ en 2022.

Sources : Données sur la valeur foncière :
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Données sur les limites administratives :
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2023.

Des écarts infrarégionaux importants

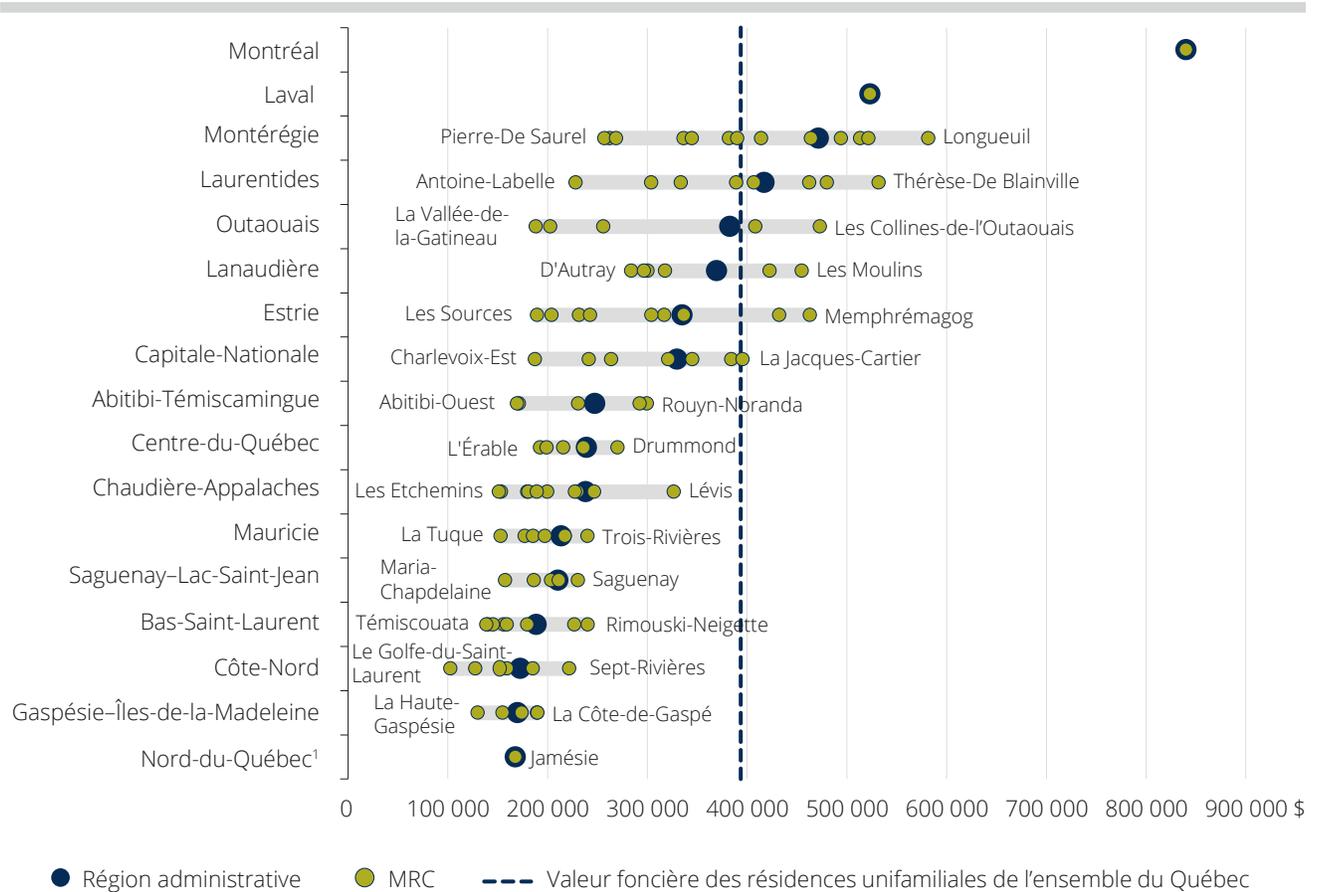
Dans plusieurs régions administratives, la valeur moyenne des résidences unifamiliales peut varier considérablement d'une MRC à l'autre. La [figure 12.4.4](#) montre que selon les exercices financiers de 2023, des écarts d'ampleur variable s'observent dans les régions du Québec.

Dans sept régions, la valeur la plus élevée enregistrée pour une MRC est au moins deux fois plus importante que la valeur la plus faible. C'est en Outaouais que la situation est la plus contrastée de la province. La MRC des Collines-de-l'Outaouais (472 825 \$) affiche une valeur moyenne 2,5 fois plus élevée que celle observée dans La Vallée-de-la-Gatineau (188 058 \$). Des écarts prononcés sont aussi enregistrés dans les régions de l'Estrie, des Laurentides, de la Capitale-Nationale, de la Côte-Nord et de la Chaudière-Appalaches. La Montérégie se distingue notamment par des différences infrarégionales importantes ; la valeur des résidences unifamiliales est 2,3 fois plus élevée dans Longueuil (581 497 \$) que dans Pierre-De Saurel (256 851 \$). L'écart se chiffre donc à plus de 320 000 \$ entre ces deux MRC.

Dans le Centre-du-Québec, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, les écarts infrarégionaux sont moins marqués. L'écart entre la valeur moyenne des résidences de la MRC de L'Érable (192 320 \$) et la MRC de Drummond (270 147 \$), dans le Centre-du-Québec, est de 77 827 \$, selon les exercices financiers de 2023. Dans cette région administrative, la valeur la plus faible enregistrée pour une MRC représente ainsi plus de 70 % de la valeur la plus élevée, ce qui indique que les disparités sur le plan foncier y sont moins prononcées qu'ailleurs au Québec. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'écart entre la valeur moyenne des résidences unifamiliales de Maria-Chapdelaine (157 279 \$) et celles de Saguenay (230 310 \$) est de 73 031 \$, la valeur la plus faible correspondant à près de 70 % de la valeur la plus élevée. De même, les résidences unifamiliales de La Haute-Gaspésie valent en moyenne 129 937 \$, soit environ 60 000 \$ de moins que la valeur moyenne de celles de la MRC de La Côte-de-Gaspé (189 907 \$), qui est la plus élevée de la région. Soulignons que le Centre-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean sont également les régions où l'écart entre les MRC sur le plan du revenu disponible par habitant est le plus faible (voir [section 12.2](#)).

Figure 12.4.4

Écart entre la MRC affichant la valeur moyenne des résidences unifamiliales la plus élevée et celle affichant la plus faible dans chacune des régions administratives¹ selon l'exercice financier 2023 des municipalités



1. Aucune donnée disponible pour les MRC de l'Administration régionale Kativik et d'Eeyou Istchee.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux de données détaillés sur [les valeurs foncières](#) à l'échelle des MRC, des régions administratives et de l'ensemble du Québec sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème *Valeur foncière*. On y trouve des données sur le nombre d'unités d'évaluation, sur la valeur imposable moyenne uniformisée par type d'immeuble résidentiel et sur la répartition de l'évaluation foncière uniformisée selon l'utilisation des immeubles.

Tableau 12.4.2

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, selon les exercices financiers 2018 à 2023 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^r	2023	Variation 2023/ 2022	TCAM 2023/ 2018
							\$	%	
01	Bas-Saint-Laurent	154 482	156 786	158 049	160 782	167 042	188 631	12,9	4,1
07	La Matapédia	112 763	116 918	120 064	123 524	127 269	140 075	10,1	4,4
08	La Matanie	136 786	134 450	133 680	134 468	137 139	155 924	13,7	2,7
09	La Mitis	135 559	132 668	132 608	134 949	141 281	159 026	12,6	3,2
10	Rimouski-Neigette	197 356	201 793	201 331	202 899	210 657	240 269	14,1	4,0
11	Les Basques	116 820	120 158	121 742	125 967	129 940	145 272	11,8	4,5
12	Rivière-du-Loup	178 660	184 980	187 543	192 777	201 723	226 853	12,5	4,9
13	Témiscouata	114 780	115 436	117 168	120 291	123 694	138 654	12,1	3,9
14	Kamouraska	146 504	146 515	150 299	152 139	160 225	179 575	12,1	4,2
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	182 784	184 260	185 328	188 206	195 161	210 306	7,8	2,8
91	Le Domaine-du-Roy	153 556	158 502	160 256	163 807	168 233	186 224	10,7	3,9
92	Maria-Chapdelaine	132 018	133 475	135 391	138 460	143 190	157 279	9,8	3,6
93	Lac-Saint-Jean-Est	176 739	179 815	180 367	183 034	190 583	203 506	6,8	2,9
941	Saguenay	204 562	204 609	205 525	208 497	216 104	230 310	6,6	2,4
942	Le Fjord-du-Saguenay	176 752	178 152	179 721	181 829	189 549	211 221	11,4	3,6
03	Capitale-Nationale	284 448	285 641	285 904	290 168	300 953	329 645	9,5	3,0
15	Charlevoix-Est	160 477	162 025	163 785	164 579	169 402	187 209	10,5	3,1
16	Charlevoix	230 049	228 029	230 529	230 619	240 579	263 790	9,6	2,8
20	L'Île-d'Orléans	349 113	344 444	348 292	349 586	372 327	384 190	3,2	1,9
21	La Côte-de-Beaupré	271 309	276 354	280 320	282 982	295 803	320 880	8,5	3,4
22	La Jacques-Cartier	323 076	326 726	331 390	336 334	354 032	395 379	11,7	4,1
23	Québec	301 932	302 343	301 061	306 042	316 379	345 100	9,1	2,7
34	Portneuf	197 135	200 766	203 680	207 203	214 785	241 370	12,4	4,1
04	Mauricie	160 561	164 079	167 657	170 422	180 980	213 549	18,0	5,9
35	Mékinac	131 589	138 014	140 633	142 932	148 084	177 123	19,6	6,1
36	Shawinigan	143 313	147 091	149 796	148 120	158 081	185 287	17,2	5,3
371	Trois-Rivières	181 179	184 853	187 783	192 646	205 545	239 962	16,7	5,8
372	Les Chenaux	160 429	161 972	164 307	163 921	172 404	197 317	14,5	4,2
51	Maskinongé	150 187	154 252	161 876	165 175	174 593	217 434	24,5	7,7
90	La Tuque	119 347	118 949	120 556	125 895	133 986	152 813	14,1	5,1
05	Estrie	231 830	235 801	241 025	251 121	272 147	334 812	23,0	7,6
30	Le Granit	146 734	151 436	155 749	161 403	172 611	203 838	18,1	6,8
40	Les Sources	132 237	135 055	140 463	143 051	153 437	189 466	23,5	7,5
41	Le Haut-Saint-François	164 585	169 071	172 874	182 810	196 973	231 472	17,5	7,1
42	Le Val-Saint-François	224 383	226 068	230 283	241 807	259 756	316 776	22,0	7,1
43	Sherbrooke	233 429	234 623	235 544	243 227	260 805	303 987	16,6	5,4
44	Coaticook	191 021	185 878	189 562	200 610	212 296	242 588	14,3	4,9
45	Memphrémagog	288 954	293 997	305 893	324 218	351 712	462 944	31,6	9,9
46	Brome-Missisquoi	270 885	281 795	289 170	301 230	332 471	432 187	30,0	9,8
47	La Haute-Yamaska	237 513	241 224	246 838	254 831	278 351	336 448	20,9	7,2

Suite à la page 230

Tableau 12.4.2 (suite)

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, selon les exercices financiers 2018 à 2023 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^r	2023	Variation 2023/ 2022	TCAM 2023/ 2018
							\$	%	
06	Montréal	516 985	534 129	601 135	639 098	713 511	839 883	17,7	10,2
66	Montréal	516 985	534 129	601 135	639 098	713 511	839 883	17,7	10,2
07	Outaouais	248 166	251 982	258 614	266 634	295 935	382 725	29,3	9,1
80	Papineau ²	178 265	178 028	183 669	190 012	205 692	255 721	24,3	7,5
81	Gatineau	261 777	265 068	271 201	280 043	314 249	408 198	29,9	9,3
82	Les Collines-de-l'Outaouais ²	310 664	318 270	328 697	337 311	366 049	472 825	29,2	8,8
83	La Vallée-de-la-Gatineau	120 686	123 833	128 220	128 670	142 376	188 058	32,1	9,3
84	Pontiac	141 885	146 071	150 965	157 331	165 967	202 544	22,0	7,4
08	Abitibi-Témiscamingue	192 573	196 129	202 695	213 471	224 320	247 288	10,2	5,1
85	Témiscamingue	140 864	142 420	146 917	147 860	153 744	171 321	11,4	4,0
86	Rouyn-Noranda	234 157	239 910	247 038	263 312	275 320	299 557	8,8	5,0
87	Abitibi-Ouest	134 748	137 999	140 928	147 648	156 362	169 266	8,3	4,7
88	Abitibi	185 113	188 541	195 127	203 863	212 197	230 651	8,7	4,5
89	La Vallée-de-l'Or	218 181	220 830	230 048	243 807	258 921	292 392	12,9	6,0
09	Côte-Nord	159 780	158 433	158 193	156 149	160 548	172 431	7,4	1,5
95	La Haute-Côte-Nord	109 132	111 761	114 095	115 323	117 959	127 529	8,1	3,2
96	Manicouagan	153 596	149 878	147 470	146 647	151 718	159 038	4,8	0,7
971	Sept-Rivières	210 573	209 188	207 844	199 742	203 959	221 583	8,6	1,0
972	Caniapiscau	121 417	122 226	133 123	155 577	159 382	185 211	16,2	8,8
981	Minganie	152 470	147 005	144 517	142 102	144 354	152 046	5,3	-0,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	75 857	80 916	86 211	87 103	95 054	102 417	7,7	6,2
10	Nord-du-Québec	146 765	145 368	153 051	154 340	161 022	167 683	4,1	2,7
991	Jamésie	146 765	145 368	153 051	154 340	161 022	167 683	4,1	2,7
992	Administration régionale Kativik	..	..	..	..	..	..	..	..
993	Eeyou Istchee ³	..	..	..	..	..	..	..	..
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	127 341	129 698	133 593	139 863	147 771	169 772	14,9	5,9
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	128 392	130 942	138 830	154 885	174 070	189 328	8,8	8,1
02	Le Rocher-Percé	108 237	109 372	113 141	121 404	123 357	154 722	25,4	7,4
03	La Côte-de-Gaspé	147 268	150 240	151 292	157 468	165 803	189 907	14,5	5,2
04	La Haute-Gaspésie	104 783	105 071	106 163	107 369	113 571	129 937	14,4	4,4
05	Bonaventure	133 815	137 864	142 410	144 538	152 615	173 848	13,9	5,4
06	Avignon	138 657	141 290	146 635	150 039	154 631	174 083	12,6	4,7

Suite à la page 231

Tableau 12.4.2 (suite)

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, selon les exercices financiers 2018 à 2023 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^r	2023	Variation	TCAM
								2023/ 2022	2023/ 2018
								\$	%
12	Chaudière-Appalaches	200 420	202 376	204 356	208 331	214 632	238 163	11,0	3,5
17	L'Islet	125 177	128 010	132 428	137 199	140 833	153 215	8,8	4,1
18	Montmagny	156 958	159 413	161 417	163 167	168 874	179 519	6,3	2,7
19	Bellechasse	190 984	191 307	195 136	199 308	207 669	229 753	10,6	3,8
251	Lévis	286 548	288 146	286 724	290 987	293 170	326 391	11,3	2,6
26	La Nouvelle-Beauce	204 028	205 517	210 663	215 480	225 303	246 610	9,5	3,9
27	Robert-Cliche	143 489	145 515	148 914	151 030	155 581	180 712	16,2	4,7
28	Les Etchemins	121 769	125 226	128 181	131 629	137 840	151 164	9,7	4,4
29	Beauce-Sartigan	162 334	168 382	170 711	175 840	185 351	199 568	7,7	4,2
31	Les Appalaches	141 542	141 319	145 157	149 604	159 868	189 174	18,3	6,0
33	Lotbinière	195 273	196 052	198 442	200 444	204 831	227 402	11,0	3,1
13	Laval	345 399	358 286	366 541	388 959	441 004	523 087	18,6	8,7
65	Laval	345 399	358 286	366 541	388 959	441 004	523 087	18,6	8,7
14	Lanaudière	238 861	243 244	251 072	259 835	289 749	369 373	27,5	9,1
52	D'Autray	189 960	197 915	201 411	210 920	229 230	283 739	23,8	8,4
60	L'Assomption	271 446	274 784	284 784	292 984	329 670	422 463	28,1	9,2
61	Joliette	211 741	216 819	224 381	231 301	249 271	300 287	20,5	7,2
62	Matawinie	198 046	203 926	210 267	217 484	249 933	317 734	27,1	9,9
63	Montcalm	193 714	196 895	201 691	212 752	233 063	296 628	27,3	8,9
64	Les Moulins	288 302	292 311	301 972	312 067	348 763	454 700	30,4	9,5
15	Laurentides	269 875	273 544	281 394	291 768	326 302	416 920	27,8	9,1
72	Deux-Montagnes	261 917	268 143	275 230	283 654	323 953	406 662	25,5	9,2
73	Thérèse-De Blainville	341 160	344 468	354 858	369 419	420 546	531 803	26,5	9,3
74	Mirabel	299 626	304 252	314 744	328 826	365 042	462 281	26,6	9,1
75	La Rivière-du-Nord	245 051	248 004	254 936	265 123	292 912	389 110	32,8	9,7
76	Argenteuil	207 673	210 328	215 708	224 451	239 896	303 885	26,7	7,9
77	Les Pays-d'en-Haut	311 895	313 018	322 929	334 344	370 168	480 000	29,7	9,0
78	Les Laurentides	214 202	222 750	228 212	232 352	260 922	333 493	27,8	9,3
79	Antoine-Labelle	160 855	161 435	165 247	174 906	186 183	227 977	22,4	7,2

Suite à la page 232

Tableau 12.4.2 (suite)

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, selon les exercices financiers 2018 à 2023 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2018 ^r	2019 ^r	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^r	2023	Variation	TCAM
								2023/ 2022	2023/ 2018
								\$	%
16	Montérégie	299 425	307 470	318 784	334 817	378 077	471 483	24,7	9,5
48	Acton	176 704	182 423	192 332	197 438	216 386	262 294	21,2	8,2
53	Pierre-De Saurel	187 515	186 093	193 363	198 931	212 056	256 851	21,1	6,5
54	Les Maskoutains	240 697	244 847	248 515	258 407	279 859	336 263	20,2	6,9
55	Rouville	254 001	258 545	266 777	278 794	304 441	381 752	25,4	8,5
56	Le Haut-Richelieu	261 191	270 086	277 280	289 825	326 510	414 091	26,8	9,7
57	La Vallée-du-Richelieu	332 969	340 714	350 564	366 638	409 480	513 349	25,4	9,0
58	Longueuil	362 029	372 403	386 315	409 293	473 207	581 497	22,9	9,9
59	Marguerite-D'Youville	306 883	320 093	326 424	337 005	372 435	463 984	24,6	8,6
67	Roussillon	298 093	307 139	324 420	340 892	395 277	494 079	25,0	10,6
68	Les Jardins-de-Napierville	259 581	264 240	268 236	283 794	308 961	390 091	26,3	8,5
69	Le Haut-Saint-Laurent	189 898	201 240	204 287	204 592	227 613	268 611	18,0	7,2
70	Beauharnois-Salaberry	218 323	225 962	229 091	237 630	265 361	344 576	29,9	9,6
71	Vaudreuil-Soulanges	317 599	324 086	341 991	364 197	405 938	521 664	28,5	10,4
17	Centre-du-Québec	178 209	180 467	185 215	191 312	204 153	238 848	17,0	6,0
32	L'Érable	147 107	151 339	159 413	165 069	170 632	192 320	12,7	5,5
38	Bécancour	155 056	156 163	159 802	166 013	183 533	215 593	17,5	6,8
39	Arthabaska	172 434	174 300	178 623	185 491	198 695	235 955	18,8	6,5
49	Drummond	200 695	203 168	210 510	216 215	228 964	270 147	18,0	6,1
50	Nicolet-Yamaska	166 465	167 791	161 342	167 023	181 163	199 075	9,9	3,6
Ensemble du Québec		269 697	275 148	286 344	298 070	327 317	393 695	20,3	7,9

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
2. Le 1^{er} janvier 2022, la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a changé de MRC d'appartenance, passant de la MRC des Collines-de-l'Outaouais à la MRC de Papineau. Les données de ces deux MRC ont été révisées à partir de 2002 pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
3. Toponyme non officiel.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.4.3

Nombre de résidences unifamiliales, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2018 à 2023 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation 2023/ 2022	TCAM 2023/ 2018
		n						%	
01	Bas-Saint-Laurent	59 483	59 879	60 326	60 581	60 840	61 122	0,5	0,5
07	La Matapédia	5 404	5 435	5 489	5 444	5 478	5 555	1,4	0,6
08	La Matanie	6 783	6 825	6 848	6 874	6 901	6 902	—	0,3
09	La Mitis	5 953	5 978	6 013	6 011	5 978	6 002	0,4	0,2
10	Rimouski-Neigette	15 599	15 760	15 936	16 033	16 099	16 208	0,7	0,8
11	Les Basques	3 088	3 098	3 115	3 120	3 130	3 126	-0,1	0,2
12	Rivière-du-Loup	9 302	9 370	9 463	9 545	9 626	9 715	0,9	0,9
13	Témiscouata	6 705	6 724	6 733	6 778	6 809	6 751	-0,9	0,1
14	Kamouraska	6 649	6 689	6 729	6 776	6 819	6 863	0,6	0,6
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	71 145	71 787	72 226	72 777	73 438	74 112	0,9	0,8
91	Le Domaine-du-Roy	8 181	8 276	8 332	8 399	8 489	8 547	0,7	0,9
92	Maria-Chapdelaine	7 141	7 203	7 251	7 293	7 339	7 383	0,6	0,7
93	Lac-Saint-Jean-Est	14 873	15 022	15 104	15 235	15 390	15 577	1,2	0,9
941	Saguenay	33 749	33 938	34 057	34 251	34 547	34 798	0,7	0,6
942	Le Fjord-du-Saguenay	7 201	7 348	7 482	7 599	7 673	7 807	1,7	1,6
03	Capitale-Nationale	155 091	156 220	157 351	158 061	159 243	160 503	0,8	0,7
15	Charlevoix-Est	4 816	4 820	4 854	4 870	4 929	4 941	0,2	0,5
16	Charlevoix	4 443	4 493	4 589	4 599	4 703	4 734	0,7	1,3
20	L'Île-d'Orléans	2 310	2 326	2 343	2 348	2 354	2 358	0,2	0,4
21	La Côte-de-Beaupré	9 329	9 566	9 732	9 852	10 078	10 342	2,6	2,1
22	La Jacques-Cartier	14 121	14 434	14 696	14 849	15 180	15 465	1,9	1,8
23	Québec	102 583	102 858	103 172	103 350	103 578	104 010	0,4	0,3
34	Portneuf	17 489	17 723	17 965	18 193	18 421	18 653	1,3	1,3
04	Mauricie	70 955	71 403	71 803	72 264	72 626	73 284	0,9	0,6
35	Mékinac	4 773	4 800	4 833	4 893	4 926	4 981	1,1	0,9
36	Shawinigan	12 603	12 701	12 754	12 821	12 916	13 027	0,9	0,7
371	Trois-Rivières	30 746	30 876	31 035	31 211	31 340	31 598	0,8	0,5
372	Les Chenaux	6 762	6 838	6 902	6 950	6 983	7 072	1,3	0,9
51	Maskinongé	12 483	12 590	12 673	12 774	12 839	12 974	1,1	0,8
90	La Tuque	3 588	3 598	3 606	3 615	3 622	3 632	0,3	0,2
05	Estrie	116 456	117 847	119 325	120 997	122 712	125 134	2,0	1,4
30	Le Granit	7 106	7 149	7 183	7 244	7 361	7 487	1,7	1,1
40	Les Sources	4 182	4 200	4 203	4 204	4 214	4 240	0,6	0,3
41	Le Haut-Saint-François	6 291	6 357	6 418	6 666	6 839	7 185	5,1	2,7
42	Le Val-Saint-François	8 650	8 797	8 865	9 016	9 125	9 260	1,5	1,4
43	Sherbrooke	32 221	32 483	33 010	33 387	33 781	34 196	1,2	1,2
44	Coaticook	4 799	4 859	4 874	4 918	4 980	5 040	1,2	1,0
45	Memphrémagog	14 870	15 186	15 503	15 853	16 144	16 669	3,3	2,3
46	Brome-Missisquoi	17 551	17 811	18 088	18 307	18 606	19 034	2,3	1,6
47	La Haute-Yamaska	20 786	21 005	21 181	21 402	21 662	22 023	1,7	1,2

Suite à la page 234

Tableau 12.4.3 (suite)

Nombre de résidences unifamiliales, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2018 à 2023 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation	
								2023/ 2022	2023/ 2018
								n	
								%	
06	Montréal	153 441	153 827	154 186	154 472	154 721	154 883	0,1	0,2
66	Montréal	153 441	153 827	154 186	154 472	154 721	154 883	0,1	0,2
07	Outaouais	103 256	103 702	104 106	104 628	105 476	106 515	1,0	0,6
80	Papineau ²	8 525	8 572	8 667	8 750	8 903	9 065	1,8	1,2
81	Gatineau	66 215	66 302	66 420	66 546	66 829	67 160	0,5	0,3
82	Les Collines-de-l'Outaouais ²	16 997	17 251	17 398	17 667	18 031	18 494	2,6	1,7
83	La Vallée-de-la-Gatineau	6 766	6 793	6 806	6 823	6 884	6 933	0,7	0,5
84	Pontiac	4 753	4 784	4 815	4 842	4 829	4 863	0,7	0,5
08	Abitibi-Témiscamingue	38 237	38 458	38 666	38 857	38 984	39 189	0,5	0,5
85	Témiscamingue	5 030	5 040	5 053	5 054	5 067	5 089	0,4	0,2
86	Rouyn-Noranda	10 097	10 145	10 206	10 269	10 327	10 383	0,5	0,6
87	Abitibi-Ouest	6 338	6 389	6 425	6 435	6 468	6 475	0,1	0,4
88	Abitibi	6 737	6 786	6 826	6 894	6 891	6 942	0,7	0,6
89	La Vallée-de-l'Or	10 035	10 098	10 156	10 205	10 231	10 300	0,7	0,5
09	Côte-Nord	22 314	22 363	22 431	22 491	22 521	22 558	0,2	0,2
95	La Haute-Côte-Nord	3 220	3 225	3 227	3 234	3 237	3 246	0,3	0,2
96	Manicouagan	7 518	7 537	7 545	7 555	7 570	7 585	0,2	0,2
971	Sept-Rivières	7 451	7 478	7 533	7 560	7 589	7 608	0,3	0,4
972	Caniapiscou	915	912	909	908	897	896	-0,1	-0,4
981	Minganie	1 770	1 776	1 776	1 783	1 779	1 765	-0,8	-0,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	1 440	1 435	1 441	1 451	1 449	1 458	0,6	0,2
10	Nord-du-Québec	3 831	3 843	3 862	3 840	3 860	3 875	0,4	0,2
991	Jamésie	3 831	3 843	3 862	3 840	3 860	3 875	0,4	0,2
992	Administration régionale Kativik	..	..	..	..	..	..	..	..
993	Eeyou Istchee ³	..	..	..	..	..	..	..	..
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	31 267	31 406	31 504	31 612	31 751	31 873	0,4	0,4
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	4 742	4 764	4 783	4 817	4 857	4 913	1,2	0,7
02	Le Rocher-Percé	6 118	6 129	6 159	6 182	6 218	6 217	-	0,3
03	La Côte-de-Gaspé	5 881	5 885	5 897	5 906	5 926	5 966	0,7	0,3
04	La Haute-Gaspésie	4 142	4 166	4 173	4 174	4 179	4 188	0,2	0,2
05	Bonaventure	6 061	6 105	6 114	6 144	6 145	6 163	0,3	0,3
06	Avignon	4 323	4 357	4 378	4 389	4 426	4 426	-	0,5

Suite à la page 235

Tableau 12.4.3 (suite)

Nombre de résidences unifamiliales, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2018 à 2023 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation TCAM	
								2023/ 2022	2023/ 2018
								n	
								%	
12	Chaudière-Appalaches	124 340	125 607	126 585	127 370	128 632	129 636	0,8	0,8
17	L'Islet	6 000	6 022	6 053	6 090	6 112	6 117	0,1	0,4
18	Montmagny	7 034	7 080	7 139	7 157	7 207	7 255	0,7	0,6
19	Bellechasse	12 115	12 265	12 391	12 500	12 582	12 726	1,1	1,0
251	Lévis	36 142	36 410	36 613	36 828	37 421	37 429	—	0,7
26	La Nouvelle-Beauce	11 344	11 494	11 653	11 668	11 781	12 007	1,9	1,1
27	Robert-Cliche	6 086	6 139	6 180	6 176	6 134	6 129	-0,1	0,1
28	Les Etchemins	6 460	6 518	6 552	6 611	6 599	6 578	-0,3	0,4
29	Beauce-Sartigan	15 225	15 430	15 502	15 661	15 810	15 966	1,0	1,0
31	Les Appalaches	13 488	13 545	13 604	13 646	13 778	14 055	2,0	0,8
33	Lotbinière	10 446	10 704	10 898	11 033	11 208	11 374	1,5	1,7
13	Laval	89 825	89 922	89 956	89 993	90 023	90 214	0,2	0,1
65	Laval	89 825	89 922	89 956	89 993	90 023	90 214	0,2	0,1
14	Lanaudière	146 836	148 381	149 789	150 476	151 513	152 480	0,6	0,8
52	D'Au-tray	14 256	14 349	14 436	14 519	14 749	14 932	1,2	0,9
60	L'Assomption	32 197	32 208	32 325	32 290	32 315	32 355	0,1	0,1
61	Joliette	16 079	16 196	16 302	16 402	16 487	16 560	0,4	0,6
62	Matawinie	27 136	27 508	27 709	27 933	28 121	28 432	1,1	0,9
63	Montcalm	17 283	17 897	18 059	18 207	18 512	18 748	1,3	1,6
64	Les Moulins	39 885	40 223	40 958	41 125	41 329	41 453	0,3	0,8
15	Laurentides	164 754	166 276	167 575	168 922	170 391	172 050	1,0	0,9
72	Deux-Montagnes	26 615	26 678	26 809	26 816	26 989	27 002	-	0,3
73	Thérèse-De Blainville	38 577	38 664	38 729	38 812	38 876	39 014	0,4	0,2
74	Mirabel	11 291	11 512	11 781	12 011	12 149	12 392	2,0	1,9
75	La Rivière-du-Nord	32 202	32 571	32 909	33 261	33 814	34 280	1,4	1,3
76	Argenteuil	11 179	11 383	11 479	11 538	11 630	11 829	1,7	1,1
77	Les Pays-d'en-Haut	17 873	18 098	18 348	18 539	18 816	19 149	1,8	1,4
78	Les Laurentides	15 278	15 556	15 661	15 632	15 751	15 906	1,0	0,8
79	Antoine-Labelle	11 739	11 814	11 859	12 313	12 366	12 478	0,9	1,2

Suite à la page 236

Tableau 12.4.3 (suite)

Nombre de résidences unifamiliales, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2018 à 2023 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation TCAM	
								2023/ 2022	2023/ 2018
								n	
								%	
16	Montérégie	334 956	337 386	339 491	341 082	343 321	345 485	0,6	0,6
48	Acton	4 379	4 422	4 459	4 510	4 546	4 643	2,1	1,2
53	Pierre-De Saurel	15 101	15 158	15 235	15 309	15 450	15 637	1,2	0,7
54	Les Maskoutains	19 220	19 338	19 432	19 507	19 641	19 798	0,8	0,6
55	Rouville	9 130	9 233	9 282	9 323	9 371	9 416	0,5	0,6
56	Le Haut-Richelieu	29 272	29 578	29 844	30 049	30 311	30 571	0,9	0,9
57	La Vallée-du-Richelieu	34 463	34 835	35 129	35 286	35 518	35 687	0,5	0,7
58	Longueuil	81 793	81 898	81 949	81 829	81 801	81 794	—	—
59	Marguerite-D'Youville	21 034	21 208	21 341	21 449	21 602	21 892	1,3	0,8
67	Roussillon	46 999	47 382	47 772	48 036	48 248	48 499	0,5	0,6
68	Les Jardins-de-Napierville	7 254	7 342	7 422	7 526	7 673	7 718	0,6	1,2
69	Le Haut-Saint-Laurent	6 481	6 524	6 603	6 642	6 767	6 843	1,1	1,1
70	Beauharnois-Salaberry	15 808	15 908	16 000	16 218	16 452	16 741	1,8	1,2
71	Vaudreuil-Soulanges	44 022	44 560	45 023	45 398	45 941	46 246	0,7	1,0
17	Centre-du-Québec	67 107	67 803	68 384	68 904	69 638	70 356	1,0	1,0
32	L'Érable	7 081	7 153	7 227	7 289	7 326	7 382	0,8	0,8
38	Bécancour	6 596	6 655	6 710	6 775	6 870	7 005	2,0	1,2
39	Arthabaska	20 790	20 975	21 134	21 280	21 360	21 461	0,5	0,6
49	Drummond	25 602	25 949	26 269	26 461	26 932	27 310	1,4	1,3
50	Nicolet-Yamaska	7 038	7 071	7 044	7 099	7 150	7 198	0,7	0,5
Ensemble du Québec		1 753 294	1 766 110	1 777 566	1 787 327	1 799 690	1 813 269	0,8	0,7

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
2. Le 1^{er} janvier 2022, la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a changé de MRC d'appartenance, passant de la MRC des Collines-de-l'Outaouais à la MRC de Papineau. Les données de ces deux MRC ont été révisées à partir de 2002 pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
3. Toponyme non officiel.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Annexe

Concepts et définitions



Divisions territoriales

Municipalité

La municipalité est un terme générique qui désigne à la fois les municipalités locales et les territoires considérés comme étant des équivalents municipaux.

Municipalité régionale de comté (MRC)

La municipalité régionale de comté est un territoire regroupant des municipalités et, dans certains cas, des territoires non organisés, sur lequel s'exerce une autorité fixée par une loi d'application générale (Commission de toponymie, 2016).

La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des territoires équivalents. La version géographique des MRC est un découpage territorial établi par l'ISQ pour des fins statistiques. En comparaison des MRC définies juridiquement, les MRC géographiques offrent une couverture exhaustive de la province. Ce découpage couvre tout le Québec. Le territoire du Québec est divisé en 104 MRC géographiques.

Région administrative

La région administrative est une division territoriale qui sert de cadre à l'activité des ministères et des organismes publics (Commission de toponymie, 2016). Elle est composée de MRC. La description territoriale des régions administratives est présentée dans le Décret concernant la révision des limites des régions administratives du Québec. Lors de modifications aux limites ou au nom d'une région, un décret est publié à la Gazette officielle du Québec. Ce découpage couvre tout le Québec.

Région métropolitaine de recensement (RMR)

Dans le cadre du recensement, Statistique Canada diffuse des données selon des territoires statistiques et administratifs. La région métropolitaine de recensement est un territoire statistique formé par une ou plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d'un noyau d'au moins 50 000 habitants. Elle doit compter une population totale d'au moins 100 000 habitants. D'un recensement à l'autre, la délimitation des régions métropolitaines de recensement peut évoluer. Ce découpage ne couvre pas tout le Québec.

Région sociosanitaire (RSS)

Le Québec est divisé, par décrets gouvernementaux, en régions sociosanitaires qui s'harmonisent aux limites des régions administratives. La région sociosanitaire correspond au plus haut niveau du découpage territorial du domaine sociosanitaire. Les frontières des régions sociosanitaires ne subissent que très rarement des changements. Ce découpage couvre tout le Québec.

Région touristique (RT)

Le territoire d'une région touristique est défini par le ministère du Tourisme aux fins de développement et de mise en valeur des produits touristiques régionaux. Il ne coïncide pas toujours exactement au territoire de la région administrative. Ce découpage couvre tout le Québec.

Chapitre 1 Démographie

Âge moyen

Somme des âges des personnes composant une population rapportée à l'effectif total.

Rapport de féminité

Nombre de femmes pour 100 hommes.

Taux d'accroissement annuel

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Chapitre 2 Marché du travail

2.1 Portrait du marché du travail

(source : *Enquête sur la population active*, Statistique Canada)

Chômeur

Personne disponible pour travailler, qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que celles absentes de leur travail, mais qui maintiennent un lien d'emploi. Ce terme regroupe les employés, les travailleurs autonomes ainsi que les travailleurs familiaux non rémunérés.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Nombre de personnes faisant partie de la population active exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux d'emploi

Nombre de personnes occupées (en emploi) exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux de chômage

Nombre de personnes au chômage exprimé en pourcentage de la population active.

Temps partiel (heures de travail)

Personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou à leur seul emploi.

Temps plein (heures de travail)

Personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine à leur emploi principal ou à leur seul emploi.

2.2 Postes vacants

(source : *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, Statistique Canada)

Postes vacants

Un poste est vacant s'il satisfait à toutes les conditions suivantes :

- il est vacant à la date de référence (première journée du mois) ou le deviendra au cours du mois;
- il y a des tâches à accomplir durant le mois pour le poste en question;
- l'employeur cherche activement à recruter à l'extérieur de l'organisation afin de pourvoir le poste.

Taux de postes vacants

Nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail, c'est-à-dire l'ensemble des postes occupés et des postes vacants.

Salaire horaire des postes vacants

Le salaire horaire du poste vacant exclut les heures supplémentaires, les pourboires, les commissions et les primes.

Chapitre 3

Produit intérieur brut

Produit intérieur brut aux prix de base

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Chapitre 4

Revenu disponible par habitant

Rémunération des salariés

Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu disponible

Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des sociétés financières, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux sociétés financières, aux ISBLSM, ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts

sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Les transferts sociaux en nature ne sont pas considérés dans le revenu disponible.

Revenu disponible par habitant

Il correspond au revenu disponible d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu mixte net

Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété

Il s'obtient en soustrayant le revenu de la propriété payé du revenu de la propriété reçu. Sont considérés dans les revenus de la propriété reçus les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital y sont exclus.

Revenu primaire

Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'ils possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, ni les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Transferts courants aux ISBLSM

Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir

les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants aux non-résidents

Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger

Transferts courants aux sociétés financières

Contributions des employeurs et des employés à un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

Transferts courants des administrations publiques

Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations d'aide financière de dernier recours, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Transferts courants des ISBLSM

Transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ménages des ISBLSM.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques

Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Transferts courants des non-résidents

Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des sociétés financières

Prestations reçues d'un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

Chapitre 5 Investissements

Constructions résidentielles

Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, les appartements, les garages, les chalets et les maisons mobiles.

Dépenses en immobilisations ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles ne comprennent pas l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle ou investissement sous contrôle étranger

Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Investissements de propriété publique

Dépenses en immobilisations des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Les établissements d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics sont inclus dans le secteur public.

Chapitre 6 Logement¹

Ménage privé

Personne ou groupe de personnes qui occupent le même logement et qui n'ont pas de domicile habituel ailleurs au Canada ou à l'étranger. Les ménages privés sont ceux qui occupent un logement privé.

Mode d'occupation

Le mode d'occupation indique si le ménage détient ou loue son logement. Un ménage est considéré comme propriétaire si au moins une des personnes du ménage détient le logement, sans égard à la présence d'une hypothèque ou non. Les ménages propriétaires sont d'ailleurs subdivisés en deux catégories : ceux ayant des paiements hypothécaires ou autres remboursements similaires et réguliers pour leur logement; ceux n'ayant pas de paiements hypothécaires ou autres remboursements pour leur logement.

Un ménage est considéré comme locataire lorsqu'aucune des personnes du ménage n'est propriétaire, sans égard à la présence d'un paiement de loyer ou non. Un ménage locataire peut occuper un logement subventionné ou non subventionné. Un logement subventionné (ou à loyer indexé) peut être un logement dont le loyer est déterminé en fonction du revenu, un logement social, un logement sans but lucratif, des habitations à loyer modique ou un logement faisant partie des programmes Allocation-logement ou Supplément au loyer.

Pour des raisons historiques et légales, l'occupation des logements dans les réserves indiennes ou les établissements indiens ne se prête pas à la classification habituelle du mode d'occupation (propriétaire/locataire). Par conséquent, la catégorie « Logement fourni par l'administration locale, la Première Nation ou la bande indienne » a été rajoutée au recensement. Elle comprend les ménages vivant dans un logement sur une réserve indienne ou un établissement indien qui a été fourni à des membres d'une Première Nation ou d'une bande indienne (Statistique Canada, 2022a).

Type de ménage

Deux grandes catégories de types de ménages s'opposent : les ménages composés d'une famille de recensement et ceux sans famille de recensement. Les ménages composés d'une famille de recensement comptent les ménages constitués d'au moins une famille de recensement (unifamiliaux et multifamiliaux), notamment les ménages formés d'un couple, avec ou sans enfants. Les ménages sans famille de recensement comptent les personnes vivant seules, les groupes de deux personnes ou plus qui habitent ensemble, mais qui ne constituent pas une famille de recensement.

Principal soutien du ménage

Personne qui effectue le paiement du loyer, de l'hypothèque, des taxes ou d'autres frais liés au logement. Dans l'éventualité où deux personnes ou plus sont désignées comme soutien du ménage, la première personne inscrite est choisie comme principal soutien. L'ordre d'inscription des personnes de soutien n'est pas nécessairement déterminé par la proportion de la contribution financière au ménage.

Abordabilité

Réfère à la proportion du revenu mensuel total moyen avant impôt du ménage qui est déboursé pour couvrir les frais de logement mensuels moyens. Ces frais englobent, s'il y a lieu, les paiements hypothécaires, le loyer, l'impôt foncier, les charges de copropriété ainsi que les frais d'électricité, de chauffage, d'eau et les autres services municipaux. On considère qu'un ménage occupe un logement non abordable si 30 % ou plus de son revenu total moyen est consacré aux frais de logement.

Taille convenable

Indique si un ménage privé occupe un logement de taille convenable selon la Norme nationale d'occupation (NNO). Un ménage occupe un logement de taille insuffisante lorsque le nombre de chambres à coucher n'est pas suffisant compte tenu de la taille et de la composition du ménage. Par définition, les personnes seules occupent un logement de taille convenable.

1. Tiré du *Dictionnaire du Recensement de la population, 2021*, Statistique Canada, 2022.

Qualité convenable

Fait référence aux besoins de réparation du logement, du point de vue de l'occupant, sauf les rénovations ou les ajouts désirés. Un ménage occupe un logement de qualité non convenable lorsque des réparations majeures sont requises, telles que les réparations liées à la plomberie, les installations électriques ou les réparations de la charpente (mur, sol ou plafond).

Chapitre 7 Conditions de vie

Famille de recensement

Une famille de recensement est composée d'un couple marié ou en union libre, avec ou sans enfants, ou d'un parent seul vivant avec au moins un enfant. Tous les membres d'une famille de recensement particulière habitent le même logement. Un couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. Les enfants peuvent être des enfants biologiques issus d'un mariage ou d'une union libre ou des enfants adoptés, de n'importe quel âge ou état matrimonial, du moment qu'ils habitent dans le logement sans leur propre conjoint marié ou partenaire en union libre ou sans leur(s) propre(s) enfant(s). Une famille composée de petits-enfants qui habitent avec leurs grands-parents alors qu'aucun des parents n'est présent constitue également une famille de recensement.

7.1 Taux de faible revenu

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille) qui a été préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Taux de faible revenu des familles

Il correspond au nombre de familles à faible revenu divisé par le nombre total de familles.

7.2 Revenu médian des familles

Revenu médian

Le revenu médian après impôt des familles est la valeur centrale qui sépare en deux parties égales les familles ayant un revenu : la première moitié regroupe les familles dont les revenus sont inférieurs à la médiane et la seconde moitié regroupe les familles dont les revenus se situent au-dessus de la médiane.

Le revenu familial après impôt se compose des salaires, traitements et commissions, du revenu net provenant d'un travail autonome, des revenus de placements, des pensions de retraite privées, des transferts gouvernementaux et des autres revenus en espèces (pensions alimentaires, revenus de location, etc.). Les prestations en lien avec la crise sanitaire sont incluses, soit la prestation canadienne d'urgence (PCU), la Prestation canadienne de relance économique (PCRE) et la Prestation canadienne d'urgence pour étudiants (PCUE). Sont soustraits du revenu familial les impôts provinciaux et fédéraux. L'impôt fédéral est ajusté pour tenir compte de l'abattement du Québec. Ne sont pas compris dans le revenu familial après impôt les prestations aux anciens combattants, les gains de loterie, les gains en capitaux ainsi que certains crédits d'impôt provinciaux remboursables. Les revenus de tous les membres de la famille sont inclus dans le calcul du revenu familial.

Chapitre 8 Éducation : niveau de scolarité²

Aucun certificat, diplôme ou grade

Comprend les personnes n'ayant obtenu aucun certificat, diplôme ou grade ni d'équivalent.

Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers

Comprend les titulaires d'un certificat, d'un diplôme ou d'une attestation équivalente dans un métier spécialisé ou dans un emploi professionnel ou technique au niveau d'entrée ; comprend, notamment au Québec, les

2. Les libellés des différents niveaux de scolarité sont ceux utilisés par Statistique Canada. Ces informations sont tirées du [Guide de référence sur la scolarité](#).

personnes ayant obtenu une qualification dans le cadre d'un programme de formation professionnelle de niveau secondaire.

Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire ou « certificat ou un diplôme de niveau collégial »

Comprend notamment les titulaires d'un certificat ou d'un diplôme d'études postsecondaires décerné par un collège public ou privé, un cégep, que ce soit en formation générale, préuniversitaire ou technique, une école de sciences infirmières, un institut de technologie, une école de commerce ou une école de formation professionnelle, à l'exception des titres scolaires en enseignement ou en sciences infirmières au niveau du baccalauréat ou d'un niveau supérieur. Cette catégorie inclut également les certificats en sciences infirmières et les certificats en enseignement octroyés par les ministères provinciaux ou territoriaux de l'Éducation.

Certificat, diplôme ou grade universitaire

Comprend les titulaires d'un certificat ou d'un diplôme inférieur au baccalauréat, d'un baccalauréat, d'un certificat ou d'un diplôme supérieur au baccalauréat, d'un diplôme en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie, d'une maîtrise ou encore d'un doctorat.

Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence

Comprend les personnes titulaires d'un diplôme d'études secondaires ou d'une attestation d'équivalence d'études secondaires, mais qui n'ont obtenu aucun certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires. Cette catégorie n'inclut pas les personnes ayant obtenu une qualification professionnelle dans le cadre d'un programme de formation professionnelle au secondaire.

Chapitre 10 Culture

Arts de la scène

Représentations payantes

Il s'agit des représentations pour lesquelles l'entrée est payante (même si certains spectateurs peuvent avoir reçu un billet de faveur). Précisons que ne sont pas considérées comme payantes les représentations lors d'un festival ou d'un événement culturel où l'ensemble ou une partie des spectateurs sont admis avec un passeport ou un macaron valide pendant la durée de l'événement. Par ailleurs, l'*Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec* inclut les représentations payantes dans certains bars lorsqu'elles font partie d'une programmation annoncée et nécessitent l'achat d'un billet d'entrée.

Revenus de billetterie

Ces revenus incluent les revenus provenant de la vente de tous les billets (peu importe qu'ils aient été vendus en abonnements, aux guichets, à l'intérieur de forfaits, etc.). Les résultats sur les revenus de billetterie présentés dans le *Panorama des régions du Québec* excluent les taxes.

Taux d'occupation

Proportion du nombre de spectateurs par rapport au nombre de billets disponibles.

Spectacles en arts de la scène

Les spectacles en arts de la scène sont regroupés en cinq disciplines, soit le théâtre, la danse, la musique, la chanson et les variétés. Les autres types de présentations en salle qui ne relèvent pas des arts de la scène, comme les conférences, les projections de films (les soirées des Grands Explorateurs, par exemple), les performances en arts visuels, les récitals de poésie et les spectacles sportifs, ne sont pas inclus. Par ailleurs, certains types de représentations en arts de la scène sont exclus : les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs ainsi que les représentations qui ont lieu dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires et qui s'adressent aux élèves de ces écoles.

Cinéma

Établissements cinématographiques

Le terme « établissement cinématographique » réfère à un cinéma ou à un ciné-parc.

Institutions muséales

Fréquentation des institutions muséales

Nombre d'entrées payantes et non payantes comptabilisées au moyen d'un dispositif de comptage automatisé ou par comptage manuel par les établissements participant à l'*Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*.

Institutions muséales

Les institutions muséales regroupent les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Chapitre 11 Hébergement touristique

11.1 Établissements hôteliers et résidences de tourisme (Source : *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*, ISQ)

Établissement d'hébergement

Tout établissement exploité par une personne qui offre en location à des touristes, contre rémunération, au moins une unité d'hébergement pour une période n'excédant pas 31 jours. Cette catégorie comprend les établissements hôteliers et les résidences de tourisme. Le permis d'exploitation est délivré par la Corporation de l'industrie touristique du Québec (CITQ) selon diverses catégories.

Établissement hôtelier

Établissement où est offert de l'hébergement en chambres, suites ou appartements meublés dotés d'un service d'autocuisine, incluant des services hôteliers.

Prix moyen par unité louée

Prix moyen déterminé à partir des revenus bruts de location et des unités louées.

Résidence de tourisme

Établissement où est offert de l'hébergement en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'autocuisine.

Revenus bruts de location

Résultat des revenus bruts annuels ou mensuels lié à la location des unités d'hébergement. Cela exclut les revenus découlant du service aux unités de location, la TPS, la TVQ et la taxe sur l'hébergement.

Taux d'occupation

Rapport entre le nombre d'unités louées et le nombre d'unités de location disponibles.

Unités de location disponibles

Unités d'hébergement mises annuellement à la disposition de la clientèle des établissements d'hébergement en exploitation.

Unités louées

Unités de location occupées dans les établissements d'hébergement.

11.2 Terrains de camping (Source : *Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec*, ISQ)

Emplacements disponibles (mis à part les prêts-à-camper)

Nombre total d'emplacements offerts en location à des campeurs saisonniers ou de passage en tente ou en VR.

Emplacements loués (mis à part les prêts-à-camper)

Nombre total d'emplacements loués par des campeurs saisonniers ou de passage en tente ou en véhicule récréatif (VR).

Emplacement pour campeurs de passage

Emplacement dédié à des campeurs de passage en tente ou en VR : tente-roulotte, roulotte ou véhicule motorisé.

Emplacement saisonnier

Emplacement pour lequel il existe un contrat de location valide pour une partie ou l'entièreté de la saison.

Prêt-à-camper

Structure installée sur une plateforme, sur des roues ou directement au sol, et pourvue de l'équipement nécessaire pour y séjourner, incluant un service d'autocuisine. Un chalet peut être un prêt-à-camper s'il n'est pas considéré comme une résidence de tourisme.

Terrain de camping

Établissement d'hébergement qui offre en location des emplacements de camping et/ou des unités de type prêt-à-camper. Dans le cadre de l'enquête, les trois catégories de taille de terrain de camping sont les suivantes : 0 à 39 emplacements, 40 à 199 emplacements et 200 emplacements et plus.

Chapitre 12 Démographie

12.1 Démographie

Voir les concepts et définitions du [Chapitre 1 – Démographie](#)

12.2 Revenu disponible par habitant

Voir les concepts et définitions du [Chapitre 4 – Revenu disponible par habitant](#)

12.3 Taux de travailleurs et revenu d'emploi médian dans les MRC

Nombre de déclarants

Nombre de personnes âgées de 25 à 64 ans ayant produit une déclaration de revenus (formulaire TP-1) auprès de Revenu Québec, qui étaient vivantes à la fin de l'année et dont l'adresse de résidence habituelle est au Québec.

Nombre de travailleurs

Nombre de personnes âgées de 25 à 64 ans qui occupaient un emploi au cours d'une année donnée, en tant qu'employées ou travailleuses autonomes, et pour lesquelles une déclaration de revenus a été produite auprès de Revenu Québec. Les personnes qui étaient en emploi, mais qui n'étaient pas au travail, comme celles qui se sont prévaluées du congé parental offert par le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), sont également prises en compte dans le nombre de travailleurs.

L'estimation du nombre de travailleurs est établie en fonction de certains renseignements tirés des déclarations de revenus des particuliers de Revenu Québec. Pour déterminer si une personne occupe un emploi durant une partie ou la totalité d'une année civile donnée, l'ISQ se base sur les montants déclarés au titre de revenus d'emploi, de revenus d'entreprise, de l'assurance-emploi, de l'aide financière de dernier recours, de prestations du RQAP et de revenus de retraite. Qui plus est, depuis 2020, les renseignements relatifs à la Prestation canadienne d'urgence (PCU), à la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), à la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) et à la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC) sont également utilisés pour établir la situation d'emploi des déclarants.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs, exprimé en pourcentage du nombre de déclarants de 25 à 64 ans.

Revenu d'emploi médian

Valeur centrale, exprimée en dollars, séparant en deux parties égales un groupe donné de travailleurs ayant des revenus d'emploi. La première partie regroupe les travailleurs ayant un revenu inférieur à la médiane, et la seconde, les travailleurs ayant un revenu supérieur à la médiane.

Le revenu d'emploi, tel que défini par l'ISQ, comprend les salaires avant retenues et déductions, les pourboires, les commissions, les corrections des revenus d'emploi, les autres revenus d'emploi, les prestations d'assurance salaire, les prestations du Programme de protection des salariés (PPS), les prestations du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) ainsi que les revenus nets des entreprises individuelles.

12.4 Valeur foncière des résidences unifamiliales

Copropriété

La copropriété divise d'un immeuble, ou *condominium*, existe lorsque plusieurs personnes ont, ensemble et concurremment, le droit de propriété d'un bien et que ce droit se répartit entre les copropriétaires par fractions comprenant chacune une partie privative, matériellement divisée, et une quote-part des parties communes. La copropriété divise d'un immeuble est établie par la publication d'une déclaration de copropriété, en vertu de laquelle la propriété de l'immeuble est divisée en

fractions, appartenant à une ou plusieurs personnes (article 1038 CcQ, dans Manuel d'évaluation foncière du Québec, 2022 1A-11).

Résidence unifamiliale

La résidence unifamiliale correspond à toute unité d'évaluation qui est constituée par une résidence d'un seul logement, à l'exclusion faite des copropriétés résidentielles et des maisons mobiles. Sont également exclus les chalets et maisons de villégiature.

Valeur moyenne des résidences unifamiliales

Elle est obtenue en divisant la valeur totale imposable des résidences unifamiliales par le nombre de résidences unifamiliales imposables.

Valeur foncière uniformisée

Elle représente la valeur des terrains et des bâtiments inscrite au rôle d'évaluation multipliée par le facteur comparatif établi pour chacun des exercices financiers des municipalités. Les valeurs foncières sont uniformisées afin de rendre comparables les valeurs inscrites au rôle triennal d'évaluation, lequel n'est pas déposé la même année par l'ensemble des municipalités québécoises. Le facteur comparatif est l'inverse de la proportion médiane du rôle. Cette dernière est établie après le dépôt du rôle triennal, et elle est constituée par la donnée médiane d'une distribution de proportions individuelles mettant en relation le prix de vente des propriétés ayant fait l'objet de transaction et leur évaluation inscrite au rôle.

Annexe

Coups d'œil sur les régions



Tableau comparatif des régions administratives du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet		Taux de chômage ¹ des 15-64 ans	Taux de postes vacants ¹	PIB aux prix de base par habitant		Revenu disponible par habitant		Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles	
	2022 ^p	TAA ² 2021-2022 ^p	2022	2022	2021 ^e	Variation 2021/2020	2021 ^p	Variation 2021/2020	2022 ^p	Variation 2022/2021
	n	pour 1 000	%	%	\$	%	\$	%	M\$	%
Bas-Saint-Laurent	200 507	7,3	4,6	5,2 [†]	44 262	10,3	31 190	4,4	1 135	12,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	282 330	8,4	3,7	5,1 [†]	48 252	15,0	32 347	5,3	2 298	-1,5
Capitale-Nationale	771 611	14,2	3,5	7,0 [†]	59 876	9,8	35 163	4,7	4 575	19,6
Mauricie	281 163	13,4	4,5	4,9 [†]	40 815	10,7	30 801	4,5	1 150	11,3
Estrie	507 208	16,0	3,3	6,0	44 854	13,4	33 342	4,5	2 566	18,3
Montréal	2 038 845	6,9	5,8	5,5 [†]	79 024	12,1	35 311	5,7	15 868	10,9
Outaouais	408 979	11,4	3,6	5,8	42 435	11,3	32 364	5,0	1 815	20,2
Abitibi-Témiscamingue	148 493	2,2	3,1	5,8	66 498	10,8	34 465	5,7	2 092	26,8
Côte-Nord	90 405	-1,3	4,2 ³	6,0 ³	96 430	19,0	33 625	4,2	2 488	-10,5
Nord-du-Québec	46 916	5,8	4,2 ³	6,0 ³	115 554	7,6	31 519	2,0	1 453	18,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	92 403	4,2	9,9 [†]	4,5 [†]	42 289	10,6	32 372	6,0	731	-1,9
Chaudière-Appalaches	444 072	13,3	1,9 [†]	5,9	48 524	7,4	33 221	4,9	2 499	13,8
Laval	446 476	7,6	4,3	5,9	43 528	12,3	33 325	3,6	2 312	32,6
Lanaudière	544 265	16,9	4,7	5,7	32 810	11,9	33 080	4,6	1 962	34,8
Laurentides	657 375	16,1	3,7 [*]	6,5 [†]	41 131	11,6	35 169	5,2	2 795	10,7
Montérégie	1 475 578	10,2	3,8	6,0 [†]	45 076	11,3	35 520	5,0	6 268	-0,3
Centre-du-Québec	259 033	13,5	2,6 [*]	5,5	46 044	12,4	31 230	3,5	1 543	28,2
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	4,3	5,8	54 512	11,1	34 180	4,9	53 551	11,6

† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la donnée de la région et celle pour l'ensemble du Québec.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.
3. Donnée se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Sources : voir [page 285](#).

Bas-Saint-Laurent

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

200 507



7,3 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

8 810 M\$



10,8 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

31 190 \$



4,4 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

4,6 %



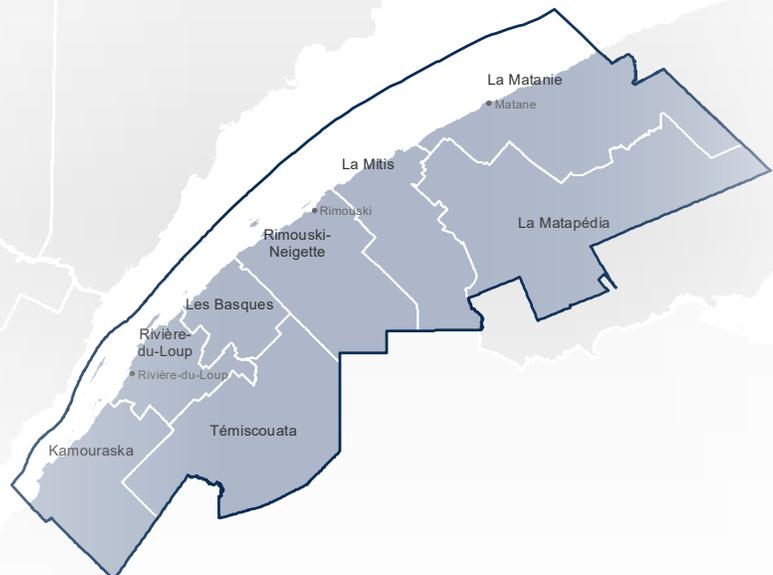
- 0,7 points de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- Entre 2021 et 2022, la population du Bas-Saint-Laurent a augmenté pour une quatrième année consécutive, et le rythme de la croissance s'y est accéléré d'année en année. Cette situation contraste avec les taux d'accroissement négatifs des années précédentes. La population de la région est l'une des plus âgées du Québec : plus d'une personne sur quatre y est âgée de 65 ans et plus.
- En 2021, le PIB de la région a augmenté fortement, et ce, après avoir ralenti de façon prononcée en 2020 en raison du début de la pandémie de COVID-19. Pour sa part, le revenu disponible par habitant a continué de croître de manière importante en 2021, sans atteindre toutefois l'ampleur de la hausse de 2020, qui a été une année exceptionnelle. Celui-ci demeure l'un des plus bas de la province.
- Le taux d'emploi des 15-64 ans dans le Bas-Saint-Laurent a crû en 2022, tandis que le taux de chômage est demeuré stable. Quant au taux de postes vacants, il a peu varié par rapport à 2021. Le salaire horaire moyen offert par les employeurs pour ces postes est demeuré inférieur à celui de l'ensemble de la province, malgré une forte augmentation en 2022 (+ 10,5 %).

Dans les MRC

- Depuis plusieurs années, les deux MRC les plus peuplées – Rimouski-Neigette et Rivière-du-Loup – se distinguent par des valeurs des résidences unifamiliales, un revenu médian et un revenu disponible par habitant plus élevés que dans les autres MRC. C'est néanmoins dans le Témiscouata et La Matanie que l'on observe, en 2021, les plus fortes croissances du revenu disponible par habitant. La MRC des Basques affiche pour sa part le plus haut taux d'accroissement de la population de la région en 2022. Il s'agit d'un renversement de la tendance dans la dynamique démographique.



Principaux secteurs économiques du Bas-Saint-Laurent selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	197 291	197 530	198 078 ^r	199 053 ^r	200 507 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	5,4	5,5	7,8	5,3	4,6
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	73,6	74,4	72,7	73,2	77,7
PIB aux prix de base par habitant	\$	38 474	39 791 ^r	40 128 ^{e,r}	44 262 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	27 105	27 966 ^r	29 881 ^r	31 190 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	6,4 ^r	6,4 ^r	5,2	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	154 482	156 786	158 049	160 782	167 042
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	-13,7	-11,1	8,4	3,2	12,5 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	108	115	25	51	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
La Matapédia	17 954	8,0	28 613	3,9	67,0	2,1
La Matanie	21 086	13,5	30 649	6,0	68,3	1,7
La Mitis	18 316	7,2	29 557	3,7	69,0	1,7
Rimouski-Neigette	58 389	6,5	32 528	4,6	75,5	2,3
Les Basques	8 841	14,7	30 338	3,8	69,1	2,2
Rivière-du-Loup	35 365	5,4	32 344	2,5	78,1	2,3
Témiscouata	19 615	8,9	30 297	6,5	69,4	1,9
Kamouraska	20 941	1,3	30 877	4,7	75,5	1,7
Ensemble de la région	200 507	7,3	31 190	4,4	73,0	2,0
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Saguenay–Lac-Saint-Jean

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

282 330



8,4 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

13 508 M\$



15,4 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

32 347 \$



5,3 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

3,7 %



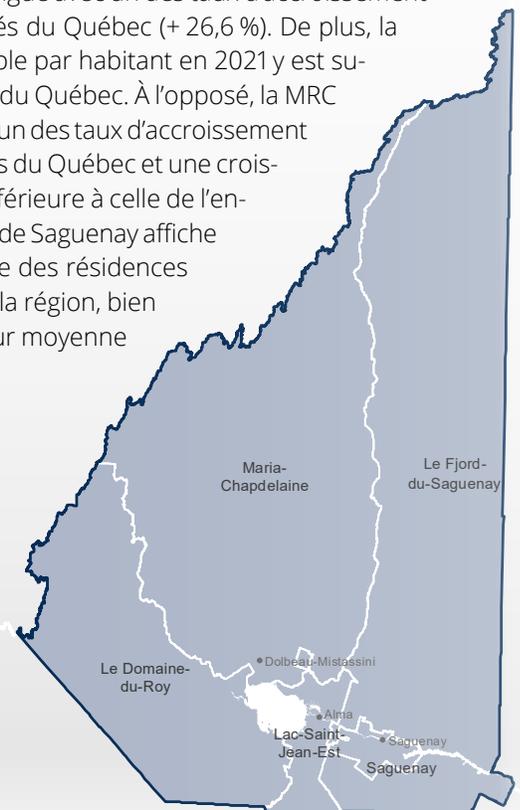
- 2,0 points de %

(écart annuel)

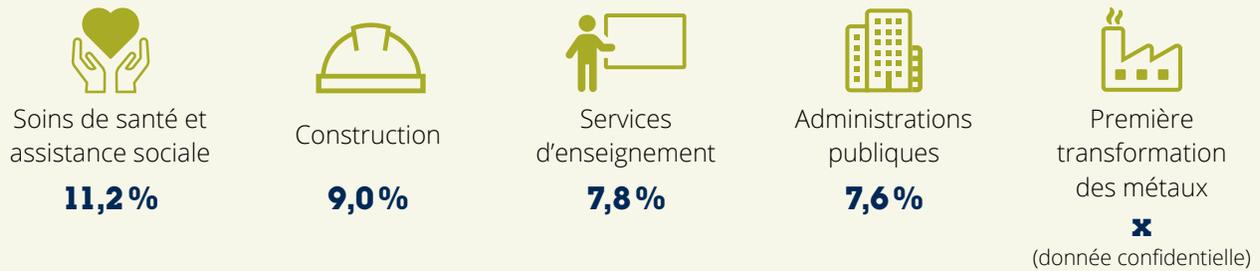
- Entre 2021 et 2022, la population du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'est accrue, et le taux d'accroissement est le plus fort taux enregistré dans la région en plus de 30 ans. En 2022, une personne sur quatre est âgée de 65 ans et plus, ce qui surpasse la part des jeunes de moins de 20 ans. L'âge moyen est parmi les plus élevés du Québec (45,4 ans).
- Après avoir subi une baisse en 2020 provoquée par la pandémie de COVID-19, le PIB de la région a connu une progression marquée en 2021, à savoir l'une des plus élevées du Québec, en raison notamment de la hausse du niveau d'activité dans les industries productrices de biens (+ 22,9 %). Le revenu disponible par habitant de la région a augmenté, pour sa part, de plus de 5,0 %, et ce, pour une deuxième année consécutive.
- Même si le nombre d'emplois des 15-64 ans est resté stable dans la région en 2022, le taux de chômage a poursuivi sa diminution. En 2022, le Saguenay–Lac-Saint-Jean présentait l'un des plus faibles taux de postes vacants du Québec. Le salaire horaire moyen offert pour ces postes y a progressé fortement pour atteindre 22,78 \$.

Dans les MRC

- Les MRC de la région présentent des profils contrastés. En 2022, la MRC du Fjord-du-Saguenay se distingue avec un des taux d'accroissement de la population les plus élevés du Québec (+ 26,6 %). De plus, la croissance du revenu disponible par habitant en 2021 y est supérieure à celle de l'ensemble du Québec. À l'opposé, la MRC de Maria-Chapdelaine affiche l'un des taux d'accroissement de la population les plus faibles du Québec et une croissance de revenu disponible inférieure à celle de l'ensemble de la province. La MRC de Saguenay affiche quant à elle la valeur moyenne des résidences unifamiliales la plus élevée de la région, bien qu'elle soit inférieure à la valeur moyenne de l'ensemble du Québec.



Principaux secteurs économiques du Saguenay–Lac-Saint-Jean selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	277 388	278 032	278 968 ^r	279 957 ^r	282 330 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	6,1	5,5	9,4	5,7	3,7
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	72,5	73,5	71,3	74,4	77,0
PIB aux prix de base par habitant	\$	42 118	42 429 ^r	41 959 ^{e,r}	48 252 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	27 756	28 710 ^r	30 732 ^r	32 347 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	5,7 ^r	5,5 ^r	4,5	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	182 784	184 260	185 328	188 206	195 161
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	6,7	-1,1	6,0	29,2	-1,5 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	137	156	37	58	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Saguenay–Lac-Saint-Jean et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Le Domaine-du-Roy	31 515	6,6	32 098	5,7	72,1	2,8
Maria-Chapdelaine	24 507	1,9	31 789	3,0	71,8	2,3
Lac-Saint-Jean-Est	53 962	6,9	31 540	4,8	73,1	3,0
Saguenay	148 254	7,5	32 784	5,6	75,0	3,0
Le Fjord-du-Saguenay	24 092	26,6	32 369	5,6	73,8	2,6
Ensemble de la région	282 330	8,4	32 347	5,3	73,9	2,8
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Capitale-Nationale

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

771 611



14,2 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^a)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

45 550 M\$



10,4 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

35 163 \$



4,7 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

3,5 %



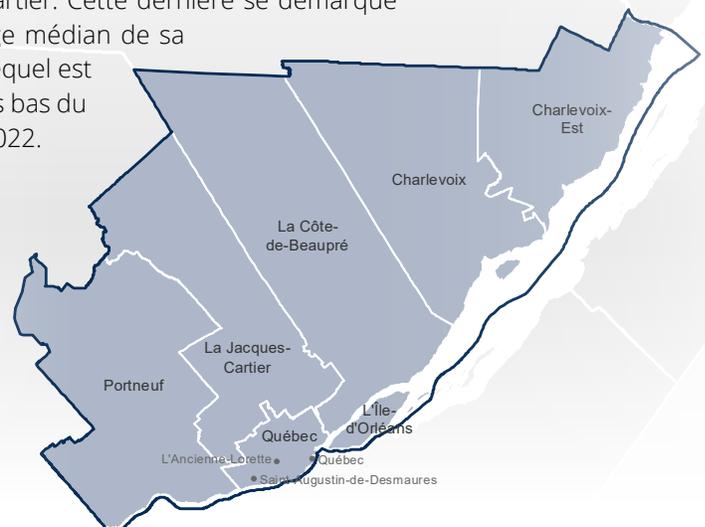
- 1,3 points de %

(écart annuel)

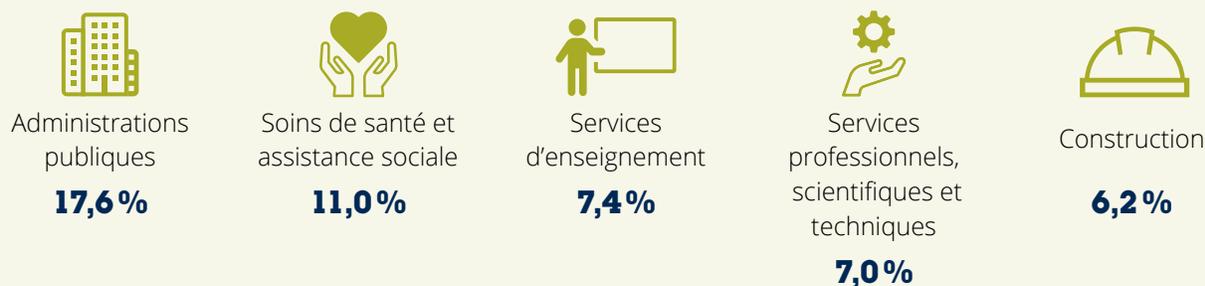
- Entre 2021 et 2022, la population de la Capitale-Nationale a connu sa plus forte croissance en plus de 30 ans. Son taux d'accroissement a été également l'un des plus élevés du Québec. L'âge moyen demeure plus élevé que celui observé à l'échelle québécoise.
- En 2021, le PIB de la Capitale-Nationale a rebondi, ce qui démontre la reprise de l'activité économique, même si cette croissance est moins prononcée que celle du Québec. Le revenu disponible par habitant a poursuivi, pour sa part, sa forte croissance et il a atteint 35 163 \$, soit l'un des plus élevés du Québec.
- En 2022, le taux d'emploi des 15-64 ans est l'un des plus élevés de la province et le taux de chômage, l'un des plus bas. Par ailleurs, le taux de postes vacants a augmenté dans la région et reste l'un des plus élevés du Québec. Quant au salaire moyen offert pour ces postes, il a également progressé de façon marquée.

Dans les MRC

- Dans la Capitale-Nationale, les MRC les plus à l'est figurent parmi celles où la population est la plus âgée. Toutefois, après avoir connu des périodes de déclin, la MRC de Charlevoix voit une nette progression de son bilan démographique. En effet, son taux d'accroissement est plus élevé en 2021-2022 que celui enregistré en 2020. Par contraste, L'Île-d'Orléans est la seule MRC du Québec située près d'un grand centre à voir sa population diminuer depuis quelques années. Elle connaît en revanche l'une des plus fortes progressions du revenu disponible par habitant du Québec. Dans l'ensemble, selon les exercices financiers 2022 et 2023 des municipalités, les plus fortes augmentations de la valeur des résidences unifamiliales dans la région ont été observées dans les MRC à ses extrémités est et ouest, soit dans Portneuf et dans Charlevoix-Est, ainsi que dans La Jacques-Cartier. Cette dernière se démarque aussi par l'âge médian de sa population, lequel est parmi les plus bas du Québec en 2022.



Principaux secteurs économiques de la Capitale-Nationale selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	744 399	751 442	756 796 ^r	760 732 ^r	771 611 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	4,0	3,3	6,8	4,8	3,5
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	79,5	81,9	76,1	79,6	81,2
PIB aux prix de base par habitant	\$	53 455	55 177 ^r	54 536 ^{e,r}	59 876 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	30 583	31 529 ^r	33 598 ^r	35 163 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	4,9 ^r	4,9 ^r	3,9	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	284 448	285 641	285 904	290 168	300 953
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	23,9	0,0	-5,2	-4,6	19,6 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	999	1 171	210	252	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Capitale-Nationale et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Charlevoix-Est	15 763	12,8	31 742	6,8	69,8	3,0
Charlevoix	13 565	26,1	33 554	5,7	74,5	2,8
L'Île-d'Orléans	7 404	-11,3	37 748	7,4	80,8	2,2
La Côte-de-Beaupré	31 066	19,1	38 045	6,5	79,9	2,7
La Jacques-Cartier	49 234	19,9	40 283	7,0	85,1	2,3
Québec	597 089	13,1	34 923	4,3	80,3	2,3
Portneuf	57 490	19,2	32 710	3,5	77,6	2,3
Ensemble de la région	771 611	14,2	35 163	4,7	80,1	2,3
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Mauricie

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

281 163



13,4 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

11 323 M\$



12,0 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

30 801 \$



4,5 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

4,5 %



- 1,3 points de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population de la Mauricie a crû entre 2021 et 2022 à un taux figurant parmi les plus élevés du Québec. Depuis quelques années, le rythme de sa croissance tend à s'accélérer, si bien que l'augmentation en 2021-2022 est la plus forte que la région ait enregistrée en plus de 30 ans. Cependant, l'âge moyen est de 46,5 ans, l'un des plus élevés du Québec.
- L'économie de la Mauricie a renoué avec la croissance en 2021, après avoir reculé en 2020 en raison du début de la pandémie. Le PIB a rebondi de 12,0 % dans la région, soit à un rythme plus prononcé que celui observé dans l'ensemble du Québec. Le revenu disponible par habitant a poursuivi, pour sa part, sa nette progression. Il demeure toutefois le plus faible parmi les régions administratives.
- La situation de l'emploi et du chômage des 15-64 ans a peu varié en Mauricie entre 2021 et 2022. Quant au nombre de postes vacants et au salaire horaire moyen offert par les employeurs, ils sont en revanche en forte augmentation dans la région. Le taux de postes vacants est toutefois inférieur à celui du Québec.

Dans les MRC

- En 2021, sur le plan du revenu disponible par habitant, les six MRC de la région continuent de présenter des profils relativement homogènes, soit sous la valeur provinciale. Toutefois, la MRC de La Tuque se démarque par une forte croissance du revenu disponible par habitant (+ 8,2 %), alors que celle de Mékinac affiche l'augmentation la plus faible (+ 2,2 %). À l'ouest de la région, celle de Maskinongé a vu les valeurs des résidences unifamiliales augmenter de façon plus prononcée selon les exercices financiers des municipalités de 2022 et 2023.



Principaux secteurs économiques de la Mauricie selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	269 455	271 244	274 096 ^r	277 419 ^r	281 163 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	5,2	5,8	8,6	5,8	4,5
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	71,5	71,9	72,4	72,3	72,2
PIB aux prix de base par habitant	\$	37 175	37 609 ^r	36 871 ^{e,r}	40 815 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	26 593	27 411 ^r	29 480 ^r	30 801 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,6 ^r	8,8 ^r	6,6	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	160 561	164 080	167 657	170 422	180 980
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	12,4	- 11,4	14,5	- 0,7	11,3 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	247	x	x	93	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Mauricie et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Mékinac	12 845	13,6	30 488	2,2	67,3	2,3
Shawinigan	51 579	15,5	29 579	4,2	65,9	2,4
Trois-Rivières	143 195	12,3	31 579	4,8	73,4	2,6
Les Chenaux	20 329	22,6	29 921	3,9	74,5	2,9
Maskinongé	37 985	12,5	30 661	3,5	71,2	2,6
La Tuque	15 230	6,9	29 397	8,2	67,9	2,3
Ensemble de la région	281 163	13,4	30 801	4,5	71,3	2,6
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Estrie

Indicateurs clés



Population totale¹
(1^{er} juillet 2022)

507 208



16,0 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2021-2020^o)



Produit intérieur brut²
(PIB aux prix de base) (2021)

22 389 M\$



15,5 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant¹ (2021)

33 342 \$



4,5 %

(variation annuelle)



Taux de chômage²
(15-64 ans) (2022)

3,3 %



- 2,0 points de %

(écart annuel)

- Entre 2021 et 2022, la population de l'Estrie s'est accrue à un rythme légèrement plus faible que celui de l'année précédente, alors que la croissance avait plutôt tendance à s'accroître au cours des dernières années. La croissance de la région demeure néanmoins l'une des plus fortes du Québec. La population estrienne est plus âgée que l'ensemble de la population québécoise, la part des 65 ans et plus surpassant celle observée à l'échelle québécoise.
- Le PIB de l'Estrie a crû de façon marquée en 2021; il s'agit de l'une des croissances les plus importantes du Québec. Le revenu disponible par habitant a augmenté, pour sa part, de plus de 4,0 %. Sans atteindre l'ampleur de la hausse de 2020, la croissance observée en 2021 est tout de même plus marquée que celles des années qui ont précédé la pandémie. Le niveau de revenu disponible des Estriennes et des Estriens se situe toutefois en dessous de celui du Québec.
- L'emploi chez les 15-64 ans a peu varié en Estrie en 2022. Le taux de chômage a baissé et continue de figurer parmi les plus bas de la province. Quant au nombre de postes vacants, il a fortement augmenté (+ 26,5 %). De plus, le salaire horaire moyen offert par les employeurs pour ces postes a connu une hausse de 10,9 % pour atteindre 22,56 \$, ce qui est inférieur à celui offert au Québec.

Dans les MRC

- Les MRC de l'Estrie offrent des portraits diversifiés. En effet, les écarts peuvent être marqués d'une MRC à l'autre tant sur le plan du revenu disponible par habitant que sur celui de la valeur des résidences unifamiliales. L'un et l'autre tendent à être plus élevés dans les MRC de l'ouest de la région. L'une de celles-ci, Brome-Missisquoi, se distingue par un taux d'accroissement de la population de 25,7 pour mille, soit un des plus élevés du Québec.



1. Selon le redécoupage administratif de l'Estrie entré en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

2. Selon le découpage administratif de l'Estrie en vigueur avant la publication du décret 961-2021 le 28 juillet 2021.

Principaux secteurs économiques de l'Estrie selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	476 836	482 790	490 182 ^r	499 155 ^r	507 208 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans ²	%	4,8	4,2	7,0	5,3	3,3
Taux d'emploi des 15-64 ans ²	%	76,1	76,9	74,5	76,2	76,7
PIB aux prix de base par habitant ³	\$	39 616	40 503 ^r	39 553 ^{er}	44 854 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	28 716	29 604 ^r	31 909 ^r	33 342 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,8 ^r	7,6 ^r	6,0	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ⁴	\$	231 830	235 801	241 025	251 121	272 147
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ⁵	%	14,1	-1,8	13,2	48,6	18,3 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène ²	k	252	270	51	106	..

- Voir l'encadré de la [page 20](#).
- Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
- Le découpage tient compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie pour les années 2020 et 2021 seulement, ce qui rend impossible toute comparaison chronologique avec des données antérieures à 2020.
- Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).
- Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Estrie et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Le Granit	22 112	10,7	32 371	4,0	74,8	2,5
Les Sources	14 732	11,5	28 721	3,2	70,8	2,2
Le Haut-Saint-François	23 672	14,3	30 544	4,6	74,6	1,6
Le Val-Saint-François	32 776	18,9	33 213	4,5	77,4	2,3
Sherbrooke	175 684	16,3	31 465	4,2	77,4	2,8
Coaticook	19 204	5,0	31 520	1,5	79,6	2,4
Memphrémagog	55 215	13,1	39 153	3,2	73,4	2,7
Brome-Missisquoi	67 744	25,7	37 455	6,4	76,1	2,7
La Haute-Yamaska	96 069	13,9	32 592	4,9	75,5	2,5
Ensemble de la région¹	507 208	16,0	33 342	4,5	76,1	2,6
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021..

Sources : Voir la [page 285](#).

Montréal

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

2 038 845



6,9 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

160 009 M\$



9,6 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

35 311 \$



5,7 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

5,8 %



- 2,4 points de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population montréalaise a renoué avec la croissance démographique entre 2021 et 2022, après avoir connu un déclin important l'année précédente. Le rythme de sa croissance paraît faible en regard de celui de plusieurs régions et contraste avec les niveaux de croissance élevés que Montréal affichait avant la pandémie, mais ce début de reprise est à souligner. La structure par âge de Montréal se particularise par la forte présence des jeunes adultes. L'âge moyen y est de 41,1 ans, soit le plus bas au Québec si l'on exclut le Nord-du-Québec.
- Après avoir subi une importante baisse en 2020 provoquée par la crise sanitaire, le PIB de la région a connu une progression marquée en 2021. Le revenu disponible par habitant a poursuivi, pour sa part, sa forte croissance. Cette situation est grandement attribuable à l'augmentation en 2021 de la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible, laquelle a atteint 12,3 %.
- En 2022, le taux d'emploi des 15-64 ans de Montréal a progressé en raison d'une croissance plus rapide de l'emploi (+ 10,8 %) que celle de la population des 15-64 ans (+ 5,5 %). Celui-ci demeure toutefois un des plus bas du Québec, tandis que le taux de chômage des 15-64 ans continue d'être l'un des plus élevés. Quant au taux de postes vacants, il a augmenté en 2022 et a atteint 5,5 %. Le salaire horaire moyen offert par les employeurs pour ces postes à Montréal (25,44 \$) est l'un des plus élevés parmi les régions administratives.
- À Montréal, la fréquentation des institutions muséales a augmenté en 2022, de même que le nombre de projections en salle, la fréquentation des cinémas et l'assistance aux spectacles en arts de la scène. Les établissements culturels montréalais sont toutefois encore loin d'avoir récupéré le public perdu pendant les années de la pandémie.
- En 2021, six ménages sur dix sont locataires à Montréal alors qu'à l'échelle du Québec, la proportion est de quatre sur dix. Tous modes d'occupation confondus, les ménages montréalais sont proportionnellement plus nombreux que ceux des autres régions à occuper un logement inabordable, c'est-à-dire un logement drainant 30 % ou plus du revenu total du ménage. Ils sont aussi plus fortement concernés par la taille insuffisante de leur logement et par un logement requérant des réparations majeures.



Principaux secteurs économiques de Montréal selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	2 028 244	2 066 038	2 072 234 ^r	2 024 806 ^r	2 038 845 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	7,3	7,1	11,4	8,2	5,8
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	72,6	73,1	68,2	72,6	75,0
PIB aux prix de base par habitant	\$	70 057	72 932 ^r	70 477 ^{e,r}	79 024 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	30 158	31 200 ^r	33 401 ^r	35 311 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	14,6 ^r	14,0 ^r	10,8	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	516 985	534 129	601 135	639 098	713 511
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	19,8	12,4	- 14,8	1,6	10,9 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	3 572	4 096	599	670	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Outaouais

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

408 979



11,4 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

17 159 M\$



12,2 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

32 364 \$



5,0 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

3,6 %



- 1,8 points de %

(écart annuel)

- La population de l'Outaouais a crû entre 2021 et 2022 et son rythme de croissance s'est accéléré comparativement aux deux années précédentes. La population de la région est plus jeune que celle de la plupart des autres régions, et la part des jeunes de moins de 20 ans y est parmi les plus élevées du Québec.
- Après avoir ralenti de façon prononcée en 2020 en raison de la crise sanitaire, le PIB de la région a fortement augmenté en 2021. Pour sa part, le revenu disponible par habitant a poursuivi sa croissance soutenue. Il reste toutefois inférieur à celui du Québec en 2021, en raison, notamment, des cotisations payées par les particuliers aux régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées qui sont en moyenne plus élevées que celles des autres régions.
- En 2022, l'emploi des 15-64 ans a crû en Outaouais et, en parallèle, le taux de chômage a baissé. Le taux de postes vacants, quant à lui, est resté stable. Le salaire horaire moyen offert par les employeurs de la région pour ces postes est estimé à 22,08 \$ en 2022, soit un niveau inférieur à celui du Québec.

Dans les MRC

- Les MRC de l'Outaouais présentent une situation parmi les plus contrastées de la province en termes de valeurs des résidences unifamiliales. La MRC des Collines-de-l'Outaouais affiche une valeur moyenne deux fois et demie plus élevée que celle observée dans La Vallée-de-la-Gatineau. Dans cette dernière, ainsi que dans Papineau, la croissance du taux de travailleurs compte parmi les plus lentes, et la part des personnes âgées de 65 ans et plus y est plus élevée.



Principaux secteurs économiques de l'Outaouais selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	392 200	397 007	401 117 ^r	404 354 ^r	408 979 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	5,0	5,1	8,2	5,4	3,6
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	74,6	76,0	71,5	74,4	77,9
PIB aux prix de base par habitant	\$	36 567	37 683 ^r	38 130 ^{e,r}	42 435 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	27 871	28 703 ^r	30 814 ^r	32 364 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,7 ^r	8,7 ^r	6,6	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	248 166	251 982	258 614	266 634	295 935
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	27,5	16,0	13,9	-0,9	20,2 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	195	323	51	x	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Outaouais et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Papineau ²	25 981	24,3	30 110	3,5	66,3	1,2
Gatineau	292 524	6,7	32 014	4,8	77,4	1,5
Les Collines-de-l'Outaouais ²	54 720	30,0	37 522	6,6	80,1	2,3
La Vallée-de-la-Gatineau	21 350	14,1	29 812	5,3	62,9	1,0
Pontiac	14 404	8,6	27 635	4,7	64,1	1,2
Ensemble de la région	408 979	11,4	32 364	5,0	75,9	1,5
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

2. La municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a changé de MRC d'appartenance le 1^{er} janvier 2022, passant de la MRC des Collines-de-l'Outaouais à la MRC de Papineau. Pour la population, les données de ces deux MRC sont présentées selon le nouveau découpage.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Abitibi-Témiscamingue

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

148 493



2,2 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

9 853 M\$



11,0 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

34 465 \$



5,7 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

3,1 %



- 1,8 points de %

(écart annuel)

- La population de l'Abitibi-Témiscamingue a faiblement augmenté entre 2021 et 2022, selon un rythme de croissance qui a peu changé comparativement à celui des deux années précédentes. L'âge moyen de la population est semblable à celui observé pour l'ensemble du Québec.
- En 2021, le PIB de l'Abitibi-Témiscamingue a augmenté fortement, stimulé notamment par le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que par celui de la fabrication. Pour sa part, le revenu disponible par habitant de la région a augmenté de plus de 5,0 %, et ce, pour une deuxième année consécutive. Il se maintient au-dessus de celui du Québec.
- L'emploi a peu varié dans la région en 2022. En revanche, le taux de chômage des 15-64 ans a diminué et demeure l'un des plus bas de la province. Le taux de postes vacants a quant à lui augmenté. Le salaire horaire moyen offert par les employeurs de l'Abitibi-Témiscamingue pour ces postes a crû en 2022 (+ 6,1 %) et reste l'un des plus élevés parmi les régions administratives.

Dans les MRC

- Plusieurs MRC de la région, comme Abitibi-Ouest et La Vallée-de-l'Or, se caractérisent par d'importantes disparités entre les femmes et les hommes sur le plan du taux de travailleurs. Par ailleurs, selon l'exercice financier de 2023 des municipalités, la MRC de Rouyn-Noranda a enregistré la valeur moyenne des résidences unifamiliales la plus élevée de la région. Quant à la MRC d'Abitibi-Ouest, située à l'extrémité nord-ouest de la région, la croissance du revenu disponible par habitant en 2021 y est l'une des plus fortes du Québec.



Principaux secteurs économiques de l'Abitibi-Témiscamingue selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	147 607	147 634	147 922 ^r	148 162 ^r	148 493 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	3,6	4,0	6,7	4,9	3,1
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	77,6	77,3	75,0	79,5	78,5
PIB aux prix de base par habitant	\$	57 745	57 998 ^r	60 025 ^{e,r}	66 498 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	30 493	30 973 ^r	32 614 ^r	34 465 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	6,7 ^r	7,0 ^r	5,8	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	192 573	196 130	202 695	213 471	224 320
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	14,8	-12,5	7,8	7,5	26,8 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	98	95	21	29	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Abitibi-Témiscamingue et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Témiscamingue	16 034	8,3	31 093	5,7	73,0	1,9
Rouyn-Noranda	43 073	1,8	35 181	5,8	78,1	2,2
Abitibi-Ouest	20 454	-5,6	32 466	6,9	73,0	2,0
Abitibi	25 050	4,2	34 993	5,5	77,7	2,1
La Vallée-de-l'Or	43 882	3,0	35 625	5,2	77,6	2,8
Ensemble de la région	148 493	2,2	34 465	5,7	76,7	2,4
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Côte-Nord

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

90 405



- 1,3 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

8 729 M\$



18,9 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

33 625 \$



4,2 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)
(données se rapportant
aux régions de la Côte-Nord
et du Nord-du-Québec)

4,2 %



- 0,2 points de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population de la Côte-Nord a légèrement diminué entre 2021 et 2022. C'est la seule région où l'on observe une baisse de la population. L'ampleur de la décroissance se maintient toutefois à des niveaux relativement faibles depuis trois ans. L'âge moyen de la population y est plus élevé que celui observé pour l'ensemble du Québec.
- Après avoir subi l'une des plus fortes baisses de son PIB en 2020 en raison de la crise sanitaire, la région de la Côte-Nord est celle qui connaît, de loin, la plus importante hausse du PIB en 2021 (+ 18,9 %). La croissance économique en 2021 a été stimulée en bonne partie par le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction du pétrole et du gaz. Pour sa part, le revenu disponible par habitant a continué de croître de manière prononcée en 2021, sans atteindre toutefois l'ampleur de la hausse de 2020.
- En 2022, l'emploi des 15-64 ans a peu varié dans le regroupement des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Le taux de postes vacants a baissé pour ces deux régions. En revanche, le salaire horaire moyen offert par les employeurs pour ces postes vacants a crû (+ 10,8 %) et reste l'un des plus élevés parmi les régions administratives.

Dans les MRC

- Depuis plusieurs années, la région se particularise par des disparités infra-régionales au chapitre du revenu disponible par habitant : la MRC de Caniapiscou affiche le revenu le plus élevé de toutes les MRC du Québec, alors que celui de La Haute-Côte-Nord demeure parmi les plus bas. Caniapiscou se distingue également par la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus (4,5 %) la plus faible de la province. En outre, le taux de travailleurs y est le plus élevé. Or, l'écart entre les sexes demeure marqué : on observe une grande différence en faveur des hommes. Selon l'exercice financier de 2023 des municipalités, Le Golfe-du-Saint-Laurent est la MRC au Québec où la valeur moyenne des résidences unifamiliales est la plus faible.



Principaux secteurs économiques de la Côte-Nord selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	91 160	90 717	90 605 ^r	90 523 ^r	90 405 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans ²	%	4,9	4,8	7,5	4,4	4,2
Taux d'emploi des 15-64 ans ²	%	75,6	74,7	72,7	75,1	73,9
PIB aux prix de base par habitant	\$	76 450	82 599 ^r	81 038 ^{er}	96 430 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	29 434	30 285 ^r	32 263 ^r	33 625 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,8 ^r	8,6 ^r	5,6	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ³	\$	159 780	158 433	158 194	156 149	160 548
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ⁴	%	19,5	-2,9	-5,2	46,5	-10,5 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	56	72	9	30	..

- Voir l'encadré de la [page 20](#).
- Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
- Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).
- Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Côte-Nord et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
La Haute-Côte-Nord	10 387	-6,5	30 541	4,4	68,1	2,4
Manicouagan	30 217	0,2	31 628	3,1	71,8	2,3
Sept-Rivières	34 897	-1,4	34 651	4,6	76,4	1,7
Caniapiscau	3 779	-13,7	44 295	1,4	84,3	1,9
Minganie	6 490	5,1	36 431	7,5	70,1	2,9
Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 635	2,8	33 129	7,0	62,2	4,2
Ensemble de la région	90 405	-1,3	33 625	4,2	73,0	2,2
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Nord-du-Québec

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

46 916



5,8 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

5 390 M\$



8,7 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

31 519\$



2,0 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)
(données se rapportant
aux régions de la Côte-Nord
et du Nord-du-Québec)

4,2 %



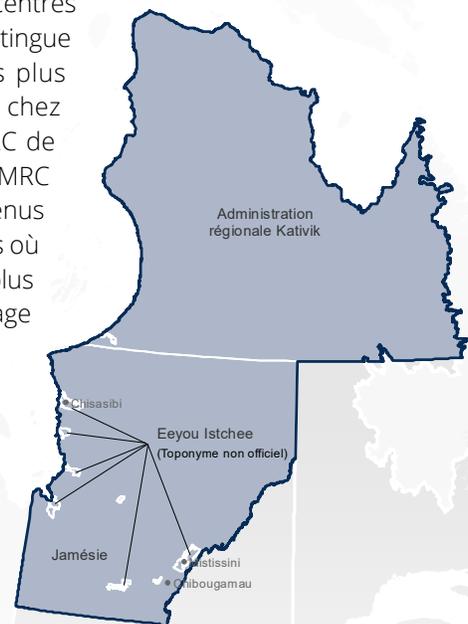
- 0,2 points de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population du Nord-du-Québec a augmenté entre 2021 et 2022, mais le rythme de la croissance a ralenti comparativement à l'année précédente. La croissance est la plus faible enregistrée par la région depuis 2016-2017. La structure par âge de la région est unique au Québec : la proportion des moins de 20 ans est nettement plus forte que celle des autres régions, alors que la part des 65 ans et plus y est beaucoup plus faible.
- L'économie de la région a renoué avec la croissance en 2021, après avoir reculé en 2020 en raison de la crise sanitaire. Le PIB du Nord-du-Québec a rebondi de 8,7 % en 2021, ce qui est toutefois inférieur au taux de croissance observé dans l'ensemble du Québec. Quant au revenu disponible par habitant, il a crû de 2,0 % en 2021, soit la plus faible augmentation parmi les 17 régions administratives. Par contraste, en 2020, le Nord-du-Québec avait connu la plus forte hausse du revenu disponible en raison notamment de la mise en place des mesures de soutien au revenu liées à la COVID-19.
- En 2022, l'emploi des 15-64 ans a peu varié dans le regroupement des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Le taux de postes vacants a baissé pour ces deux régions. En revanche, le salaire horaire moyen offert par les employeurs pour ces postes vacants a crû (+ 10,8 %) et reste l'un des plus élevés parmi les régions administratives.

Dans les MRC

- Plusieurs contrastes caractérisent les MRC du Nord-du-Québec. Eeyou Istchee et l'Administration régionale Kativik présentent les proportions de personnes âgées de moins de 20 ans les plus élevées de toutes les MRC du Québec. Dans ces deux territoires, le revenu d'emploi médian des travailleuses est supérieur à celui des travailleurs. Comme huit autres MRC éloignées des grands centres urbains, Eeyou Istchee se distingue par un taux de travailleurs plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Quant à la MRC de Jamésie, elle fait partie des MRC affichant les plus hauts revenus d'emploi médians et de celles où l'écart entre les sexes est le plus grand à ce chapitre, à l'avantage des hommes.



Principaux secteurs économiques du Nord-du-Québec selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	45 557	45 894	46 186 ^r	46 643 ^r	46 916 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans ²	%	4,9	4,8	7,5	4,4	4,2
Taux d'emploi des 15-64 ans ²	%	75,6	74,7	72,7	75,1	73,9
PIB aux prix de base par habitant	\$	104 090	110 167 ^r	107 386 ^{e,r}	115 554 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	27 269	28 263 ^r	30 899 ^r	31 519 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	18,3 ^r	18,7 ^r	13,0	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ³	\$	146 765	145 368	153 051	154 340	161 022
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ⁴	%	-3,1	13,1	-36,6	31,1	18,4 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	5	8	2	2	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).
2. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Nord-du-Québec et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Jamésie	13 356	-3,2	36 045	4,0	80,8	2,2
Administration régionale Kativik	14 658	6,6	26 257	0,8	76,7	0,8
Eeyou Istchee ²	18 902	11,7	32 373	1,4	73,3 ^a	1,6
Ensemble de la région	46 916	5,8	31 519	2,0	76,8	1,5
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

a Les données du taux de travailleurs sont accompagnées de la lettre a lorsque la MRC présente, pour une année donnée, un taux de couverture fiscale inférieur à 80 %. En raison d'une sous-couverture plus importante de la population, ces données doivent être interprétées avec prudence.

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.
2. Toponyme non officiel.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

92 403



4,2 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

3 891 M\$



12,2 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

32 372 \$



6,0 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

9,9 %



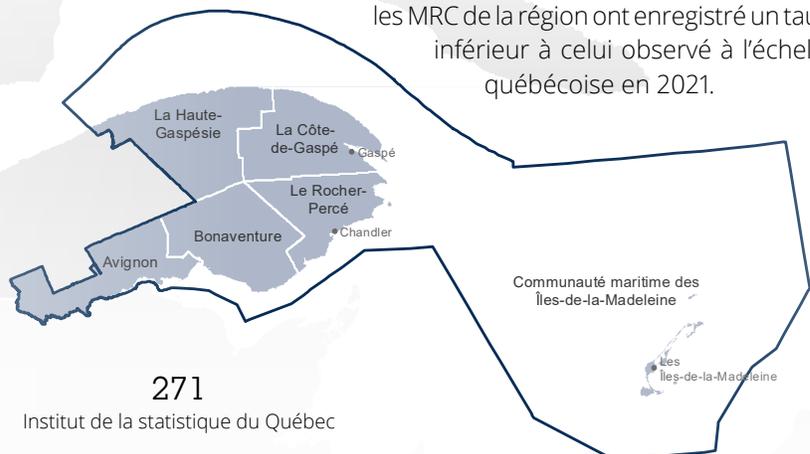
- 2,4 point de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a augmenté pour une troisième année consécutive entre 2021 et 2022, bien que le rythme de la croissance y soit beaucoup moins fort qu'au cours de l'année précédente. La population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est plus âgée que celle de l'ensemble du Québec : la part des 65 ans et plus est la plus élevée de toutes les régions.
- Après s'être contracté en 2020 en raison de la crise sanitaire, le PIB de la région a renoué avec la croissance et a progressé de façon marquée en 2021. Quant au revenu disponible par habitant, la région est celle qui a connu l'augmentation la plus prononcée (+ 6,0 %). En dépit de cette croissance, il demeure inférieur à celui observé au Québec.
- Entre 2017 et 2022, l'emploi a baissé de manière significative en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, particulièrement chez les hommes (- 17,7 %). Le taux de chômage continue néanmoins d'être l'un des plus élevés (9,9 %). Si le taux de postes vacants a peu varié, cette région reste une de celles dont le taux est le plus bas du Québec. Le salaire horaire moyen offert par les employeurs de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine pour ces postes a connu une forte hausse entre 2021 et 2022 (+ 19,3 %) et s'est établi à 22,40 \$, ce qui est inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Dans les MRC

- Les MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se caractérisent par des disparités de revenu importantes en 2021. En effet, la différence est de plus de 8 200 \$ entre la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, qui se classe en tête dans la région avec un revenu disponible par habitant de 37 105 \$, et La Haute-Gaspésie (28 814 \$), qui se situe au bas de l'échelle. Les îles font d'ailleurs figure d'exception, puisqu'il s'agit de la seule MRC de la région à présenter un revenu disponible par habitant supérieur à celui du Québec. Elles s'illustrent également en affichant la plus forte croissance du revenu disponible du Québec entre 2020 et 2021. En outre, le taux d'accroissement de la population dans cette MRC en 2022 a dépassé celui de l'ensemble du Québec, ce qui contraste avec la situation dans La Côte-de-Gaspé et Le Rocher-Percé, qui voient leur population diminuer. Au chapitre du taux de travailleurs, toutes les MRC de la région ont enregistré un taux inférieur à celui observé à l'échelle québécoise en 2021.



Principaux secteurs économiques de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	90 615	90 456	90 689 ^r	92 015 ^r	92 403 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	13,4	13,0	12,0	12,3	9,9
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	61,9	63,3	61,3	65,8	66,7
PIB aux prix de base par habitant	\$	35 526	38 440 ^r	38 235 ^{e,r}	42 289 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	27 352	28 559 ^r	30 535 ^r	32 372 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,2 ^r	7,9 ^r	6,1	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	127 342	129 698	133 593	139 863	147 771
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	-35,3	12,1	34,2	7,8	-1,9 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	65	65	7	40	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	13 211	11,0	37 105	9,1	68,1	2,9
Le Rocher-Percé	17 251	-0,8	32 169	7,8	58,7	2,0
La Côte-de-Gaspé	17 645	-2,2	32 443	4,3	70,3	2,6
La Haute-Gaspésie	11 192	5,3	28 814	4,3	59,5	2,5
Bonaventure	18 113	8,1	31 114	4,5	66,3	2,4
Avignon	14 991	6,0	32 548	5,9	63,8	1,6
Ensemble de la région	92 403	4,2	32 372	6,0	64,7	2,3
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Chaudière-Appalaches

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

444 072



13,3 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^a)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

21 263 M\$



8,8 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

33 221 \$



4,9 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

1,9 %



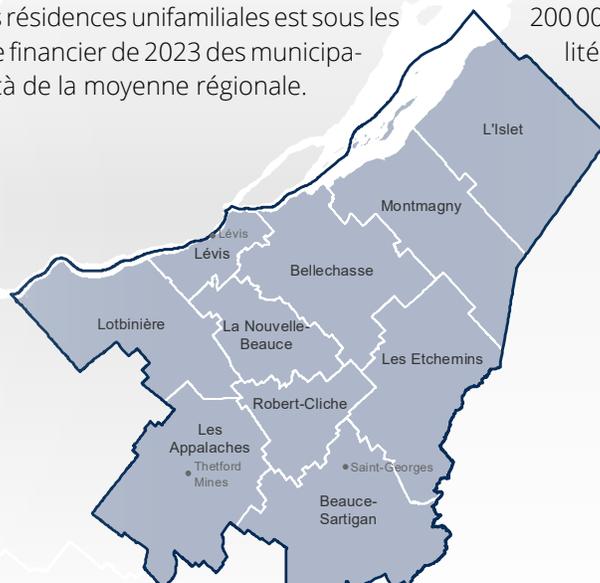
- 1,6 points de %

(écart annuel)

- La population de la Chaudière-Appalaches a augmenté entre 2021 et 2022, et cette hausse est la plus forte enregistrée dans la région depuis que les données sont disponibles. Au cours des quatre dernières années, la croissance s'est accélérée pour atteindre un rythme supérieur à celui d'un bon nombre de régions. L'âge moyen de la population est plus élevé, et la part des 65 ans et plus y est plus forte qu'à l'échelle québécoise.
- Après avoir progressé de 3,3 % en 2020, le PIB de Chaudière-Appalaches a connu une accélération de sa croissance en 2021 et a augmenté de 8,8 %. Le revenu disponible par habitant, pour sa part, a poursuivi sa croissance pour atteindre 33 221 \$. Il reste toutefois inférieur à celui du Québec.
- En 2022, la région présente un des taux d'emploi des 15-64 ans les plus élevés de la province. Le taux de chômage a baissé, tandis que le taux de postes vacants a augmenté. En 2022, le salaire horaire moyen offert par les employeurs de la région pour ces postes a augmenté (+ 9,3 %), mais il demeure inférieur à la moyenne québécoise.

Dans les MRC

- La MRC la plus peuplée de la Chaudière-Appalaches, Lévis, a vu sa population augmenter fortement entre 2021 et 2022, le taux d'accroissement de sa population s'est établi à 17,0 pour mille, ce qui représente un gain estimé de 2 600 habitants. La population est aussi en forte hausse dans des territoires voisins, Lotbinière et La Nouvelle-Beauce. Ces trois MRC, toutes situées en partie ou en totalité dans la RMR de Québec, présentent également les plus faibles parts des 65 ans et plus de la région. En revanche, dans les MRC des Appalaches, de L'Islet, de Montmagny et des Etchemins, les 65 ans et plus comptent pour plus du quart de la population. Dans ces quatre MRC, la valeur moyenne des résidences unifamiliales est sous les 200 000 \$ selon l'exercice financier de 2023 des municipalités, soit bien en deçà de la moyenne régionale.



Principaux secteurs économiques de la Chaudière-Appalaches selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Chaudière-Appalaches

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	426 578	428 969	432 805 ^r	438 185 ^r	444 072 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	3,3	3,3	5,7	3,5	1,9
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	80,6	80,7	78,6	80,2	82,1
PIB aux prix de base par habitant	\$	43 503	44 133 ^r	45 174 ^{e,r}	48 524 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	28 931	29 713 ^r	31 668 ^r	33 221 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	4,5 ^r	4,5 ^r	4,0	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	200 420	202 376	204 356	208 331	214 632
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	4,4	-10,5	5,2	23,7	13,8 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	155	189	24	40	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Chaudière-Appalaches et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
L'Islet	17 943	6,6	31 744	7,0	76,4	2,4
Montmagny	22 858	3,5	31 020	4,9	75,8	2,7
Bellechasse	38 877	7,9	32 505	6,3	81,6	2,3
Lévis	154 775	17,0	35 229	4,6	83,0	2,3
La Nouvelle-Beauce	39 249	18,0	33 152	5,9	84,3	2,5
Robert-Cliche	19 538	12,5	31 729	5,0	81,1	2,8
Les Etchemins	16 989	9,3	31 386	3,1	73,5	2,7
Beauce-Sartigan	54 572	8,7	32 651	4,1	78,3	2,3
Les Appalaches	43 844	9,4	31 046	3,9	73,7	2,7
Lotbinière	35 427	22,7	32 824	5,7	82,1	2,8
Ensemble de la région	444 072	13,3	33 221	4,9	80,4	2,5
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Laval

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

446 476



7,6 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

19 287 M\$



12,5 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

33 325 \$



3,6 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

4,3 %



- 2,5 point de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population de Laval a augmenté entre 2021 et 2022, et le rythme de la croissance s'y est redressé après être descendu en 2020-2021 à son plus bas niveau enregistré depuis que les données sont disponibles. La population lavalloise est plus jeune que celle de l'ensemble du Québec, et la part des 65 ans et plus y est parmi les plus faibles.
- Après s'être contracté en 2020 en raison de la crise sanitaire de COVID-19, le PIB de la région a renoué avec la croissance et présente une progression marquée en 2021. En revanche, le revenu disponible par habitant affichait l'une des plus faibles hausses en 2021, et ce, après avoir crû fortement en 2020 en raison notamment des mesures de soutien au revenu liées à la COVID-19.
- En 2022, l'emploi chez les 15-64 ans est resté stable à Laval, de même que le taux de chômage. Le taux de postes vacants a également peu varié dans la région. En revanche, le salaire horaire moyen offert par les employeurs pour ces postes vacants a augmenté (+ 6,3 %), mais demeure en dessous de la moyenne québécoise.
- En 2021, les ménages de Laval sont, en proportion, plus nombreux que ceux des autres régions à occuper un logement inabordable, c'est-à-dire un logement drainant 30 % ou plus du revenu total du ménage. Ils sont aussi plus fortement concernés par la taille insuffisante de leur logement, selon les données du dernier recensement de la population.



Principaux secteurs économiques de Laval selon le PIB en 2021¹



Soins de santé et
assistance sociale

9,4%



Commerce
de gros

9,0%



Commerce
de détail

8,5%



Services
professionnels,
scientifiques et
techniques

7,6%



Administrations
publiques

6,9%

1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	435 099	439 583	442 574 ^r	443 093 ^r	446 476 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	5,2	4,8	8,4	6,8	4,3
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	79,2	76,0	73,1	74,3	76,7
PIB aux prix de base par habitant	\$	38 127	39 870 ^r	38 749 ^{e,r}	43 528 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	28 944	29 874 ^r	32 161 ^r	33 325 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,6 ^r	8,4 ^r	6,5	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	345 399	358 286	366 541	388 959	441 004
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	32,0	1,8	-0,6	51,0	32,6 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène ⁴	k	592	612	86	128	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

4. Données se rapportant aux régions de Laval et des Laurentides.

Sources : Voir la [page 285](#).

Lanaudière

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

544 265



16,9 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

17 558 M\$



14,2 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

33 080 \$



4,6 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

4,7 %



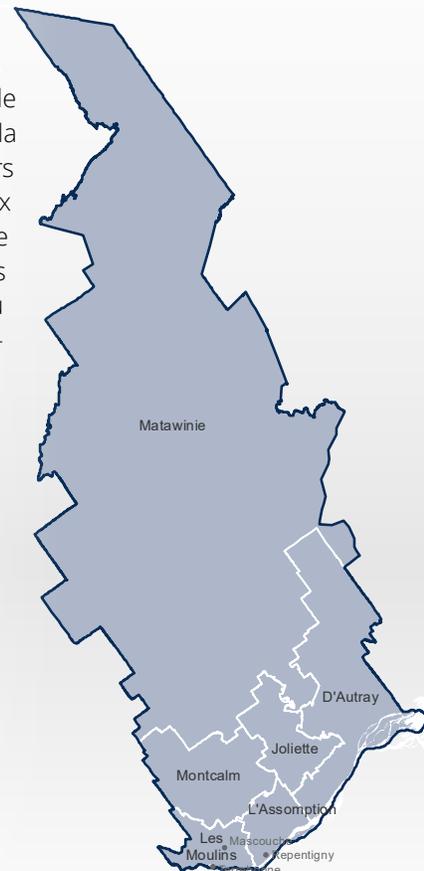
- 0,5 points de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population de Lanaudière s'est accrue à un rythme dépassant celui de toutes les autres régions entre 2021 et 2022. Sa croissance, depuis longtemps l'une des plus élevées du Québec, affiche cependant un ralentissement par rapport à l'année précédente. La population lanaudoise est plus jeune que celle de l'ensemble du Québec. La part des jeunes de moins de 20 ans y est parmi les plus élevées.
- En 2021, le PIB de la région a augmenté fortement, et ce, après avoir ralenti de façon prononcée en 2020 en raison de la crise sanitaire de COVID-19. Le revenu disponible par habitant, quant à lui, a crû de 4,5 % ou plus pour une deuxième année consécutive. Il demeure toutefois en dessous de celui du Québec.
- L'emploi chez les 15-64 ans n'a pas varié de manière significative sur le plan statistique dans Lanaudière en 2022. Le taux de postes vacants est resté stable également. En revanche, le salaire horaire moyen offert par les employeurs de la région pour ces postes a augmenté (+ 11,4 %). Malgré tout, celui-ci reste inférieur à celui du Québec.

Dans les MRC

- Les MRC de Lanaudière comprises, en tout ou partiellement, dans la région métropolitaine de recensement de Montréal et celles qui sont contiguës bénéficient de l'influence de la dynamique socioéconomique favorable de la métropole, notamment pour ce qui est des valeurs résidentielles. C'est toutefois la totalité des six MRC que compte Lanaudière qui a connu une hausse de la valeur moyenne des résidences unifamiliales supérieure à celle observée au Québec, selon les exercices financiers 2023-2022 des municipalités. En outre, en 2022, le taux d'accroissement de la population dans la MRC de Montcalm est l'un des plus élevés du Québec. La MRC des Moulins se démarque pour sa part par un taux de travailleurs parmi les plus élevés du Québec. C'est aussi la seule MRC de la région qui a vu son revenu disponible par habitant s'accroître à un taux dépassant celui de la province.



Principaux secteurs économiques de Lanaudière selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la région de Lanaudière

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	508 958	515 727	524 425 ^r	535 132 ^r	544 265 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	5,7	3,7	7,4	5,2	4,7
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	75,8	77,6	76,0	76,2	77,6
PIB aux prix de base par habitant	\$	28 520	29 663 ^r	29 309 ^{e,r}	32 810 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	28 536	29 446 ^r	31 625 ^r	33 080 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,1 ^r	7,1 ^r	5,4	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	238 862	243 244	251 072	259 835	289 749
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	10,2	13,1	11,8	10,6	34,8 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	329	352	66	100	..

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Lanaudière et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
D'Autray	46 382	24,5	31 785	4,5	72,6	3,0
L'Assomption	131 203	9,8	33 566	3,9	79,5	2,9
Joliette	72 984	16,5	32 001	3,3	73,2	2,8
Matawinie	56 304	18,8	33 024	4,7	66,0	2,7
Montcalm	62 292	31,3	30 885	4,7	75,0	3,4
Les Moulins	175 100	14,7	34 288	5,7	81,4	2,6
Ensemble de la région	544 265	16,9	33 080	4,6	76,8	2,8
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Laurentides

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

657 375



16,1 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^a)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

26 607 M\$



14,2 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

35 169 \$



5,2 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

3,7 %



- 1,7 points de %

(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population des Laurentides s'est fortement accrue entre 2021 et 2022. Sa croissance n'a pas été aussi élevée qu'au cours des deux années précédentes, mais elle demeure l'une des plus fortes du Québec. L'âge moyen de la population est semblable à celui observé pour l'ensemble du Québec.
- L'économie de la région a vivement rebondi en 2021, après avoir reculé en 2020 en raison de la crise sanitaire. Son PIB a augmenté de plus de 14,0 % en 2021, stimulé notamment par le secteur de la construction. Quant au revenu disponible par habitant, il a augmenté de plus de 5,0 %, soit l'une des plus fortes croissances parmi les régions administratives. Son niveau de revenu continue également d'être l'un des plus élevés du Québec.
- En 2022, l'emploi des 15-64 ans est resté stable dans les Laurentides. Pour sa part, le taux de postes vacants a augmenté entre 2021 et 2022, tout comme le salaire horaire moyen offert par les employeurs de la région pour ces postes. Celui-ci se situe néanmoins en dessous de celui offert à l'échelle québécoise.

Dans les MRC

- La plupart des MRC du sud des Laurentides se démarquent sous plusieurs plans. Les taux de travailleurs y sont élevés, de même que les valeurs foncières moyennes pour les résidences unifamiliales, et la part des 65 ans et plus au sein de la population y est relativement faible. La Rivière-du-Nord est la MRC qui a connu la plus forte croissance de la valeur résidentielle unifamiliale du Québec, selon les exercices financiers de 2023-2022 des municipalités. Le revenu disponible par habitant s'est particulièrement accru dans Mirabel en 2021, alors que dans Les Pays-d'en-Haut, il est l'un des plus élevés de la province. En revanche, Antoine-Labelle, dans la partie nord de la région, présente un revenu disponible et un taux de travailleurs nettement plus faibles.



Principaux secteurs économiques des Laurentides selon le PIB en 2021¹



1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	611 917	620 648	631 742 ^r	646 888 ^r	657 375 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	5,6	4,5	10,2	5,4 [*]	3,7 [*]
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	75,4	78,0	71,5	77,9	77,6
PIB aux prix de base par habitant	\$	36 544	38 036 ^r	36 868 ^{e,r}	41 131 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	30 205	31 070 ^r	33 416 ^r	35 169 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,1 ^r	7,0 ^r	5,4	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	269 875	273 544	281 394	291 768	326 302
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	21,1	4,3	4,7	35,0	10,7 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène ⁴	k	592	612	86	128	..

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

4. Données se rapportant aux régions de Laval et des Laurentides.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Laurentides et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Deux-Montagnes	107 380	12,4	33 230	5,2	79,6	2,6
Thérèse-De Blainville	168 282	8,2	38 126	5,5	80,5	2,6
Mirabel	63 881	29,7	35 293	6,5	82,2	2,5
La Rivière-du-Nord	145 037	15,5	32 718	5,2	76,1	2,9
Argenteuil	36 050	32,2	30 531	3,2	69,1	2,1
Les Pays-d'en-Haut	48 344	23,0	43 107	4,7	71,1	3,4
Les Laurentides	51 130	18,2	35 328	5,9	70,5	2,8
Antoine-Labelle	37 271	14,6	30 627	3,5	65,7	2,4
Ensemble de la région	657 375	16,1	35 169	5,2	76,7	2,7
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Montréal

Indicateurs clés



Population totale¹
(1^{er} juillet 2022)

1 475 578



10,2 pour mille
(taux d'accroissement
annuel 2022-2021²)



Produit intérieur brut²
(PIB aux prix de base) (2021)

65 841 M\$



12,4 %
(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant¹ (2021)

35 520 \$



5,0 %
(variation annuelle)



Taux de chômage²
(15-64 ans) (2022)

3,8 %

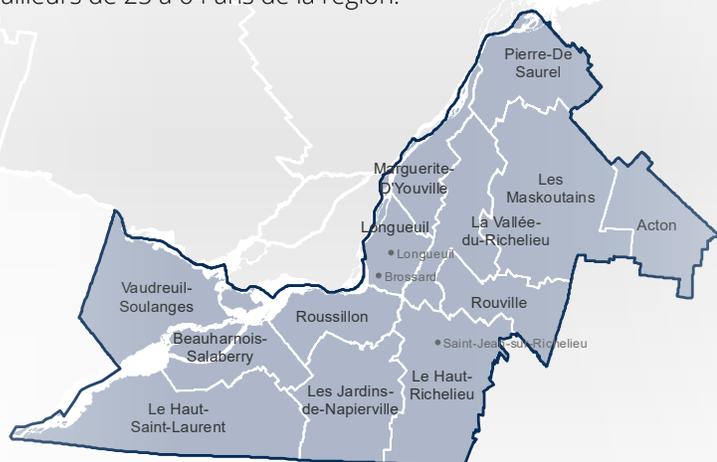


- 1,7 points de %
(écart annuel)
(écart non significatif)

- La population de la Montérégie a augmenté entre 2021 et 2022 à un rythme tout juste en dessous de celui de l'ensemble du Québec. La croissance s'y est légèrement redressée après deux années de ralentissement. La part des jeunes de moins de 20 ans est plus forte, alors que l'âge moyen de la population montréaléenne est moins élevé que celui de la population à l'échelle québécoise.
- Deuxième moteur économique de la province, la Montérégie a vu son PIB augmenter de plus de 12,0 % en 2021, stimulé notamment par les secteurs de la fabrication, de la construction et du commerce de gros. Pour sa part, le revenu disponible par habitant a continué de croître de manière importante en 2021, sans atteindre toutefois l'ampleur de la hausse de 2020. La Montérégie affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé du Québec, et ce, pour une sixième année consécutive.
- En 2022, le taux d'emploi des 15-64 ans a augmenté en Montérégie et demeure l'un des plus élevés du Québec. Quant au taux de chômage, il a peu varié sur le plan statistique par rapport à 2021. Entre 2021 et 2022, le taux de postes vacants s'est accru en Montérégie et s'est établi à 6,0 %, ce qui est supérieur au taux québécois. Si le salaire horaire moyen offert par les employeurs de la région pour ces postes a crû de façon significative en 2022, il reste toutefois inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Dans les MRC

- La Montérégie se caractérise par de fortes disparités entre les valeurs moyennes des résidences unifamiliales d'une MRC à l'autre ; la valeur foncière pour ce type de propriété est 2,3 fois plus élevée dans la MRC de Longueuil que dans celle de Pierre-De Saurel, située à l'extrémité est de la région. C'est dans les MRC situées non loin de l'île de Montréal que les revenus disponibles par habitant sont les plus élevés, voire parmi les plus élevés du Québec. Ces MRC affichent aussi les plus hauts taux de travailleurs de 25 à 64 ans de la région.



1. Selon le redécoupage administratif de la Montérégie entré en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

2. Selon le découpage administratif de la Montérégie en vigueur avant la publication du décret 961-2021 le 28 juillet 2021.

Principaux secteurs économiques de la Montérégie en 2021¹



Soins de santé et
assistance sociale

8,6%



Construction

8,0%



Commerce
de gros

6,8%



Commerce
de détail

6,7%



Services
d'enseignement

6,4%

1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	1 410 938	1 430 305	1 446 502 ^r	1 460 670 ^r	1 475 578 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans ²	%	4,5	4,1	8,5	5,5	3,8
Taux d'emploi des 15-64 ans ²	%	77,8	78,4	74,2	77,0	79,2
PIB aux prix de base par habitant ³	\$	39 517	40 860 ^r	40 501 ^{er}	45 076 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$	30 744	31 702 ^r	33 833 ^r	35 520 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	6,9 ^r	6,8 ^r	5,4	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ⁴	\$	299 425	307 470	318 784	334 817	378 077
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ⁵	%	9,8	20,1	- 6,9	2,9	- 0,3 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène ²	k	709	705	165	187	..

- Voir l'encadré de la [page 20](#).
- Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
- Le découpage tient compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie pour les années 2020 et 2021 seulement, ce qui rend impossible toute comparaison chronologique avec des données antérieures à 2020.
- Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).
- Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Montérégie et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
Acton	16 435	10,0	30 210	3,7	75,9	2,2
Pierre-De Saurel	53 331	11,4	32 375	3,3	71,7	2,6
Les Maskoutains	91 534	11,2	33 376	3,0	79,0	2,6
Rouville	38 543	8,8	33 771	5,2	81,6	2,8
Le Haut-Richelieu	124 792	7,8	33 986	4,2	78,2	2,5
La Vallée-du-Richelieu	134 507	8,7	39 257	5,9	83,4	2,5
Longueuil	437 453	5,1	36 938	5,0	78,6	2,4
Marguerite-D'Youville	82 717	7,1	36 253	4,9	83,4	2,7
Roussillon	199 870	14,2	34 497	5,6	80,5	2,1
Les Jardins-de-Napierville	32 676	23,2	32 909	5,6	79,7	1,6
Le Haut-Saint-Laurent	25 782	21,4	30 940	4,4	68,4	1,3
Beauharnois-Salaberry	71 613	24,2	32 406	4,5	74,4	2,3
Vaudreuil-Soulanges	166 325	12,3	36 404	6,1	81,4	2,2
Ensemble de la région¹	1 475 578	10,2	35 520	5,0	79,4	2,4
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Centre-du-Québec

Indicateurs clés



Population totale
(1^{er} juillet 2022)

259 033



13,5 pour mille

(taux d'accroissement
annuel 2022-2021^P)



Produit intérieur brut
(PIB aux prix de base) (2021)

11 766 M\$



14,1 %

(variation annuelle)



Revenu disponible
par habitant (2021)

31 230 \$



3,5 %

(variation annuelle)



Taux de chômage
(15-64 ans) (2022)

2,6 %



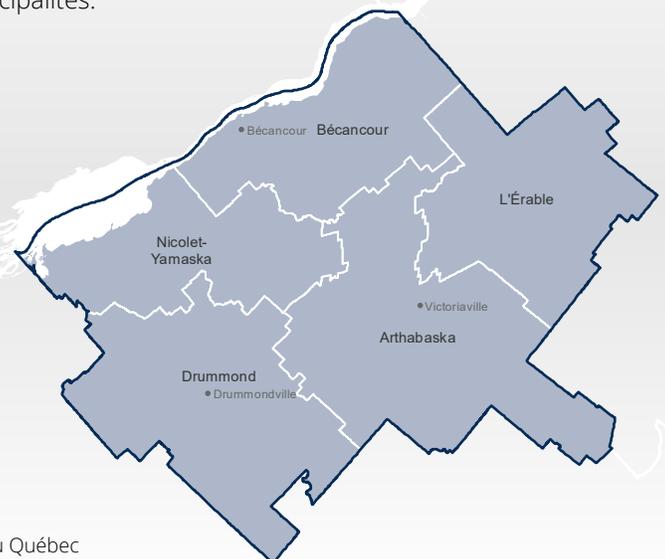
- 2,6 point de %

(écart annuel)

- La population du Centre-du-Québec a augmenté entre 2021 et 2022. La croissance n'a pas été aussi forte que celle de l'année précédente, mais demeure l'une des plus élevées enregistrées dans la région en plus de 30 ans. La part des 65 ans et plus y est plus élevée que celle à l'échelle québécoise, et l'âge moyen dépasse celui de l'ensemble du Québec.
- Après avoir marqué une pause en 2020 due à la crise sanitaire et aux mesures de confinement, l'économie du Centre-du-Québec est repartie à la hausse. Selon les estimations provisoires, son PIB a rebondi en 2021 de plus de 14,0 %, porté entre autres par le secteur de la fabrication. En revanche, le revenu disponible a crû faiblement en 2021 et son niveau demeurait l'un des plus bas de la province.
- En 2022, l'emploi chez les 15-64 ans est demeuré relativement stable dans la région. Néanmoins, le taux de chômage a diminué (- 2,6 points de pourcentage) et continue d'être l'un des plus bas du Québec. Quant au taux de postes vacants, il a peu varié entre 2021 et 2022. Toutefois, le salaire horaire moyen offert par les employeurs du Centre-du-Québec pour ces postes a augmenté de façon significative par rapport à 2021 (+ 7,2 %), mais il est inférieur à celui du Québec.

Dans les MRC

- Dans les dernières années, les cinq MRC de la région ont évolué de façon différente selon les angles retenus. Bécancour se démarque par son taux d'accroissement annuel de sa population, soit un des plus élevés du Québec en 2022, ainsi que par le revenu disponible par habitant qui a crû plus fortement que dans les autres MRC du Centre-du-Québec en 2021. À l'inverse, la MRC de Nicolet-Yamaska est celle qui affiche la plus faible croissance, tant de sa population que du revenu disponible par habitant. Pour sa part, L'Érable a connu la plus importante hausse du taux de travailleurs de la région en 2021. C'est dans Arthabaska que la valeur moyenne des résidences unifamiliales a le plus augmenté, selon les exercices financiers 2023-2022 des municipalités.



Principaux secteurs économiques du Centre-du-Québec selon le PIB en 2021¹



Commerce
de gros

9,3%



Soins de santé et
assistance sociale

8,7%



Construction

7,4%



Services
d'enseignement

6,5%



Commerce
de détail

6,2%

1. Sont exclus les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2018	2019	2020	2021	2022
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	247 496	249 467	251 674 ^r	255 548 ^r	259 033 ^p
Taux de chômage des 15-64 ans	%	5,3 [*]	4,1 [*]	6,4 [*]	5,2 [*]	2,6 [*]
Taux d'emploi des 15-64 ans	%	74,0	76,1	75,5	79,3	81,7
PIB aux prix de base par habitant	\$	40 360	41 341 ^r	40 970 ^{e,r}	46 044 ^e ..	..
Revenu disponible par habitant	\$	27 413	28 037 ^r	30 184 ^r	31 230 ^p	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,3 ^r	7,3 ^r	6,0	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	178 209	180 467	185 215	191 312	204 153
Variation annuelle des dépenses en immobilisation ³	%	-3,6	15,7	-9,9	21,1	28,2 ^p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	198	x	x	x	..

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Voir l'encadré de la [page 20](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 222](#).

3. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la [page 285](#).

Statistiques des MRC de la région, Centre-du-Québec et ensemble du Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2022 ^p		Revenu disponible par habitant 2021 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2021 ^p	
	n	TAA ¹ 2021-2022 pour 1 000	\$	Variation 2021/2020 en %	%	Écart 2021-2020 en points de %
L'Érable	24 671	13,1	30 844	3,8	78,6	3,3
Bécancour	22 300	31,4	31 824	5,5	74,7	1,9
Arthabaska	75 997	9,1	31 282	2,9	77,4	2,7
Drummond	111 693	14,7	31 189	3,7	76,6	2,7
Nicolet-Yamaska	24 372	6,2	31 116	1,9	75,6	2,1
Ensemble de la région	259 033	13,5	31 230	3,5	76,8	2,7
Ensemble du Québec	8 695 659	10,8	34 180	4,9	77,1	2,4

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2022. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la [page 285](#).

Sources de la section Coups d'œil sur les régions

Assistance aux spectacles des arts de la scène

Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*.

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles

Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Enquête des permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

PIB aux prix de base par habitant

Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; Revenu Québec et Statistique Canada.

Population

Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Revenu disponible par habitant

Institut de la statistique du Québec ; Affaires autochtones et du Nord Canada ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité économique des chasseurs crûs ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Taux de chômage des 15-64 ans

Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux de faible revenu des familles

Statistique Canada, Fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux d'emploi des 15-64 ans

Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans

Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Valeur moyenne des résidences unifamiliales

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) qui les constituent, à partir des données administratives et d'enquêtes.

L'édition 2023 contient :

- onze chapitres qui présentent les régions administratives selon différents thèmes : démographie, marché du travail, PIB régional, revenu disponible par habitant, investissements, logement, conditions de vie des familles, éducation, ressources humaines en science et technologie, culture et hébergement touristique ;
- des statistiques détaillées traitant, à l'échelle des MRC, de thèmes clés, à savoir la population, le revenu disponible, le marché du travail ainsi que la valeur foncière des résidences unifamiliales ;
- un portrait statistique de chaque région administrative regroupant des faits saillants, les principaux indicateurs et des tableaux de données.

Référence en matière d'analyses statistiques régionales et supralocales depuis 2009, le *Panorama des régions du Québec* se veut un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs de la scène régionale et un vecteur d'information pour toute personne qui souhaite en savoir plus sur les différentes régions du Québec.

« La statistique au service de la société : la référence au Québec »

statistique.quebec.ca